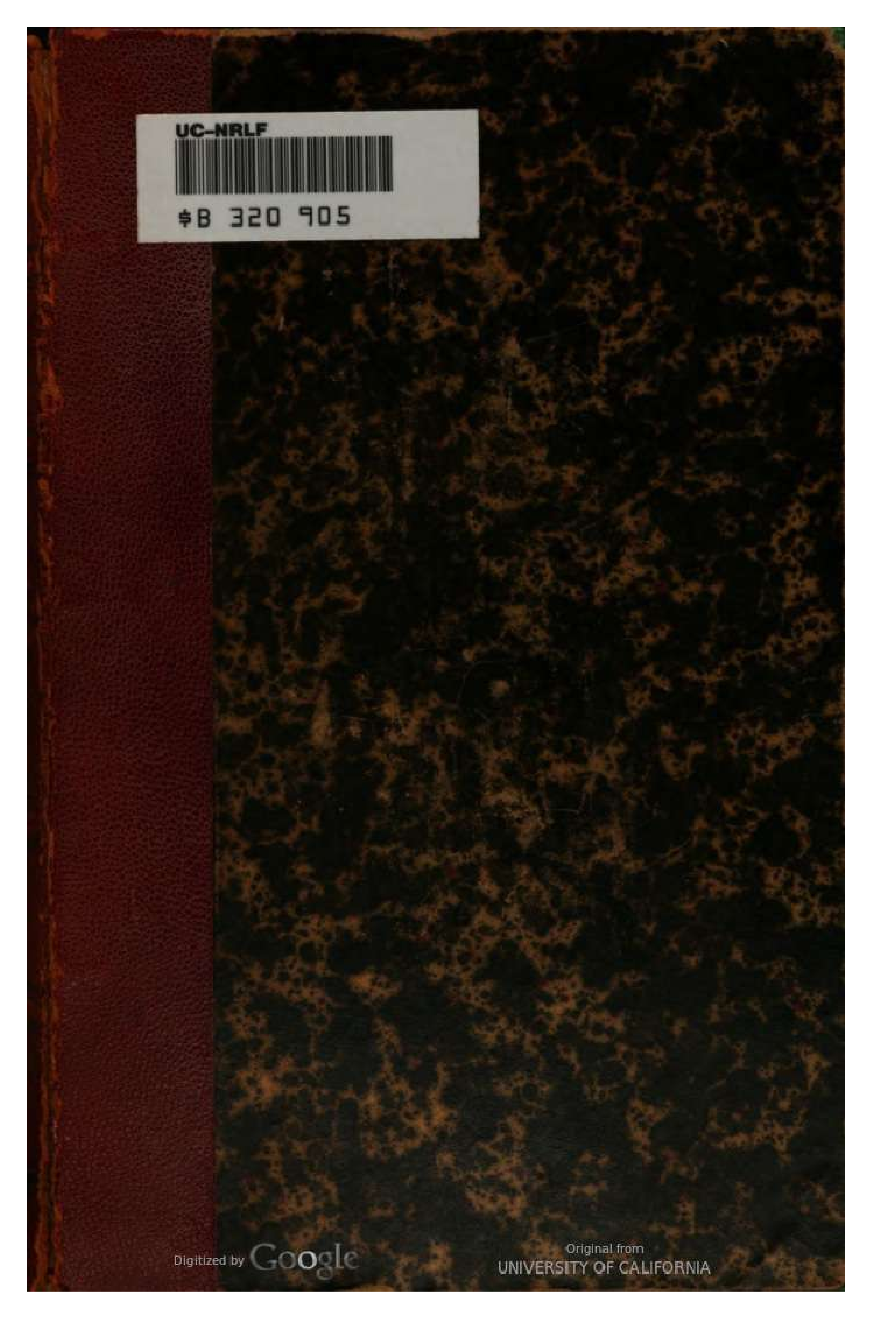
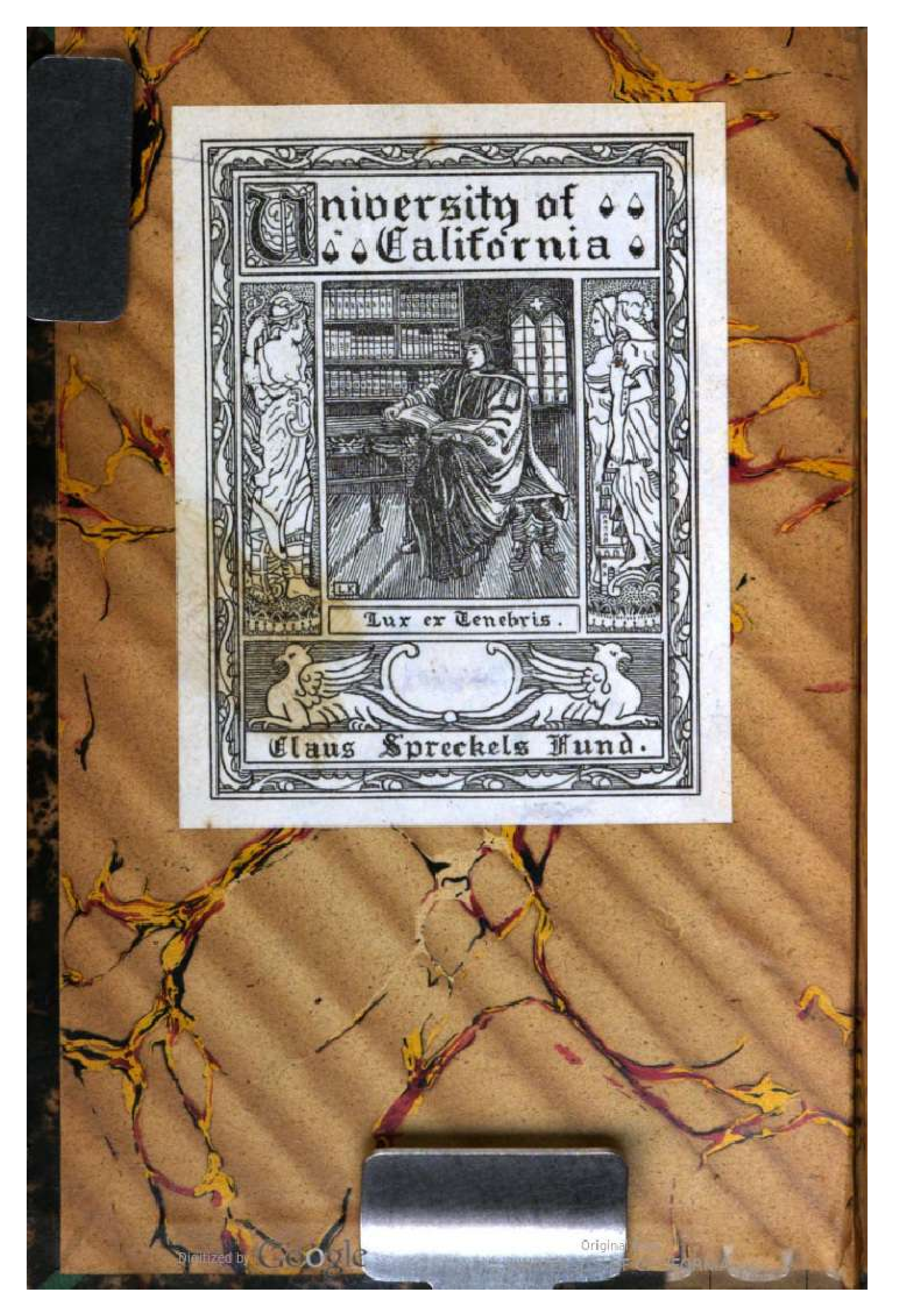
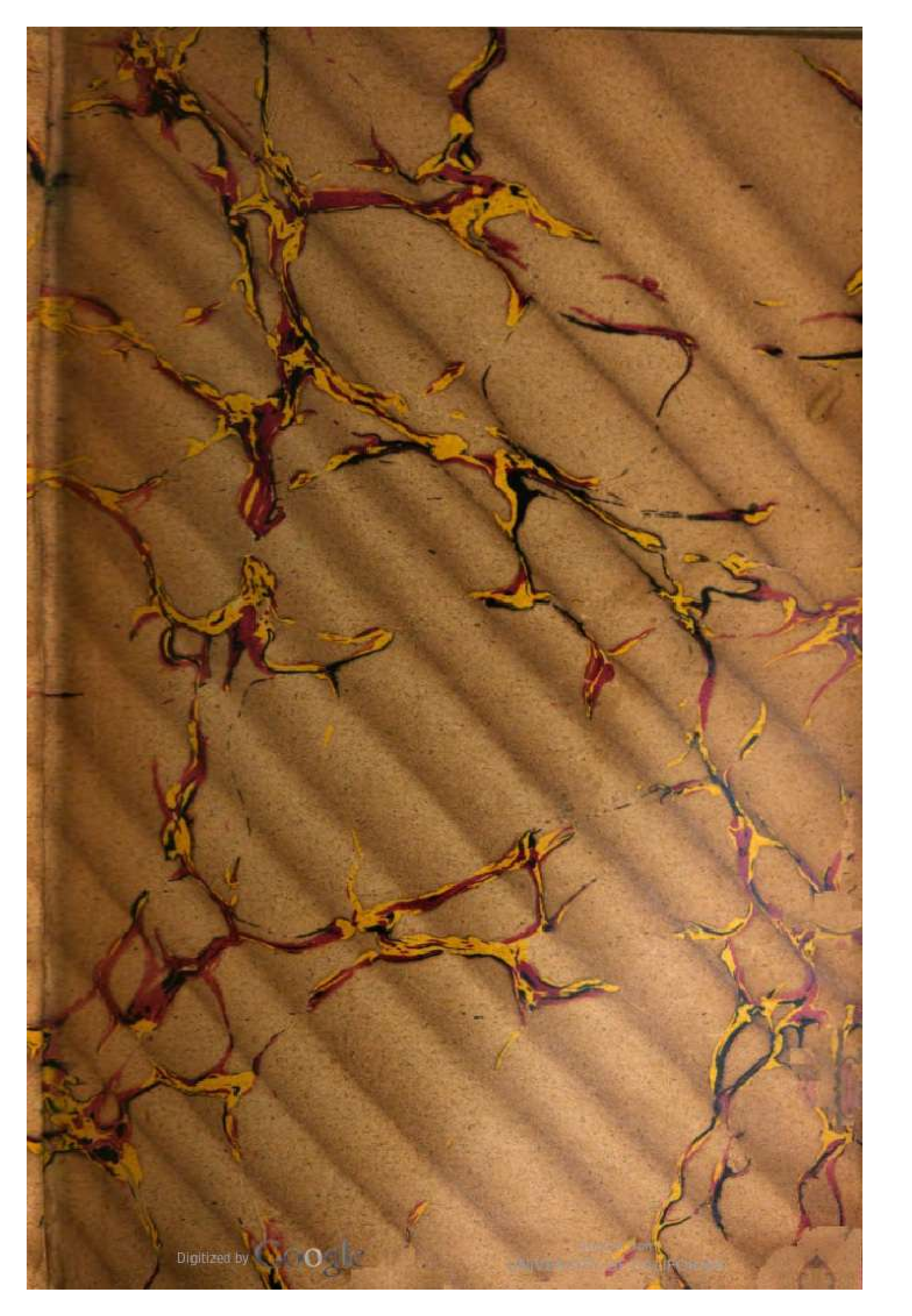

UC-NRLF
$B 320 905


University of California
Lux ex Tenebris.
Claus Spreckels Fund.
Digitized by Google



DEUX
CAMPAGNES DE TURENNE
EN FLANDRE

DU MÊME AUTEUR

Le Maréchal de Fabert (1599-1662). Étude historique d'après ses lettres et des pièces inédites tirées de la Bibliothèque et des Archives nationales, des Archives des Affaires étrangères, du Dépôt de la Guerre, etc. (*Ouvrage couronné par l'Académie française*, 1er Prix THÉROUANNE). 3e édition. 2 volumes in-18, avec portrait. Prix...... .... 7 fr.

Quelques exemplaires sur papier de Hollande. Prix.. . 14 fr.



CROMWELL ET MAZARIN

DEUX CAMPAGNES DE TURENNE EN FLANDRE

LA BATAILLE DES DUNES

PAR LE L[t]-COLONEL

JULES BOURELLY

(Deux planches gravées)



PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE DIDIER

PERRIN ET C[ie], LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1886



PRÉFACE

Ce livre traite de l'alliance de Louis XIV et de Cromwell, sous le ministère de Mazarin, et des campagnes de Turenne en Flandre, sans lesquelles l'union de la France et de l'Angleterre serait probablement restée lettre morte.

M. Guizot a esquissé, en une synthèse brillante, les phases de l'alliance des deux souverains (1), mais il s'est attaché surtout à l'exposé des négociations diplomatiques qui en ont préparé la conclusion.

(1) *Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell* (1649-1658), t. II (*Histoire de la Révolution d'Angleterre*, 2e partie).

Depuis, M. Chéruel, dans son *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, a traité le même sujet, avec plus de développements, en se renfermant, cependant, dans les limites que lui imposait le titre de son œuvre.

Il nous a paru qu'il y avait encore place, après les travaux de ces deux historiens, pour une étude intéressante de la période active de l'alliance anglo-française, au double point de vue de la politique et de la guerre. On y trouvera en scène, en même temps, Cromwell, Louis XIV, Mazarin, Turenne et Condé. Sans y figurer en personne, le cardinal de Retz y joue un rôle qui n'est pas le moins important. Vauban y apparaît, un instant seulement et sur un plan bien effacé, il est vrai, mais tout ce qui peut servir à faire connaître et apprécier ce grand homme est si précieux à recueillir!

En ce qui concerne les opérations militaires conduites par Turenne en 1657 et 1658, et qui ont abouti à la bataille des Dunes, suivie de la



remise de Dunkerque à l'Angleterre, nous ferons remarquer que nombre d'auteurs ne sont pas sortis des généralités; encore les ont-ils souvent empruntées à leurs devanciers sans prendre la peine de les contrôler.

La bibliographie détaillée qui accompagne notre texte et où, pour ainsi dire, chaque fait est appuyé de ses preuves, nous dispense d'énumérer ici les sources d'informations où nous avons puisé. Toutefois, nous croyons devoir signaler le riche dépôt des *Archives des affaires étrangères* comme nous ayant fourni la plus grande partie des nombreux documents inédits sur lesquels repose ce travail.

LIVRE PREMIER

LA FRANCE ET L'ESPAGNE SE DISPUTENT L'ALLIANCE DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGLETERRE (1649-1655). — TRAITÉ OFFENSIF ET DÉFENSIF DE L'ANGLETERRE AVEC LA FRANCE (1657). — ÉCHEC DE TURENNE DEVANT CAMBRAI. — PRISE DE SAINT-VENANT. — DIFFICULTÉS AVEC CROMWELL POUR L'EXÉCUTION DU TRAITÉ D'ALLIANCE. — SIÈGE DE MARDICK; CAPITULATION. — MAZARIN ORGANISE LA DÉFENSE DE MARDICK. — TURENNE ADMINISTRATEUR MILITAIRE. — ATTAQUES DIRIGÉES CONTRE LA POLITIQUE DE MAZARIN VIS-A-VIS DE L'ANGLETERRE (1657-1658). — LA « TRÈS HUMBLE REMONTRANCE AU ROI », PAR LE CARDINAL DE RETZ (1658).



CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE ET L'ESPAGNE SE DISPUTENT L'ALLIANCE DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGLETERRE (1649-1655). — TRAITÉ OFFENSIF ET DÉFENSIF DE L'ANGLETERRE AVEC LA FRANCE (1657). — ÉCHEC DE TURENNE DEVANT CAMBRAI. — PRISE DE SAINT-VENANT.

1649-1657. La France et l'Espagne recherchent à l'envi l'alliance de l'Angleterre (1649). — Dispositions favorables de Cromwell à l'égard de l'Espagne; sa froideur envers la France (1650). — Cession de Dunkerque proposée au comte d'Estrades (1652). — Capture de vaisseaux français par une escadre anglaise. — Les Espagnols s'emparent de Dunkerque. — La France reconnaît la république d'Angleterre. — Mission de M. de Bordeaux auprès de Cromwell. — Ouvertures des puissances rivales au Protecteur (1654). — Alonzo de Cardeñas et le marquis de Leyde. — — Commencement d'entente entre la France et l'Angleterre. — Cromwell rompt avec Philippe IV (1655). — Traité de Westminster entre la France et l'Angleterre (3 novembre). — Le colonel Lokhart nommé ambassadeur à Paris. — Visées de domination religieuse de Cromwell; il cherche à s'unir plus étroitement avec la France. — Mazarin se montre peu pressé de se lier par de nouveaux engagements. — Négociations de Lionne à Madrid (1656). — Cromwell et Mazarin; traits communs de leur caractère qui les portent à se rapprocher. — Traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Angleterre (Paris, 23 mars 1657). — Mazarin recommande à Cromwell les catholiques anglais. — Rassemblement des troupes du roi (avril). — Turenne entre en campagne (mai). — Préparatifs de guerre des Espagnols. — Mazarin se concerte avec Turenne pour une diversion sur Cambrai; la place est investie. — Condé fait échouer l'attaque de Cambrai. — Turenne se retire aux environs de Saint-Quentin. — Débarquement des auxiliaires anglais (18-24 mai); ils rejoignent Turenne. — Commencement du siège de Montmédy (11 juin). — Cromwell se plaint à M. de Bordeaux du retard apporté à l'attaque des places maritimes de la Flandre; le cardinal se justifie. — Manœuvres du marquis de Caracène pour



diviser la France et l'Angleterre. — Nouvelles doléances de Cromwell sur l'inexécution du traité. — Mazarin appelle l'attention de Turenne sur les observations du Protecteur; il abandonne le projet de s'emparer d'une place sur la Lys. — Ses préoccupations au sujet de la succession à l'Empire ouverte à Francfort. Il soumet à Turenne un plan de campagne. — Lockhart renouvelle ses plaintes à l'occasion de l'ajournement du traité; Mazarin en prend son parti. — Renseignements fournis à Turenne sur les mouvements des Espagnols et de Condé autour de Montmédy. — La célérité de mouvements habituelle à Condé déconcerte les émissaires de Mazarin. — Reddition de Montmédy (6 août). — Turenne se décide pour une brusque irruption en Flandre; Mazarin approuve l'opération. — Prise de Saint-Venant (27 août). — Les Espagnols se retranchent derrière le canal de la Colme. — Lettre de Turenne à Mazarin (3 septembre) sur les derniers succès remportés. — Défaite de Montal, près de Sillery.

Au lendemain de la mort de Charles Ier, qui laissait le champ libre à Cromwell pour l'organisation de la République, la France et l'Espagne commençaient à se disputer sourdement, sans prendre grand souci des Stuarts proscrits, l'alliance du tout-puissant régicide. Cette rivalité entre les cours de Paris et de Madrid devait durer neuf ans (1649-1658), et ne cesser que lorsque la suprématie en Europe resterait définitivement acquise à l'un des deux États. Ainsi, plus de deux siècles auparavant, François Ier et Charles-Quint avaient recherché à l'envi l'assistance de l'Angleterre, dans la personne du premier ministre de Henri VIII, le cardinal Wolsey.

L'Espagne, en ne rappelant pas son ambassadeur immédiatement après l'exécution du roi, s'attira, la première, par cet honneur intéressé, les témoignages du bon vouloir de la République. Il



n'y eut de mauvais traitements que pour le chargé d'affaires de France à Londres. En vain Mazarin s'efforça de soulever contre les Espagnols les défiances de Cromwell : il ne parvint à recueillir que des preuves d'une hostilité inquiétante. Tandis qu'il cherchait à obtenir, sous main (janvier 1650), du parlement républicain, des hommes et de l'argent pour être en mesure de faire face aux exigences de la guerre contre l'Espagne, le représentant de Philippe IV à Londres sollicitait sournoisement les mêmes secours pour les frondeurs de Bordeaux.

Le cardinal crut avoir trouvé une occasion favorable de regagner le terrain perdu sur l'Espagne, au moment où Cromwell fit proposer (février 1652) au comte d'Estrades la cession de Dunkerque à prix d'argent, en promettant d'assister le roi de France de ses soldats et de ses vaisseaux. Il accepta le marché avec empressement. Mais, non seulement les négociations provoquées par l'offre du chef de la République n'aboutirent à aucun accord, mais la capture opérée, quelques mois après, par une escadre anglaise, sous prétexte de représailles, et « avec une insolence injurieuse à la couronne[1] », de plusieurs vaisseaux français envoyés au secours de Dunkerque, permit aux Espagnols de s'emparer de la place (16 septembre 1652).

1. *Mémoires du cardinal de Retz.*



Après cet échec mortifiant, qui aurait rebuté un politique moins obstiné et moins avisé que Mazarin, la France reconnut officiellement la République d'Angleterre. M. de Bordeaux, conseiller d'État et intendant en Picardie, fut chargé de porter au parlement anglais l'assurance de l'amitié de Louis XIV (décembre 1652)[1].

Cromwell venait d'être proclamé Protecteur (décembre 1653). Il continuait à être l'objet des avances de la France et de l'Espagne, sans parler du prince de Condé qui avait aussi des agents à Londres et tentait de le gagner à sa cause. Son attitude commençait à devenir moins hautaine vis-à-vis de la France, quoique froide et réservée (1654). Bientôt les propositions d'accommodement de M. de Bordeaux semblèrent rencontrer des dispositions plus propres à une entente, bien qu'elles se heurtassent à des prétentions exagérées. Mazarin promettait Dunkerque et de l'argent, mais ne parvenait pas à s'entendre avec le Protecteur sur les clauses relatives aux Stuarts. Alonzo de Cardeñas, ambassadeur de Philippe IV à Londres, et le marquis de Leyde, envoyé extraordinairement en Angleterre avec le même titre, offraient le port de Calais et proposaient une descente en Guienne,

1. M. de Bordeaux ne reçut que plus tard (février 1654) le titre d'ambassadeur. — D'après Larrey (*Histoire de France sous le règne de Louis XIV*, t. II, Rotterdam, 1738), Mazarin avait tout d'abord jeté les yeux, pour cette mission, sur le président de Bellièvre, qui avait occupé le poste d'ambassadeur de France à Londres, sous Charles Ier, et l'avait abandonné, par ordre du roi, environ trois mois après l'exécution de ce prince.



mais se montraient peu disposés à souscrire, selon le vœu de Cromwell, à l'affranchissement de l'Inquisition pour les négociants anglais résidant en Espagne, et à la liberté du commerce dans les Indes occidentales.

Les cabinets aux prises, ballottés depuis longtemps d'une solution à une autre, attendaient, anxieux, une décision définitive, lorsque les amiraux anglais Penn et Venables se jetèrent inopinément sur la Jamaïque et s'en rendirent maîtres (mai 1655). La rupture avec la cour de Madrid était éclatante. Acharné à la défense des intérêts de son maître, Cardeñas se fit illusion jusqu'à vouloir conjurer les suites de cette formidable explosion de la volonté longtemps contenue du Protecteur. Un dernier effort d'intrigue lui dessilla les yeux : le 3 novembre suivant, un traité signé à Westminster, entre la France et l'Angleterre, mettait fin aux actes d'hostilité sur mer et consacrait la liberté du commerce entre les deux nations[1]. Les articles publics de ce traité furent proclamés solennelle-

1. La date du 24 octobre assignée à ce traité par M. Guizot (*Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell*) est empruntée au calendrier julien (ancien style) ; le traité imprimé en latin et en français (pièce in-4° de 56 pages) porte la date du 3 novembre, qui est celle du calendrier grégorien (nouveau style). Nous avons trouvé un exemplaire de cet imprimé dans le vol. CCCXXIII de V^c Colbert, à *la Bibliothèque nationale ;* il contient : 1° le pouvoir de traiter (français) pour M. de Bordeaux, en date du 21 février 1654; 2° un pouvoir semblable (latin) délivré par le Protecteur aux commissaires anglais, le 23 octobre de la même année ; 3° un article additionnel du 3 décembre 1655 (23 novembre du calendrier anglais) par lequel les Provinces-Unies des Pays-Bas sont comprises dans le traité signé antérieurement à Westminster ; 4° l'acte royal en vertu duquel la publication de la paix a été faite à Paris le 8 décembre suivant.



ment à Londres et à Paris [1]. D'après un article secret, Cromwell devait expulser d'Angleterre les agents de Condé ; Mazarin s'engageait, en retour, à faire sortir du territoire français un certain nombre de partisans des Stuarts [2]. Trois jours après la conclusion de l'alliance, bientôt suivie de la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Espagne [3], Cardeñas quittait Londres. Un peu plus tard, Cromwell nomma à Paris, comme ambassadeur, son neveu le colonel William Lockhart [4]. De son côté, la cour d'Espagne traita avec Charles II.

1. Cette proclamation se fit, à Paris, au bruit du canon de l'Arsenal et de la Bastille. Deux hérauts d'armes, précédés de trompettes et désignés par le comte d'Harcourt, grand écuyer de France, se rendirent d'abord à la porte du Louvre, et ensuite dans la cour du Palais, devant l'hôtel de ville et sur les différentes places publiques pour y lire le traité (1. Ordre [min.] du roi, du 8 octobre, au gouverneur de la Bastille ; 2. « Ordre [orig.] du roi, pour la publication de la paix, avec le certificat des héraults d'armes, » du 9 décembre 1655, *Arch. Aff. étr., Angleterre*, t. LXVI).

On voit, par une pièce appartenant au même fonds, même volume, relative aux « *formalités et cérémonies pour la publication de la paix entre la France et la République d'Angleterre* », que l'ordre de faire exécuter cette publication fut donné directement par le roi et non par le Parlement. « C'est qu'il a été jugé » — y est-il dit, — « que le moins qu'on pourrait donner de connaissance au Parlement des affaires d'État, et particulièrement de cette nature, était toujours le mieux. »

2. Charles II s'était déjà retiré à Cologne.

3. Les griefs de l'Angleterre contre l'Espagne furent exposés dans un mémoire publié en latin, à Londres, en 1655, chez Henri Hills et Johannes Field, imprimeurs du Protecteur, sous le titre suivant : « *Scriptum Dom. Protectoris Reipublicæ Angliæ Scotiæ, Hiberniæ, etc., ex consensu atque sententiâ concilii sui editum, in quo hujus reipublicæ causa contra Hispanos justa esse demonstratur.* » Ce mémoire fait partie des pièces contenues dans le tome CCCXXIII *des Ve Colbert* à la *Bibliothèque nationale*.

4. Quand le colonel Lokhart vint prendre possession de son poste, l'émoi fut grand à la cour de France. L'ambassadeur vénitien Giustiniani écrivait alors que dans le but de prévenir des troubles qui pouvaient, à cette occasion, éclater à Paris, il était probable que le roi donnerait ailleurs, au nouvel ambassadeur, son audience de réception (Lettre [cop.] du 16 mai 1656, *Bibl. nat., Dépêches des ambassadeurs vénitiens*, filza 119).

William Lockhart, gentilhomme écossais, avait embrassé d'abord la cause des Stuarts ; il se rallia plus tard à celle de Cromwell qui lui fit épouser une de ses nièces, d'une remarquable beauté, Robina Shouster.



Cependant, l'intention de Cromwell était de s'unir encore plus étroitement à la France, à la fois pour une action de guerre décisive contre l'Espagne, et pour la réalisation, avec la coopération de Louis XIV, d'un projet depuis longtemps caressé et qui consistait à former en Europe une confédération protestante dont il serait le chef. Les clauses du traité de Westminster répondaient mal à ses visées sous ce rapport, et il aurait voulu les modifier sans retard. Mazarin semblait, au contraire, peu pressé de se lier par de nouveaux engagements. Il pouvait craindre que les desseins religieux de Cromwell ne trouvassent sinon un appui effectif, du moins des dispositions sympathiques auprès des protestants français avec lesquels les agents de l'Angleterre étaient en relation [1]. Hâter le moment où il serait en mesure d'imposer la paix à l'Espagne, tel était le but que son patriotisme clairvoyant avait toujours assigné à ses efforts, et c'était pour l'atteindre, à l'exclusion de tout autre, qu'il avait recherché, depuis dix ans, avec une persévérance inouïe, l'alliance du Pro-

1. Peu après la signature du traité de Westminster, au commencement de l'année 1656, la nouvelle se répandit à Montauban que plusieurs articles secrets avaient été convenus entre le roi et le Protecteur. Certaines clauses de ces prétendus articles constituaient la nation anglaise garante de l'observation de l'édit de Nantes en faveur des protestants français, et autorisaient les Anglais trafiquant en France à faire construire des temples dans les faubourgs des villes ou ils résidaient. Les ministres montalbanais en prirent texte pour exhorter leurs coreligionnaires à prier Dieu pour cette « nation généreuse qui s'était souvenue de leurs intérêts dans le traité qu'elle avait fait avec le roi ». (Extrait, en copie, d'une lettre du grand vicaire de Montauban à l'évêque de cette ville, du 6 février 1656, *Bibl. nat.*, *Colbert*, Ve vol. CCCXXIII. On trouve, à la suite de cet extrait, sur feuille séparée, les articles secrets dont il s'agit.)

tecteur. Mais ce n'était pas, à ses yeux, se détourner de ce but, que d'accepter, en dehors de Cromwell, des propositions de paix de Philippe IV. L'occasion s'en étant présentée, il ne négligea pas de la mettre à profit. Par son ordre, de Lionne partit secrètement pour Madrid, où il entra en conférence (juillet 1656) avec don Louis de Haro. Quand tout espoir d'entente entre les deux couronnes se fut évanoui, le cardinal reprit activement les négociations engagées en vue d'une union plus intime avec l'Angleterre, et finit par vaincre la défiance qu'avaient excitée sa tentative de réconciliation avec les Espagnols et son peu d'empressement à se prêter aux projets de domination religieuse de Comwell. Il obtint que la guerre avec l'Espagne ferait l'objet principal d'un nouveau pacte destiné à resserrer encore les liens des deux nations.

En dehors des motifs d'intérêt politique dont Cromwell et Mazarin s'inspiraient pour mettre leurs forces en commun, n'obéissaient-ils pas à une mutuelle attraction provenant d'autres causes ? Ce n'est pas qu'il y eût entre eux affinité de caractère et conformité de vues, mais ils avaient à peu près le même âge, ils étaient sortis presque en même temps de l'obscurité pour se faire un nom dans la vie publique, et ne devaient leur élévation qu'à eux-mêmes, c'est-à-dire à leur habileté et à leur prudence. Tous deux, également, après avoir couru

plus d'une fois le danger d'être submergés par les remous perfides de la guerre civile, étaient parvenus à dominer la tourmente, et tenaient, depuis longtemps, en acteurs consommés, les premiers rôles sur le théâtre de l'Europe. Il n'en fallait pas davantage pour qu'ils se sentissent portés à aller à la rencontre l'un de l'autre. Mazarin pouvait détester, dans le fond, les moyens violents dont le Protecteur s'était servi pour s'emparer du pouvoir; mais ses mœurs politiques, largement tolérantes, pour ne pas dire peu scrupuleuses, devaient le disposer à se rapprocher de l'homme heureux auquel tout réussissait comme à lui-même.

En janvier 1657, le colonel Lockhart entra en conférence à Paris avec de Lionne et le comte de Brienne. Moins d'un mois après, un traité d'alliance unissait la France et l'Angleterre (23 mars) [1]. Les puissances signataires convenaient d'assiéger, de concert et à frais communs, les villes maritimes de Gravelines, Dunkerque et Mardick. Pour l'exécution de ce projet, la France était tenue de fournir vingt mille hommes et l'An-

1. Le tome LXIX du fonds *Angleterre* (*Arch. aff. étr.*) contient trois projets de traité : le premier et le deuxième en latin, le troisième en français. Les articles 8, 9 et 10 de ce dernier, sur lequel a été composé en latin le traité définitif qui figure au f° 41, sont de la main de Lionne.

Le texte du traité donné par M. Guizot est la traduction française moderne du traité définitif en latin que l'on trouve aussi dans le tome CCCXXIII des V^c Colbert à la *Bibl. nat.*

Il résulte d'une lettre de Mazarin au président de Bordeaux, du 7 avril 1657 (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX), que le traité de Paris fut tenu très secret en France pendant quelque temps, ce qui n'eut pas lieu en Angleterre. Au moment ou il fut conclu, le parlement anglais était en débat avec le Protecteur pour lui faire accepter le titre de roi.



gleterre six mille avec une flotte [1]. La solde et l'entretien de la moitié des auxiliaires anglais étaient laissés à la charge du roi. Les places de Dunkerque et de Mardick devaient être livrées aux Anglais, dès que les alliés en seraient les maîtres ; cependant, si celle de Gravelines était conquise la première, elle servirait de gage provisoire à la République. Le Protecteur s'engageait à maintenir et à sauvegarder le libre exercice de la religion catholique dans les villes que le roi lui remettrait. Enfin, d'après un article secret, il était interdit à l'un et à l'autre État, si ce n'est d'un mutuel accord, de conclure la paix avec l'Espagne, pendant une année entière [2].

Un des premiers soins de Mazarin, après avoir traité avec la République, fut d'appeler sur les

1. « L'abandon déplorable dans lequel Mazarin avait laissé la marine avait été aussi pour beaucoup dans cette alliance considérée comme monstrueuse, car on eût été dans l'impossibilité d'agir par mer contre la Flandre espagnole sans le secours des flottes anglaises. » (Léon Guérin, *Histoire maritime de France.*)

2. Le texte de cet article secret existe en français au f° 39 et en latin au f° 47 du t. LXIX, fonds *Angleterre*, *Arch. aff. étr.* On trouve dans le tome CCCXXIII des V° Colbert, à la *Bibliothèque nationale*, la copie d'un traité en date du 10 mai 1657, entre la France et l'Angleterre. Dumont l'a reproduit dans son *Corps diplomatique*, avec la date du 9 mai ; c'est le même que M. Guizot et, après lui, M. Henri Martin et M. Chéruel ont qualifié d'apocryphe. Il n'a probablement existé qu'à l'état de projet. Il y était stipulé que l'Angleterre fournirait à la France une flotte et 12 000 hommes, et qu'avec les forces réunies des deux États on entreprendrait la conquête de la Hollande pour s'en partager ensuite les dépouilles. D'après d'autres clauses, les alliés devaient soutenir la Suède contre le Danemark, et le Protecteur aiderait Louis XIV à reprendre la Catalogne ; de son côté, le roi promettait de l'argent pour gagner Danzig à la Suède et s'engageait à laisser au Protecteur les villes dont on se serait emparé sur le Danemark. L'article 14 était rédigé en ces termes : « Le seigneur Protecteur promet aussi de rechercher tous les moyens imaginables pour empêcher l'élection du prince descendant de la maison d'Autriche, et pour livrer l'Empire au roi de France. »



catholiques anglais les bons offices de Cromwell. Il fallait un certain courage pour tenter cette démarche, n'eût-elle qu'un caractère platonique, au lendemain du jour où le redouté champion du calvinisme en Europe reprochait avec violence aux papistes d'Angleterre d'avoir l'Espagne « pour patron », et faisait servir cette accusation à se justifier devant le Parlement d'être en guerre avec le Roi Catholique [1]. Il est vrai qu'à la prière de la reine, le colonel Lockhart se chargea de plaider lui-même la cause des catholiques anglais. Cromwell se montra disposé à faire cas de cette haute intercession, mais ce fut sans doute à la condition que ses promesses de bons traitements, de nature à le compromettre aux yeux du Parlement et du peuple anglais, ne seraient pas rendues publiques, car Mazarin invita le président de Bordeaux à les tenir secrètes [2].

Un peu moins d'un mois après la signature du traité d'alliance (vers le 20 avril), vingt-quatre mille hommes, sous les ordres du maréchal de Turenne, se trouvaient aux lieux de rassemblement qui leur avaient été assignés sur les frontières de Champagne et de Picardie. Ils ne se mirent définitivement en mouvement, pour la reprise des opérations, que dans les premiers jours de mai. Déjà les Espagnols, in-

1. Discours prononcé par Cromwell à l'ouverture du Parlement, le 17 septembre 1656, et reproduit par M. Guizot.
2. Lettres (min.) de Mazarin à M. de Bordeaux, des 21 avril et 2 mai 1657 (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXIX).

formés au juste par le traité dirigé contre eux, des intentions de Cromwell et de Mazarin, avaient commencé à prendre en Flandre certaines précautions de défense qui, en raison de la nature du pays, augmentaient singulièrement les difficultés du siège de Gravelines et de Dunkerque. Chacune des garnisons de ces places venait d'être renforcée de deux mille fantassins choisis, et un corps mobile de quatre mille hommes, avec le prince de Ligne, était prêt à secourir, au premier signal, celle que les Français feraient mine d'investir. Le succès d'un siège entrepris dans ces conditions devenant de plus en plus problématique, Mazarin s'arrêta à une résolution concertée dans le plus grand secret, approuvée par Turenne, et qui devait déconcerter toutes les prévisions de l'adversaire [1]. Il s'agissait de tenter une brusque diversion sur Cambrai, dont la garnison n'était que de quatre cents hommes, alors que les Espagnols, croyant à l'attaque prochaine des grandes places maritimes, concentreraient leurs forces de ce côté. Afin de les confirmer dans cette opinion, il fut convenu que Turenne se porterait des environs d'Arras vers Aire, sur la Lys, que le contingent anglais promis au roi par le traité aborderait sur le continent entre Calais et

1. « Le roi, voyant qu'il était inutile de songer à aucune de ces deux places [Dunkerque et Gravelines], résolut d'attaquer Cambrai, mais avec un tel secret qu'il n'y avait que quatre personnes qui en eussent connaissance; et je le dis seulement à M. de Turenne, à Amiens, qui approuva fort ce dessein. » (Lettre minute corrigée de la main de Mazarin, du 3 juin [*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*. t. XLI]; c'est la *relation à envoyer aux ambassadeurs*).



Boulogne, tandis que la flotte du Protecteur croiserait devant Gravelines et bloquerait Dunkerque.

Pour achever de donner le change à l'ennemi, on décida que le roi et la cour s'avanceraient jusqu'à Montreuil, et que l'armée envoyée dans le Luxembourg avec le maréchal de la Ferté ne repasserait pas la Meuse. Lorsque toutes ces chances de succès parurent assurées, et sans attendre que les auxiliaires anglais, tardivement débarqués, rejoignissent l'armée du roi, ce qui aurait pu faire supposer aux Espagnols que « l'on marchandait à entrer en Flandre [1] », ordre fut donné à Turenne de tourner court et de précipiter sa marche sur Cambrai. Là seulement, les troupes de la Ferté et celles de l'Angleterre devaient se réunir aux siennes. Toutes les dispositions étaient prises, d'ailleurs, pour que dans quarante-huit heures son camp fût abondamment pourvu de munitions de guerre et de bouche [2].

En un jour et une nuit (28-29 mai), le maréchal se porta, avec sa cavalerie, des environs de Béthune jusqu'aux portes de Cambrai où il arriva de grand matin ; l'infanterie, le canon, les bagages et les chariots de munitions avec un équipage de pont l'y rejoignirent à quelques heures de distance. Le

1. *Mémoires de Turenne.*

2. Lettres (cop.) de Mazarin à Brienne, du 10 mai (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXLXIV). — Lettre (cop.) de Mazarin à Lockhart, du 24 mai, et lettre (min.) du même à M. de Bordeaux, du 28 mai (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. XLXIX). Lettre de Mazarin, du 3 juin, citée plus haut. — *Mémoires de Turenne.*

même jour, dans la soirée, la circonvallation était entamée. On y travaillait depuis quatre heures environ, lorsque le prince de Condé se présenta inopinément, à la tête de trois mille chevaux, sous les murs de la place. Resté jusque-là entre Sambre et Meuse, pour s'opposer aux entreprises du maréchal de la Ferté, il ne s'était éloigné de cette région que lorsque don Juan d'Autriche [1] et le marquis de Caracène [2], considérant les places du littoral comme sérieusement menacées par l'approche des Français, l'avaient pressé de rétrograder en Flandre. La nouvelle de la présence de l'armée du roi sous les murs de Cambrai était venue le trouver entre Valenciennes et Bouchain. Sur-le-champ, et par un de ces coups de décision qui maîtrisent la fortune, il avait, en pleine nuit, marché droit sur la citadelle de la place assiégée. Turenne, persuadé que ce secours était composé de troupes d'Espagne, avait massé une quarantaine d'escadrons et quelques bataillons à portée d'une route par laquelle il supposait qu'elles devaient s'engager. Mais, soit que le prince ait été égaré par le guide qui le conduisait, ce que « l'on ne sait pas bien », dit Turenne dans ses *Mémoires*, soit que, d'après la version de Bussy-Rabutin, il ait deviné les dispositions prises par le maréchal, il évita, au moyen d'un détour, le gros des troupes qui l'at-

1. Fils naturel de Philippe IV et gouverneur des Pays-Bas espagnols.
2. Le marquis de Caracène avait remplacé le comte de Fuensaldagne dans le commandement des troupes espagnoles en Flandre.

tendait de pied ferme, et réussit à se jeter dans la place avant la fin de la nuit, après avoir culbuté quelques escadrons de l'armée du roi et sans essuyer de pertes très sensibles [1]. Peu s'en fallut qu'il ne fût fait prisonnier comme son écuyer et deux de ses pages placés à ses côtés [2]. Quelle ne dut pas être la surprise de Turenne, quand, aux premières lueurs du jour, il découvrit les soldats de Condé rangés en bataille au pied des remparts de Cambrai [3] !

1. « Le maréchal avait posté d'abord l'aile droite de sa cavalerie sur une grande avenue, mais, deux heures après, ayant fait réflexion que le prince, qui savait que le moindre capitaine du monde serait assez fin pour se poster en pareille rencontre sur un petit sentier plutôt que sur un grand chemin, aurait assez bonne opinion de lui pour croire qu'il ferait autre chose, changea de poste et vint prendre celui d'une petite avenue. Il est vrai que pour son malheur le prince jugea qu'il aurait fait la même réflexion, et venant avec près de 3,000 chevaux par le grand chemin où il n'y avait que des escadrons clairsemés, entra dans Cambrai.

« La grande estime que le prince avait du maréchal lui attira cette disgrâce.... Cette action n'augmenta pas l'estime des Espagnols pour le prince, car elle ne pouvait aller plus loin ; mais elle leur donna pour lui une confiance égale à leur estime. » (*Mémoires de Bussy-Rabutin.*)

Bussy-Rabutin ajoute que Turenne se montra très affecté de cet échec. « La gloire, dit-il, que le prince venait d'acquérir à ses dépens, le mettait au désespoir. »

« On a toujours remarqué, dit le comte de Coligny-Saligny dans ses *Mémoires*, qu'il [Turenne] craignait de rencontrer M. le Prince, et croyait que son génie était au-dessus du sien. » Jean de Saligny, comte de Coligny, suivait, depuis 1649, la fortune de Condé. Après la paix des Pyrénées, il se détacha du prince pour se dévouer au service du roi.

2. Lettre (cop.) de Servien, surintendant des finances, au prince de Hombourg, de la Fère, 14 juin (*Aff. étr.*, *Allemagne*, t. CXXXV). — *Mémoires de Puységur*. — *Histoire du prince de Condé*, par Pierre Coste, dans les *Archives curieuses de l'Histoire de France*.

3. Lettre (cop.) de Mazarin à M. de Bordeaux, du 2 juin (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX).

Lettre, déjà citée, de Mazarin, du 3 juin. — *Mémoires de Turenne*.

Turenne qualifie, dans ses *Mémoires*, l'entreprise du prince de Condé de « chose fort hardie ».

« La conduite du prince de Condé, dans cette occasion, fut admirée, et cette journée comptée parmi ses plus belles. Si le maréchal eût eu quarante-huit

Le maréchal, fait remarquer Puységur, « ne s'excusa sur personne » de cet échec. Déconcerté dans ses desseins, il leva le siège, et se retira aux environs de Saint-Quentin, sur le plateau entre Oise, Escaut et Somme, position naturelle assez avancée sur la frontière, d'où il pouvait barrer à l'ennemi la route de Paris par la vallée de l'Oise ou fermer l'accès de la vallée de la Somme. Il y fut rejoint, un peu plus tard, par trois mille soldats anglais qui, aussitôt après leur débarquement à Boulogne, sous la conduite du chevalier Reynolds, avaient été passés en revue par le roi à Montreuil[1]. Il importait à Mazarin que le Protecteur n'eût qu'à se louer des bons traitements dont ces auxiliaires seraient l'objet. Rien ne fut épargné pour atteindre ce but[2]. La belle tenue des

heures devant lui et eût été protégé par des lignes, la manœuvre de son ennemi eût échoué. » (*Précis des guerres du maréchal de Turenne*, par Napoléon.)

« On ne peut assez louer l'action de ce grand prince, tant elle est brave », disent les auteurs du *Journal d'un voyage à Paris*, en 1657-1658, publié par M. Faugère. M. Chéruel, dans son *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, a fait de nombreux et intéressants emprunts à ce journal rédigé par deux jeunes Hollandais.

1. On voit, dans une lettre de Mazarin à M. de Bordeaux, du 13 juin (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX), que les troupes anglaises passèrent en France du 18 au 24 mai; d'après deux lettres (cop.) du cardinal à Turenne, datées de la Fère, 10 et 11 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI), elles ne quittèrent Amiens que le 9, et durent arriver à Saint-Quentin le 11; Mazarin alla les voir, le 16, à Ribemont. Elles furent envoyées ensuite à Guise.

L'historien Leti (*La vie d'Olivier Cromwell*, Amsterdam, 1752, t. II) place dans la bouche du ministre protestant de Douvres un discours adressé aux soldats anglais avant leur embarquement pour la France, et qui aurait été composé par le Protecteur; c'est une exhortation à se préserver des vices de leurs nouveaux alliés, comme de ceux de l'ennemi qu'ils vont combattre, à rester fidèles à leurs coutumes traditionnelles, à se dévouer aux ordres de leurs chefs, et enfin à maintenir fermement leur foi religieuse.

2. Lettre de Mazarin à M. de Bordeaux, des 28 mai et 2 juin, citées plus haut, et *passim*.



troupes anglaises composées de régiments de vétérans, leur discipline et leur adresse dans le maniement des armes, donnèrent lieu à des louanges empressées, accompagnées de protestations de dévouement reconnaissant, qui passèrent par le colonel Lockhart pour remonter jusqu'à Cromwell [1].

Cependant, l'échec essuyé devant Cambrai avait amené Mazarin et Turenne à chercher un nouvel objectif d'opérations. Dans l'espoir de porter les Espagnols et Condé à s'éloigner de la Flandre maritime, on prit le parti de faire attaquer (11 juin), par le maréchal de la Ferté, la place de Montmédy dans le Luxembourg, et d'employer l'armée de Turenne, grossie du corps anglais, à en couvrir le siège tout en protégeant la frontière de Saint-Quentin à Mézières [2].

1. Lettre (cop.) de Mazarin au colonel Lockhart, du 27 mai (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXIX).

Une note annexée à un travail ayant pour titre : *Un administrateur au temps de Louis XIV*, par le vicomte de Grouchy et le comte de Marsy (*Messager des sciences historiques ou Archives des arts et de la bibliographie de Belgique*, 4e livraison, Gand, 1883) fournit sur le corps anglais mis au service de la France, en 1657, les renseignements suivants qui ont été puisés dans des documents recueillis au *British Museum*.

Les auxiliaires anglais étaient formés en régiments recrutés au moyen d'anciens soldats et parmi lesquels on distinguait ceux de Lockhart, Smitfort et Thomesson. Cette organisation en régiments n'existait pas antérieurement et ne devint régulière qu'en 1662. Les officiers et les soldats recevaient la même solde que les officiers et les soldats du régiment italien de Mazarin. Sir John Reynolds, commissaire général de la cavalerie en Irlande, fut appelé par commission du Protecteur datée de Whitehall, 25 avril 1657, au commandement en chef du petit corps de débarquement ; il avait sous ses ordres le général-major Morgan.

2. *Mémoires de Turenne*. — Lettre de Turenne à Mazarin, du 10 juin, du camp de Fonsommes [près de Saint-Quentin], dans la *Collection des lettres et mémoires trouvés dans les portefeuilles du maréchal* et recueillis par le général comte de Grimoard, Paris, 1782, in-f°, t. Ier.



Tandis que les mouvements nécessités par cette nouvelle résolution recevaient un commencement d'exécution, Cromwell se plaignait assez vivement à M. de Bordeaux du retard apporté à l'attaque des places maritimes; de son côté, le colonel Lockhart rappelait Mazarin à l'observation, sur ce point, des clauses du traité de Paris. Dans sa réponse, habilement assaisonnée de flatteries à l'adresse du Protecteur, le cardinal fit valoir, pour se justifier, que les secours considérables en hommes et en munitions fournis par les Espagnols aux places du littoral n'avaient pas encore permis d'en entreprendre le siège dans des conditions favorables, et qu'avant de se porter en force vers la mer pour y frapper un coup décisif, il avait paru indispensable d'occuper ailleurs l'attention de l'ennemi[1]; il s'efforçait, en outre, de mettre en garde le Protecteur contre le redoublement d'intrigues auquel recouraient les Espagnols pour rompre l'alliance des deux États, et lui dénonçait, entre autres manœuvres, celle dont le marquis de Caracène se servait pour exciter la mutuelle défiance du Protecteur et du roi de France. Le successeur de Fuensaldagne en Flandre faisait, paraît-il, savoir à Mazarin que les Espagnols verraient sans déplaisir la place de Dunkerque aux mains des Français, mais qu'il leur

1. Lettres, citées plus haut, de Mazarin à Turenne, du 10, et à M. de Bordeaux, du 13 juin.



serait insupportable qu'elle tombât dans celles des Anglais; et, en même temps, dans sa correspondance avec le colonel Lockhart, il ne craignait pas d'exprimer une opinion complètement opposée[1].

De nouvelles doléances de Cromwell sur l'inexécution du traité d'alliance parvinrent au cardinal par l'intermédiaire de Lockhart, à Ribemont-sur-Oise où la cour s'était rendue (16 juin) pour visiter le corps anglais[2]. L'ambassadeur faisait valoir que les circonstances du moment ne paraissaient pas défavorables à la réussite d'une attaque dirigée sur une des places maritimes; il proposait en conséquence, au nom de son maître, d'envoyer au roi des renforts et tous les approvisionnements nécessaires en cas de siège, dès que l'opération serait résolue. Mazarin s'empressa de recommander à l'attention de Turenne les observations du Protecteur. « Je vous prie, lui écrivit-il, d'y faire réflexion, car, comme nous avons la raison de ne nous engager pas à l'attaque de ces places quand il n'y avait nulle apparence de pouvoir réussir, il importe aussi qu'ils [les Anglais] connaissent que nous n'en perdrons pas l'occasion quand il y a lieu de le faire avec espérance d'un bon succès; et vous voyez bien à quel point il nous convient de ne mécontenter pas une puissance dont l'union

1. Lettre, déjà citée, de Mazarin au colonel Lockhart, du 13 juin.
2. La cour était venue s'établir à la Fère, dès le 7 juin (*Itinéraire des rois de France*, par Mesnard, Paris, 1748).

nous est si nécessaire dans la conjoncture présente [1]. »

Rien ne fut changé, néanmoins, aux dispositions arrêtées pour le siège de Montmédy. L'armée d'Espagne, au lieu de secourir cette place, ce que l'activité et la vigilance de Turenne lui rendaient difficile, se livra, sur toute l'étendue de la frontière, à des marches et contre-marches compliquées, à l'aide desquelles elle essaya vainement de surprendre Calais et Ardres [2].

Avant la chute prévue de la forteresse luxembourgeoise, tandis que l'on s'attendait à une tentative de l'ennemi pour la délivrer, Mazarin se décida à faire rétrograder en Flandre, par une marche rapide, un corps de troupes destiné à s'emparer d'une place sur la Lys; mais, dès qu'il fut informé que les Espagnols avaient prononcé leur mouvement du côté de Saint-Omer, il se hâta de revenir sur sa détermination et sur les mesures d'exécution déjà prises [3]. Turenne s'étant offert

1. Lettre (cop.) du 17 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI). Mazarin y dit, en parlant des Anglais : « Ce sont tous soldats bien faits et qui ont la mine de rendre bon service dans une occasion. » Le 21 juin, au moment de quitter le camp de Vervins pour se porter sur l'Oise, Turenne écrivait à Mazarin : « J'ai vu les Anglais qui sont les plus belles troupes qui se puissent voir. » (Lettre [orig.] *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIV.)

2. « Les ennemis, piqués sans doute d'avoir mis tant de fatigue, si inutilement, ont déchargé leur colère sur la basse ville de Calais. » (Lettre [cop.] de Mazarin à Lockhart, de la Fère, 5 juillet, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI.)

3. Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, au marquis de Castelnau, aux comtes de Broglia et de Montdejeux, du 24 juin au 6 juillet ; lettre déjà citée de Mazarin à Lockhart du 5 juillet (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. LXI).

Jacques de Castelnau-Mauvissière, marquis de Castelnau, lieutenant général en 1650.

Jean de Schulemberg, connu sous le nom de comte de Montdejeux jusqu'à sa



pour mener à bonne fin ce coup de main, aussitôt que Montmédy aurait succombé, le cardinal s'excusa sur les nécessités de sa politique extérieure de ne pouvoir accueillir cette proposition. Il venait d'envoyer en Allemagne comme ambassadeurs le duc de Gramont et de Lionne, avec mission de poursuivre, auprès des électeurs de l'Empire, les négociations entamées par ses agents diplomatiques à l'occasion de l'élection prochaine, au trône impérial, du successeur de Ferdinand III. Or, quelques-uns de ces électeurs[1], bien disposés à l'égard de la France, pressaient le roi, assurait-il, de concentrer non loin de la frontière d'Allemagne des troupes en nombre imposant, capables de « favoriser la liberté des suffrages » au sein de la diète de Francfort[2]. Ce déploiement de forces devait répondre à celui que le jeune roi de Hongrie, Léopold, fils de l'empereur défunt et candidat à l'Empire, soutenu par l'Espagne, était soupçonné de préparer dans un but d'intimidation. Les mêmes électeurs sollicitaient Louis XIV de venir en personne à Metz, dès qu'il le pourrait. C'était, en définitive, sur leurs instances, que Mazarin renonçait, du moins il le prétendait, à

promotion au maréchalat (1658), lieutenant général en 1650, gouverneur d'Arras. Charles, comte de Broglia, maréchal de camp en 1652, commandant dans la Bassée.

1. Mazarin ne les désigne pas. Les électeurs de Mayence et de Cologne, principalement, avaient sa confiance.

2. Dès le 14 juin, Servien écrivait au prince de Hombourg (lettre citée plus haut) que le roi avait fait assiéger Montmédy « pour regarder de plus près les affaires d'Allemagne ».

l'adoption du projet de Turenne. Dans celui qu'il mettait « naïvement » pour le remplacer, sous les yeux du maréchal, en le priant « de prendre la peine de bien examiner ses pensées et de lui mander de nouveau les siennes », le siège de Rocroi représentait l'opération capitale; il assignait à un corps détaché le rôle de couvrir les places de la Somme; quant aux quartiers d'hiver, dénouement obligé de toutes les combinaisons, il faisait entrevoir la possibilité de les prendre dans le Luxembourg, après que l'on se serait rendu maître de Neufchâteau, Virton, Arlon et Bastogne, toutes places qu'il signalait comme n'exigeant pas de grands efforts pour être réduites[1].

Mais, si Mazarin se montrait soucieux de connaître l'opinion de Turenne sur les opérations à entreprendre ultérieurement, en revanche il se serait bien passé de recueillir, une fois de plus, sur le même objet, celle de Cromwell, qui venait le chercher jusqu'à Sedan par la bouche du colonel Lockhart. C'étaient encore des récriminations sur l'inobservation du traité en ce qui concernait Dunkerque et Gravelines. Mazarin en prenait à peu près son parti. Il admettait, sans trop de difficulté, qu'avant peu de temps, sous la pression du Protecteur, il pouvait se trouver contraint de modifier sa résolution quant à la suite à donner

1. Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 30 juillet (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. LXI).



au siège de Montmédy, c'est-à-dire de faire revenir en West-Flandre la plus grande partie des troupes et de renoncer momentanément, pour le roi, au voyage de Metz. Avec un trésor en détresse, il aurait voulu surtout éviter de nouveaux sacrifices d'argent; c'est à quoi il faisait allusion dans le passage suivant de sa lettre à Turenne : « Ce qui me met un peu en peine est que l'am-« bassadeur d'Angleterre a laissé couler tout dou-« cement que l'on avait fait beaucoup de dépenses « pour préparer la flotte, afin que rien ne man-« quât de leur part pour l'exécution des entre-« prises qu'on avait projetées du côté de la mer, « et que M. le Protecteur s'attendait bien que le roi « aurait la bonté de le dédommager d'une partie « de ce qu'il avait dépensé pour cet effet. Enfin, « l'on se défendra le mieux qu'on pourra, sans « rien oublier pour le contentement de M. le « Protecteur, étant tout à fait avantageux au ser-« vice du roi d'entretenir une bonne correspon-« dance avec lui [1]. »

Cependant le siège de Montmédy se poursuivait activement. Chaque fois que l'ennemi, dont les moindres mouvements étaient épiés, faisait mine de se diriger sur cette place, Mazarin se montrait prompt à en informer Turenne et la Ferté. Peut-être se serait-il moins préoccupé de l'imminence d'un secours, si les Espagnols avaient été livrés à

1. Lettre, déjà citée, du 30 juillet.

eux-mêmes, et s'il n'avait su avec quelle soudaineté Condé, qui était dans leurs rangs, se transportait d'une extrémité à l'autre du théâtre des opérations. Telle était l'incertitude où cette célérité de mouvement extraordinaire jetait souvent ceux qui étaient chargés de renseigner le cardinal, que, vers la fin de juillet, par exemple, on lui annonçait en même temps que le prince s'approchait de Montmédy, et qu'il se trouvait, à trente lieues de là, dans l'armée voisine du Câtelet. A propos de ce don d'ubiquité, Mazarin disait malicieusement dans une lettre adressée à Turenne : « Je ne prétends pas lui faire tort [au prince de Condé] de le croire seulement dans l'armée de Flandre, mais il aurait bien de la gloire et de l'avantage, s'il en pouvait avoir quelqu'un dans le parti où il s'est engagé, de voir que sa réputation est à un si haut point qu'on se sert de son nom de tous côtés pour nous donner de la crainte [1]. »

Sur ces entrefaites, la citadelle de Montmédy se rendit à la Ferté (6 août). Mazarin persista à proposer le siège de Rocroi [2]. De son côté, Turenne n'abandonna pas son projet de surprendre les Espagnols par une brusque irruption en Flandre ; il ne se détermina, cependant, à le mettre à exécution, que lorsque l'ennemi, redoutant l'investissement

1. Lettre (min.) de Sedan, du 27 juillet (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI).
2. *Mémoires de Turenne.*

de Rocroi, s'approcha de cette place pour la secourir. Le mouvement une fois commencé, il en prévint le cardinal qui, loin de désapprouver l'opération, prescrivit, sans tarder, toutes les mesures propres à la faire réussir [1].

Quatre jours de marche amenèrent Turenne de l'Oise [2] sur la Lys, où il emporta Saint-Venant (27 août) par une vive attaque, pour ainsi dire sous les yeux du prince de Condé et de don Juan d'Autriche. Malheureusement, les bagages de l'armée, restés en arrière, étaient tombés en partie aux mains de l'ennemi par l'impéritie du lieutenant général Seyron [3] qui en avait la conduite. Les Anglais, de leur côté, en réclamant leur solde en présence des Espagnols, avaient failli compromettre l'heureux dénouement du siège; leur mécontentement ne s'était apaisé qu'après la distribution que leur avait fait faire Turenne d'une partie de sa vaisselle d'argent coupée en morceaux [4]. A la nouvelle de la prise de Saint-Venant, les Espagnols s'éloignèrent en toute hâte de la petite

1. Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, de Sedan, 13 août (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. LXI). — *Mémoires de Turenne.*

2. Turenne campait alors à Rumigny, entre Rocroi et Vervins.

3. Jean de Seyron, lieutenant général en 1655.

4. Lettre (aut.) de Turenne à Le Tellier, du 31 août (*Arch. D. G.*, t. CLVII), citée dans le recueil intitulé : *Correspondance inédite de Turenne avec Michel Le Tellier et Louvois*, publiée, sous les auspices du ministre de la guerre, d'après les originaux conservés au Dépôt de la guerre, par M. E. de Barthélemy, Paris, Didier, s. d.

« Vous méritez beaucoup de louange de la résolution que vous avez prise de vous servir de votre vaisselle d'argent dans cette nécessité, et c'est un effet de votre zèle que le roi considère comme tant d'autres que vous lui avez déjà donnés » (Lettre [cop.] de Mazarin à Turenne, de la Fère, 28 août, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI). — *Journal d'un voyage à Paris* en 1657-1658.

ville d'Ardres sur laquelle ils s'étaient jetés pour opérer une diversion, et allèrent se retrancher, en avant de Gravelines, Mardick et Dunkerque, derrière le canal de la Colme [1]. Mazarin écrivait alors à Turenne : « Je me réjouis de tout mon cœur « avec vous de ces bons succès qui auront un peu « mortifié le prince de Condé, et il ne pourra plus « dire que vous faites la guerre à la hollandaise [2], « puisque vous l'avez obligé à faire une retraite si « précipitée dans laquelle les ennemis ont perdu « plus de monde que nous ne le croyions d'a-« bord [3]. » Déjà Mazarin avait été informé d'un autre brillant avantage remporté par un corps de cavalerie française, près de Sillery [4], dans la vallée de la Vesle, sur treize escadrons ennemis commandés par le comte de Montal, gouverneur de Rocroi [5]. Le comte de Grandpré [6], lieutenant général, avait tué plus de trois cents maîtres et fait quatre cents prisonniers au parti condéen. A cette occasion, le cardinal prit encore Turenne pour confident de ses impressions : « Il est certain que « jamais combat de cavalerie ne fut plus beau

1. Le canal de la Colme se détache de l'Aa à Watten, passe à Bergues et finit à Furnes.

2. Turenne avait été élevé à l'école des Nassau, qui attribuait aux sièges de places fortes un rôle prépondérant dans les opérations de guerre.

3. Lettre (cop.) du 3 septembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLI).

4. Sillery, sur la Vesle, aujourd'hui commune du département de la Marne, arrondissement de Reims.

5. Charles de Montsaulnin, comte de Montal, était attaché au prince de Condé dès son enfance, et l'avait suivi lors de sa défection. Il rentra en France à la paix des Pyrénées et devint lieutenant général en 1676.

6. Charles-François de Joyeuse, comte de Grandpré, lieutenant-général en 1653.



« que celui-là ..... il me semble que nous jouons « de bonheur [1]. »

1. Lettres (cop.) de Mazarin à Turenne des 6, 7 et 10 septembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLI).

Le silence gardé par la plupart des mémoires contemporains sur la défaite de Montal, un des partisans les plus actifs et les plus dévoués du prince de Condé, ne peut s'expliquer que par le peu d'importance que l'on attachait, en ce temps-là, aux opérations en rase campagne. La prise d'une bicoque sans moyens de défense et qui battait la chamade à la première sommation faisait souvent plus d'effet, même sur les hommes de métier, qu'un combat meurtrier engagé entre des corps ou des détachements d'une certaine force qui se rencontraient en plein champ.

L'action de guerre que nous venons de mentionner a été rapportée par Montglat, de Quincy, et, postérieurement, par de Riencourt dans son *Histoire de la Monarchie française, sous le règne de Louis le Grand*, t. II, Paris, 1690. Loret dans sa *Muse historique* y a consacré une soixantaine de vers. Les historiens modernes ont négligé d'en reproduire le récit, mais on voit, par la correspondance de Mazarin, qu'elle fut loin d'être insignifiante.



CHAPITRE II

DIFFICULTÉS AVEC CROMWELL POUR L'EXÉCUTION DU TRAITÉ D'ALLIANCE. — SIÈGE DE MARDICK, CAPITULATION (1657). — MAZARIN ORGANISE LA DÉFENSE DE MARDICK. — TURENNE ADMINISTRATEUR MILITAIRE.

1657 (suite). Récriminations et menaces de Cromwell au sujet du retard apporté au siège de Dunkerque. — L'ambassadeur Lockhart se rend à Metz auprès du roi (septembre). — Turenne est invité à donner satisfaction au Protecteur. — L'intendant Talon envoyé à Londres; son entrevue avec Cromwell. — Mazarin insiste auprès de Turenne pour l'attaque d'une ville maritime. — Marche de Turenne sur Mardick. — Siège de Mardick; tranchée ouverte le 1er octobre. — Prise du Fort-de-Bois. — Mardick capitule (30 octobre); est livré aux Anglais. — Turenne refuse d'assiéger Dunkerque et renonce à investir Gravelines. — L'armée du roi campe à Ruminghen. — Répugnance des Anglais pour le séjour de Mardick. — Turenne est d'avis de faire sauter Mardick; Mazarin s'y oppose. — Lockhart soumet à Cromwell le projet de démolition de Mardick. — Le Protecteur déclare que le rasement de Mardick serait une cause de rupture de l'alliance. — Exigences nouvelles de Lockhart et du secrétaire d'État Thurloe; M. de Bordeaux les combat. — Les dissentiments s'apaisent. — Attaque de nuit (1er au 2 novembre) de Mardick; don Juan d'Autriche est repoussé. — Échec des Espagnols sur mer. — Dispositions prises pour mettre Mardick à l'abri d'une surprise. — M zarin s'efforce de donner confiance au Protecteur; il se multiplie pour assurer la conservation de Mardick aux Anglais. — Turenne seconde le cardinal dans ses vues. — Le chevalier Reynolds est appelé à commander la garnison de Mardick; renforts envoyés dans la place. — Philippe Mancini arrive à Mardick escorté de volontaires. — Mazarin mande à Mardick l'ingénieur Clerville. — Extension donnée aux fortifications. — Approvisionnements concentrés à Mardick. — Sollicitude de Mazarin pour le bien-être des troupes. — Les mesures prises ne conjurent pas les maladies. — Mazarin croit Mardick menacé d'un retour offensif; fausse alarme. — Inaction des Espagnols. — L'armée du roi quitte Ruminghen (fin novembre); entrée en



quartiers d'hiver. — Activité de Turenne ; il surveille les mouvements de troupes, pourvoit à leur subsistance et à leur solde pendant l'hiver. — Turenne cherche à résoudre, avec des moyens imparfaits, le problème de l'armée permanente soldée ; ses efforts pour remédier aux vices et aux lacunes de l'administration militaire. — Retour de Turenne et de Mancini à Paris. — Le général-major Morgan remplace Reynolds. — Les Espagnols se mettent en quartiers d'hiver. — Motifs qui ont pu déterminer Mazarin à renoncer momentanément à l'attaque de Gravelines et de Dunkerque.

Le moment semblait venu de mettre définitivement en œuvre les dispositions du traité de Paris. Cromwell, l'œil sans cesse ouvert sur les mouvements de l'armée du roi, commençait à mêler des menaces significatives au reproche qu'il faisait à Mazarin de chercher à se soustraire aux engagements contractés. Il avait, prétendait-il, souffert assez de délais, et voulait être fixé, une fois pour toutes, sur les intentions du cardinal ; ce n'était pas une place de l'intérieur qu'il réclamait, il lui fallait Dunkerque ; et si les Français allaient jusqu'à l'entraver dans son dessein de prendre pied sur le continent, il ne lui restait plus qu'à rapatrier ses soldats et à exiger en argent le prix de la coopération donnée au roi à la fois sur terre et sur mer ; si, enfin, on lui refusait ce dédommagement, il saurait bien, disait-il, se faire justice [1].

Les relations courtoises que Lockhart entretenait avec Mazarin lui permirent peut-être d'atténuer

1. Lettres de Cromwell à Lockhart du 31 août, reproduites par M. Philarète Chasles (*Olivier Cromwell, sa vie privée, ses discours publics, sa correspondance particulière*, Paris, Amyot, 1847). — *Journal d'un voyage à Paris*, en 1657-58.



dans la forme l'expression absolue et pleine de rudesse de la volonté de Cromwell, mais, sans aucun doute, elles ne le firent pas se relâcher des prétentions qu'il avait à soutenir. Il eut ordre de quitter Paris et de se rendre à Metz pour mettre en demeure le roi de s'attacher, sans aucun délai, au siège de Dunkerque. Le principal fondement qu'il donna à ses représentations fut l'état de trouble et d'abattement où les récents succès de Turenne avaient jeté l'ennemi, cette circonstance passant aux yeux du Protecteur pour être plus favorable à la réussite de l'opération qu'aucune de celles qui s'étaient rencontrées jusque-là. En offrant un renfort de deux vieux régiments et de deux mille autres soldats, il témoigna d'ailleurs de la disposition où était son maître de rendre aussi efficace que possible l'assistance promise par le traité. Mazarin ayant tenté d'objecter que la saison était bien avancée pour le siège de Dunkerque, Lockhart répondit qu'elle l'était encore davantage lorsque le prince de Condé avait attaqué la même place onze ans auparavant[1].

A l'issue de l'entrevue du roi avec Lockhart, Mazarin s'empressa d'écrire à Turenne pour lui en rapporter les incidents et l'inviter à satisfaire au plus tôt le désir de Cromwell, « quand même il faudrait

1. Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 14 septembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLI). Cette date est erronée, le roi n'ayant couché à Metz, pour la première fois, que le 18.



pour cela hasarder quelque chose [1]. » Impatient d'obtenir une solution, l'ambassadeur anglais se chargea de présenter lui-même à Turenne la lettre du cardinal; aux instructions que celle-ci contenait, il joignit verbalement ses propres explications. Là-dessus, le maréchal dépêcha en Angleterre Talon, intendant de l'armée de Flandre, avec mission de soumettre à Cromwell un plan d'opérations où le siège de Mardick tenait la première place [2].

Talon, accompagné du chevalier Reynolds, arriva à Londres le 23 septembre. Le lendemain, en présence de M. de Bordeaux, il exposa à Cromwell le projet de Turenne, en ayant soin d'insister sur les ordres déjà donnés pour faire approcher l'armée de la mer. Le Protecteur, quoique bien disposé à accueillir ce qui lui venait de la part du maréchal, ne prit, ce jour-là, aucune résolution. Dans une seconde audience qui eut lieu deux jours après, il se mit à passer en revue, avec quelque humeur, toutes les circonstances qui lui paraissaient de nature à prouver, de la part du cardinal, le parti pris d'éluder le traité; en outre, il fit valoir que la possession de Mardick ne suffirait pas à l'indemniser des dépenses auxquelles l'alliance avec le roi l'avait entraîné depuis le commencement de la

1. Lettre (cop.) de Mazarin à M. de Bordeaux, Metz, 27 septembre (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXII).

En 1646, le duc d'Enghien avait ouvert la tranchée devant Dunkerque le 25 septembre.

2. Lettre de Turenne à Mazarin, du 22 septembre (*Collection Grimoard*). — *Mém. de Turenne.*



campagne. Talon et M. de Bordeaux s'efforcèrent de le persuader que les opérations telles qu'elles avaient été conduites par Turenne, acheminaient définitivement les alliés vers les places maritimes, et, qu'en tout cas, le succès de l'attaque de Dunkerque reposait sur l'occupation préalable du poste fortifié de Mardick. On ne saurait dire s'ils parvinrent à lui faire partager leur avis ; ils obtinrent du moins son adhésion aux propositions de Turenne. Talon en fut informé, le 27, par le chevalier Reynolds; il apprit en même temps que deux mille soldats anglais s'apprêtaient à franchir le détroit et devaient être suivis, à court intervalle, par d'autres troupes d'un effectif égal[1].

Pendant que Talon et M. de Bordeaux s'appliquaient à surmonter la défiance de Cromwell, Mazarin sollicitait instamment Turenne de frapper un coup décisif sur l'une des places maritimes. « Je vous prie, en ce rencontre, lui écrivait-il, d'hasarder quelque chose pour l'amour de moi[2]. » Il semble que, resté sous l'impression de son der-

1. Lettres (aut.) de Talon à Mazarin, des 24 et 27 septembre (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXIX). — Lettre de M. de Bordeaux à M. de Brienne, du 27 septembre, dans les documents historiques reproduits par M. Guizot à la suite de son *Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell*.

2. Lettres (cop.) de Mazarin à Turenne, de Metz, 26 et 27 septembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLI).

Dans sa lettre du 27 septembre, Mazarin confond, sans que nous puissions nous l'expliquer de sa part, dans la même appellation de « grands capitaines », le prince de Condé, don Juan d'Autriche et le marquis de Caracène. Chose singulière, la même qualification a été appliquée à ces hommes de guerre par Bussy-Rabutin (*Mémoires*, édition Lalanne, t. II); M. Chéruel en a fait justice, comme il convient, dans son *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, t. III. Don Juan et Caracène mis au rang de Condé!

nier entretien avec Lockhart, le cardinal craignait assez vivement d'être amené à rompre avec les Anglais, s'il ne fournissait au plus tôt au Protecteur des gages irrécusables de sa volonté de remplir les conditions du traité. Turenne reconnaissait volontiers que la faiblesse et le désarroi des Espagnols étaient plus propices qu'aucune autre circonstance ne l'avait été jusqu'alors à une action du côté de la mer; toutefois, habitué à se renfermer dans ses devoirs militaires et resté maître de lui-même, il ne voulait rien hasarder. En définitive, il s'agissait de faire acte de bon vouloir vis-à-vis de Cromwell avant l'entrée en quartiers d'hiver. L'opinion du maréchal était que l'attaque de Mardick répondait suffisamment à ce but; ce n'est pas qu'il l'envisageât comme ne devant présenter aucun obstacle, mais il préférait « commencer une chose, quoique très difficile, qu'achever la campagne sans rien faire davantage[1] ».

Sans entrer avec Mazarin dans de nouvelles explications, et même sans attendre la réponse du Protecteur, il se mit résolument en marche pour Mardick. Déjà il avait tourné, par le sud, du côté de Watten, la ligne de la Colme rendue ainsi inutile entre les mains des Espagnols, et avait envoyé le comte de Schomberg[2] s'emparer de la

1. *Mém. de Turenne.*
2. Frédéric-Armand, comte de Schomberg, lieutenant général en 1655, gouverneur de Bourbourg, maréchal de France en 1675.

petite place de Bourbourg à proximité de Gravelines. Contre l'avis de Condé, les Espagnols s'étaient retirés derrière le canal de Bergues à Dunkerque [1]. Le prince avait son quartier général à Bergues pendant que don Juan campait sous les remparts de Dunkerque. Une forte garnison occupait Gravelines [2].

Du camp de Watten où elle ne séjourna que peu de temps, l'armée du roi et le corps anglais s'avancèrent, par Cappelle, vers Mardick, sur la seule digue praticable de ce côté [3]. Le gros des troupes commença aussitôt l'investissement (29 septembre). Quatorze escadrons ennemis, sortis de Dunkerque, attaquèrent, sans parvenir à les rompre, l'arrière-garde et le convoi. La circonvallation achevée, on ouvrit la tranchée (1er octobre).

1. *Histoire de Louis de Bourbon, prince de Condé*, par Désormeaux, Paris, 1768.

2. *Mémoires du duc d'York.*

3. Dans sa curieuse relation du siège de Dunkerque en 1658, extraite de l'ouvrage intitulé : « *Relations de guerre contenant le secours d'Arras en 1654, le siège de Valenciennes en 1656, le siège de Dunkerque en 1652* » (Paris, imp. Antoine Vitré, 1662), l'académicien La Mesnardière décrit en ces termes Mardick et sa rade : « Le port de Mardick est excellent. C'est une fosse naturelle, ouverte de toutes parts, accostable de tous vents, très spacieuse et très profonde, ou les vaisseaux, toujours à flot, peuvent être en sûreté dans les gros temps, bien qu'il n'y ait aucun ouvrage de main d'homme qu'un petit fortin de bois, pour en défendre la rade vis-à-vis du fort de terre. »

Le *Journal d'un voyage à Paris*, en 1657-1658, fournit sur Mardick les détails suivants : « C'est un assez grand fort, qui n'a été construit [en 1622] que pour garder la côte et dominer sur la rade qui est assez bonne en cet endroit. Les Français l'ont pris deux fois [1645 et 1646] et l'ont perdu autant. La seconde fois, il leur coûta beaucoup de monde et quantité de noblesse y fut assommée. Les Espagnols l'ont pris pendant la guerre civile de ce royaume [1652] et en ont eu fort bon marché. »

En 1657, le fort de terre ne se composait que de quatre petits bastions revêtus de briques ; l'enveloppe extérieure primitive qui existait encore en 1646 était complètement ruinée (*Mém. de Bussy-Rabutin*).

Cependant, à l'embouchure dans la mer d'un canal partant de Mardick, et à deux portées de canon du fort de Mardick proprement dit ou fort de terre [1], l'ennemi était maître d'un fortin nommé le fort de bois, bâti sur pilotis, et sous la protection duquel ses barques pouvaient passer en toute sûreté de la fosse de Mardick au port de Dunkerque et réciproquement [2]. Sans les vents contraires, quelques frégates de la flotte anglaise qui croisait en vue de la place, auraient eu facilement raison de ce poste de communication en s'approchant du canal. Il fallut, pour le détruire, le faire canonner par deux batteries. Une partie de ses défenseurs se jeta alors dans des chaloupes qui se réfugièrent à Dunkerque ; les autres, coupés dans leur retraite, se constituèrent prisonniers.

Après la prise du fort de bois, les défenseurs du fort de terre devant lequel la tranchée avait été poussée jusqu'au fossé, firent signe, « de la main et du chapeau », qu'ils allaient battre la chamade ; mais, dès qu'ils apprirent par un parlementaire de Turenne que l'on exigeait d'eux qu'ils se rendissent à discrétion, on les vit revenir à leur poste de combat. Une heure plus tard, le gouverneur,

1. Le fort de terre et le fort de bois communiquaient par une espèce d'estacade en pilotis, entourée par le flux, et dont l'entrée du côté de la mer était interrompue par un pont-levis (*Histoire de Mardick et de la Flandre maritime*, par Raymond de Bertrand, Dunkerque, 1853).

2. Montglat fait ressortir, dans ses *Mémoires*, l'importance de ce fortin qui, dit-il, « défend le seul endroit de la côte où les grands vaisseaux puissent être en sûreté jusqu'en Hollande ».



don Juan de la Torre, se relâchant tout à coup de sa résolution de résister à outrance, demandait à capituler (30 octobre)[1]. Moins de quarante-huit heures s'étaient écoulées depuis l'ouverture de la tranchée. Les officiers espagnols, italiens et wallons, au nombre de deux cent quarante-deux, furent traités en prisonniers de guerre et dispersés dans des villes de France[2]; on n'accorda leur liberté sans rançon qu'au gouverneur et à un capitaine venu en otage[3]. Les vœux de Mazarin étaient enfin comblés ! Il écrivit de Metz à Turenne qui lui avait annoncé cet heureux événement : « Quoique votre modestie ne vous fasse pas exagérer cette conquête, et que vous vous contentiez de dire que les ennemis croient que c'est quelque chose, on n'a pas laissé de la considérer ici autant qu'elle le mérite[4]... »

Aux termes du traité du 23 mars, Mardick fut livré aux Anglais aussitôt après sa reddition. Cromwell en accepta la remise sans difficulté; à ses yeux, la conquête de cette petite forteresse n'avait de prix que par l'espoir qu'elle lui donnait de voir bientôt Dunkerque ou Gravelines

1. *La prise de Mardick par le maréchal de Turenne, général de l'armée du roi en Flandre* (*Gazette de France*).

Une médaille avec l'exergue *Fines defensi et ampliati*, fut frappée à l'occasion de la prise de Saint-Venant et de Mardick et de la levée du siège d'Ardres.

L'intendant Talon, revenant d'Angleterre, débarqua à Calais le jour de la reddition de Mardick.

2. La garnison ne comptait que 400 soldats, nombre en notable disproportion avec celui des officiers.

3. *Mém. de Turenne.*

4. Lettre (cop.) du 12 octobre (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI).

en son pouvoir[1]. Fidèle interprète de l'âpre convoitise de son maître, le colonel Lockhart demandait que l'on mît le siège sans retard devant l'une ou l'autre de ces places ; il avait même réussi à obtenir de Mazarin un ordre d'après lequel l'armée du roi devait tenter dans ce but « toutes choses possibles[2] ». Turenne résista avec autorité à cette injonction en ce qui concernait Dunkerque, où l'ennemi n'avait pas cessé de maintenir des forces importantes. Si ce n'eût été le manque de fourrages, il aurait pris position devant Mardick pour le fortifier promptement. Il préféra s'approcher de Gravelines et déjà il songeait à l'investir, lorsque l'inondation tendue par les Espagnols aux abords de la place, le força à s'éloigner. Surpris par le mauvais temps, il alla camper, en terrain ferme, à Ruminghen, sur la rive gauche de l'Aa, entre Saint-Omer et Ardres, après avoir laissé sept à huit cents Anglais dans Mardick et deux mille Français dans Bourbourg. De là, il espérait, mais sans trop y compter, empêcher les Espagnols d'attaquer Mardick. L'armée fut employée immédiatement à construire des ponts et de petits ouvrages de fortifi-

1. D'après La Mesnardière (*Relations de guerre*, etc.), Cromwell aurait tenté de se faire céder Mardick à prix d'argent, avant les troubles de la Flandre. « Il [Cromwell] regardait cette place, dit le même historien, comme un port considérable qui pouvait lui être assuré quelque jour hors de ses îles, dans un changement de leurs affaires, qu'un homme de son esprit et qui avait éprouvé l'intégrité des peuples aux dépens mêmes de leur roi, ne croyait pas impossible pour un maître qui alors ne l'était plus que par la force. »

2. *Mém. de Turenne.*

cation, pour assurer les communications de Calais et de l'Aa [1].

Abandonnés à eux-mêmes, les soldats de Cromwell, chargés de la garde de Mardick, ne tardèrent pas à manifester une vive répugnance d'y rester confinés. Ils se plaignaient, non sans raison, de l'insalubrité du lieu et du peu de ressources qu'il offrait pour la subsistance. Les fièvres pernicieuses y faisaient de nombreuses victimes; les désertions s'y multipliaient [2]. Il y allait du salut de la place. Pour empêcher qu'elle ne tombât aux mains de l'ennemi, Turenne ne trouvait rien de mieux que d'en faire sauter les bastions. Cette extrémité pouvait lui convenir parce qu'elle conjurait un désastre imminent à ses yeux, mais elle ne fut pas du goût de Mazarin. « Une telle mesure, disait le cardinal, excitera les soupçons des Anglais et les portera à croire que nous voulons nous réconcilier avec les Espagnols [3], quoiqu'on n'ait jamais été si éloigné de la négociation de la paix qu'à présent » [4]; « plutôt laisser reprendre Mardick par l'en-

1. Lettre (orig.) de Turenne à Le Tellier, du 25 octobre, du camp de Ruminghen (*Arch. D. G.*, t. CLVII) [*Recueil de M. E. de Barthélemy*]. — *Mémoires de Turenne et de Bussy-Rabutin.* — *Gazette de France.*

2. Lettre, citée plus haut, de Turenne à Le Tellier, du 25 octobre. — Lettre (orig.) de Turenne à Le Tellier, du 1er novembre (*Arch. D. G.*, t. CLVII) [*Recueil de M. E. de Barthélemy*].

A la fin de l'hiver, plus de 2000 Anglais étaient morts dans ce triste réduit de Mardick (La Mesnardière, *Relations de guerre*, etc.).

3. Cromwell n'était pas homme, le cardinal le savait bien, à oublier la mission de Lionne à Madrid en 1656.

4. Mazarin disait vrai : quelques-uns des électeurs de l'empire sur le dévouement desquels il avait compté, semblaient disposés alors à se détacher de la France ; l'électeur de Brandebourg traitait avec l'Autriche.

nemi, écrivait-il à Turenne, que de mécontenter nos alliés[1]. » Ainsi qu'il l'appréhendait, le colonel Lockhart prétendit voir dans la proposition de Turenne le parti pris d'enfreindre les conditions de l'alliance. Ce qu'aurait voulu l'ambassadeur anglais, de plus en plus osé dans ses prétentions, c'est que l'armée française fût ramenée sous Mardick. Le maréchal se borna à promettre de renforcer la garnison anglaise au moyen des troupes françaises, et, peu de temps après, il envoya effectivement dans la place quatre cents hommes de l'armée du roi[2].

Cependant le colonel Lockhart avait cru devoir se rendre en Angleterre pour soumettre à Cromwell le projet relatif à la démolition de Mardick. A la suite d'une conférence avec le Protecteur, il déclara nettement à M. de Bordeaux que le rasement de la place serait considéré comme une cause de rupture de l'alliance. D'accord avec Lockhart, John Thurloe, secrétaire d'État, ne craignit pas d'avancer qu'en présence de l'inexécution des dispositions du traité, il n'était que juste de mettre à la charge de la France les frais d'entretien de la flotte anglaise et du corps auxiliaire. A son tour, M. de Bordeaux s'attacha à démon-

1. Turenne émet la même opinion dans ses *Mémoires*.
2. Lettre [aut.] de l'intendant d'Ormesson à Le Tellier, du 24 octobre, Calais (*Arch. D. G.*, t. CLVIII). — Lettre (cop.) de Turenne à Mazarin, et lettre (aut.) de Turenne à Le Tellier, du 31 octobre (*Arch. D. G.*, t. CLVII). [*Recueil de M. E. de Barthélemy*]. — Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 1er novembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLI). — *Mém. de Turenne.*

trer que les obligations de la France vis-à-vis de la République, telles qu'elles étaient réglées par la convention du 23 mars, avaient reçu leur accomplissement; il ajouta que Cromwell, en apprenant le projet d'attaque de Mardick et en prenant possession de ce fort, s'était engagé par là à pourvoir à sa conservation; que, d'ailleurs, il n'était plus question de le faire raser, et que le roi se montrait disposé à participer, dans une certaine mesure, aux frais de mise en état de défense. Les paroles échangées en fin d'entretien témoignèrent du mutuel désir de s'entendre et apaisèrent, tout au moins en apparence, le dissentiment qu'avaient soulevé les exigences impérieuses du colonel Lockhart [1].

Pendant le débat engagé à Londres entre les représentants de la France et de l'Angleterre, les travaux de réparation et d'agrandissement entrepris à Mardick se poursuivaient sans relâche par les soins de Turenne. La place manquait encore d'une bonne organisation défensive lorsque les Espagnols tentèrent d'y entrer de nuit à l'improviste. Don Juan d'Autriche, accompagné du roi Charles II, du duc d'York et du marquis de Caracène, sortit de Dunkerque à la tête d'une partie de son armée, en faisant éclairer sa marche à l'aide de flambeaux que l'on prit la précaution d'é-

1. Lettre de M. de Bordeaux à Brienne, du 5 novembre (*Histoire de la Révolution d'Angleterre* par M. Guizot, *Documents historiques*).



teindre aussitôt que l'on arriva à petite distance de la fortification. Des falots allumés par les assiégés leur permirent de se reconnaître et de diriger de l'enceinte sur l'assaillant un feu nourri de mousqueterie et le tir de leurs canons. Secondée par l'artillerie de quelques frégates embossées dans la rade, la garnison força l'ennemi, qui était descendu dans le fossé, à battre précipitamment en retraite. A la pointe du jour, au moment où Turenne, prévenu par les Anglais, se mettait en marche pour secourir les assiégés, l'armée espagnole regagnait Dunkerque, ayant perdu une vingtaine d'hommes avec un assez grand nombre de chevaux, et abandonnant sur le terrain les échelles, les fascines, les grenades et les outils d'escalade dont elle s'était pourvue. L'attaque n'ayant pas été poussée à fond, eut pour unique résultat de bouleverser sur quelques points les ouvrages extérieurs, ce dont l'ennemi se prévalut pour publier qu'il n'avait eu pour but que de ruiner les travaux commencés. Cette attaque paraît d'ailleurs n'avoir été, dans les intentions de don Juan, qu'une sorte de démonstration, un déploiement de forces destiné avant tout à donner satisfaction à l'orgueil espagnol blessé de la perte de Mardick, et à faire sortir l'armée d'une posture défensive, qui, en se prolongeant, aurait fini par passer aux yeux des Flamands pour une coupable inaction. Quoi qu'il en soit, l'ennemi revint occu-

per les positions qu'il tenait de Dunkerque à Bergues. Les soldats de Cromwell avaient pris une part honorable à la défense de Mardick[1].

Bien que l'échec infligé à l'armée de don Juan ne lui eût causé que des pertes insignifiantes en hommes, il ne laissa pas de provoquer en Angleterre un mouvement d'intérêt favorable à la conservation de Mardick[2]. A quelques jours de là, le prestige des armes espagnoles eut à souffrir d'une nouvelle atteinte : douze chaloupes flamandes, en rade de cette place, se retirèrent honteusement devant deux vaisseaux anglais qu'elles avaient cru surprendre dans un coup de main[3].

Jusque-là, Turenne s'était appliqué à tenir en haleine les troupes sous ses ordres; mais les intempéries commençaient à se faire sentir, et le manque de ressources de toutes sortes, en poussant les soldats à la désertion, pouvait, à chaque instant, compromettre la sûreté de Mardick. A ce moment critique, Mazarin redoubla de précautions pour mettre la place en état de déjouer une surprise et, au besoin, de résister à une attaque en règle. De nombreux avis provenant soit du

1. Lettte [aut.] de d'Ormesson à Le Tellier, du 3 novembre (*Arch. D. G.*, t. CLVII). — Lettre (min.) de Mazarin à Turenne, de Paris, 9 novembre (*Arch. aff. étr.*, *Pays Bas*, t. XL). — *Mémoires de Turenne*. — *Mémoires du duc d'York*. *Mémoires de Montglat*. — *Gazette de France*. — Loret, *Muze historique*. — *Le journal d'un voyage à Paris*, en 1657-58, place l'attaque de Mardick dans la nuit du 2 au 3 novembre; la *Gazette de France*, d'Ormesson et Montglat, dans celle du 1er au 2.

2. *Mém. de Turenne*.

3. *Mém. du duc d'York*. Ces vaisseaux se nommaient la *Rose* et le *Véritable-Amour*.



théâtre de la guerre, soit du pays ennemi d'où ils lui étaient apportés par des émissaires, annonçaient cette attaque comme certaine et peu éloignée. Le cardinal paraissait convaincu, d'ailleurs, que don Juan brûlait du désir de réparer ses récents échecs et que, jaloux de la gloire dont le prince de Condé s'était couvert à Cambrai, il ne cherchait qu'une occasion de se signaler à son tour par quelque exploit non moins retentissant [1].

Dans le courant du mois de novembre, la garnison de Mardick, décimée par les maladies, reçut d'importants renforts. On envoya un détachement de gardes-françaises à Calais et quelques compagnies suisses à Ardres ; ces troupes devaient, en cas de péril, marcher au secours des garnisons de Mardick et de Bourbourg. En rade de Mardick, ainsi qu'à Douvres et à l'embouchure de la Tamise, un certain nombre de vaisseaux anglais se tenaient prêts à débarquer au premier signal et à portée du point menacé, les troupes dont ils étaient chargés en permanence [2].

Aucune difficulté ne parut insurmontable à Mazarin pour préserver sa conquête. La détresse du Trésor lui créa de grands embarras, mais ne

1. Lettre [cop.] de Mazarin à Turenne, du 1er décembre (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).

2. Lettres de Turenne à Le Tellier des 17, 20, 25, 27 et 28 novembre (*Recueil de M. E. de Barthélemy*). — Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, des 18 et 23 novembre (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI). — *Mém. de Turenne.*

fit pas obstacle à ses desseins. Il écrivait, le 1er décembre, à d'Ormesson : « L'on a peine de trouver de l'argent, mais enfin il faut soutenir cette affaire jusques au bout, puisque, outre qu'on y est engagé d'honneur et qu'il importe que les Anglais ne puissent pas douter qu'on y met le tout pour le tout, nous préparons par ce moyen, avec certitude, de grands progrès dans la prochaine campagne[1]. » Il n'aurait pas manqué de faire valoir auprès du Protecteur les sacrifices que la France s'imposait pour sauvegarder Mardick à son profit. Au soin qu'il prit de s'en expliquer avec M. de Bordeaux, on peut même supposer que l'attitude de Cromwell n'était pas sans lui causer quelque inquiétude : « Je crois M. le Protecteur, disait-il — comme s'il éprouvait le besoin de se rassurer lui-même, — trop juste et trop éclairé pour avoir des méfiances de la sincérité de nos intentions[2]. » En réalité, les dispositions prises par le cardinal pour la protection de Mardick étaient tout à fait propres à donner confiance à l'ombrageux allié du roi. Sa correspondance, du mois de décembre, avec Turenne, M. de Bordeaux, le commandant du corps anglais, les gouverneurs de places et les fonctionnaires de l'armée de Flandre, témoigne de la prodigieuse activité qu'il mit

1. Lettre [cop.] (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII). Voir aussi lettre [cop.] de Mazarin à Turenne, du 21 décembre (même source).
2. Lettre [cop.] du 1er décembre (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX).

alors au service de l'Angleterre; en y lisant les nombreuses dépêches dont Mardick est l'objet, on oublie, pour ainsi dire, ce coin de plage désolé, où végètent quelques bataillons entassés dans des abris malsains, pour se représenter une véritable forteresse servant de boulevard à la France, sur la frontière tournée vers Bruxelles.

Rien ne coûte à Mazarin pour faire de Mardick « un morceau de dure digestion aux ennemis[1]. » Les mesures auxquelles il recourt embrassent à la fois le personnel et le matériel, le commandement et l'administration, les mouvements de troupes et les approvisionnements. Turenne constate les besoins, et seconde le cardinal dans ses vues quand il ne partage pas avec lui l'initiative des ordres à donner.

Pour répondre au désir exprimé par le Protecteur, le commandement des forces anglaises et françaises rassemblées sous Mardick est confié au chevalier Reynolds. Des corps d'élite sont appelés à renforcer la garnison. Mazarin veut un « secours d'éclat[2]. » Les compagnies de ses gardes, de ses chevau-légers et de ses gendarmes, ainsi que la compagnie de mousquetaires du roi se jettent dans la place[3]. Il y envoie aussi une centaine d'offi-

1. Lettre de Mazarin à Talon, du 1er décembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII).
2. Lettre [cop.] de Mazarin à Talon, du 10 décembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII).
3. Ces compagnies arrivèrent à Mardick par détachements successifs.

ciers et de sergents choisis par Turenne. Son neveu, Philippe Mancini, lieutenant des mousquetaires, y fait son entrée avec un brillant cortège de gentilshommes impatients de se signaler par leur valeur, et entre lesquels on distingue le comte de Moret[1] et le comte de Guiche[2]; il a pour gouverneur le baron de Baas[3]. Son rôle est surtout de représentation. Selon les instructions de Mazarin, il tient table ouverte, sur un grand pied, pour les officiers de marque. Il est le principal instrument d'une sorte de mise en scène dont le cardinal compte tirer parti, non seulement pour donner à Cromwell la plus haute idée possible du dévouement du roi aux intérêts de l'Angleterre, mais encore pour intimider les Espagnols[4].

Peu à peu, la solitude de Mardick s'anime. Les volontaires qui entourent Mancini communiquent autour d'eux leur ardeur. Point de quartier à l'ennemi : tel est bientôt le mot d'ordre de la garnison française, et les Anglais y applaudissent.

1. Antoine du Bec-Crespin, comte de Moret, lieutenant général en 1655; tué au siége de Gravelines, en 1658.

2. Armand de Gramont, comte de Guiche, mestre de camp du régiment des gardes en 1658.

3. Paul de Baas, seigneur de Castelmore, frère du célèbre comte d'Artagnan, commandait, sous Philippe Mancini, la compagnie de mousquetaires du roi. Envoyé en 1654, par Mazarin, en mission diplomatique en Angleterre, il en avait été expulsé comme ayant participé à un complot dirigé contre la personne de Cromwell.

4. Lettre (aut.) de d'Ormesson à Mazarin de Calais, 2, 12, 14 et 19 décembre, et lettre (aut.) de Talon au même, de Mardick, 4 décembre (*Arch. aff. étr. Pays-Bas*, t. XLII). — Lettres (cop.) de Mazarin au chevalier Reynolds du 1er, à M. de Baas, du 13 et à Turenne du 14 décembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII). — *Gazette de France*. — *La Mesnardière, relations de guerre*, etc. — *Journal d'un voyage à Paris, en* 1657-58.

Un capitaine du régiment de Picardie, M. de Montbrun, commandant l'infanterie du roi, sous les ordres de Reynolds, s'impose l'héroïque devoir de n'ouvrir à ses soldats aucune issue pour la retraite [1].

La sûreté de Mardick ne préoccupe pas moins Mazarin que la composition de la garnison. Il fait ressortir l'urgence de mettre hors d'atteinte les communications de la rade avec le fort, afin d'être en état de recevoir un secours du côté de la mer. Le chevalier de Clerville, maréchal de camp [2], dont il apprécie, à un haut degré, les services

1. Lettre [aut.] de Talon à Mazarin, de Calais, 3 décembre (*Arch. aff. étr. Pays-Bas*, t. XLII).

2. Louis Nicolas de Clerville (1610-1677) avait commandé les ingénieurs, en 1653 au siège de Sainte-Menehould, en 1654 aux sièges de Stenay et de Clermont, et en 1657 à celui de Montmédy. A l'époque où nous sommes arrivés, aucun autre ingénieur ne jouissait d'autant de crédit. Antoine de Ville, qui s'était illustré après Errard de Bar-le-Duc et Jean de Chastillon dans l'art de la fortification moderne, venait de mourir, et le comte de Pagan était frappé de cécité depuis une quinzaine d'années.

La correspondance de Clerville, disséminée entre nos dépôts publics (*Archives des affaires étrangères*, *Archives nationales*, *Dépôt de la guerre*) renferme des détails parfois curieux, mais on n'y trouve, généralement, ni vues d'ensemble ni conceptions élevées de nature à déterminer un progrès de l'art. « Il avait, dit le colonel Augoyat (*Aperçu historique sur les fortifications, les ingénieurs et sur le corps du génie en France*, t. I[er], 1850), le talent précieux de savoir « observer et recueillir les faits, de discerner les avis et de se plier à la supé« riorité des hommes avec lesquels il avait des rapports. » Son langage est diffus ; ajoutons que toujours mécontent de son sort, il harcèle Mazarin de sollicitations obséquieuses pour en obtenir des faveurs. Il fut pourvu plus tard par Colbert de la charge de commissaire général des fortifications de France.

Clerville est l'auteur d'une relation du siège de Dunkerque, en 1658 (*Discours* [cop.] *fait par le chevalier de Clerville des causes du siège de Dunkerque, et de ce qui s'est passé et est notable en iceluy* (1658), *Bibl. nat., F. FR.*, t. 6562), qui n'a été ni publiée ni mise en œuvre. Elle contient sur l'attaque de la place, à laquelle il eut part, sur sa défense par les Espagnols et enfin sur la bataille des Dunes, des renseignements intéressants dont nous avons recueilli plus loin ce qui nous a paru utile pour cette étude. Nous la reproduisons à l'appendice. Une autre copie de la même relation se trouve à la *Bibliothèque nationale*, V[c] Colbert, t. III.

comme ingénieur, est mandé à Mardick ; son avis est que pour permettre l'achèvement des travaux de fortification indispensables, il y a lieu de faire craindre à l'ennemi une diversion sur la Lys en maintenant l'armée de Turenne dans un rayon rapproché de la mer. On entreprend, sous sa direction, d'achever les ouvrages anciens et de palissader les fossés. Des ouvrages nouveaux ne tardent pas à s'élever sur les dunes voisines vers Gravelines et Dunkerque. Parfois, des coups de vent de mer furieux emportent des pans de bastion tout entiers, mais le dommage est aussitôt réparé[1]. Mancini stimule le zèle des travailleurs par des distributions d'argent faites sur place.

Tout en poursuivant l'organisation de la défense proprement dite, Mazarin ne cesse de réunir, avec la coopération de Cromwell, les approvisionnements nécessaires pour la subsistance journalière de la garnison, et ceux que commandent les éventualités. Il assure la fourniture du pain et celle des fourrages. Des vaisseaux anglais débarquent des vivres, de la bière, du charbon, du bois pour le palissadement et le revêtement des ouvrages for-

1. Lettres déjà citées de Mazarin à Turenne, du 1er, d'Ormesson à Mazarin, du 2, et de Talon à Mazarin, du 4 décembre. — Lettres [cop.] de Mazarin à Turenne et à Talon, du 7, et à Turenne, du 19, du même au maréchal d'Aumont, des 18 et 25, et à Clerville, des 19 et 31 décembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII). — Lettres (aut.) de Clerville, du 29, et de Baas, du 24 décembre, à Mazarin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII).

« Je trouve que les Anglais font fort mollement ; une partie même quitte leur travail et emploient leurs pelles à déterrer des lapins ; j'ai fait aujourd'hui ce que j'ai pu pour remédier à ce désordre. » (Lettre de M. de Baas, du 24 décembre).



tifiés, des gabions, de la poudre, des armes, des boulets et des coulevrines. La sollicitude de Mazarin s'étend en outre à l'habillement, à l'armement et au couchage des troupes. Par une mesure de faveur spéciale, il élève la solde des officiers et la paye des soldats. En un mot, il n'est rien qu'il ne tente pour procurer aux défenseurs de Mardick tout le bien-être possible. Malheureusement, l'épuisement presque absolu des ressources dans la région avoisinante, les difficultés que les mauvais temps, la proximité de l'ennemi et l'état des voies de communication opposent aux transports, et enfin le peu de diligence que le Protecteur met à remplir ses promesses d'assistance, contrarient souvent les meilleures intentions du cardinal et entravent ses efforts. C'est ainsi qu'il reste impuissant à maîtriser le cours des maladies engendrées par l'agglomération des troupes et qui sévissent principalement sur les Anglais[1].

1. Lettre (orig. sig.) de Turenne à Mazarin, des 9 et 22 décembre, et lettre [cop.] de M. de Bordeaux, de Londres, 31 décembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. LXII). — Lettres citées plus haut, de Mazarin à Reynolds et à Talon, du 1er et du même à Talon, du 10 décembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII). — *Gazette de France.*

En octobre, le contingent anglais avait perdu 1630 hommes par mort et désertion ; en novembre, il était de 3733 hommes répartis entre Mardick, Bourbourg, Guines et quelques autres localités du Boulonnais. (Lettre [aut.] de Donnadieu à Mazarin, de Calais, 22 décembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII).

D'après le baron de Baas, vers la fin de décembre, la garnison anglaise, à Mardick, se composait de 1060 fantassins (sergents compris), de 36 dragons et de 52 officiers ; elle comptait en outre 240 malades. La garnison française est évaluée à 307 soldats et 38 officiers ; le nombre d'officiers paraît devoir être sensiblement au-dessous du chiffre réel, à moins que le baron de Baas n'ait compté que les officiers recevant un commandement dans les troupes. (Lettre [aut.] à Mazarin, du 25 décembre, *Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII.)



Tant de soins devaient-ils être superflus? Vers le milieu de décembre, Mazarin crut un instant au dénouement très prochain que sa prévoyance avait ménagé; il ne doutait pas que l'ennemi, resté en force entre Bergues et Dunkerque, n'allât au-devant d'un affront. Turenne, qui s'était rendu à Paris peu de jours auparavant, reçut l'ordre de rejoindre l'armée; des troupes en marche vers leurs quartiers en furent brusquement détournées et dirigées sur Mardick[1]. Mais ce n'était qu'une fausse alarme à laquelle avaient donné lieu des renseignements erronés fournis par l'intendant Talon[2]. En effet, les Espagnols n'effectuèrent que des mouvements insignifiants en dehors des positions qu'ils occupaient, et il en fut de même jusque dans les premiers jours de janvier, époque à laquelle ils commencèrent à se diviser pour hiverner. Il est vraisemblable que la bonne garde faite

1. Lettre [cop.] de Mazarin à d'Ormesson, du 16 décembre (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII). — *Journal d'un voyage à Paris, en* 1657-1658.

2. Lettre (cop.) de Mazarin à Talon, du 19 décembre (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).

Turenne était arrivé à Paris le 14 décembre; l'avis de la marche de l'ennemi sur Mardick l'en fit repartir le 17. Il ne dépassa pas Breteuil (*Gazette de France*).

« ..... Tureine, grand chef de guerre,
Qui prétendait avoir campos
Et se donner quelque repos,
Reprit allègrement la poste,
Pour se rendre auprès de ce poste [Mardick];
Mais, comme on l'a sceu depuis,
Que ce n'étaient que des faux bruits,
Je croy que nos guerriers allertes,
Sans y faire ni gains ni pertes,
(Qui deux à deux, qui trois à trois)
Viendront faire à Paris les Rois. »
(J. Loret, *Muze historique*, lettre L, 22 décembre.)

à Mardick avait influé sur leur résolution[1]. Un autre motif déterminant de leur inaction fut peut-être l'éloignement du prince de Condé, dont la santé, récemment ébranlée par une crise des plus dangereuses, n'était pas encore remise complètement dans les derniers jours de décembre[2].

L'éventualité d'un retour offensif des Espagnols n'avait pas permis, jusqu'alors, à une partie de l'infanterie de l'armée de Turenne de prendre ses cantonnements d'hiver. En abandonnant le campement de Ruminghen, vers la fin de novembre, un certain nombre de régiments avaient été envoyés dans le Boulonnais, où ils se tenaient prêts à concourir à la défense de Mardick. Ce fut seule-

1. « Le seul appareil de la défense arrêta les ennemis et leur fit changer la pensée qu'ils avaient effectivement conçue et solennellement publiée de l'attaquer » [d'attaquer Mardick] (*Relation manuscrite du siège de Dunkerque*, par Clerville).

2. Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 28 décembre (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII). On lit dans Larrey (*Histoire de la vie et du règne de Louis le Grand*, t. II) : « Le prince de Condé fut fort mal en ces temps-là. On ne manqua pas d'attribuer à sa maladie le peu de vigueur des Espagnols. » Il est vrai que cet historien ajoute : « On n'a pourtant pas vu, dans cette campagne, ni dans les précédentes, excepté le siège d'Arras, que sa présence leur ait fait faire de grands exploits, non que le prince n'eût de grandes vues et ne fût toujours prêt à agir, mais parce qu'il ne dominait pas dans leurs conseils et que son activité ne s'accommodait point avec leur flegme, et encore plus que tout cela, parce qu'ils ne voulaient pas risquer des entreprises dont ils étaient sûrs que le public et même leurs propres troupes lui auraient donné toute la gloire. »

« Il arriva, hier au soir, ici, un courrier de la part de M. le Prince pour le départ du sieur Guénault, et il dit de vive voix que mon dit sieur le Prince était abandonné des médecins et sa santé désespérée. Il y a lieu de croire que sa jeunesse et l'assistance du dit sieur Guénault, qui est allé le trouver en diligence, le pourront sauver. » (Lettre [cop]. de Mazarin au maréchal d'Hocquincourt, de Paris, 3 décembre, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII.)

François Guénault, médecin du roi et plus tard de la reine Marie-Thérèse d'Autriche, une des victimes de Boileau et de Guy-Patin (Jal, *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire*).



ment au commencement de janvier qu'ils s'acheminèrent vers leurs destinations définitives[1].

Pendant la période d'environ six semaines qui précède l'envoi des troupes en quartiers d'hiver, l'activité de Turenne ne connaît point de bornes. A des dates assez rapprochées, on le trouve à Bourbourg, à Ardres, à Calais, à Montreuil, à Arras, à Boulogne, à Amiens[2]. Il surveille ou dirige lui-même les mouvements de troupes, et s'assure que dans les localités qu'elles traversent comme dans les quartiers qu'elles rejoignent, elles reçoivent l'argent, les vivres et les vêtements qui leur sont dus[3]. Les troupes de soutien qui campent entre Boulogne et Calais, à portée de Mardick, sont l'objet de ses soins particuliers; il demande en leur faveur une solde en rapport avec leurs besoins; il insiste surtout pour qu'elle leur soit payée régulièrement, afin de permettre aux soldats de pourvoir à leurs subsistance pendant toute la durée du quartier, et aux officiers d'avoir toujours leurs troupes en état de reprendre la campagne.

Par là, il cherche à remédier à un des vices fondamentaux de l'organisation militaire de son temps, c'est-à-dire aux nombreux inconvénients résultant de l'interruption des opérations pendant

1. *Mémoires de Turenne.* — *Gazette de France.*
2. Du 14 au 17 décembre Turenne séjourne à Paris.
3. Lettres de Turenne à Le Tellier, de novembre et décembre, *passim* (*Recueil de M. E. de Barthélemy*).

près de la moitié de l'année [1]; en un mot, il essaye de résoudre, sur une petite échelle, et avec des moyens imparfaits, les seuls, d'ailleurs, dont il dispose, le problème de l'armée permanente soldée. « Les plus petits États, dit-il à Le Tellier, trouvent de la facilité à tenir de l'infanterie, parce que ce n'est pas une dépense excessive, et les Français présentement se contenteraient d'une paye petite, pourvu qu'ils aient moyen de vivre ; mais il faut que ces choses-là soient suivies [2]. » Il revient sans cesse sur ce sujet dans la correspondance qu'il entretient alors avec le secrétaire d'État de la guerre. « Un argent comptant ne raccommode point les choses, il faut une suite ; et, outre cela, l'opinion confirmée que chacun a que les troupes qui demeurent dans les lieux où il faut servir sont les plus abonnées, fait prendre un train aux choses qu'il n'y a que des preuves certaines par les actions qui puissent faire changer de pensée [3]. » Ailleurs, après avoir appelé l'attention sur le dépérissement où tombe chaque année l'infanterie à son entrée dans les quartiers d'hiver, il dit avec sa franchise de soldat qui n'exclut peut-être pas une pointe d'ironie : « Si, sur la fin des campagnes, on la soutenait avec quelques moyens, elle ne se réduirait pas à cet état-là ; et ce ne sont pas des

1. En général du 1er décembre au 1er mai.
2. Lettre du 6 novembre (*Recueil de M. E. de Barthélemy*).
3. Lettre du 22 décembre, d'Amiens (*Recueil de M. E. de Barthélemy*).

choses où on puisse remédier promptement, qui est ce que l'on demande toujours à la cour [1]. »

Un écrivain militaire du commencement de ce siècle a donné de l'administration militaire la plus haute idée possible, quand il a dit : « Dans les armées, le mépris de l'administration n'est autre que le mépris des hommes [2]. » L'incontestable vérité que cette formule met en relief avec tant de force et de clarté, est une de celles dont Turenne était le plus profondément pénétré. Qu'avait-il fait depuis la prise de Mardick, si ce n'est veiller à la santé, à la vie, à l'entretien des soldats? Dans sa pensée, leur bien-être était lié étroitement avec l'existence de l'armée, à sa conservation et à ses succès. De son propre mouvement, et avec un sens parfait des besoins de l'homme de guerre qu'aucun général de ce temps, hormis Fabert, ne possédait à un degré aussi élevé, il s'efforçait de corriger les imperfections et de combler les lacunes de l'administration militaire. Le Tellier trouva sans doute, dans les actes dictés par cette sollicitude active, plus d'un enseignement dont il dut tirer parti pendant

1. Lettre du 24 décembre, d'Amiens (*Recueil de M. E. de Barthélemy*).
Introduire l'ordre et la régularité dans la paye des troupes, surtout dans la période d'inaction des quartiers d'hiver, tel est le but commun vers lequel ont tendu les efforts de Turenne et de Fabert. D'après les ordonnances royales sur les quartiers d'hiver, du 20 novembre 1655 et du 25 octobre 1656, inspirées par le gouverneur de Sedan, les troupes étaient dispersées dans les villages et payées sur les lieux mêmes par les communautés d'habitants. Turenne reconnait dans ses *Mémoires* les avantages de ce système dont quelques historiens l'ont représenté à tort comme l'initiateur. (Voir *Le maréchal de Fabert*, par le lieutenant-colonel Jules Bourelly, 3e édition, tome II, pages 130 à 142.)

2. *De la constitution de l'administration militaire en France*, par Ballyet, Paris, 1817.

son ministère, avant d'en faire profiter Louvois.

Tandis que l'armée du roi s'établissait définitivement dans ses quartiers, Turenne revenait à Paris [1]. Mancini et les volontaires, ou, comme les appelait Mazarin, les « braves » qui l'avaient suivi, ne tardèrent pas à y rentrer à leur tour [2]. Le chevalier Reynolds s'étant noyé vers la fin de décembre, pendant la traversée de France en Angleterre, Cromwell avait appelé le général-major Thomas Morgan à lui succéder dans le commandement de la garnison de Mardick [3]. En cas de siège, la défense de la place incombait au maréchal d'Aumont [4]. Quant aux Espagnols, ils se dispersèrent en Flandre, dans le voisinage des places pour lesquelles ils appréhendaient une attaque [5]. Le duc d'York resta à Dunkerque [6]. Le prince de Condé convalescent, s'était fait transporter à Gand, d'où il se rendit plus tard à Bruxelles [7].

Ainsi, la campagne prenait fin sans que Cromwell eût reçu, du moins en ce qui regardait les deux

1. D'après la *Gazette de France*, Turenne rentra à Paris le 3 janvier.

2. Lettre (cop.) de Mazarin à M. de Bordeaux, du 5 janvier (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII). — *Gaz. de France*.

3. Lettres (cop.) de Talon à Mazarin, du 18 décembre (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII) et de Mazarin à M. de Baas, de décembre [s. d.] (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII). — Lettre déjà citée de Donnarel à Mazarin, du 22 décembre. — La Mesnardière, *Relations de guerre*, etc.

4. Lettre (aut.) de d'Aumont à Mazarin, du 17 janvier (*Arch. aff. étr., Pays Bas*, t. XLII). — *Mém. de Turenne*. — Clerville. — *Relation manuscrite du siège de Dunkerque*. — La Mesnardière, *Relations de guerre*, etc.

5. *Mémoires de Turenne*. — *Gaz. de France*.

6. *Mémoires du duc d'York*.

7. Condé arriva à Bruxelles le 13, le marquis de Caracène le 14 et don Juan le 15 janvier (*Gazette de France*).

grandes places maritimes de la Flandre, la satisfaction qu'il était en droit d'attendre de l'observation des engagements mutuellement stipulés. Était-ce là le résultat d'un jeu de politique à l'aide duquel Mazarin espérait se soustraire, les évènements aidant, à l'obligation d'assiéger ces places pour n'avoir pas à les céder ensuite à l'allié du roi de France? Quelques historiens ont penché vers cette opinion. Assurément, les habitudes de temporisation et de détour du cardinal disposent assez à lui attribuer un calcul de ce genre; mais, d'autre part, on admettra difficilement qu'il ait eu en vue d'éluder la clause capitale du traité, celle-là même qui servait de fondement à toutes les autres, et dont l'inexécution, par suite d'atermoiements prolongés, ne pouvait manquer de provoquer une rupture pleine de périls. Si pénible que fût le sacrifice de Dunkerque et de Gravelines, sa clairvoyance habituelle dut lui permettre d'en envisager de bonne heure les conséquences comme moins désastreuses que celles d'une alliance anglo-espagnole. N'est-il pas digne de remarque que Turenne fournisse, dans ses Mémoires, sur les motifs qui l'ont amené à renoncer momentanément à l'attaque de ces deux forteresses, des explications analogues à celles que l'on trouve dans la correspondance de Mazarin avec M. de Bordeaux et le colonel Lockhart? Ces motifs peuvent se résumer dans les suivants : débarquement tardif du

corps anglais au début des opérations[1]; empressement de l'ennemi à jeter dans les places menacées des renforts considérables, et difficulté de s'en emparer sans être maître de quelques postes fortifiés, à proximité. Turenne va jusqu'à dire qu'il a « toujours eu ordre de la cour de s'approcher de la mer quand il le pourrait, sachant bien que c'était l'intention d'exécuter le traité fait au commencement de la campagne ». Ajoutons que son allégation est pleinement justifiée par plusieurs lettres du cardinal[2].

1. « On les [Anglais] avait embarqués sans armes, ce qui avait retardé la marche des autres troupes, afin qu'on eût le temps de les en pourvoir. » (*Journal* [*mai*] *d'un voyage à Paris*, en 1657-1658.)

2. « On se remet entièrement [à vous] sur ce que vous croirez le meilleur, vous priant d'avoir toujours pour principal but l'accomplissement du traité d'Angleterre quand il y aura jour de pouvoir le faire. » (Lettre [cop.] de Mazarin à Turenne, du 4 juin 1657, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI.)

« Souvenez-vous, s'il vous plait, de ce que je vous ai déjà écrit sur l'engagement dans lequel nous sommes avec l'Angleterre, parce que c'est une affaire qui, pour beaucoup de raisons, nous presse extraordinairement. » (Lettre [cop.] de Mazarin à Turenne du 17 juin, même source.)

« Je ne doute pas que M. le Protecteur ne souhaite avec passion de nous voir retourner du côté de la mer ; mais je ne vois pas qu'il y ait apparence de le pouvoir faire; je vous prie pourtant d'examiner la chose, car si vous croyez qu'il y ait lieu d'y entreprendre avec le secours que nous pourrons recevoir d'Angleterre, vous n'avez qu'à me le mander, car je disposerai toutes choses à cela, s'il n'arrive quelque accident nouveau qui l'empêche. Cependant, il sera bon que vous preniez la peine de faire connaitre à M. le chevalier Reynolds la passion que nous avons pour cela et les difficultés qui s'y rencontrent, afin qu'il le mande en Angleterre. » (Lettre [cop.] de Mazarin à Turenne, du 21 juillet, même source.)

« Je vous prie de songer toujours à la mer autant qu'il vous sera possible ou du moins de faire connaitre au chevalier Reynolds l'impossibilité qu'il y a de rien entreprendre de ce côté-là, afin qu'il le mande à M. le Protecteur. » (Lettre [cop.] de Mazarin à Turenne, du 18 août, même source.)



CHAPITRE III

ATTAQUES DIRIGÉES CONTRE LA POLITIQUE DE MAZARIN VIS-A-VIS DE L'ANGLETERRE (1657-1658). — LA « TRÈS HUMBLE REMONTRANCE AU ROI », PAR LE CARDINAL DE RETZ.

1657 (suite); **1658**. Vives attaques dirigées contre le traité de Paris. — Griefs articulés par les mécontents. — Mazarin réfute les arguments de ceux qui décrient l'alliance avec l'Angleterre sous le rapport religieux (fin 1657, commencement de 1658). — Publication de la *Très humble et très importante Remontrance au roi sur la remise des places maritimes de Flandres entre les mains des Anglais*. — La *Remontrance* est attribuée au cardinal de Retz. — Caractère et style de la *Remontrance;* moyens oratoires employés par l'auteur. — L'exorde du discours est consacré à la discussion du point de vue religieux. — Retz flétrit la politique dont Mazarin est le conseiller. — Portrait, par Retz, de Mazarin homme d'État. — Reproche fait à Mazarin d'éterniser la guerre avec la maison d'Autriche. — Retz rappelle à Louis XIV sa parenté avec les Stuarts. — L'armée de Flandre est représentée par Retz comme sacrifiée à la conservation d'une poignée d'Anglais. — Opinion du père Duneau, jésuite, agent secret de Mazarin à Rome, sur la *Remontrance*. — Lettre de Mazarin au père Duneau (5 avril). — Mazarin se rend compte de la gravité des attaques dont il est l'objet; il ajourne sa réplique. — Réponse de Pierre Costar aux détracteurs de Mazarin.

Au moment où l'union de l'Angleterre et de la France portait ses premiers fruits, la politique de Mazarin à qui ils étaient dus, essuyait de violentes attaques. Si quelques républicains anglais, jaloux de l'indépendance de leur pays, reprochaient,



comme Edmond Ludlow[1], à l'alliance des deux Etats[2] de faire le jeu du roi très chrétien au détriment de la République[3], un certain nombre de Français ne l'approuvaient pas davantage, tout en se plaçant à un point de vue différent. Aux yeux des mécontents, le traité de Paris portait atteinte à l'honneur du roi et aux intérêts politiques et religieux de la France. Après l'abandon de Mardick aux vétérans de Cromwell, ces griefs prirent corps et les ennemis du cardinal les relevèrent avec éclat. Lui seul était rendu responsable de l'événement; il avait mis, disaient-ils, la main du jeune souverain dans celle du meurtrier de son oncle; en faisant cause commune avec les protestants, il avait abaissé la religion catholique; il était coupable, enfin, d'avoir laissé prendre pied, sur le seuil du royaume, à un dangereux voisin.

La critique, sous le rapport religieux, du traité et

1. Edmond Ludlow tenait une place importante dans le parti républicain, honnête et désintéressé, mais aveugle, que Cromwell finit par traiter en ennemi.

2. « Cette alliance nous a coûté cher, car elle a détruit tout équilibre entre l'Espagne et la France, et jeté les fondements de la future grandeur des Français au très grand préjudice de toute l'Europe en général et de l'Angleterre en particulier, dont on avait cru jusqu'alors que l'intérêt était de maintenir l'équilibre autant qu'il était possible. » (*Mémoires de Ludlow,* dans *la Collection* des *Mémoires d'Angleterre*, de M. Guizot.)

3. Hume, dans son *Histoire de la maison de Stuart* (Trad. de Campenon, t. VI), soutient la même opinion que Ludlow : « Si Cromwell, dit-il, eût bien compris et sérieusement cherché les vrais intérêts de sa nation, il se serait efforcé de soutenir l'Espagne dans son déclin contre la dangereuse ambition de la France, et de maintenir entre ces deux couronnes [la France et l'Angleterre] cette balance d'ou dépendent tellement la grandeur et la sûreté de l'Angleterre; s'il n'eût cherché que son intérêt propre, il aurait apporté tous ses soins à se maintenir dans une exacte neutralité entre ces deux grandes monarchies; surtout, il se serait bien gardé de hasarder une puissance aussi mal acquise, aussi mal établie que la sienne, en s'attirant des ennemis étrangers qui pouvaient fortifier les factions domestiques et renverser le fragile édifice de sa grandeur. »

de ses conséquences, n'était pas sans le préoccuper; elle lui procura l'occasion de faire une sortie assez vive contre « les gens qui, sous prétexte de dévotion, sont pires que les autres »[1], et de déclarer qu'en dépit de leur blâme, il poursuivrait ses relations d'amitié avec les Anglais. Il trouvait étrange qu'on lui imputât à crime de s'être allié à l'Angleterre, alors que l'on n'avait jamais songé à condamner comme hérétique l'union contractée en d'autres temps avec les Hollandais; et d'ailleurs, observait-il, le pacte conclu avec le Protecteur sauvegardait les intérêts des catholiques de Dunkerque. Loin de renier la politique qui l'avait conduit à traiter avec l'Angleterre contre l'Espagne, il allait jusqu'à rabaisser ses autres actes comme homme d'État, afin d'être plus à son aise pour la glorifier : « Je n'ai jamais rien fait qui vaille, disait-il, mais, assurément, c'est quelque chose d'avoir su empêcher la liaison qui était sur le point d'être entre nos ennemis et l'Angleterre, et porter celle-ci à s'unir avec la France contre eux[2]. »

Lorsque Mazarin tenait ce langage, un factum ayant pour titre : *Très humble et très importante remontrance au roi sur la remise des places mari-*

1. Lettre de Colbert à Mazarin, du 20, et de Mazarin à Colbert, du 23 octobre 1657 (*Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, publiés par Pierre Clément, t. Ier).
2. Lettre (cop.) de Mazarin à de Lionne, du 11 janvier 1658 (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII). Cette lettre a été publiée pour la première fois par M. Chéruel (*Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, t. III).

times de Flandre entre les mains des Anglais, avait déjà vu ou était bien près de voir le jour. Cet écrit ne portait aucun nom d'auteur, de lieu ni d'imprimeur, mais les contemporains bien renseignés ou jugeant sur des indices sérieux n'ont pas hésité à en attribuer la paternité au cardinal de Retz. La critique moderne a confirmé péremptoirement cette opinion ; elle a indiqué, de plus, le commencement de l'année 1658 comme l'époque probable de la publication. Il serait téméraire d'affirmer que Mazarin n'eut pas connaissance de cet écrit dès son apparition ; en tout cas, sa lettre à de Lionne, du 11 janvier 1658, dont nous venons de reproduire quelques passages, porte à croire qu'à cette date il n'était pas encore parvenu jusqu'à lui [1].

La très humble et très importante remontrance au roi n'était rien moins qu'un libelle d'une rare véhémence, dirigé contre Mazarin ; le style en est plein de vigueur, quoique un peu déclamatoire, et revêt parfois la forme biblique qui aide, jusqu'à un certain point, à reconnaître de quelle plume l'œuvre est sortie. L'auteur s'élève, par instants, à des mouvements de véritable éloquence. Loin de

1. La *très humble Remontrance* existe à la Bibliothèque nationale sous forme de pièce imprimée in-4°, 14 pages, portant la date de 1657. M. Chantelauze qui l'a reproduite à la suite des *Mémoires du cardinal de Retz* (t. V) [*Collection des grands écrivains de la France*], dit en posséder une édition datée de 1658 et offrant quelques légères différences avec la première. Nous avons trouvé, à la *Bibliothèque nationale* (vol. CCCXXIII *de Colbert*, Vc, une ancienne copie manuscrite de ce factum, dont le texte est le même que celui de l'édition de 1657.

prendre le roi à partie, il le conseille avec une solennelle déférence; chacun de ses traits va droit à son mortel ennemi, à Mazarin, même lorsqu'il ne le nomme pas, ce que, par une manœuvre oratoire bien connue, il ne fait, pour la première fois, qu'à la fin de son discours, après avoir accumulé contre lui accusations sur accusations.

La religion profanée par une manœuvre hérétique fournit à Retz les armes avec lesquelles il engage le combat dans un pompeux exorde : « Nous portons à Votre Majesté les sentiments de toute la France, ou plutôt ceux de l'Europe catholique qui demande justice au plus chrétien des rois, de l'injure la plus atroce et de l'outrage le plus sanglant que l'Église ait peut-être jamais reçu depuis sa naissance. Est-il possible, Sire, que sous le règne de Louis XIV, on renverse, sur les frontières de la France, les autels que ses glorieux prédécesseurs ont cimentés de leur propre sang dans la Palestine? Est-il possible que ses armes victorieuses ne soient employées qu'à abolir et à exterminer les sacrements qui les sanctifient... Sire, pardonnez à l'importance du sujet qui nous ouvre la bouche, ces pathétiques mouvements d'une douleur amère et qui n'est animée que par l'intérêt de votre personne sacrée, par la gloire de votre couronne et par le zèle que nous devons à la religion. » Retz revient souvent, dans sa harangue, sur le côté religieux de la question. Les places maritimes pro-

mises à l'Angleterre sont pour lui autant de gages précieux donnés par le roi à l'hérésie et « l'hérésie est la plus perdue qui ait jamais entrepris de déshonorer le christianisme ».

La discussion du point de vue politique offre au libelliste l'occasion de déployer les ressources de sa vive et pressante dialectique, pleine de souplesse jusque dans la violence. Il réprouve avec force l'argument tiré de la raison d'État, par lequel Mazarin cherche à justifier auprès du roi l'alliance des deux nations et l'abandon récent de Mardick. Mais ce n'est pas uniquement le présent qui le préoccupe; il voit dans cette alliance « une trêve captieuse », menaçante pour l'avenir : « La part que le Protecteur prend jusqu'aux moindres bagatelles qui touchent ceux de la religion prétendue réformée, marque visiblement que Mardick, Bourbourg et Dunkerque ne sont pas le terme de ses desseins... Dieu veuille que ces places que nous achetons aujourd'hui au Protecteur au prix de notre sang, de notre bien, de notre honneur et de notre conscience, ne soient pas, dans quelque temps, les magasins et les arsenaux qui fournissent les munitions destinées à battre les nôtres! »

Avec quel art il exploite ensuite auprès du roi les craintes auxquelles donne lieu la situation de la France vis-à-vis des autres États européens, depuis que les intérêts du royaume sont enchaînés à ceux de l'Angleterre! : « Votre Majesté peut-elle

ignorer quelle est la différence que l'on doit faire entre l'Angleterre république et l'Angleterre monarchie? Que l'on peut considérer la Grande-Bretagne sous un roi comme un pays très considérable dans l'Europe, mais qu'il la faut regarder sous un sénat qui aurait pris sa forme, comme un État formidable à toute la terre, et que cette considération fait qu'il n'y a point de princes dans l'Europe qui puissent demeurer unis aux intérêts de Votre Majesté toutes les fois qu'on vous verra concourir à l'établissement d'une république qui embrasse, dans sa naissance, l'un et l'autre hémisphère, et qui brave tout l'univers.... Nous appréhendons, Sire, que Votre Majesté ne perde entièrement tous ses alliés fidèles et assurés, qui s'aliènent déjà publiquement par la complaisance ou plutôt par l'obéissance que votre ministre rend à des ennemis couverts et infidèles. On les préfère, Sire, à toutes les alliances les plus anciennes, les plus sacrées et les plus inviolables de votre couronne. »

L'ancien chef de la Fronde ne se contente pas de flétrir la politique dont Mazarin est le conseiller; il prend pour ainsi dire corps à corps son ennemi juré et l'accable des traits pressés d'une ironie froide, mesurée, mais d'autant plus subtile, impitoyable : « M. le cardinal Mazarin, Sire, qui n'a pas eu d'assez bonne heure la nourriture nécessaire à un politique, s'est imaginé, dès son en-

fance, que la principale qualité d'un habile homme était de ne jamais faire le bien. Il a ajouté à cette inclination naturelle quelque lecture de Machiavel, dans lequel il a puisé cette leçon, que la brouillerie est toujours favorable à une autorité qui ne se soutient pas d'elle-même. Il a ensuite eu quelque habitude avec M. le cardinal de Richelieu, qui n'était pas naturellement fort porté au repos. Il a pris, de toutes ces écoles différentes, quelque teinture grossière de certaines maximes générales de la politique. Il ne les a ni expliquées ni appliquées selon leur véritable intelligence; il s'en est paré sans ordre, comme d'un ornement qui n'était pas fait pour lui, et, de cette confusion, il s'en est formé une idée qui, entre autres bonnes choses, lui a persuadé que pour être grand ministre, il ne fallait que tout brouiller, ne faire jamais de paix et renverser le monde. » Dans ce portrait, tracé de main de maître, Retz accentue le reproche « de tout brouiller »; il accuse Mazarin d'avoir rompu la paix de Munster et « d'éterniser l'embrasement » en mettant obstacle à la paix générale ; il va jusqu'à avancer que « la continuation certaine de l'empire dans la maison d'Autriche » sera le fruit du dessein bien arrêté de la part du premier ministre de perpétuer les hostilités; mais à peine a-t-il lancé cette insinuation qu'il feint de se raviser, comme s'il s'était laissé aller, sans le savoir, à un jugement téméraire, et il fait, en ces termes, à son

adversaire, l'aumône perfide d'une réparation : « La charité nous oblige de ne pas donner ces imprudences à la mauvaise intention de M. le cardinal Mazarin, et d'en laisser quelque partie à son peu de lumière qui n'a pas bien su distinguer les temps [1]. »

Retz ne fait pas seulement appel à la logique, à la politique et à la religion, pour persuader son auguste interlocuteur, il lui parle le langage du sentiment ; il cherche à l'émouvoir dans son amour-propre d'homme et sa dignité de souverain ; il lui rappelle les liens du sang qui l'unissaient aux Stuarts : « On ne peut croire, Sire, que Votre Majesté ait été informée du misérable état de la reine d'Angleterre, sa tante [2]... on ne peut s'imaginer que le sang de Henri le Grand, qui vous anime, eût pu abandonner sa fille et ses petits-enfants à l'indigence même du pain. On ne peut se persuader que votre âme royale ait consenti à l'éloignement ou plutôt à l'exil du roi de la Grande-Bretagne, votre cousin germain et votre allié, c'est-à-dire à l'épanchement de votre propre sang qu'un infor-

1. Un autre passage du libelle permet de saisir le sens de ces mots : « qui n'a pas bien su distinguer les temps ». Au dire de Retz, Richelieu avait uni ses armes à celles du roi de Suède, Gustave-Adolphe, pour conjurer les périls qui pouvaient lui venir de la maison d'Autriche « chargée des dépouilles des protestants et enflée par les victoires de Tilly » ; mais c'était faire preuve de « peu de lumière » que de vouloir, à l'imitation du premier ministre de Louis XIII, exciter le roi de Suède [Charles-Gustave successeur de Gustave-Adolphe] contre l'Autriche, au moment ou l'Allemagne, loin d'être menaçante, ne cherchait qu'à se reposer de la lutte.

2. Henriette de France, fille de Henri IV et de Marie de Médicis, mariée, en 1625, à Charles Ier.



tuné politique tire, pour ainsi parler, de vos veines, pour le sacrifier aux terreurs paniques d'un usurpateur. Comment, Sire, se pourrait-on figurer que le monarque des Français, le prince de la plus belliqueuse et de la plus généreuse nation qui soit dans l'univers, eût consenti à des bassesses qui asservissent la plus noble couronne du monde aux caprices de l'idole la plus fragile qu'ait jamais portée le char de la fortune! »

Dans le champ de l'imagination pure, le prélat ne manie pas avec moins d'art et de flexibilité l'arme du pamphlétaire. Ne dirait-on pas un improvisateur de tribune, emporté par son sujet, lorsqu'il s'écrie : « Sire, si l'on voyait ce qui se passe aujourd'hui sur la frontière de votre royaume, dépeint dans un tableau, on ne le pourrait considérer que comme le caprice d'un peintre qui se jouerait de ses imaginations, ou plutôt comme la peinture d'un carrousel, où ceux qui entrent dans la lice ne font briller leurs armes que pour le plaisir des spectateurs. Si on y représentait d'une part les vastes campagnes de Dunkerque toutes noires de bataillons, et que l'on y dépeignît de l'autre le petit tertre de Mardick, couvert de quatorze à quinze mille hommes qui regardassent, les mains croisées, le mouvement des autres, n'aurait-on pas beaucoup plus de sujet de s'imaginer que ceux-là fussent des sénateurs de l'ancienne Rome qui fissent combattre devant leurs yeux une armée de gladia-

teurs et d'esclaves, que de croire que cette grande multitude ne fût composée que de personnes libres qui sacrifiassent de gaieté de cœur leur considération, leurs fortunes et leurs vies à la conservation et à la gloire de ce petit nombre de gens? Nous voyons les restes d'une armée de quarante mille hommes voltiger encore sur les dunes de Flandre pour le service de deux ou trois cents goujats, que l'Angleterre a exposés en ce petit nombre par une politique qui nous devrait instruire. Nous voyons tous les jours travailler aux tristes machines de ce spectacle sanglant, dont on fait état de repaître les yeux de Cromwell au commencement de la campagne prochaine. Nous voyons que ce faux prophète regarde, du haut de la tour de Londres, ces lugubres combats, où tout le sang catholique qui tombe, espagnol ou français, est versé comme en sacrifice que nous offrons nous-mêmes à ses illusions ; et ce qui est de plus déplorable en ce fait, est que nous ne nous contentons pas d'assujettir le siècle dans lequel nous vivons aux volontés de ce tyran, et il semble que nous affections d'engager même notre postérité au service de l'Angleterre par la remise de ces places si fameuses et si importantes. »

Dès le 19 février 1658, le père Duneau, de l'ordre des jésuites, faisait connaître, en ces termes, à Mazarin, dont il était l'agent secret à Rome, son impression sur la publication de la *Très humble*

Remontrance [1] : « Telles pièces sont des satires colorées sous un spécieux prétexte de religion, que les séditieux et les malcontents font courir pour émouvoir les peuples et discréditer le ministère ; je crois qu'il serait bon d'y répondre et faire voir que le procédé des Espagnols en divers temps a été bien plus désavantageux à la religion que celui qu'a tenu la France [2]. » On peut supposer que la *Remontrance* se trouvait à la même époque, sinon antérieurement, entre les mains de Mazarin [3]. Quoi qu'il en soit, le 4 mars suivant, après avoir appris au cardinal qu'elle venait d'être traduite en italien, le père Duneau ajoutait : « Je suis bien trompé si cette pièce n'est sortie de la boutique du cardinal de Retz ; le style et quelques autres con-

1. Un agent du prince de Condé à Rome avait remis un exemplaire du libelle au père Duneau.

Le tome CXXXII, de *Rome*, aux *Archives des affaires étrangères*, contient un grand nombre de lettres du père Duneau, ou il rend compte à Mazarin des faits et gestes du cardinal de Retz pendant son séjour à Rome en 1656.

Retz était pour ainsi dire suivi à la piste par les agents et les espions de Mazarin. En juillet et août 1657, on le signalait à Cologne ou aux environs. M. de Gravel, représentant de la France à Francfort, avait ordre, à cette époque, de faire rechercher sa retraite, et une recompense « considerable » était promise à celui qui la decouvrirait. (Lettre [min.] de Mazarin à M. de Gravel, de Stenay, 2 août, *Bibl. nat., Melanges Colbert*, 51 A). Au mois de septembre de la même année, le marechal de Gramont et de Lionne apprenaient, à Francfort, de la bouche de l'archevêque electeur de Mayence, que le prélat séjournait sur le Rhin ou en Bretagne. (Mémoire [cop.] des ambassadeurs à Mazarin, du 10 septembre, *Arch. aff. étr.*, *Allemagne*, t. CXXXVIII.)

2. Aut. chiffré, *Arch. aff. étr.*, Rome, t. CXXXIV.

3. D'après M. Chantelauze, il parait certain que la *Très humble Remontrance* a été imprimée dans les Pays-Bas.

La traduction espagnole de cet écrit le mentionne, il est vrai, comme ayant été imprimé à Paris en 1657, mais elle ne fait, en cela, que répéter l'indication suivante qui se trouve dans les deux éditions de 1657 et de 1658, immédiatement avant la date terminale : « Jouxte la copie imprimée à Paris. » Or, cette dernière formule n'est, suivant M. Chantelauze, qu'un artifice de l'auteur pour essayer de dépister la police de Mazarin.



jectures m'induisent à le croire ainsi. J'ai déjà mandé qu'il me semble nécessaire d'y répondre, fondé sur ce qu'y ayant trois sortes de personnes, les bien affectionnées, les mal affectionnées et les indifférentes, les premiers ont besoin d'être fortifiés et les derniers d'être instruits contre les raisons apparentes que cet écrit met en avant en faveur de la religion et de l'État, comme si l'un et l'autre souffraient de notable intérêt par cette remise de Mardick. On doit considérer qu'il y a des catholiques zélés qui se laissent facilement émouvoir par la considération du préjudice qu'ils croient être fait à la religion, et qu'il y a des gens qui se piquent de politique, lesquels n'en ont pas assez pour démêler la véritable d'avec l'apparente, tandis que les mal intentionnés font parade des raisons spécieuses qu'ils puisent dans les libelles. Il est donc à propos, pour fermer la bouche à ceux-ci et pour désabuser ceux-là, je veux dire ces sortes de zélés et politiques, de faire connaître au monde la vérité par une réponse solide[1]. »

C'est seulement le 5 avril qu'il est question de la *Remontrance* dans la correspondance de Mazarin. A cette date, il écrit ce qui suit au père Duneau, probablement en réponse à une lettre du 18 mars[2], où ce religieux lui annonce qu'une réfutation de l'opuscule vient d'être publiée à Rome, en italien :

1. *Arch. aff. étr.*, Rome, t. CXXXIV, lettre (aut.) chiffrée.
2. *Arch. aff. étr.*, Rome, t. CXXXIV, lettre aut.

« On n'a fait ici [à Paris] nul cas de cet écrit que Votre Paternité croit avoir été fait par le cardinal de Retz, parce que, pour ce qui regarde la religion, chacun sait que les conditions de celle-ci s'améliorent plutôt par la confiance que la France acquiert en Angleterre; et quant au côté politique, il n'est point de sujet du roi qui n'aime mieux avoir les Anglais pour amis que pour ennemis; et quand le royaume est satisfait, peu importe ce que peuvent dire quatre espagnolisants de cette cour, lesquels ne trouvent les Anglais plus hérétiques que les autres que parce qu'ils sont unis à la France; mais s'ils étaient unis à l'Espagne, ils feraient valoir mille bonnes conséquences de leur union pour la religion catholique[1]. »

Ces quelques mots, où perce avec une certaine affectation d'indifférence, la conviction d'avoir procuré à la France une alliance avantageuse, suffisaient à Mazarin pour ébranler l'échafaudage des griefs articulés contre lui. Il ne pouvait, néanmoins, se faire illusion sur la gravité de l'attaque dirigée contre sa politique, et, dès lors, il dut songer à réfuter Retz publiquement. Mais c'était le moment où il se préoccupait le plus vivement du résultat des négociations conduites, sous son inspiration, par les plénipotentiaires français à la diète de Francfort; sur ce théâtre nouveau où la guerre

1. Lettre en italien (*Arch. aff. étr.*, *Recueil spécial des lettres de Mazarin*, t. XXXVII).

avec l'Espagne, un instant suspendue en Flandre par la mauvaise saison, continuait sans trêve sous une autre forme et avec d'autres armes, il se montrait attentif comme un général d'armée à toutes les manœuvres, à toutes les évolutions de son adversaire, le comte de Peñaranda[1]. En outre, le pacte négocié avec les Anglais n'avait pas encore porté tous les fruits qu'il en attendait pour rendre sa réplique concluante, et les revers infligés aux Espagnols pendant la campagne qui venait de finir n'avaient entamé leurs forces qu'en partie. En un mot, il fallait au cardinal une victoire décisive de Turenne pour donner leur véritable valeur aux arguments qu'il tenait en réserve. Il patienta donc tout le temps qu'il lui fallut pour mettre en œuvre, au grand jour, ses moyens de défense, et, jusque-là, on le vit poursuivre résolument, appuyé sur le Protecteur, l'accomplissement de son dessein.

Avant l'apparition du libelle de Retz, un ami de Balzac et de Gilles Ménage, qui s'était fait dans les ruelles une réputation de bel esprit, Pierre Costar, était entré en lice pour la défense de Mazarin, son Mécène. Les quelques lettres où il répond aux détracteurs de la politique du cardinal vis-à-vis de l'Angleterre, n'ont vu le jour qu'en 1657 ; elles sont adressées au père Hameau, supérieur de l'Oratoire d'Angers.

1. Le comte de Peñaranda était le principal négociateur de l'Espagne à Francfort.

Costar reconnaissait à Mazarin deux sortes d'ennemis : « les faux dévots », qui attaquaient l'alliance « sous prétexte de religion », et les « timides prévoyants », qui ne pouvaient souffrir qu'on voulût établir, à quelques lieues de Calais, « une nation tout ensemble si voisine, si puissante et si ennemie du nom français ». Ceux-ci lui paraissaient plus « incorrigibles, quoique moins « méchants » que les « faux dévots ». Encore ces derniers, disait-il, « peuvent être réprimés par la sévérité des lois ou même guéris par la vertu des remèdes que sait préparer la philosophie. »

Costar entonne ailleurs un véritable dithyrambe en l'honneur de Mazarin : « Lorsque les Anglais avaient rompu tout notre commerce, que toutes nos côtes étaient couvertes de leurs vaisseaux, qu'on les savait sur le point de signer contre nous une ligue offensive et défensive avec l'Espagne, et que ces deux nations étroitement unies venaient attaquer Calais par mer et par terre, quels vœux ne faisions-nous point pour être délivrés d'un mal si pressant et qui menaçait ce royaume d'une prochaine dislocation ! Mais nous ne faisions que des vœux impuissants, et nous étions les spectateurs immobiles de la nuée grosse de foudres et d'éclairs qui était prête à crever et à fondre sur nos têtes, pendant que M. le Cardinal veillait à notre conservation et qu'il cherchait, jour et nuit, dans les secrets de sa profonde sagesse, les moyens de con-

jurer l'orage et de détourner la tempête. Le ciel en soit loué! »

S'il faut en croire Costar, les ennemis du cardinal avaient répandu la nouvelle inventée par eux de profanations commises dans Bourbourg par nos nouveaux alliés. « Je connais, disait-il, l'auteur de ces bruits extravagants; il sait bien, en son âme, qu'ils ne sont pas vrais, mais il pratique le conseil de ce dangereux maître en médisance et en calomnie qui disait autrefois : « Ne fais point de difficulté de mentir impunément, il en demeure « toujours quelque chose [1]. »

1. Les lettres de Costar (au chancelier Séguier, à Servien, Fouquet, la duchesse de Chevreuse, Balzac, Ménage, Chapelain, etc.) ont été publiées en 1658 et 1659 (2 vol. in-4°). Le premier volume est précédé d'une dédicace à Mazarin prodigieusement emphatique.

La dernière citation est tirée d'une lettre publiée dans le vol. II. Les autres passages reproduits sont empruntés à deux lettres inédites. On trouve ces trois lettres (autographes) à la *Bibl. nat.*, *Colbert*. Vc, 323. f° 189 à 206.

LIVRE II

RENOUVELLEMENT DE L'ALLIANCE ANGLO-FRANÇAISE (1658). — CLERVILLE ET VAUBAN A MARDICK. — DÉCADENCE DE LA MONARCHIE ESPAGNOLE. — SITUATION DE LA FRANCE. — RÉBELLION A HESDIN. — TENDANCES SÉDITIEUSES DANS LES PROVINCES. — ÉCHEC D'OSTENDE. — OPÉRATIONS DE TURENNE ENTRE LA SOMME ET LA LYS. — PASSAGE DE LA LYS ET DE LA COLME. — INVESTISSEMENT DE DUNKERQUE. — LOUIS XIV A DUNKERQUE. — MAZARIN POURVOYEUR DE L'ARMÉE.

CHAPITRE IV

RENOUVELLEMENT DE L'ALLIANCE ANGLO-FRANÇAISE (1658). — CLERVILLE ET VAUBAN A MARDICK. — DÉCADENCE DE LA MONARCHIE ESPAGNOLE.

1658 (suite). La diplomatie espagnole redouble d'activité pour provoquer la rupture de l'alliance anglo-française. — Cromwell envisage la guerre contre l'Espagne comme favorable à ses intérêts. — Nouveau traité d'alliance (28 mars) entre la France et l'Angleterre. — Préambule du traité. — Clauses relatives à Dunkerque et Gravelines. — Clerville continue à organiser la défense de Mardick. — Vauban sert à Mardick sous les ordres de Clerville comme conducteur de travaux. — Vauban quitte Mardick malgré Clerville. — Lettre de Clerville (6 février) à Mazarin, où il se plaint du départ de Vauban. — Mesures de rigueur à l'égard de Vauban pour le retenir. — Clerville et l'intendant d'Ormesson obtiennent de Vauban son retour à Mardick. — Dissentiments entre Clerville et Vauban. — Clerville signale, à propos de Vauban, la nécessité d'un personnel spécial chargé de l'exécution des travaux dans les places. — Mardick point d'appui des opérations ultérieures et centre d'approvisionnements. — Reconnaissance, par Clerville, des abords de Dunkerque. — Les approches de Dunkerque sont peu praticables. — Clerville conclut à la démolition des ouvrages de Dunkerque. — Importance de Mardick aux yeux de Clerville. — Sièges de Saint-Omer et de Bergues proposés par Clerville ; objections de Mazarin. — Le cardinal croit possible l'investissement de Dunkerque ; opinion de Turenne sur les difficultés que présente cette opération. — La lutte entre la France et l'Espagne aura son dénouement en Flandre. — Décadence de la monarchie espagnole ; causes de désordre et de faiblesse. — Le pays flamand participe à la ruine générale. — Neutralité sympathique de la Hollande vis-à-vis de Philippe IV. — L'alliance la plus précieuse pour l'Espagne est celle de Condé. — Tentatives des amis du prince pour le rallier au service du roi. — Intervention du pape sollicitée pour obtenir la réconciliation de Condé avec Louis XIV. — Entretien (lettre du 29 février) du père Duneau avec un agent du prince au sujet de l'accommodement projeté.

Le commencement de l'année 1658 vit un re-

doublement extraordinaire d'activité de la part des Espagnols pour ruiner l'influence que Mazarin avait conquise et s'efforçait de maintenir auprès de Cromwell en vue d'un renouvellement d'alliance. Jamais l'amitié d'un puissant voisin ne fut recherchée avec plus de passion. Chacun des deux souverains qui se disputaient l'assistance du Protecteur continuait à lui offrir en présent ce qui appartenait à son compétiteur : tandis que le roi Très Chrétien promettait Dunkerque, Sa Majesté Catholique faisait miroiter Calais. En réalité, c'était aux frais de la France que l'un et l'autre mettaient en avant l'enjeu qu'ils sacrifiaient aux convoitises du fortuné Protecteur [1].

La question de savoir où il prendrait pied de l'autre côté du détroit, n'était pas la seule que Cromwell devait se poser. Il avait besoin d'hommes et d'argent, et l'Espagne aux abois en manquait. Au moment où il aspirait à régenter le calvinisme dans le monde entier, donnerait-il impunément la main aux catholiques espagnols, les plus fervents, les plus sévères, les plus fanatiques de l'Europe? Faire cause commune avec l'Espagne, c'était, jusqu'à un certain point, entrer dans l'alliance de Rome, c'était s'exposer à froisser les sentiments religieux intimes de ses partisans, dans le peuple

1. En 1559, Dunkerque avait été cédée par la France à l'Espagne; Condé s'en était emparé en 1646 ; en 1652, les Espagnols l'avaient reprise avec l'assistance traitresse de Cromwell.



et dans l'armée, et peut-être fournir des armes dangereuses à ces factieux de plus en plus hardis, qui lui reprochaient déjà, avec emportement, du haut de la chaire, ses rapports avec Mazarin [1]. Un jour encore peu éloigné n'avait-il pas dit au Parlement qu'il venait de convoquer : « L'Espagne est votre grand ennemi, votre ennemi naturel et providentiel [2] » ? Il ne pouvait espérer, d'ailleurs, que Philippe IV renoncerait franchement à soutenir Charles Stuart. Enfin, quel autre ennemi que l'Espagnol, à dompter sur mer, lui abandonnerait de plus riches dépouilles?

Cromwell se laissait guider d'ordinaire par l'instinct public qui lui révélait sûrement les intérêts dont il avait à prendre la défense. Son bon sens l'éclairait toujours. Entre ses deux augustes solliciteurs, il finit par donner la préférence à son ancien allié. Le traité qui liait de nouveau Louis XIV et Cromwell, fut signé le 28 mars 1658, par Abel Servien, le comte de Brienne et le colonel Lockhart [3].

1. Lettre de M. de Bordeaux à Mazarin, du 18 février 1658, citée par M. Guizot (*Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell*).

2. Discours du 17 septembre 1656, reproduit par M. Guizot.

3. Le tome LXIX, *Angleterre*, aux *Archives des affaires étrangères*, contient : 1° f°s 259 à 262 une minute du traité en français, raturée, intitulée : *Premier projet de traité entre le roi et Cromwell* ; 2° f° 283, la copie du *pouvoir à M. Servien et de Brienne pour traiter avec milord Lockhart*, en date du 26 mars 1658 ; 3° f° 404, une minute du traité en latin, raturée et surchargée en marge, sous le titre de : *Traité de campagne entre le roi et Olivier Cromwell* en 1658 ; 4° f°s 304 à 308, une copie du traité en latin, avec le préambule en français, sous le titre de : *Ratification du traité de campagne entre le roi et Olivier Cromwell*.

Le traité comprend : un préambule, six articles numérotés et un article secret. Ce dernier figure dans les minutes des f°s 259 et 284 mentionnées ci-dessus

On trouve à la *Bibliothèque nationale* (V^c *Colbert*, 323, f°s 295 et suiv.) :

Quelques jours auparavant, Mazarin avait écrit au président de Bordeaux : « Vous pouvez assurer M. le Protecteur et le secrétaire d'État[1] que le roi exécutera très religieusement de sa part toutes les choses dont on sera convenu ; que je lui réponds qu'il n'y aura pas la moindre difficulté[2]. » Les artifices de Peñaranda et toutes les menées ouvertes ou cachées des partisans de la maison d'Autriche déchaînés contre la France n'avaient pu conjurer, pour l'Espagne, ce premier échec qui en annonçait d'autres plus graves à brève échéance.

Le préambule du traité renouvelé mettait en évidence l'impossibilité d'éviter certains retards qui déconcertent souvent, au cours d'une campagne, principalement dans la guerre de siège, les combinaisons projetées. Cette considération y était appuyée de l'exemple des places de Dunkerque et de Gravelines, à l'attaque desquelles l'armée alliée s'était vue contrainte de renoncer par suite de la diligence avec laquelle l'ennemi avait pourvu à leur défense. C'était là un véritable exorde par insinuation, entraînant justification, pour ainsi dire solennelle, de l'inexécution de la clause principale du traité

1° le texte latin du traité (y compris l'article secret) et de sa ratification par Cromwell ; 2° le texte français de la commission délivrée à Brienne et Servien pour traiter avec Lockhart (27 mars 1658).

1. Thurloe.

2. *Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII, lettre (cop.) du 24 mars. Dans le tome LXIX d'*Angleterre*, la même lettre, également en copie, est datée du 23 mars.

antérieur. Dès lors, il ne restait plus rien, semble-t-il, des anciens griefs du Protecteur, et la responsabilité de Mazarin se trouvait entièrement dégagée. Aux termes du traité du 28 mars, les dispositions de celui qui l'avait précédé étaient maintenues sur tous les points, principalement en ce qui concernait le libre exercice du culte catholique dans les villes de Flandre destinées à être remises aux Anglais après leur reddition. La place de Dunkerque devait être investie entre le 20 avril et le 10 mai suivants par la flotte de Cromwell et les troupes du roi opérant de concert; si l'un des alliés faisant défaut, l'entreprise devenait inexécutable, l'autre rentrerait dans les dépenses que lui auraient causées ses préparatifs. A la suite de l'occupation de Dunkerque par les Anglais, leur flotte serait employée devant Gravelines, dont le siège devait être entrepris avant le mois de septembre 1658 ou après le 20 mars 1659. Il était également stipulé que le roi accorderait aux six mille soldats anglais à sa solde une gratification d'un sou par tête et par jour pendant six semaines. Enfin, bien que le traité de 1658 confirmât les conventions de 1657, un article secret spécifiait que le Protecteur n'aurait plus à faire passer à ses frais sur le continent trois mille auxiliaires, cette obligation ayant été remplie par lui l'année précédente.

Pendant les trois mois environ qui séparent l'entrée des troupes du roi en quartiers d'hiver de la

conclusion de ce traité, Mazarin n'avait perdu de vue ni « le tertre de Mardick » ni la place de Dunkerque, objectif de plus en plus probable des prochaines opérations.

Dès la fin de décembre, le chevalier de Clerville avait commencé à organiser la défense du fort de Mardick et de ses approches. La mise en état de ce poste supposait l'établissement d'un projet ou mémoire et l'établissement d'un devis de dépenses : telle était la part qui revenait à Clerville. Quant à la conduite et à la surveillance des travaux de construction ou de réparation des ouvrages dans une place, elle incombait, d'ordinaire, soit à des officiers d'infanterie remplissant les fonctions d'ingénieurs, soit à des entrepreneurs, et, faute des uns et des autres, à des maîtres maçons expérimentés. A Mardick, le conducteur de travaux employé par Clerville appartenait comme capitaine au régiment du maréchal de la Ferté, mais servait le plus souvent en qualité d'ingénieur. C'était un gentilhomme pauvre de Bourgogne qui, après avoir fait ses premières armes dans le camp de Condé, s'était engagé au service du roi. Il n'avait pas encore vingt-cinq ans et s'était déjà distingué dans plusieurs sièges autant par son savoir technique que par sa froide intrépidité. A l'attaque de Montmédy, où il avait reçu trois blessures, il était resté, après cinq à six jours de tranchée, le seul survivant de quatre ingé-

nieurs servant sous les ordres de Clerville[1]. Mazarin l'encourageait par des témoignages d'affectueux intérêt, et lui accordait de temps en temps de petites gratifications.

Au commencement de février, le protégé de Mazarin, qui n'était autre que notre grand Vauban, quittait Mardick pour se rendre à Calais. Quelques semaines auparavant, il avait annoncé son intention de rejoindre son régiment en Lorraine, mais il paraissait avoir abandonné ce dessein, le cardinal s'étant engagé à obtenir du maréchal de la Ferté la prolongation de son séjour à Mardick[2]. Sous l'impression du vif mécontentement que lui causait ce départ, Clerville s'empressa d'écrire de Calais au premier ministre : « M. de Vauban, ingénieur et capitaine au régiment de M. le maréchal de la Ferté, est revenu en cette ville avec dessein de s'en aller à sa compagnie, nonobstant tout ce que j'ai pu lui dire de la part de V. E. sur ce sujet, et tout ce qu'il m'avait, il y a quelque temps, promis en conséquence

1. Lettre (aut.) de Clerville à Mazarin, du camp de Montmédy, 29 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIV). — Vauban, *Traité de l'attaque des places*.

2. Lettres (cop.) de Mazarin à Clerville, du 21 décembre 1657 et du 8 janvier 1658, et lettre (cop.) de d'Ormesson à Mazarin du 8 janvier (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII). — Lettre (orig. sig.) de Clerville à Mazarin du 9, et lettre (aut.) de d'Ormesson au même, du 12 janvier (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII).

Les généraux qui avaient des ingénieurs à leur solde particulière les considéraient comme leur appartenant en propre, et ne se montraient pas toujours disposés à se priver de leurs services. De là cette réflexion de Clerville : « Cela est en vérité bien fâcheux que ces gens-là [les ingénieurs] soient obligés d'aller chercher auprès des grands seigneurs le pain que le roi ne leur donne pas, et puis que le roi ne s'en puisse pas servir dans le besoin. » (Lettre de Clerville à Mazarin, du 21 décembre, citée plus haut.)

de ce que V. E. lui avait fait l'honneur de m'écrire en ce qui le regardait. Mais comme, de bonne fortune, je ne lui avais encore donné que la moitié des 500 livres qu'elle m'avait ordonné de lui donner, je me suis raidi à ne pas lui faire donner le reste pour le mortifier du refus qu'il a fait de lui complaire en ce qu'elle a désiré de lui. Et comme il a fallu recouvrer quelques autres gens bons ou mauvais pour remplir la place qu'il veut absolument abandonner, je suis tombé d'accord avec M. d'Ormesson qu'on ne lui donnera pas le reste qu'il ne voulût retourner à Mardick pour tout le reste de ce mois, ainsi que V. E. l'a ordonné, faute de quoi l'on en donnerait une partie à un maître maçon d'ici qui sait quelques petites choses, et le reste à un autre homme qu'on pourrait trouver, fût-ce celui de Montreuil dont j'ai déjà écrit à V. E., ou quelque autre qu'on pourra rencontrer, capable de servir à la conduite des travaux dans le besoin très urgent que l'on aura de ces sortes de gens-là quand le temps doux viendra ou que le péril d'un siège approchera. Cependant V. E. me permettra de lui représenter combien la tyrannie de ces sortes d'hommes-là est grande dans les besoins qu'on en peut avoir, et que, pour l'éviter à l'avenir et pour réparer la stérilité qu'il y en a, il vaut mieux tard que jamais songer à en élever un nombre raisonnable dans les armées et le royaume, car pour les étrangers, je ne les

trouve ni si hardis ni si étendus que nos apprentis, pour les acheter par des capitulations si excessives que celles qu'ils prétendent faire avec nous[1]. » Les lignes suivantes que l'on trouve en post-scriptum de la lettre que nous venons de reproduire, font connaître que Vauban ne tarda pas à renoncer à sa détermination : « Depuis ma lettre écrite, M. d'Ormesson et moi avons fait retourner ledit sieur Vauban à Mardick jusqu'à la fin de février. » Clerville n'est pas encore satisfait : « Mais autant vaudrait-il rien, ajoute-t-il, s'il faut qu'il s'en aille dans ce temps-là que la necessité de conducteurs de travaux deviendra plus nécessaire, et principalement ceux qu'on a eu peine d'instruire du dessein de tout l'ouvrage. Ainsi, il en faut retrouver d'autres dès à cette heure, qui soient devenus capables de servir utilement en ce temps-là. »

Clerville ne dévoile pas la nature des dissentiments survenus entre lui et Vauban et qui ont conduit celui-ci à se retirer de Mardick ; mais un passage d'une lettre de Talon à Mazarin, où il annonce le changement de résolution du jeune ingénieur comme étant dû à son intervention, permet d'en apprécier la gravité : « Je ne vois personne, dit-il, qui puisse y servir [à Mardick] plus utilement et plus attachément aux travaux que lui ; son retour n'a pas été sans difficultés par

1. Lettre (aut.) du 6 février 1658 (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXVIII).

les différends qu'il a eus avec le sieur de Clerville, jusque-là qu'il l'aurait traité de coups de bâton, sans que je l'en aie empêché, l'en ayant plusieurs fois menacé en ma présence [1]. » Dans une autre lettre adressée également au cardinal, Talon fait allusion aux mauvais traitements infligés par Clerville à un ingénieur anglais servant dans Mardick, et qui avaient provoqué les plaintes de Cromwell; il dit ensuite : « Vauban désertera si le dit Clerville retourne à Mardick [2]. »

Nous ne ferons pas à Vauban l'injure de prendre sa défense contre le chevalier de Clerville, mais nous ne voudrions pas non plus conclure d'un défaut de caractère chez ce dernier à un sentiment de jalousie dont la conscience de son infériorité personnelle serait la source. Il nous semble plus à propos de faire remarquer que ses efforts pour décider Vauban à rester dans Mardick, ainsi que la privation d'argent à laquelle il ne craint pas d'avoir recours pour l'y contraindre, témoignent, jusqu'à un certain point, du haut prix qu'il attachait à ses services [3]. On préférerait sans

1. Lettre (aut.) de Calais, du 6 février (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII). La construction grammaticale de ce passage de la lettre de Talon donnerait à croire que Vauban a levé son bâton sur Clerville. Le contraire seul est admissible, et il nous paraît superflu de le démontrer. Quant à ce membre de phrase : « sans que je l'en aie empêché », il ne peut s'entendre que dans le sens de : « si je ne l'en avais empêché. »

2. Lettre (aut.) de Calais, 18 février (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII).

3. La lettre de Clerville à Mazarin, du 6 février, permet de supposer qu'il n'était pas animé des meilleures dispositions vis-à-vis de Vauban : toutefois, si nous n'étions, d'autre part, renseignés par Talon, nous ne saurions rien sur la mésintelligence qui régnait alors entre le supérieur et son subordonné. Dans

doute trouver dans sa bouche, à cette occasion, l'expression d'un jugement qui laissât pressentir ce que devait être un jour le modeste conducteur de travaux placé sous ses ordres. Sachons reconnaître qu'à défaut de cette clairvoyance, il eut le mérite de signaler, précisément à propos de la personnalité de Vauban, la difficulté d'assurer la bonne exécution des travaux projetés dans les places, sans les lumières d'hommes spéciaux formés à cette tâche, et l'impérieuse nécessité qui en découlait de créer, sous ce rapport, des ressources permanentes[1].

Au milieu des difficultés que lui suscitait l'inexpérience d'un personnel en grande partie improvisé, Clerville, soutenu par la confiance de Mazarin, activait sans relâche la construction sur les dunes d'un certain nombre d'ouvrages avancés propres à couvrir Mardick dans la direction de Dunkerque[2]. Aucune attaque de l'ennemi n'étant

sa lettre du 9 janvier au cardinal, citée précédemment, Clerville s'exprime tout autrement à l'égard de Vauban ; il dit : « Bien qu'il [Vauban] s'en veuille retourner en Lorraine ces jours-ci, il ne doit pas, à mon avis, être renvoyé sans quelque petite satisfaction qui l'*oblige* à revenir une autre fois ; il a bien fait conduire les fourneaux [de mine] que je lui avais ordonnés à mon départ à une de nos pointes de contrescarpe pour être l'essai de ce qui devrait se faire aux autres. »

Plus tard (1667), à l'occasion d'un projet de reconstruction des fortifications de Lille, Vauban fut amené par Louvois qui le couvrait de sa protection, à entrer en lutte avec Clerville. M. Michel a rapporté dans son *Histoire de Vauban* (Paris, Plon, 1879) les principales circonstances de cette rivalité qui a peut-être pris naissance à Mardick.

1. « Ce n'est qu'à partir de l'année 1667, dit le colonel Augoyat, que le roi ayant commencé à faire la guerre en personne et reconnu combien il lui serait nécessaire d'avoir des gens éclairés, capables de le servir dans les sièges et places, mit sur pied et entretint un grand nombre d'ingénieurs. » (*Aperçu historique sur les fortifications*.)

2. Correspondance de Clerville avec Mazarin, janvier et février 1658 (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII).



à redouter avant le printemps, le dessein du cardinal était de faire de la forteresse restaurée par son ingénieur de prédilection, à la fois un point d'appui pour les opérations et un centre d'approvisionnements. C'était vis-à-vis de Dunkerque qu'il songeait à lui faire jouer ce double rôle, mais il voulait, avant tout, s'éclairer sur les chances de succès que pouvait offrir le siège en règle de cette dernière place. D'un autre côté, il projetait d'envoyer Clerville en Angleterre pour exposer au Protecteur l'urgence de quelques travaux destinés à compléter la défense de Mardick, et pour conférer avec lui sur le plan de campagne à adopter définitivement [1].

L'un de ses premiers soins fut d'ordonner la reconnaissance des abords de Dunkerque. Clerville reçut cette mission dont il rapporta une impression des moins favorables à une attaque. Si avec une escorte de quelques cavaliers il n'était parvenu qu'à grand'peine à explorer le terrain coupé de canaux, de fossés, de rigoles, de digues et de marais qui avoisinait Dunkerque, une armée nombreuse pour-

Un de ces ouvrages s'élevait sur l'emplacement où Turenne avait établi une de ses batteries, lors de l'attaque du fort de Mardick; il était palissadé et pouvait recevoir de l'infanterie et de la cavalerie.

A propos d'un travail auquel les Anglais prenaient part, à Mardick, Clerville écrit à Mazarin, le 22 janvier, « qu'ils ne sont pas fort chauds à la besogne ni fort dociles aux exhortations ». (Lettre aut., *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII.)

1. Lettre (cop.) de Mazarin à Clerville des 13, 22 et 30 janvier et 1er février, et de Mazarin à Talon, du 6 février (*Arch.*, *aff. étr.*, *Pays-Bas* t. XLIII). — Lettres (aut.) de Clerville à Mazarin. déjà citées, du 22 et du 29 janvier (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII). — Clerville, *Relation manuscrite du siège de Dunkerque*.

vue de cavalerie et d'artillerie et traînant un matériel de siège, serait-elle en état de pénétrer ce dangereux réseau d'obstacles et surtout de forcer les passages des canaux en face d'un ennemi préparé de longue main à la résistance? Il ne le croyait pas, et s'en expliqua dans ce sens avec Mazarin. Non seulement l'investissement de Dunkerque lui semblait peu praticable, mais il prétendait que si l'on réussissait à s'emparer de cette place, il serait très difficile d'en augmenter les fortifications, et, en tout cas, exagérément coûteux d'entretenir celles qui existaient. Il concluait à leur démolition. Au contraire, Mardick avec sa rade et son port aussi sûrs que les meilleurs de la côte de la Seine à l'Escaut, réclamait, selon lui, des ouvrages nouveaux plus étendus et plus soignés [1]. Il ne doutait pas que, les ouvrages achevés, on ne pût bâtir avec la plus grande commodité du monde, sous leur protection, une ville dans la plaine voisine. Tant de soins sont au moins superflus, aurait-on pu lui dire, la place qui en est l'objet devant rester aux mains des Anglais; mais il prévenait jusqu'à cette observation : « Qui sait, écrivait-il à Mazarin, si la force de nos armes nous ayant un jour donné Gravelines, quelque résolution ne nous

1. « Les Anglais viennent d'éprouver dans les tourmentes qu'il a fait cette semaine, dans les vents horribles qui ont soufflé,..... qu'il n'y a guère de meilleur port ni de meilleure rade dans toutes les mers de deçà.... Quelque vent impétueux qu'il ait fait, je n'ai pas vu chasser une de leurs ancres d'un pas. » (Lettre, déjà citée, de Clerville à Mazarin, du 22 janvier.)

donnera point quelque jour l'autre [Mardick] ou par dépôt, ou par compensation, ou par quelque manière que ce puisse être[1] ? »

Déjà Clerville avait proposé le siège de Saint-Omer pour remplacer celui de Dunkerque, mais le cardinal, franchement désireux de remplir ses promesses vis-à-vis de Cromwell, et non moins prudent que sincère, n'avait pas tenu compte de cet avis[2]. L'attaque de Bergues comme prélude de celle de Dunkerque, telle fut la nouvelle solution mise en avant par Clerville. Mazarin objecta, entre autres raisons, pour ne pas l'accepter, que le terrain aux environs de Bergues pouvait être inondé en partie par les Espagnols, seuls maîtres de l'écluse de Dunkerque, et que là aussi, on se heurterait aux Espagnols en force derrière les canaux, sans parler de la difficulté de ravitailler l'armée vers l'Est, où les vastes marécages des Moëres formaient une barrière pour ainsi dire infranchissable[3].

1. Lettre de Clerville à Mazarin, du 6 février, citée précédemment. — Clerville, *Relation manuscrite*, etc. — *La Mesnardière*, *Relations de guerre*, etc.).

2. Les maréchaux de la Force et Châtillon avaient échoué, vingt ans auparavant, devant Saint-Omer.

3. Lettre de Clerville à Mazarin du 22 janvier, déjà citée. — Clerville, *Relation manuscrite*, etc. — La Mesnardière, *Relations de guerre*.

Mazarin ne repoussa pas tout d'abord la proposition relative au siège de Bergues ; on le voit par le passage suivant d'une de ses lettres, du 30 janvier, citée précédemment, où il entretient Clerville de la mission qu'il est dans l'intention de lui confier auprès de Cromwell : « Gardez-vous bien de lui dire [au Protecteur] qu'il ne faut pas attaquer Dunkerque, car vous ne seriez pas le bienvenu ; vous pouvez seulement lui insinuer que pour avoir Dunkerque il faudrait commencer par Bergues. »

D'autre part, dans une lettre (cop.) du 27 janvier (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII), Mazarin annonce aux ambassadeurs, à Francfort, que les Anglais



A l'impossibilité qu'alléguait Clerville, pour une armée assiégeant Dunkerque, de se procurer sur place du bois et des fourrages en quantité suffisante, Mazarin trouvait un remède dans la réunion préalable d'approvisionnements de cette nature, dont l'Angleterre et les provinces de Normandie et de Picardie feraient les principaux frais. Il avait déjà donné des ordres à cet égard. Quant aux moyens de se rendre maître des passages sur les canaux, il n'en voyait pas de meilleurs qu'un prompt rassemblement des troupes, une marche en avant non moins prompte, et enfin des attaques par diversion qui paralyseraient l'ennemi dans ses premiers efforts de défense [1].

Sur d'autres points encore, Mazarin combattit le pessimisme de Clerville, avec des arguments qu'un tacticien ou un administrateur, suivant le cas, tiendrait tout au moins pour plausibles. Il ne s'aveuglait pas, néanmoins, sur le nombre et la portée des obstacles à vaincre. Parmi les personnages de la cour et les généraux qu'il consulta à cette occasion, il n'y en eut aucun, c'est Clerville qui s'est plu à le constater, « qui ne souffrît quelque petit frémissement des difficultés qui paraissaient dans l'entreprise proposée » ; mais, entre tous, dit encore Clerville, « le vicomte de Turenne

sont disposés à donner les mains à la France pour lui assurer la possession de Bergues. La proposition de Clerville avait donc été communiquée à Cromwell.

1. Clerville, *Relation manuscrite*, etc.

à qui la chose touchait le plus comme celui qui la devait exécuter, les considéra plus attentivement, et, les examinant dans toutes leurs circonstances, les trouva encore plus malaisées à surmonter. Toutefois, il ne s'en laissa pas abattre, et dès qu'il lui eut été marqué d'assiéger Dunkerque, ce grand homme s'assura qu'il rencontrerait dans sa propre vertu les remèdes aux grandes difficultés [1]. »

Depuis la conquête de Mardick, le projet de siège de Dunkerque n'avait jamais cessé d'entrer dans les combinaisons de Mazarin. Toutes les mesures prises en Flandre tendaient à cette solution. Il semble donc qu'en recueillant l'avis et en provoquant les objections de Clerville sur ce dessein, le cardinal ait eu en vue plutôt de se fortifier dans sa résolution que d'aller au-devant de nouvelles raisons propres à l'en faire changer. La conviction de n'avoir rien négligé pour le succès définitif l'engageait d'ailleurs à étendre ses prévisions, avec une certaine assurance, même au-delà du siège de Dunkerque. C'est ainsi que dès le 27 janvier, il annonçait au maréchal de Gramont et à de Lionne, à Francfort, que les fortifications de Mardick seraient rasées, malgré les sommes considérables consacrées à leur réédification, aussitôt que Dunkerque tomberait au pou-

1. Clerville, *Relation manuscrite*, etc.

« On n'a plus désormais d'autre pensée au cabinet que celle d'aller à Dunkerque, malgré tout ce qui en rend l'entreprise comme impossible, au jugement du vicomte de Turenne qui se voit destiné à la conduire. » (*La Mesnardière.*)

voir du roi [1]. Sur ce dernier point, il différait complètement d'opinion avec Clerville. Tel fut peut-être le motif pour lequel il ne l'employa pas à la mission qu'il lui avait destinée, quelque temps auparavant, auprès du Protecteur [2].

Cependant, la ferme intention du cardinal d'entamer la prochaine campagne par l'investissement de Dunkerque, ne pouvait recevoir d'exécution que si les Anglais prorogeaient, par de nouvelles conventions, le contrat d'alliance passé pour une année le 23 mars précédent. Nous avons vu que les négociations engagées à ce sujet entre les représentants de Cromwell et de Louis XIV avaient abouti au traité du 23 mars, qui consacrait irrévocablement la victoire de la France et la défaite de l'Espagne sur le terrain diplomatique. Dès lors, la Flandre était le champ clos où, d'un commun accord, les armées des deux puissances rivales devaient se rencontrer. Le dénouement de la

1. Lettre citée plus haut.

2. Il est vrai que la souplesse de caractère de Clerville lui rendait facile de renoncer à son propre avis pour embrasser celui de Mazarin. Quoi qu'il en soit, il avait préparé sérieusement son voyage en Angleterre par la rédaction de plusieurs mémoires. Un de ses écrits, adressé au Protecteur, avait pour titre : « Discours sur le port de Mardick et sur le fort duquel il est couvert, comme aussi sur les fortifications qu'on y a faites depuis qu'il a été pris, et sur celles qu'on estime à propos d'y être faites à l'avenir » (Cop., *Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXVIII, f° 190). Parmi d'autres mémoires de Clerville sur le même sujet, quelques-uns avaient été traduits en anglais. Il se proposait de mettre sous les yeux du Protecteur un recueil de plans des places de Flandre et de lui offrir des cartes des côtes. (Lettres de Clerville à Mazarin et de Mazarin à Clerville. *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, janvier et février, *passim*.)

Le volume CCLXXVII de *France* (*Arch. aff. étr.*) contient, en copie, une lettre du 30 janvier, par laquelle Mazarin informait Cromwell de la mission particulière pour laquelle il avait désigné le chevalier de Clerville.

lutte paraissait imminent, mais les conditions dans lesquelles elle allait s'engager n'étaient pas les mêmes pour les Etats aux prises.

Le grand corps de la monarchie espagnole, si puissant et si prospère un siècle auparavant, n'était plus que l'ombre de lui-même. Vingt ans de guerres sans trêve, soutenues sur terre et sur mer et sur plusieurs théâtres à la fois, avaient décimé la jeunesse la plus vaillante, usé les généraux, désorganisé l'administration, épuisé le trésor. Les rivalités qui se faisaient jour, à chaque instant, entre les chefs de l'armée, et les dissentiments qui séparaient les généraux d'avec les ministres ou les ministres d'avec le roi, n'étaient pas une des moindres causes de faiblesse et de désordre. Quelques succès militaires plus ou moins brillants, jetaient de temps en temps comme un voile sur ce dépérissement ou en ralentissaient les progrès, mais sans déterminer d'effets durables. Trois ou quatre villes prises ou secourues avec éclat ne remplissaient pas les coffres, tandis que des provinces entières, à jamais perdues, creusaient l'abîme où s'engloutissaient les dernières ressources.

Le pays flamand, autrefois riche et florissant, participait à cette ruine générale. A l'époque qui nous occupe, la portion de la Flandre confinant à la France, celle qui devait former plus tard la Flandre française, et qui avait eu à souffrir, peut-être plus qu'aucune autre, des excès des armées

tant amies qu'ennemies, offrait le spectacle de la plus navrante misère[1]. Les États provinciaux de Flandre et de Brabant, mécontents de ce que Mardick n'eût pas été repris sur la France malgré les subsides fournis dans ce but, se souciaient peu de faire de nouveaux sacrifices. De là les plus grandes difficultés pour le recrutement et l'entretien de l'armée. La désertion suivait l'enrôlement à bref délai. Mal nourris, presque complètement privés de solde, les gens de guerre, dans leurs cantonnements d'hiver, pillaient les habitants, les forçaient à se réfugier dans les villes et incendiaient les maisons de ceux qui résistaient à leurs exigences. Des ordres d'en haut auraient pu prévenir ces violences et ces crimes ; mais on évitait d'en donner de peur que les soldats n'abandonnassent le service du roi. Sur plusieurs points, des milliers de paysans avaient pris les armes en désespérés pour réprimer l'insolence de la soldatesque. A Gheel[2], ils en étaient venus aux mains avec les

1. Les voyageurs hollandais écrivaient en décembre 1656 : « C'est une chose *pitoyable de voir* la pauvreté et la misère de ces villes [Dunkerque, Gravelines et *Mardick*] *et* de leurs gouverneurs, qu'ils témoignent assez en demandant comme la passade aux voyageurs. La garnison n'en est guère forte, et toutes les troupes que nous avons vues ici [Gravelines] et à Dunkerque sont si piètres que je m'étonne comment elles ont pu dénicher les Français de deux si bonnes villes. » (*Journal d'un voyage à Paris*, en 1657-1658.)

Les guerres de Flandre ont contribué, pour une part considérable, à la décadence de l'Espagne. « No hay quien dude que las guerras de Flandes han sido las que han influido la ruina de nuestra monarquia. » Ainsi s'exprime l'évêque Don Juan de Palafox y Mendoza, dans un de ses écrits politiques [*Juicio y secreto de la monarquia*] recueilli par le *Semanario erudito* (t. VI, publié à Madrid en 1787).

2. Petite ville de la Campine, dans la province d'Anvers.



troupes régulières, et il y avait eu effusion de sang[1].

Malgré cet état de décadence avancé, l'Espagne en imposait encore. Sa gloire passée rayonnait sur sa splendeur déchue. Bien qu'environnée de puissants ennemis acharnés à la dépouiller, elle n'était pas complètement dépourvue d'appuis au dehors. La neutralité des Provinces-Unies était empreinte, à l'égard de Philippe IV, d'une sympathie non équivoque, que leur jalousie contre l'Angleterre pouvait transformer, les événements aidant, en assistance effective. En Allemagne, où se prolongeait l'interrègne ouvert par la mort de Ferdinand III, le roi de Hongrie, Léopold, s'était annoncé comme prêt à envoyer un secours de dix mille soldats dès qu'il aurait ceint la couronne impériale. Le gouvernement espagnol comptant ou feignant de compter sur cette promesse, la faisait miroiter aux yeux des populations flamandes découragées, dans l'espoir de ranimer leur con-

1. *Bulletins de nouvelles* de Bruxelles, 18 janvier, 20 février, 16 et 30 avril (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIV). — *Gazette de France*.

Le tome XLIV des *Pays-Bas*, aux *Archives des affaires étrangères*, renferme, pour l'année qui nous occupe, un certain nombre d'avis ou *Bulletins de nouvelles*, non signés, datés généralement de Bruxelles et de Gand, et fournissant des renseignements circonstanciés sur les événements de toute sorte dont les Pays-Bas espagnols étaient le théâtre, ainsi que sur les rapports du gouverneur de ce pays avec la cour de Madrid et les relations des chefs de l'armée entre eux. Nous ne saurions dire si ce sont des copies ou des expéditions originales. Certains détails permettent de supposer que les correspondants secrets de Mazarin, qui en étaient les auteurs, appartenaient, dans un rang plus ou moins élevé, à l'entourage de don Juan d'Autriche et du prince de Condé, ou y avaient des affidés. Lorsqu'il nous a été possible de contrôler les informations puisées à cette source, nous en avons constaté l'exactitude; toutefois, nous nous sommes imposé d'en faire usage avec réserve.

fiance. Il était même question d'une prochaine campagne concertée entre le futur empereur et quelques électeurs de l'empire, pour ramener l'Alsace sous la domination allemande [1].

Mais l'alliance que les Espagnols mettaient à plus haut prix était sans aucun doute celle de Condé. Les talents militaires du vainqueur de Rocroi et le prestige de son épée soutenaient leur fortune chancelante encore mieux que les soldats dont il avait grossi leurs rangs. Quoique les généraux avec lesquels le prince partageait le commandement prissent ombrage de sa supériorité, et ne se rendissent pas toujours aux avis par lesquels il cherchait à prévenir ou à réparer leurs fautes et à stimuler leur indolence, Philippe IV ne négligeait rien pour l'enchaîner à la cause de l'Espagne, et, avant tout, pour l'empêcher de se réconcilier avec le roi de France [2]. Vers le milieu de l'année 1657, les efforts que les émissaires et les amis de Condé tentaient à la cour pour obtenir sa rentrée en grâce étaient bien près de réussir. C'est du moins ce qu'assurait alors Gourville, le plus avisé et le mieux informé peut-être de ces négociateurs officieux auxquels Mazarin se confiait du soin de rallier le prince au service du roi [3].

1. *Bulletin de nouvelles*, de Gand, 2 janvier (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIV).

2. *Bulletin de nouvelles* de Bruxelles, 9 et 18 janvier (*Arch. aff. étr.*, Pays-Bas. t. XLIV).

3. Gourville était habile à servir, sans se compromettre, à la fois les intérêts de Mazarin et ceux de Condé. Il raconte, dans ses *Mémoires*, avec de curieux

La nouvelle en fut envoyée à Rome au père Duneau dont nous avons déjà fait connaître les rapports avec le cardinal [1]. Environ six mois plus tard, ce père jésuite pressait vivement le cardinal Rospigliosi, chargé de l'expédition des affaires d'État à la secrétairerie du Vatican, de s'entremettre auprès du pape Alexandre VII [2] pour l'amener à provoquer, par son intervention, la rupture de Condé avec les Espagnols. En rendant compte au cardinal de cette démarche, le père Duneau rapportait, dans les termes suivants, un entretien qu'il venait d'avoir avec un nommé Salaria [3], agent du prince à Rome [4] : « Salaria s'expliqua bien au long sur le désir de son maître de s'accommoder, disant que le roi et Votre Éminence en avaient usé avec tant de générosité pendant sa maladie, qu'il détestait cette malheureuse nécessité qui le tient attaché à l'Espagne et éloigné des bonnes grâces de Sa Majesté.

détails, les circonstances dans lesquelles le cardinal fit appel à son savoir-faire pour donner au prince « l'idée d'une souveraineté par où il croyait pouvoir le tenter », et pour le porter à se dégager des Espagnols « avec bienséance ».

1. Lettre (aut.) du père Duneau à Mazarin, du 3 juillet 1657 (*Arch. aff. étr., Rome*, t. CXXXII).

2. Alexandre VII (Fabio Chigi), ancien nonce au congrès de Munster, avait succédé à Innocent X en avril 1655. La protection qu'il accordait au cardinal de Retz avait mécontenté Mazarin. Il s'était déjà interposé entre les cours de France et d'Espagne, en vue de la paix générale, mais avec une partialité manifeste à l'égard de Philippe IV.

3. Ce nom est écrit peu lisiblement dans les pièces où il est cité ; nous lisons *Salaria*. Nos recherches ne nous ont pas conduit à trouver ce nom, ou un nom approchant, cité ailleurs.

Salaria est cet agent du prince de Condé, qui avait remis au père Duneau un exemplaire de la *Très humble Remontrance* du cardinal de Retz (Voir ci-dessus, note 1 de la page 72).

4. Lettre (aut.) chiffrée, déjà citée, du 19 février (*Arch. aff. étr., Rome*, t. CXXXIV). Cette lettre contient le passage reproduit plus haut (p. 72), où le père Duneau émet son opinion sur la *Très humble Remontrance*.



Je lui ai remontré que c'était au prince de penser sérieusement à se dégager d'avec l'Espagne, et de procurer que le pape s'en mêlât pour conclure ensuite une bonne paix. Il m'a répondu que Sa Sainteté craignait que si le prince de Condé abandonnait les Espagnols, la paix ne devînt plus difficile, parce que la France voudrait se servir des avantages qu'elle a sur eux, et se tiendrait ferme à des conditions si hautes que l'autre parti ne les pourrait accepter. J'ai su qu'une autre personne en doit parler à Sa Sainteté de la part du prince, en ces termes que si elle ne s'entremet de cet accommodement, il sera contraint de prendre quelque expédient de soi-même sans en donner part. On propose qu'il faudrait faire une ligue contre le Turc ou contre d'autres, et que le prince de Condé soit généralissime de cette armée.

« Salaria m'a dit qu'il ne faut plus considérer M. le Prince de l'humeur qu'il a été autrefois, que ses disgrâces l'ont changé, et que s'il se réconciliait une fois avec Son Excellence, ce serait tout de bon.. ; de tous lesquels discours je ne puis recueillir autre chose, sinon que M. le Prince voyant ses affaires et celles des Espagnols en mauvais état, souhaite d'en sortir le mieux qu'il pourra, et peut-être ne serait-il pas hors de propos de lui tendre la main. » La lettre que l'on vient de lire ne révèle que quelques circonstances de ces menées compliquées, encore obscures pour l'histoire, aux-

quelles Mazarin et Condé avaient part, au moyen de leurs agents secrets; mais elle nous permet d'achever de peindre la triste situation de l'Espagne, en nous montrant ce qu'avait de précaire l'alliance sur laquelle Philippe IV comptait le plus.

CHAPITRE V

SITUATION DE LA FRANCE. — RÉBELLION DE HESDIN. — TENDANCES SÉDITIEUSES DANS LES PROVINCES. — ÉCHEC D'OSTENDE. — OPÉRATIONS DE TURENNE ENTRE LA SOMME ET LA LYS.

1658 (suite). Situation intérieure et extérieure de la France, au commencement de 1658. — Période de calme et d'apaisement relatifs. — Extension donnée aux opérations de guerre et à la politique étrangère. — Rébellion de Fargues, major de Hesdin; complicité du maréchal d'Hocquincourt (février). — Échec des négociations de Fargues et de la Rivière, lieutenant de roi, avec la cour. — Condé traite avec Fargues. — Fargues s'attache à conserver pour lui seul l'autorité dans Hesdin. — Défection de d'Hocquincourt; accueil qui lui est fait à Bruxelles (30 mars). — Le maréchal d'Aumont se jette dans Mardick. — Les Espagnols exploitent contre la France la révolte de Hesdin. — Lettre du père Duneau à Mazarin sur la trahison de Fargues. — Des tendances séditieuses se font jour dans les provinces. — Les sabotiers de Sologne. — Assemblées de la noblesse. — Influence exercée par madame de Longueville en Normandie. — L'esprit de révolte entretenu par Condé et ses partisans. — Nouveau danger de rupture avec Cromwell. — Propositions de paix de la France au comte de Peñaranda. — Instructions aux plénipotentiaires de Francfort. — Le roi à Amiens (27 avril); Turenne l'y rejoint. — Concentration de l'armée de Flandre. — Préparation de la campagne. — Recrutement du contingent anglais. — L'armée passe la Somme (13 mai) et l'Authie (16 mai). — La marche vers Hesdin fait croire à l'intention de l'assiéger; Mazarin conseille au roi de se borner à passer en vue de la place. — Les rebelles tirent le canon sur les troupes royales. — Marche de Turenne de la Ternoise vers la Lys (18 mai). — Expédition d'Ostende; son origine. — Mazarin, Talon et le sieur de Rominhac se concertent pour tenter la surprise d'Ostende. — Mazarin recommande la prudence. — Pourparlers avec le colonel Spindeler. — Le roi refuse de signer les conventions proposées par les soi-disant conjurés d'Ostende. — Le secret de l'entreprise n'est pas gardé en France. — Confiance aveugle du maréchal d'Au-

mont. — Défiance persistante de Mazarin; lettre à Talon (27 avril). — D'Aumont s'embarque à Mardick (2 mai). — Retard dans l'exécution du coup de main. — Débarquement du détachement français en rade d'Ostende (14 mai). — D'Aumont est fait prisonnier avec sa troupe. — Joie des Espagnols; émoi à la cour de France. — Mazarin s'efforce d'atténuer la portée de la défaite d'Aumont. — Lettre du cardinal à M. de Bordeaux sur la catastrophe; il y fait ressortir l'imprudence d'Aumont et de Talon (21 mai).

Tandis que l'Espagne s'affaissait dans la décadence, la France s'élevait assez rapidement vers le premier rang dans la politique et dans la guerre. Après les violentes conditions de la Fronde qui l'avaient ébranlée sans l'abattre, elle avait retrouvé, grâce à Mazarin, un peu de calme et de sécurité. Ce n'est pas à dire que l'autorité du premier ministre s'exerçât sans opposition, et que sa politique, heureusement servie par les armes victorieuses de Turenne, eût renouvelé la face du royaume au point de faire disparaître la trace des maux et des désordres passés. Il s'en fallait même de beaucoup qu'il eût obtenu ce résultat; mais il avait su profiter, au sortir de l'exil, de la lassitude générale qui avait suivi les bouleversements intérieurs, pour faire œuvre de pacification. De plus, en imprimant une vigoureuse impulsion aux opérations de guerre, et en secondant l'action militaire par une grande extension donnée aux affaires extérieures, il avait commencé à relever la France, aux yeux de l'Europe, de l'état de faiblesse et de discrédit où elle était tombée.

Si la réconciliation de Condé avec la cour s'était accomplie pendant cette période d'apaisement, il est permis de croire qu'elle aurait exercé une influence des plus heureuses sur la situation de la France, tant au dedans qu'au dehors. Il ne devait pas en être ainsi. Au moment où dans la voie ouverte à un accommodement on semblait n'avoir plus d'entraves sérieuses à lever, un événement inattendu vint anéantir tout espoir d'entente [1].

Le major de la place de Hesdin, en Artois [2], Balthazar de Fargues, avait profité de la mort (16 février) du marquis de Bellebrune, qui en était le gouverneur, pour se mettre en état de révolte ouverte contre le roi. Il s'était rendu tout d'abord à Paris pour y faire ses offres de service au comte de Moret, désigné pour succéder à Bellebrune, mais l'accueil assez froid qu'il en avait reçu lui ayant donné à craindre de perdre sa charge, il était rentré aussitôt dans Hesdin, et, décidé à s'y maintenir par la force, il en avait refermé les portes derrière lui, après avoir expulsé les amis de l'ancien et du nouveau gouverneur. Le comte de

1. « J'avais la meilleure opinion du monde de ce traité, parce que M. le cardinal n'en avait parlé à âme qui vive. » (*Mémoires de Mademoiselle de Montpensier.*)

« Tout ce qui s'était passé pendant la maladie du prince avait calmé et adouci son ressentiment. La négociation fut poussée très loin : on convint de tous les articles, et cependant la négociation échoua. » (*Histoire du prince de Condé*, par Désormeaux, t. IV.)

2. Hesdin, aujourd'hui chef-lieu de canton du Pas-de-Calais, est une ancienne place forte bâtie, en 1554, par Charles-Quint. Depuis que le marquis de la Meilleraye, grand maître de l'artillerie, s'en était emparé (1639), on en avait augmenté les fortifications.

Moret s'étant présenté pour prendre possession de son gouvernement, il lui avait fait intimer, avec insolence, l'ordre de se retirer. Déjà il s'était assuré de la complicité du maréchal d'Hocquincourt, en allant le consulter avant de s'enfermer dans Hesdin. D'après madame de Motteville et le duc d'York, l'ancien gouverneur de Péronne et de Ham aurait même été le véritable instigateur de la rébellion [1]. Quoi qu'il en soit, il ne tarda pas à quitter la retraite où il vivait depuis deux ans environ, pour se jeter dans la place avec son régiment (2 mars) [2].

D'accord avec son beau-frère, le sieur de la Rivière, neveu de Bellebrune et lieutenant de roi de Hesdin, Fargues se hâta d'engager des négociations à la fois avec la cour, et avec Condé et les Espagnols. A la prière de Mazarin, le comte de Montdejeux, gouverneur d'Arras [3], auquel Fargues avait fait de bonne heure quelques ouvertures, proba-

1. « Le maréchal d'Hocquincourt avait, de longue main, une correspondance secrète avec le lieutenant de roi [de Hesdin] par rapport au dessein qu'il avait de se révolter et d'attirer dans son parti la plupart de la noblesse et des peuples du Vexin et de la Basse-Normandie » (*Mémoires du duc d'York*).

2. *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, publié par M. Chéruel, t. II. — *Mémoires de Montglat*. — Lettre (min.) de Mazarin au marquis d'Hocquincourt, du 4 mars (*Bibl. nat.*, *Mélanges Colbert*, t. XLIV).

Vers la fin de 1655, le maréchal d'Hocquincourt, gouverneur de Péronne et de Ham, avait commencé à négocier la remise de ces deux places au prince de Condé, lorsque le roi le retint dans le devoir moyennant 200,000 écus. Les provisions du gouvernement de Péronne furent données alors à son fils, le marquis d'Hocquincourt. Suivant Basnage (*Annales des Provinces-Unies*, La Haye, 1736, t. Ier), le maréchal d'Hocquincourt ayant infligé de mauvais traitements à des maltôtiers qui étaient venus poursuivre des faux-saulniers jusque dans sa maison, Mazarin avait approuvé les procédures dirigées de ce chef contre le maréchal. Telle aurait été la cause de la trahison de ce dernier au commencement de 1658.

3. Jean de Schulemberg, comte de Montdejeux, lieutenant général.



blement dans le but de sonder ses dispositions, intervint le premier pour le ramener dans le devoir. Des pourparlers, autorisés par le cardinal, eurent lieu ensuite, à plusieurs reprises, entre Fargues et un commis de Le Tellier, nommé Carlier, envoyé par la cour. Ces démarches échouèrent devant les prétentions des rebelles, soutenues avec une grande fermeté [1]. Ce que voulait Fargues, c'était les provisions du gouvernement de Hesdin ; mais le roi avait déclaré, dès le début de l'affaire, qu'il ne consentirait jamais, quoi qu'il arrivât, à les lui accorder, « étant moins préjudiciable à Sa Majesté de perdre une place, disait Mazarin, que de hasarder toutes celles qu'elle a par un si méchant exemple [2]. » Quant au maréchal d'Hocquincourt, Fargues et la Rivière avaient mis à un taux tellement exorbitant la rançon de sa trahison, qu'ils avaient rendu difficilement acceptable, sinon impossible, ce triste marché [3].

De son côté, Condé s'était empressé de répondre aux avances de Fargues. Un traité en règle, dont l'entremise de d'Hocquincourt seconda la conclusion, les lia bientôt d'une manière étroite. Il y

1. Lettres (cop.) de Mazarin à Montdejeux, des 15 et 31 mars et du 8 avril (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).

2. Lettre (cop.) de Mazarin à Montdejeux, du 28 février (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).

D'après la Mesnardière et le chevalier de Clerville, le bruit aurait couru parmi les Espagnols, que Fargues s'était adressé à Cromwell pour obtenir par son intermédiaire d'être confirmé comme gouverneur de Hesdin, mais que le Protecteur, loin de se rendre à sa prière, avait conseillé au roi de France de châtier les coupables.

3. Lettre (cop.) de Mazarin à Montdejeux, du 15 mars, citée plus haut.

était stipulé que le Prince aurait des soldats à Hesdin, que la garnison serait payée par le roi d'Espagne et que les deux parties ne sépareraient pas leurs intérêts, si l'une d'elles était amenée à accepter de la cour des propositions d'accommodement. Ce contrat une fois signé, Fargues chassa de la place le commis Carlier et quelques personnes soupçonnées d'intelligence avec Mazarin, et y reçut quatorze cents hommes d'infanterie et deux cents cavaliers placés sous les ordres de M. de Persan et de M. de Bouteville [1]. Enfin on publia, au nom du roi d'Espagne, un édit qui rétablissait en faveur des bourgeois les privilèges dont ils jouissaient sous la domination espagnole, et l'on fit crier au peuple : Vive le roi d'Espagne et M. le Prince [2] !

Tout en promettant de servir les intérêts du prince de Condé, Fargues s'était habilement précautionné contre le danger de laisser son influence s'affaiblir en la partageant avec les chefs militaires qui l'entouraient. Des mesures étaient prises pour qu'aucun conciliabule ne fût possible entre eux et les habitants ou les officiers. D'ailleurs, toutes les

1. François de Vaudetar, marquis de Persan, maréchal de camp, en 1646, au siège de Dunkerque ; avait embrassé le parti du prince de Condé, une première fois en 1630 et la seconde en 1652.

François Henri de Montmorency, duc de Luxembourg, connu jusqu'en 1661, sous le nom de comte de Bouteville ; maréchal de France en 1675.

2. Lettre (sans nom d'auteur ni de destinataire) datée de Bruxelles et du mois de mars [probablement du 31] (*Arch. aff. étr.*, *Hollande*, t. LVIII, f° 172).

Bulletin de nouvelles de Bruxelles, 14 mars (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. CXLIV). — *Mémoires de Montglat.*

troupes appelées comme auxiliaires avaient été confinées dans les faubourgs [1], et Fargues n'autorisait jamais plus de deux officiers à la fois à séjourner dans l'intérieur de la place. Seule, l'ancienne garnison, forte de six à sept cents hommes, était logée en dedans de l'enceinte fortifiée ; encore n'avait-il rien négligé pour la mettre hors d'état de faire défection, et pour déjouer les tentatives criminelles dont sa personne ou celle de la Rivière pouvait être l'objet. Tel était le soin jaloux avec lequel il préservait son autorité de toute atteinte, que d'Hocquincourt se trouva bientôt relégué à un rang effacé, après avoir espéré gouverner en maître dans la nouvelle place d'armes gagnée à la faction de Condé. Mais, au lendemain du jour où le maréchal était sorti de sa retraite avec un éclat si compromettant, il n'avait plus la ressource d'y rentrer. Les circonstances lui rendaient encore plus difficile son retour au devoir. Rejoindre à Bruxelles le prince de Condé était le seul parti qui lui restât à prendre. Il arriva dans cette ville, le 30 mars, avec une suite de vingt-six personnes, et y reçut du Prince et de don Juan un accueil où l'on mit peut-être quelque ostentation [2].

1. « Il n'est pas véritable ce que l'on disait, que les troupes d'Espagne étaient dans Hesdin. Elles étaient seulement dans les faubourgs, et ce que l'on a ainsi publié était afin de mieux tirer de l'argent et faire contribuer le peuple. » (*Bulletin de nouvelles*, du 16 avril, cité plus haut.)

2. *Mémoires de madame de Motteville.* — *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson.* — *Mémoires de Montglat.*

Trois carrosses étaient allés chercher le maréchal et sa suite, à Oudenarde, sur l'Escaut. Condé se porta au-devant de lui, à la sortie de Bruxelles, au



A la nouvelle de la rébellion de Fargues bientôt suivie de la défection de d'Hocquincourt, une vive émotion se manifesta autour du roi. Les Espagnols ayant fait mine de diriger des troupes du côté de la mer, Mazarin en conclut qu'ils songeaient à reprendre Mardick, afin d'appuyer de plus près les révoltés. Sur-le-champ, il donna l'ordre au maréchal d'Aumont de se jeter en force dans cette place dont la possession n'avait jamais cessé d'être, à ses yeux, la première condition du succès des opérations projetées contre Dunkerque. Quoique un peu déconcerté dans ses desseins, il sut inspirer au roi la ferme détermination de ne reconnaître, dans aucun cas, comme régulier, le pouvoir si audacieusement usurpé par Fargues et la Rivière [1].

L'occasion parut belle aux ennemis de la France, à commencer par les Espagnols, pour exploiter

delà de la porte de Gand, jusqu'à une hôtellerie où il l'attendait avec des voitures et une escorte. Au moment ou ils se rencontrèrent, en se saluant, « d'Hocquincourt était fort décontenancé et fort pâle ». Le prince, après l'avoir embrassé, lui adressa quelques compliments, le fit monter dans son carrosse avec le gouverneur de Valenciennes et le président Viole, puis l'emmena chez don Juan d'Autriche.

Les détails ci-dessus sont tirés : 1° d'un bulletin de nouvelles de Bruxelles, portant par erreur la date du 20 mars et qui doit être au moins du 30 (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIV); 2° de la lettre sans nom d'auteur ni de destinataire, du mois de mars, citée plus haut.

1. Lettre (cop.) de Mazarin au maréchal d'Aumont, du 26 mars (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII).
Journal d'un voyage à Paris, en 1657-1658.
Le maréchal de Gramont s'exprime en ces termes, dans ses *Mémoires*, sur la défection de Hesdin : « Comme le duc Bernard de Weimar le disait autrefois au maréchal de Gramont assez plaisamment, qu'il avait trouvé que les Français étaient faits comme les moutons qui se laissent conduire par le premier et sautent par tous les endroits ou il a passé, de même le mauvais exemple fit espérer aux ennemis qu'il serait suivi par beaucoup d'autres places. »



contre elle l'événement de Hesdin. Il ne fut plus question, à Bruxelles, que de gouverneurs de places mécontents de Mazarin, et prêts à se détacher du roi, à l'exemple de d'Hocquincourt, pour venir « embrasser » Condé [1].

Le maréchal était, tout naturellement, l'intermédiaire de ceux qui se montraient disposés à traiter avec le prince. Quoiqu'il « n'apportât guère d'argent et amenât encore moins de troupes, et qu'encore le caractère qu'il avait donnât plus d'éclat à son action que de préjudice aux affaires du roi, néanmoins on ne laissait pas de publier à Francfort la moitié de la France soulevée [2]. » Le maréchal de Gramont et de Lionne qui y représentaient le roi auprès des électeurs de l'empire, « ne furent pas exempts de crainte ni leurs adversaires ne conçurent pas de petites espérances de la déclaration de Hesdin en faveur du prince de Condé [3]. »

Dès que le père Duneau apprit, à Rome, la trahison de Fargues, il écrivit à Mazarin : « On aurait peine de croire la joie qu'on témoigne de l'affaire de Hesdin, combien on augmente cette perte en faveur du prince de Condé et des Espagnols, combien de mauvais pronostics on fait contre la France, et les faussetés qu'on débite sur

1. *Bulletins de nouvelles*, déjà cités, de Bruxelles, des 6, 11 et 30 mars, et du 16 avril (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t, XLIV).
2, 3. *Mémoires du maréchal de Gramont.*

8

ce sujet touchant d'autres places qu'on sait être très assurées au roi [1]. »

En Espagne, comme à Francfort et à Rome, on attachait à la perte de Hesdin une signification exagérée. Toutefois, la révolte de Fargues empruntait une gravité réelle à certaines tendances séditieuses qui se manifestaient à ce moment. Jamais le poids de la taille et des autres charges roturières n'avait été plus intolérable. On venait de voir, aux portes d'Orléans et de Blois, les paysans de la Sologne, écrasés d'impositions et à moitié morts de faim, se lever en masse pour se soustraire à l'oppression du fisc [2]. « La longue guerre et la disette où étaient les provinces, dit Turenne, par la continuation des grandes charges et tailles, donnaient sujet au peuple de souhaiter un changement dans le ministère, et il le souhaitait avec tant d'ardeur qu'il ne regardait pas s'il lui serait avantageux ou dommageable. »

Le mécontentement que la noblesse faisait éclater, à la même époque, dans plusieurs provinces, à l'occasion des taxes dont les déclarations royales frappaient un grand nombre de ses membres d'anoblissement récent, n'était pas un moindre sujet

1. Lettre (aut.) chiffrée, du 26 avril (*Arch. aff. étr., Rome*, t. CXXXIV).

2. *La guerre des sabotiers de Sologne et les assemblées de la noblesse* (1653-1660), par L. Jarry, Orléans, Herluison, 1880.

L'ambassadeur vénitien Giustiniani écrivait, le 27 mai, au sujet du soulèvement des sabotiers : « La novita non poco disturba il governo nel sospetto massime, che l'esempio inviti, i vicini prima, e poi, i piu lontani allo stesso. » (*Bibl. nat., dépêches* [cop.] *des ambassadeurs vénitiens*, filza 121.)

d'inquiétude pour Mazarin [1]. Déjà, elle avait organisé çà et là des assemblées comme autrefois en pleine Fronde [2]. Un des correspondants secrets du cardinal écrivait de Bruxelles : « On espère tirer un très grand avantage, et on fait ici grand état du trouble que Son Éminence a causé dans la Normandie, et cela est fomenté par une personne de marque qui est dans la province, et où il a grand pouvoir [3]. » Il est intéressant de rapprocher cette information du passage ci-après des *Mémoires* de Turenne : « Il y avait eu auparavant des assemblées de noblesse en diverses provinces [4], avec quelques gentilshommes pour chefs, et surtout en Normandie. Quoique madame de Longueville fût dans une dévotion si grande qu'elle ne se mêlât d'aucune cabale, néanmoins son esprit avait tant d'ascendant sur les personnes, qu'elle les faisait pencher du côté où elle avouait

1. *La guerre des sabotiers de Sologne*, par L. Jarry.

« Le Conseil [déclarations royales de 1657 et mars 1658]avait mis une taxe sur les nouveaux nobles [anoblis depuis 1606], qui causa quelques mouvements dans les provinces. » (*Mémoires du prince de Tarente*, Liège, 1767.)

2. Nous avons trouvé trace des entrevues que le cardinal de Retz eut, à cette époque, avec le prince de Condé, mais nous ne saurions préciser la part qui lui revient dans l'agitation produite par la noblesse.

Henri Charles de la Trémoille, prince de Tarente (1620-1672), fils de Henri duc de la Trémoille et de Marie de la Tour d'Auvergne, avait fait ses premières armes en Hollande, sous le stathouder Frédéric-Louis, son grand-oncle. Son attachement au parti de Condé l'avait fait reléguer dans ses terres.

3. *Bulletin de nouvelles*, déjà cité, du 16 août.

La province de Normandie « paraissait plus animée que les autres, y étant plus intéressée par la grande quantité d'anoblissements que les rois y avaient accordés en différents temps ». (*Mémoires du prince de Tarente*.)

4. Ces assemblées de noblesse avaient commencé à se former en mai 1657 ; elles paraissent avoir précédé les mouvements populaires tel que celui de la Sologne.

bien que son inclination la portait, c'est-à-dire du côté de monsieur son frère. La retraite aussi, quelquefois, comme le grand monde, fait éclore les semences des plus grandes affaires. »

Ainsi, bien loin de s'éteindre, l'esprit de révolte, entretenu par le prince de Condé et ses partisans, menaçait de gagner de proche en proche. On peut se représenter avec plus ou moins de clairvoyance les suites de la confusion générale que le triomphe passager ou définitif de cette faction aurait entraînée pour la France ; mais ce qu'aucun historien ne voudrait prendre sur lui d'affirmer, c'est que le pouvoir du premier ministre eût été le seul à sombrer au milieu d'une nouvelle tourmente.

Les mécontents n'étaient pas en petit nombre dans le royaume. Comment Mazarin l'aurait-il ignoré ? Il avait eu à compter avec leur influence lorsque Cromwell hésitait encore entre l'alliance de Louis XIV et celle de Philippe IV. Au moment de la conclusion du traité du 28 mars, ses préoccupations à leur égard durent être d'autant plus vives que l'affaire de Hesdin avait ranimé leurs espérances. Bientôt, il eut sujet de craindre que le traité lui-même ne fût rompu, à la suite de l'adhésion qu'il avait donnée à des propositions de paix soumises au comte de Peñaranda par l'archevêque électeur de Mayence, Philippe de Schœnborn. Il suffisait, en effet, que, dans leurs relations avec les princes allemands, les représentants de la

France auprès du collège électoral fissent allusion à ces ouvertures, pour que les Espagnols s'empressassent de les dénoncer à Cromwell, pour que celui-ci, menacé de rester seul en face des deux puissances réconciliées et en dehors de leurs arrangements, offrît à l'Espagne de se joindre à elle; pour que la France, enfin, se trouvât, les rôles étant renversés, dans l'obligation de tenir tête à l'Angleterre et à l'Espagne coalisées. Aussi Mazarin adjura-t-il les plénipotentiaires du roi à Francfort de ne fournir, sous ce rapport, aucune arme à Philippe IV. Tout danger de rupture avait disparu de ce côté, quand se rouvrirent, entre la France et l'Espagne, les hostilités à peine interrompues par l'hiver [1].

Dès le 25 avril, Louis XIV, accompagné de sa mère, du duc d'Anjou son frère et du cardinal Mazarin, s'était transporté de Paris à Chantilly. Le 26, il arrivait à Saint-Just en Picardie, et, le 27, à Amiens où il ne tardait pas à être rejoint par Turenne [2]. Des ordres furent donnés aussitôt pour la concentration, aux environs de cette ville, des troupes appelées à composer l'armée de Flandre.

1. Lettre (orig. sign.) de Mazarin au chevalier de Terlon, du 15 mars (*Arch. aff. étr.*, *Suède*, t. XXIII). — Lettre (cop.) de Mazarin aux plénipotentiaires français à Francfort, des 8 et 17, et à M. Gravel, du 20 avril (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII).

Le chevalier de Terlon et M. de Gravel représentaient le roi de France, le premier auprès du roi de Suède Charles-Gustave, le second auprès de l'électeur de Mayence.

2. *Gazette de France*. — Aubery, *Histoire du cardinal Mazarin*, Paris, 1678, tome II.



Le cardinal écrivit à M. de Bordeaux pour faire accélérer par Cromwell l'envoi en France de trois milles recrues destinées à renforcer le contingent anglais, et de plusieurs régiments levés en Angleterre et en Écosse sur commissions du roi [1]. Prévenu que les Espagnols transportaient par mer, de Saint-Sébastien en Zélande, douze à quinze cents soldats qui devaient être dirigés ensuite sur la Flandre, il en informa le Protecteur afin que la flotte anglaise croisant devant Dunkerque s'opposât à leur débarquement [2]. La forteresse de Mardick restait le grand dépôt d'approvisionnements de l'armée en voie de formation; on en améliora encore l'organisation défensive. Un instant, quelques dissentiments assez graves pour inquiéter Mazarin s'élevèrent entre les soldats des deux nations qui y tenaient garnison; mais le maréchal d'Aumont réussit à les calmer [3].

Le 13 mai, l'armée, à peu près constituée et forte

1. Lettre (cop.) d'Amiens, 1er mai (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII). — Lettre (cop.) de Mazarin à Lockhart, d'Amiens, 1er mai (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).

2. Lettre (cop.) du vice-amiral anglais Richard Haddock à Cromwell, en rade de Dunkerque, du 1er octobre, et de Terlon à Mazarin, du 23 mars (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII). — Lettre (cop.) de Mazarin à Bordeaux, du 7 mai (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCXXLVII).

3. D'après les renseignements fournis à Mazarin, le colonel Morgan aurait provoqué, par sa faiblesse, la mésintelligence qui régna quelque temps à Mardick entre les Anglais et les Français : « Le colonel croit que tout est fini quand il a dit que ce sont des effets de la haine que les Anglais ont pour les Français, et, de ma vie, je n'ai entendu dire plus extravagante raison. » (Lettre (cop.) de Mazarin à M. de Bordeaux, du 4 mai (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXXIX). La même lettre se trouve également en copie dans les fonds *France*, t. CCLXXVII.)

Lettres (cop.) de Mazarin au maréchal d'Aumont et à d'Ormesson, de Saint Just, 27 avril, et à d'Ormesson, d'Amiens, 6 mai (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).



de dix à douze mille hommes [1], traversait la Somme entre Amiens et Corbie pour se porter, dans la direction du nord-ouest, sur la rivière d'Authie. Louis XIV se rendit, le lendemain, avec Turenne, à Abbeville, par Picquigny. Le 15, les troupes arrivaient sur l'Authie, vers La Broye [2] et Dompierre [3], après avoir été inspectées par le général en chef entre ces villages et celui de Saint-Riquier. L'Authie ayant été franchie le 16, on marcha droit au vieil Hesdin [4], sur la Canche. Le même jour, le roi partit d'Abbeville avec le duc d'Anjou, Mazarin, les maréchaux de France du Plessis et de Villeroy et l'archevêque de Lyon [5] ; il passa les troupes en revue du côté du Quesnoy [6] et vint coucher à Auchy-les-Moines [7], sur la Ternoise, où l'armée campa le lendemain [8].

La marche de Turenne du côté de Hesdin persuada à tous ceux qui, à la cour et ailleurs, étaient

1. Turenne (*Mémoires*) donne ce chiffre comme étant celui de l'armée avec laquelle le roi s'approcha de Hesdin. Comme on le verra ci-après, les troupes mises en marche le 13 arrivèrent le 19 devant cette place. Cet effectif ne concerne que l'infanterie.

2. La Broye, sur l'Authie, actuellement commune du département du Pas-de-Calais, arrondissement de Montreuil.

3. Dompierre et Saint-Riquier, actuellement commune du département de la Somme, arrondissement d'Abbeville.

4. Vieil Hesdin, aujourd'hui village du Pas-de-Calais, situé sur la rive droite de la Canche, a été construit sur l'emplacement d'une ville du même nom, assiégée et rasée en 1553 par Charles-Quint.

5. Camille de Neuville (1606-1698), fils de Charles, marquis de Villeroy, gouverneur du Lyonnais (mort en 1642) et de Jacqueline de Harlay.

6. Le Quesnoy, village voisin de Hesdin en Artois, et qu'il ne faut pas confondre avec la place forte du même nom située au sud de Valenciennes.

7. Auchy les-Moines, aujourd'hui commune du département du-Pas-de-Calais, arrondissement de Saint-Pol.

8. *Gazette de France*. — *La Mesnardière*.

d'avis d'ouvrir la campagne par le siège de cette place, que le roi entrait dans leur sentiment. Suivant eux, s'avancer en Flandre en laissant derrière soi les rebelles aurait pour effet de favoriser l'agitation sur la Loire et en Normandie, de rendre possible au maréchal d'Hocquincourt un coup de main sur cette province, et enfin d'exposer le roi, en cas d'échec, à être enfermé dans une des places de la côte et peut-être réduit à se réfugier sur les vaisseaux de Cromwell [1].

Tout d'abord Mazarin proposa au roi le siège de Hesdin, mais il changea bientôt d'avis [2]. En général, le temps était un des moyens qu'il mettait volontiers en œuvre dans la conduite d'une affaire. Il ne trouva pas d'arme plus sûre à employer, dans cette circonstance, contre Fargues et la Rivière. Le châtiment de leur faute, pensait-il, viendrait à son heure. Les yeux sans cesse fixés sur les places maritimes et sans oublier que Cromwell n'en détachait jamais les siens, il conseilla au roi de se

1. Clerville. — *La Mesnardière*.

2. Le 13 mai, l'ambassadeur vénitien Giustiniani écrivait d'Amiens que le siège de Hesdin était la véritable préoccupation (il vero pensiero) des Français. Le 20, il annonçait d'Abbeville, comme certaine, l'attaque de Hesdin (*Bibl. nat.*, *Dépêches* (cop.) *des ambassadeurs vénitiens*, filza 121).

« Vous avez beau champ de faire valoir à S. A. la manière obligeante dont « le roi agit pour lui donner de véritables marques de la sincérité de ses inten- « tions et de son affection envers elle, sacrifiant pour cet effet l'intention visible « qu'il avait de commencer la campagne par l'emploi de ses forces à réduire « Hesdin dans son obéissance. » (Lettre [min.] de Mazarin à de Bordeaux, du 21 mai (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX).

Au sortir d'une audience de Cromwell, le 27 mai, de Bordeaux écrit à Brienne qu'il vient d'exposer au Protecteur les raisons pour lesquelles le roi se croit tenu d'ouvrir la campagne par le siège de Hesdin (Lettre [expéd. orig.] *Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXVIII).]

borner à passer avec l'armée en vue de Hesdin, afin de persuader à l'ennemi qu'on voulait en entreprendre le siège, et de détourner son attention de Dunkerque[1]. Peut-être aussi comptait-il sur la présence de Louis XIV dans le voisinage de Hesdin pour intimider les rebelles et les décider à se soumettre, sinon pour soulever contre Fargues et la Rivière les habitants et la garnison. S'il est vrai qu'un tel dénouement lui ait semblé possible, il n'en conserva pas longtemps l'espoir: non seulement Fargues prévint toute velléité de révolte par de minutieuses mesures, mais en tirant le canon sur les soldats qui faisaient escorte au jeune roi, autour de la place, il signifia clairement sa volonté de ne pas céder, même à la force [2].

Jusque-là en posture défensive et très incertains sur le point où leurs efforts auraient à se porter au début des opérations, les Espagnols s'étaient appliqués à éparpiller sur la frontière une grande partie de leurs forces. L'arrivée du roi sous les murs de Hesdin leur avait fait croire que cette place allait subir un siège en règle, lorsque Turenne, abandonnant les rives de la Canche et de la Ternoise,

1. « Obsidio Dunkerquana decreta est; cui obtegendæ, finxit rex de Hedino expugnando concilium cœpisse » (Priolo, *Histoire de France*, Paris, 1665),

2. *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*. — *Mémoires de Turenne, de madame de Motteville et de Monglat* — Aubery, *Histoire du cardinal Mazarin* — *La Mesnardière*. — Lettre (cop.) de Mazarin à Montdejeux, du Vieil-Hesdin, 17 mai (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).

Le traité des Pyrénées, en 1659, rendit Hesdin à la France. La garnison rebelle obtint alors des lettres d'abolition ; mais, quelques années plus tard, Fargues paya de la vie l'affront qu'il avait fait à Louis XIV devant la petite place; il fut pendu à Abbeville pour vol et malversations.



(18 mai) se dirigea au nord-est vers la Lys [1].

Déjà la cour avait reçu la nouvelle d'un revers passablement humiliant pour nos armes, dont la côte flamande, à une douzaine de lieues de Dunkerque, venait d'être le théâtre. Trompé par des rapports de quelques émissaires des Espagnols, où la garnison et les habitants d'Ostende étaient dépeints comme las du joug de Philippe IV et désireux de se donner au roi de France, le maréchal d'Aumont avait fait voile pour ce port, à la tête de quinze cents soldats. A peine débarqué, il avait été fait prisonnier avec une grande partie du corps de troupes qu'il commandait (14 mai) [2].

Le projet dont l'exécution avait abouti à cette catastrophe remontait à l'année 1657. Parmi les documents qui s'y rapportent, le plus ancien que nous ayons trouvé est du 3 décembre : c'est la réponse de Mazarin à une lettre où un de ses agents, le sieur de Rominhac [3], s'expliquait sur la possibilité

1. Clerville. — *Mémoires de Bussy-Rabutin.* — Lettre (aut.) de Talon à Mazarin, du 18 mai (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII).

« Spagnuoli gettano l'occhio per tutto, e massime sopra il mare, non sapendo dove cadera il colpo, il che rende la loro armata divisa et alla sola diffesa obligata. » (*Bibl. nat., dépêches des ambassadeurs vénitiens*, lettre déjà citée, du 20 mai.)

2. Le cardinal fut probablement informé de ce malheureux événement le 15 ou le 16 mai, car la nouvelle en parvint à Calais le 15 et à Mardick le 16 (Lettre [aut.] de d'Ormesson à Mazarin, de Calais, du 15 mai, *Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII ; lettre [aut.] de Lockhart à Mazarin, de Mardick, 16 mai, *Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXIX) ; il en entretient le comte de Montdejeux dans une lettre datée du Vieil-Hesdin, 17 mai, et citée précédemment.

Ostende est située à peu près à égale distance de Dunkerque, de Gand et de l'embouchure O. de l'Escaut. De là, les Français auraient pu, si leur coup de main avait réussi, tourner les places fortes de la frontière flamande et atteindre au cœur les Pays-Bas espagnols. Les marins ostendais étaient réputés aussi habiles que braves.

3. Le sieur de Rominhac rappelle dans une de ses lettres (aut.) à Mazarin,



de s'emparer d'Ostende par surprise grâce aux intelligences qu'il y avait nouées. Le cardinal l'invitait à se concerter, pour la réalisation de ce dessein, avec l'intendant Talon, et lui annonçait un envoi d'argent ; il terminait ainsi : « Surtout, il faut prendre garde de ne s'embarquer point à tenter cette entreprise que l'on ne soit fort assuré du succès, et que nous n'envoyerons point des gens à la boucherie [1]. » Une correspondance assez active s'engagea, dès cette époque, sur le même sujet, entre Mazarin, Talon, Rominhac et un autre agent au service du cardinal, nommé Jean Gérard, qui fut mis également dans le secret. Vers la fin de janvier 1658, Rominhac quitta Middelbourg, en Zélande [2], où il séjournait, pour venir conférer avec Mazarin sur les moyens de faire réussir le coup de main proposé; il en reçut une nouvelle somme d'argent qui devait être partagée entre les soi-disant conjurés d'Ostende. Dans la seconde quinzaine de février, Talon annonçait que tout était prêt pour l'expédition. Le maréchal d'Aumont avait été déjà désigné pour en prendre le commandement [3].

datée de mai, sans indication de jour, mais postérieure à l'échec d'Ostende (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII, f° 299), qu'il a eu l'honneur de « le suivre treize à quatorze ans sans discontinuer. » Il ne dit pas à quel titre.

1. Lettre (cop.) de Mazarin au sieur de Rominhac, du 3 décembre; lettre du même à Talon, du même jour (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).

2. Middelbourg, dans l'île de Walcheren, non loin de l'embouchure occidentale de l'Escaut, est éloigné d'Ostende d'une quinzaine de lieues.

3. Lettres, déjà citées, de Mazarin à Talon, du 19 décembre 1657 et du 6 février 1658. — Lettres (cop.) du même au même, des 21 et 30 janvier et 19 février (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII). —Lettre de Talon à Mazarin, du 6 février,

Cependant, un mois se passa sans que l'on mît à la voile. Les Flamands en rapport avec Rominhac et Gérard, devenant de plus en plus exigeants, réclamèrent comme garantie de l'engagement qu'ils prenaient de livrer Ostende, la signature du roi ou celle du premier ministre au bas d'un traité dont ils fournirent le texte. Les gentilshommes et bourgeois d'Ostende étaient censés en avoir rédigé les clauses. « A moins que cela, écrivait Rominhac, nous n'avons pu les obliger à faire le saut[1]. » Le traité dont il s'agit était l'œuvre d'un officier wallon nommé Spindeler, un des instigateurs et le principal artisan de la feinte conjuration. Il y était stipulé que le roi ferait embarquer à destination d'Ostende sept à huit cents « bons et forts soldats » sous le commandement du sieur de Rominhac, pourvu à cet effet du brevet de maréchal de camp, et qu'un pilote envoyé de la place remorquerait les navires chargés de troupes. Un article portait que le colonel Spindeler recevrait de Rominhac, à son entrée dans le port, deux cent mille livres destinées à être réparties entre les officiers et les soldats « qui avaient mis l'exploit en exécution ». Une somme égale était attribuée à Gérard. De plus, Spindeler ne devait se dessaisir du commandement de la place d'Ostende, qu'il

déjà citée ; lettre (aut.) du même au même, chiffrée, du 18 février (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII).

1. Lettre (aut.) de Rominhac à Talon, de Middelbourg, 15 mars (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII).

s'était dévolu à lui-même à l'occasion de l'entrée des troupes françaises, qu'après avoir touché quatre cent mille livres pour lui et ses amis. D'autres conventions maintenaient le libre exercice du culte catholique à Ostende, à l'exclusion de tous les autres; confirmaient aux habitants leurs privilèges et permettaient aux « auteurs dudit exploit » de se retirer en France avec des lettres de naturalisation et l'exemption de toutes charges [1].

Mazarin déclara que ni le roi ni lui-même ne signeraient ce contrat, et chargea le maréchal d'Aumont de s'entendre avec les conjurés [2]. Médiocrement rassuré sur la bonne foi des gens qui auraient voulu lui imposer de semblables conditions, il recommandait sans cesse la prudence. Au commencement d'avril, il tenait à Talon ce langage significatif : « Je vous dirai franchement que j'espère peu de cette affaire, outre que M. le maréchal d'Aumont a eu avis qu'un de ceux qui sont de l'intelligence nous trahit. Il est bien difficile qu'une chose qui tire si fort en longueur et qui est sue de tant de personnes puisse demeurer secrète [3]. » Le traître auquel le cardinal fait allu-

1. « Articles [cop. du temps.] proposés par le colonel Sébastien Spindeler, tant en son nom que de ceux qui sont ses associés, au regard de la prise et livraison de la ville et forteresse d'Ostende entre les mains de S. M. très chrétienne et de S. E. le cardinal Mazarin. » (Lettres [aut.] de Rominhac et de Gérard à Mazarin, de Middelbourg, 15 mars; de Gérard à Talon, des 15 mars et 9 avril, et de Talon à Mazarin des 23 mars et 3 avril (*Arch .aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. LXII).

2. Lettres (cop.) de Mazarin à Talon, du 6 avril (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII).

3. Lettre, déjà citée, de Mazarin à Talon, du 6 avril.

sion ici, n'est autre que le colonel Spindeler. Il n'était que trop vrai que le secret de l'entreprise n'avait pas été gardé ; qui voulait le savoir, dit Montglat, « n'avait qu'à aller dans les boutiques[1]. » Comment Cromwell n'en aurait-il pas été informé ? C'était à lui que les conjurés s'étaient adressés pour traiter, lorsque Mazarin, se montrant, comme nous l'avons vu, peu pressé de conclure, leur avait fait craindre, par ses atermoiements, l'avortement de leurs manœuvres. Là se borne, d'ailleurs, ce que nous savons des rapports du Protecteur avec Spindeler et ses affidés[2].

1. *Mémoires.*

« Il divulgatosi tentativo della sopresa d'Ostende nella settimana caduta non s'è poi confirmato » (*Ambassadeurs vénitiens*, filza 121, lettre du 13 mai).

2. Lettre (cop. de la main de Talon) de Rominhac à Talon du 9 avril (*Arch. aff. étr.*, Pays-Bas, t. XLII).

Un opuscule publié à Cologne, en 1671, sous le titre de : *Le cardinal Mazarin joué par un Flamand, ou relation de ce qui se passa à Ostende, le 14 de mai de l'année 1658* », contient de curieux détails sur la préparation et l'exécution du projet de surprise d'Ostende. Le fond de ce petit livre curieux et assez rare parait être tiré d'une ouvrage latin qui avait paru plusieurs années avant celui-ci, sous le titre de : *Ostendana Francorum clades*, etc., et qui ne porte ni nom de ville ni date. Cet écrit latin, dont l'épitre dédicatoire est adressée à Philippe IV, doit avoir été imprimé en 1658 (Brunet. *Manuel du libraire*).

Cette relation s'accorde assez bien, quant à certaines particularités, avec les renseignements, pour ainsi dire officiels, que nous empruntons, sur ce sujet, aux Archives des affaires étrangères ; mais faute de pouvoir en contrôler l'exactitude sur la plupart des points, nous n'en mêlerons pas les données à celles que nous puisons dans des documents présentant des garanties sérieuses de véracité.

D'après la même relation, le colonel Spindeler aurait communiqué de bonne heure à Cromwell, de la part de Mazarin, la proposition faite au roi de remettre Ostende entre ses mains. Au lieu de déclarer qu'il s'associait aux vues de la France, le Protecteur aurait répondu à cette avance du cardinal par des paroles ambiguës ; puis, l'occasion s'étant offerte à lui de courir seul les risques de l'aventure, il se serait empressé d'en profiter. Plus tard, pressé par Mazarin d'accorder aux bâtiments français destinés à l'expédition d'Ostende l'autorisation de traverser la croisière de la flotte anglaise devant cette place, il serait revenu sur son dessein de se substituer à son allié et aurait delivré le passeport demandé.



Au dire de Talon, on s'était entouré de toutes les précautions nécessaires pour éviter qu'il y eût perte d'hommes, même en cas d'insuccès de la tentative. Certaines pratiques de Spindeler et des autres conjurés n'avaient éveillé en lui que des soupçons sans consistance. La sécurité du maréchal d'Aumont était encore plus complète. Seul, le cardinal s'obstina dans sa méfiance. Le 27 avril, il renouvela, en ces termes, dans une lettre adressée à Talon, un précédent avertissement : « La quantité de personnes qui savent la chose me donne toujours tant d'appréhension, que si les soldats débarquant couraient quelque danger, je les tiendrais déjà taillés en pièces, car il me semble que l'on aurait pu demander quelques otages pour notre sûreté [1]. » Mais rien ne devait ébranler la confiance du maréchal d'Aumont, pas même le refus fait à Talon par les conjurés de fournir les cautions que Mazarin regardait comme nécessaires [2]. Il s'embarqua donc à Mardick, le 2 mai, pour se rendre à Ostende [3]. Le corps placé sous ses ordres comprenait deux régiments lorrains, dix

1. Lettre (cop.) de Mazarin à Talon, du 27 avril (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII).

Lettre (cop.) de Mazarin à Rominhac et à Gérard, du 6 avril (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII). — Lettres (aut.) de Talon à Mazarin des 10, 13 et 21 avril, et de Rominhac à Talon, du 21 avril (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII).

2. Lettre de Talon à Mazarin, du 23 mars, citée plus haut); lettre (aut.) du même au même, du 3 mai (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. LXII).

3. Le maréchal d'Aumont était passé le 27 avril (et non le 28, comme le dit Montglat) de Calais à Mardick ou il avait séjourné jusqu'au 2 mai (Lettre [orig.] de d'Ormesson à Mazarin du 27 avril, de Calais; lettre [aut.] de Talon à Mazarin du 29 avril (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII).

compagnies des gardes françaises, et un certain nombre de mousquetaires du roi et de gardes du cardinal, avec une centaine d'Anglais ; il s'élevait à quinze ou seize cents hommes environ. Les neuf bâtiments qui les portaient mouillèrent, le 3, en rade d'Ostende. Le maréchal se proposait de prendre terre le 4, mais les gens qui avaient réussi à l'attirer dans le piège le firent prier, sous divers prétextes, de différer son débarquement. Il y consentit [1]. Le 13 seulement, les conjurés se dirent prêts à mettre les troupes du roi en possession de la ville. Deux jours auparavant, Mazarin, de plus en plus inquiet sur l'issue de l'expédition, avait envoyé au maréchal d'Aumont et à Talon l'ordre de rétrograder sur Mardick et d'abandonner définitivement l'entreprise. Malheureusement, quand l'exprès dépêché à cette occasion rejoignit la flotte, l'opération était consommée [2].

Le 14, à partir de 2 heures du matin, suivant les conventions établies, les conjurés allumèrent un grand feu, puis arborèrent un drapeau blanc sur les remparts pour indiquer aux Français que leur débarquement pouvait, dès lors, s'effectuer sans obstacle. La même nuit, Spindeler

1. Lettre (aut.) de Rominhac à Mazarin, du mois de mai, sans indication de jour (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII) ; elle est postérieure à l'échec d'Ostende.
D'après Montglat (*Mémoires*), le retard apporté au débarquement aurait été causé par le mauvais temps.

2. Lettres (cop.) de Mazarin à d'Ormesson, des 11 et 15 mai (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII). — Lettre (min.) de Mazarin à M. de Bordeaux, du 21 mai (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX).

annonça par lettre au maréchal d'Aumont l'arrestation et l'emprisonnement du gouverneur et de quelques officiers et soldats restés en dehors de l'intrigue. Le fait était vrai, mais il ne s'agissait que d'une mise en scène destinée à tromper les Français. Cependant, avant de se rendre à terre, le maréchal jugea à propos d'envoyer dans la place un de ses serviteurs accompagné de quelques matelots. Chose à peine croyable, les habitants et les soldats de la garnison avaient tous le mot et jouèrent si bien leur rôle, que cette reconnaissance n'eut pour effet que de confirmer les nouvelles rassurantes fournies par Spindeler. Enfin, entre 8 heures et 9 heures du matin, à la marée montante, une partie de la flotte composée de quatre bâtiments français, d'un navire de Douvres et d'un assez grand nombre de chaloupes anglaises de débarquement, pénétra dans le port. D'Aumont avait pris en personne le commandement de cette espèce d'avant-garde, forte de cinq cents à six cents hommes, y compris une centaine de matelots anglais. Aux premiers pas qu'il fit à terre, un officier de la garnison vint lui souhaiter la bienvenue, et les cris de Vive la France ! Vive le roi ! accompagnèrent les Français et les Anglais à leur entrée dans la ville. Mais, soudain, les soldats espagnols, dérobés jusque-là à notre vue, sortirent en nombre de leur retraite et ouvrirent de toutes parts sur le détachement un feu violent d'artil-

lerie et de mousqueterie [1]. Le gouvernement des Pays-Bas, informé depuis longtemps, par les communications de Spindeler, de la trame ourdie contre les Français, avait élevé la garnison de la place, par des renforts successifs, jusqu'au chiffre de trois à quatre mille hommes. Toute résistance devenait impossible. Ceux des nôtres qui tentèrent de prendre la fuite furent ramenés par la cavalerie postée à toutes les issues. Le maréchal d'Aumont, complètement cerné, demanda quartier. Grâce à la basse mer, les Espagnols s'étaient rendus maîtres sans efforts des bâtiments et des chaloupes qui avaient servi au transport et au débarquement. Les mille à onze cents hommes restés en rade auraient eu probablement le même

1. Nous n'avons trouvé l'indication du nombre des tués, soit quatre-vingt-six, que dans la *Muze historique* de J. Loret. *Le bon gazetier* est souvent un chroniqueur exact, mais, en pareille matière, ses renseignements ne nous inspirent qu'une médiocre confiance. Voici le passage de sa lettre rimée, du 25 mai, où il mentionne ce chiffre ;

« Les Espagnols.....
« Ont surpris quelques gens du roy,
« Qui marchaient sur leur bonne foy,
« Et par une assez noire fraude,
« De sang-froid et non à la chaude,
« En ont barbarement occis
« Environ quatre-vingt et six,
« Qui cédant à la violence,
« Et n'étant pas même en défense,
« Furent tués comme canards ;
« Peste soit des lâches venards ! »

On voit, par une lettre (cop. orig.) de Bordeaux à Brienne, du 20 mai (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXVIII), que trois hommes seulement parvinrent à se sauver.

« Si contano i morti », dit l'ambassadeur vénitien Giustiniani, et il ajoute : « Onde il scorno i certamente maggiore del male. » [Les morts peuvent se compter, ce qui veut dire que la honte est plus grande que le mal.] (*Ambassadeurs vénitiens*, lettre du 27 mai, filza 121).



sort que la première troupe engagée, si quelques volées de canon, tirées de la place, ne les avaient pas tenus à distance au moment où ils cherchaient à la rejoindre. Les bâtiments qui les portaient regagnèrent aussitôt Calais. On conduisit le maréchal d'Aumont dans la citadelle d'Anvers; les autres prisonniers, au nombre de quatre cent soixante, furent répartis entre plusieurs villes [1]. Don Juan fit promener en triomphe dans les rues de Bruxelles les mousquetaires du roi et les gardes de Mazarin [2].

La réussite de ce guet-apens procura, pour un instant, aux Espagnols des Pays-Bas, l'illusion d'une véritable victoire. On les vit s'abandonner aux transports d'une bruyante allégresse. Le pas-

1. « Le roi n'a pas perdu plus de trois cent cinquante hommes compris quarante-cinq mousquetaires et quatorze de mes gardes. » (Lettre [cop.] de Mazarin aux ambassadeurs à Francfort, de Calais, 12 juin, *Arch. aff. étr., Allemagne*, t. CXL). Ces trois cent cinquante hommes ajoutés à cent dix matelots anglais font quatre cent soixante prisonniers en tout.

Une lettre rimée de J. Loret, du 8 juin, nous apprend que Talon n'était pas au nombre des prisonniers.

Rominhac, tombé aux mains de l'ennemi, repoussa énergiquement l'accusation de trahison portée contre lui par le maréchal d'Aumont.

2. Lettres (aut.) de d'Ormesson, du 15 mai (déjà citée), et de Rominhac, du 25 mai, de Bruxelles, à Mazarin; — « traduction de la lettre du commandant de la frégate *le Speaker*, devant Ostende, à M. l'ambassadeur d'Angleterre, [Lockhart] du 16 mai »; *Bulletins de nouvelles* des 15 et 25 mai, de Bruxelles; lettre (aut.) de Lockhart à Mazarin, du 22 mai (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII). — Lettre (cop.) de Spindeler et de deux autres conjurés à Mazarin, d'Ostende, 13 mai; « *copie d'une lettre écrite de Bruges, le 13 mai 1658*, [cette « date est manifestement erronée], *contenant le malheureux succès de l'entre-* « *prise sur Ostende par les Français, le 14 du mois de mai 1658* »; *Bulletins de nouvelles* des 23, 24 et 29 mai; « *une expresse* du vice-amiral Goodson, com- « mandeur de la flotte anglaise devant Ostende, ce 16 de mai, envoyée au sieur « Downing, résident de Son Altesse Sérénissime d'Angleterre à la Haye » (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIV). — Lettre, déjà citée, de Lockhart à Mazarin, du 16 mai, de Mardick. — Lettre de l'ambassadeur vénitien, du 20 mai, citée plus haut. — *Mémoires de Turenne, Montglat et mademoiselle de Montpensier*. — *Aitzema, Saken van Staet en Oorlogh* (1657-1664), la Haye, 1669.

sage suivant d'un bulletin de nouvelles, envoyé de Bruxelles à Mazarin le lendemain même de l'événement, donne une idée exacte de l'impression qu'ils en reçurent : « On estime que la prise de Hesdin et la défaite devant Ostende valent autant que si l'on avait gagné une campagne, et on commence à ne plus craindre les ennemis [1] ». Les vainqueurs allèrent jusqu'à représenter Cromwell comme désabusé sur le compte des Français, et prêt à rompre une alliance qui menaçait de devenir désastreuse.

Si l'émoi fut vif à la cour de France quand on y apprit la capture du maréchal d'Aumont et de ses soldats, du moins ne fut-il pas de longue durée. Mazarin contribua plus qu'aucun autre à le calmer. Plein de confiance dans les résultats d'une préparation à la guerre, à laquelle il présidait sans relâche depuis la fin de la dernière campagne, et bien décidé à prendre au plus tôt une vigoureuse offensive, il ne s'affecta pas outre mesure de cet échec et s'efforça d'en atténuer la portée dans l'esprit de tous. Une de ses préoccupations paraît avoir été de prouver que le maréchal d'Aumont et l'intendant Talon, restés sourds à ses avis répétés, encouraient seuls le reproche d'imprudence. Les explications détaillées que contient, sur ce sujet, une de ses lettres à M. de Bordeaux, postérieure

1. Bulletin du 15 mai, précédemment cité.



de sept jours à la catastrophe, offrent d'autant plus d'intérêt qu'elles n'étaient adressées au représentant du roi que pour être communiquées à Cromwell : « Si vous avez l'honneur de voir le Protecteur, lui écrivait-il, vous lui pouvez dire que, quoique dans les commencements nous n'ayons pas été heureux, puisque, outre la trahison de Hesdin, la supercherie d'Ostende a réussi aux Espagnols, j'espère que nous prendrons notre revanche avec usure en les attaquant à force ouverte.....

« Je ne vous dirai autre chose sur le sujet de M. le maréchal d'Aumont, si ce n'est que ç'a été une fatalité, n'ayant pas seulement péché contre les règles de la prudence, par une confiance aveugle qu'il a prise trop légèrement aux belles paroles des ennemis qui lui tendaient un piège sous l'apparence de lui livrer Ostende, mais aussi, ayant oublié ce que j'avais écrit à lui-même et mandé plusieurs fois à Talon pour lui dire, jusqu'à la veille de son départ, qu'il ne devait rien hasarder ni rien faire sans avoir des sûretés réelles et des otages considérables; lui faisant connaître que, quelque bonne opinion qu'ils eussent de l'affaire, je n'en pouvais avoir aucune espérance par quantité de raisons que je leur déduisis. Et il est étrange que le dit maréchal n'ait voulu prendre aucune précaution, ayant cru, comme l'Évangile, qu'il n'avait qu'à mettre pied à terre et entrer

dans Ostende pour s'en rendre maître, quoiqu'il lui dût bien tomber dans l'esprit qu'il ne serait pas malaisé de faire livrer une porte ou donner des otages par ceux mêmes qui devaient l'attendre pour lui livrer la place, si tant est qu'ils procédassent avec sincérité. Mais je dis de rechef que ç'a été une fatalité, ce qui paraîtra d'autant plus quand on saura que le dit maréchal a été treize jours à la rade d'Ostende avec cent cinquante hommes, s'y opiniâtrant à tel point qu'il y a été deux jours et demi sans vivres ni subsistance, et s'imaginant que les Espagnols seuls ne pouvaient avoir connaissance de ce que tout le monde savait; ce qui m'obligea, six jours après son départ, n'ayant nulle nouvelle de lui, de lui dépêcher un gentilhomme avec ordre précis du roi de se retirer, en quelque état que fût l'entreprise. Et le malheur a voulu que, quelque diligence qu'on ait pu faire, cet ordre ne lui est arrivé que cinq jours après la chose faite. Je crois qu'il sera à propos que vous preniez occasion de donner part de tout ceci à M. le Protecteur, excusant pourtant M. le maréchal d'Aumont, lequel n'a failli que par un excès de zèle [1] et par une

1. Lettre (citée plus haut), du 21 mai, de Calais.

Mazarin s'exprime à peu près dans les mêmes termes à l'égard du maréchal d'Aumont et de l'intendant Talon, dans des lettres (cop.) à Montdejeux, du 17, et à d'Ormesson, du 21 mai (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII), et dans une lettre adressée aux plénipotentiaires à Francfort, du 12 juin, citée plus haut.

Le cardinal eut une large part, comme on le pense, dans les railleries que les Espagnols prodiguèrent à ceux qu'ils avaient si bien dupés. Dans une lettre cop.), du 31 mai, adressée à la reine et remise à un gentilhomme qui avait



passion extraordinaire de rendre service au roi. »

mission de lui rapporter les circonstances de l'événement d'Ostende, il disait : « Vous n'aurez jamais entendu plus belle farce ; les Espagnols ne cessent pas de « s'en moquer, mais il faut tâcher qu'ils ne rient les derniers [*sic*] ; et vous savez « s'ils m'ont attrapé en cette affaire, comme ils disent, puisque je n'ai rien oublié « pour en détourner le maréchal d'Aumont et Talon, ou pour les obliger du « moins de ne s'engager à rien sans avoir des sûretés réelles comme des « otages. » (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII).

L'ambassadeur Giustiniani écrit le 27 mai (lettre citée) : « L'affare che habbj maggiormente trattenuto in curiosità et agitatione ne passati giorni la Corte, fu il cattivo successo d'Ostenda, che essendos publicata da per tutto molto prima di tentarsi secondo il naturale della natione, cio persuadera ad ogni uno, che seguir piu non davesse, mentre è ben solito delle sorprese il non ripportare fine fortunato, mà insolito affatto che si disponghino et esseguischino al suon della tromba dell'armi e della fama. » [L'événement qui a principalement tenu en agitation la cour et ému sa curiosité, a été le triste échec d'Ostende. Selon la coutume de la nation, la tentative projetée avait été publiée partout avant d'avoir lieu. Cela fera voir à chacun qu'il ne faut pas continuer à agir de la sorte, et que s'il est permis de parler d'une surprise quand elle a réussi, il est tout à fait insolite de la préparer au son de la trompette des armées et de la voix publique].



CHAPITRE VI

TURENNE FRANCHIT LA LYS ET LA COLME. — INVESTISSEMENT DE DUNKERQUE. — LE ROI A MARDICK. — MAZARIN POURVOYEUR DE L'ARMÉE.

1658 (suite). Turenne continue sa marche vers la Lys. — Créqui s'empare de Cassel. — Passage de la Lys à Saint-Venant et à Merville (20 mai). — Le marquis de Bellefonds envoyé en reconnaissance vers le canal de Bergues à Furnes. — Turenne à Socx. — La plaine de l'Aa à l'Yser inondée par les Espagnols. — Canaux qui traversent la région submergée. — Découverte d'un gué sur la Basse Colme. — Prise de la redoute de Beentis Meulen. — Le marquis de Castelnau s'avance de Hesdin par Bourbourg au devant de Turenne. — De Bellefonds découvre un passage vers Dunkerque ; l'armée s'y engage. — Panique des Espagnols ; ils évacuent deux forts, dont le Fort-Royal voisin de Dunkerque. — Jonction de Turenne et de Castelnau sur le canal de Bergues à Dunkerque ; ses conséquences. — Difficultés pour Turenne de s'approcher de Dunkerque vers l'est. — Investissement de la place (25 mai). — Premiers travaux entrepris pour la construction des lignes. — Démonstration des Provinces-Unies en faveur de l'Espagne. — Faible garnison de Dunkerque ; négligence des Espagnols. — Le marquis de Leyde gouverneur de Dunkerque. — État des ouvrages fortifiés. — Louis XIV se rend de Calais à Mardick (26 mai). — Mazarin et Anne d'Autriche tentent inutilement de faire renoncer le roi au séjour de Mardick ; lettre de Mazarin à la reine à ce sujet (27 mai). — Sept officiers espagnols tombent aux mains des assiégeants. — Louis XIV et Turenne au Fort-Royal. — Intérêt que prend le roi aux opérations du siège ; lettres de Mazarin à la reine, des 29 et 30 mai. — Mazarin décide le roi à rentrer à Calais (3 juin). — Lignes de circonvallation et de contrevallation. — Quartiers des généraux. — Estacades construites sur l'estran, vers Nieuport et Mardick. — Mazarin pourvoit à la subsistance de l'armée ; son zèle pour le soulagement des malades et des blessés. — Création d'une ambulance de tranchée ; installation d'un hôpital à Mardick. — Imprévoyance du gouvernement des Pays-Bas ; manque de ressources ; faiblesse des effectifs en infanterie. —



Aveuglement des Espagnols. — Conseil de guerre tenu à Bruxelles. — Schomberg escarmouche contre un parti sorti de Gravelines.

Pendant que les Espagnols faisaient le plus de bruit possible autour de leur succès d'Ostende, Turenne poursuivait sa marche en avant. Nous avons vu qu'à son départ d'Auchy-les-Moines, le 18 mai, il s'était dirigé du côté de la Lys. Le lendemain, il séjourna à Chocques-l'Abbaye[1], près de Béthune, d'où il envoya au lieutenant général de Créqui[2] l'ordre d'explorer le terrain au delà de la rivière. La présence de l'ennemi ayant été signalée dans Cassel, Créqui mit aussitôt en bataille devant la petite place mille hommes d'infanterie, et en fit surveiller les issues par des postes de cavalerie. Il n'en fallut pas davantage pour amener les deux régiments irlandais qui y tenaient garnison, à entrer en composition sans avoir tenté la moindre résistance[3].

Le 20 mai, Turenne franchit la Lys à Saint-Venant et à Merville, à la tête de sept à huit mille fantassins[4]. La nuit suivante, il campait à Hazebrouk, d'où il s'éloigna à la pointe du jour pour se rendre à Cassel avec l'avant-garde. Quelques

1. Chocques, aujourd'hui commune du département du Pas-de-Calais, arrondissement de Béthune.

2. François de Blanchefort, marquis de Créqui, lieutenant général en 1655, gouverneur de Béthune, fut promu maréchal en 1668.

3. *La Mesnardière*, — *Clerville, relation msc.* — *Mémoires de Turenne. Montglat et Bussy-Rabutin.* — *Gazette de France.*

4. Ce sont les chiffres fournis par Turenne.

jours de pluie persistante avaient défoncé les chemins au point de rendre impossible aux bagages, aux pontons et au canon de le rejoindre ; il resta à Cassel, le 22, pour les attendre [1]. Dès lors, bien décidé, d'accord avec Mazarin, à « opiniâtrer un grand combat [2] » pour forcer les Espagnols à abandonner les positions qu'ils avaient prises derrière les canaux au sud de Dunkerque, il prescrivit au marquis de Bellefonds [3], lieutenant général, de se porter, en avant de l'armée, à la recherche d'un passage sur le canal de Bergues à Furnes. Avec le reste des troupes, il campa, le 23, à Socx [4], à un quart de lieue au sud de Bergues. De là, il put embrasser du regard une partie du terrain qui le séparait de Dunkerque [5].

La plaine qui s'étendait devant lui de l'Aa à l'Yser et jusqu'au cordon de dunes bordant la mer, vers Dunkerque et Gravelines, ressemblait à un vaste lac. Il avait suffi aux Espagnols, pour provoquer ce déluge factice, d'ouvrir, à marée haute, les écluses de retenue des eaux. En recourant à ce moyen de défense, l'ennemi ruinait, pour de longues années, les admirables travaux de dessèchement entrepris depuis plusieurs siècles dans

1. Lettre de Turenne à Mazarin, de Cassel, 22 mai, dans les documents inédits faisant suite aux *Mémoires de Turenne*, édition Michaud et Poujoulat.
2. Lettre de Mazarin à M. de Bordeaux, du 21 mai, déjà citée.
3. Bernardin Gigault, marquis de Bellefonds, lieutenant général en 1655.
4. Socx, aujourd'hui commune du département du Nord, arrondissement de Dunkerque.
5. *La Mesnardière.* — Clerville, *Relation manuscrite.* — *Mémoires de Turenne.* — *Gazette de France.*

le bassin de l'Aa, et surtout ceux plus récents qui avaient commencé à transformer les marais pestilentiels des Petites et Grandes Moëres, entre Dunkerque, Hondschoote et Furnes, en polders productifs [1].

La région ainsi submergée était sillonnée par quatre larges canaux qui faisaient communiquer Dunkerque avec Bourbourg, Bergues, Hondschoote et Furnes [2]; elle était limitée, vers le sud,

1. *Les côtes de Flandre : Gravelines-Dunkerque*, par J. J. Baude (*Revue des Deux Mondes*, année 1849). — J.-A. Barral, *L'agriculture du nord de la France*, tome II, Paris, Victor Masson, 1870. — A. Plock, *Port et rade de Dunkerque*. — A. Plock, *Port et rade de Gravelines*. — Victor Derode, *Le sol de la Flandre maritime*, dans les *Mémoires de la Société dunkerquoise*, 1866-67.

A l'est du canal de Bergues à Dunkerque, vers Furnes et Hondschoote, s'étendent, à un niveau intérieur à ceux de la basse mer et des terres voisines, les deux dépressions naturelles, assez considérables, des Petites et des Grandes Moëres. Au commencement du dix-septième siècle, ces espèces de lacs, réceptacles d'eau de mer et d'eau douce à l'état stagnant, infectaient la contrée environnante par leurs émanations. Un ingénieur d'Anvers, Wenceslaüs Cœbergher, parvint à les dessécher de 1620 à 1632, à l'aide de vis d'Archimède élevant l'eau dans un large canal de ceinture communiquant avec la mer. Peu d'années après, de nombreuses fermes s'élevaient sur les Moëres converties en prairies fertiles. Lors du siège de Dunkerque, en 1646, le gouverneur ayant fait ouvrir les portes d'écluses, les cuvettes des Moëres se remplirent instantanément. L'œuvre de Cœbergher fut anéantie en une seule nuit. On tendit de nouveau l'inondation en 1658. Les cultures les plus riches couvrent aujourd'hui la zone aquatique des Moëres, tour à tour submergée et desséchée cinq fois en deux siècles et demi.

Sur l'autre rive du canal de Bergues à Dunkerque, vers Gravelines et Bourbourg, un réseau assez serré de petits canaux, de fossés (*wattergans*) et de rigoles portaient les eaux intérieures de la plaine basse de l'Aa dans les grands canaux émissaires qui les déchargeaient dans la mer. Au milieu du dix-septième siècle, les terres de cette contrée étaient depuis longtemps rendues à la culture, mais il suffisait d'ouvrir, au moment du flot, ou de tenir fermée l'écluse de Gravelines, pour les couvrir d'eau de mer ou pour produire une inondation d'eau douce.

On écrivait de Bruxelles à Mazarin, le 24 mai : « Le gouverneur de Gravelines a mandé que l'écluse qui était commencée dans le dehors de la ville sera prête dans peu de jours pour faire monter autant d'eau dans le pays qu'on voudra » (*Bulletin de nouvelles, Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIV).

2. La construction d'un canal (canal Marianne) reliant Dunkerque à Mardick avait été commencée, en 1646, par les Espagnols, mais interrompue, en octobre



par le canal de la Haute Colme, de Watten sur l'Aa à Bergues, et celui de la Basse Colme entre Bergues et Furnes. C'était à travers cette nappe d'eau, d'où émergeaient çà et là quelques digues et des dos de terrain formant îlot, que l'armée du roi avait à s'ouvrir un chemin jusqu'à Dunkerque.

Tandis que l'ennemi, se croyant à l'abri derrière l'inondation, s'endormait pour ainsi dire dans sa sécurité, Turenne contournait Bergues à l'est, découvrait sur la Basse Colme un gué qu'il faisait passer à un détachement de cavalerie, et se rendait maître, sans coup férir, de la petite redoute ennemie de Beentis Meulen située à une faible distance du canal [1]. Le même jour, dans la soirée, il rentra à Socx. Son plan était de profiter du passage dont il venait de s'emparer sur la Colme, pour gagner, au moyen d'un mouvement de conversion à l'ouest, la digue du canal de Bergues à Dunkerque [2]. Là, il comptait donner la main à un petit corps de trois mille hommes, parti de Hesdin, le 20 mai, sous le commandement du marquis de Castelnau, avec ordre de s'avancer parallèlement à la côte par Montreuil, Ardres et Bourbourg. De

de la même année, à la suite de la prise de Dunkerque. On n'en reprit les travaux qu'après la paix.

1. L'emplacement actuel de cette redoute paraît être voisin du point où le canal de Bergues à Furnes coupe le chemin menant de Téteghem à la Maison-Blanche.

2. « Rien ne serait plus capital que d'être logé sur le chemin de Bergues à Dunkerque. » (Lettre [cop.] de Turenne à Castelnau, de Cassel, 22 mai, *Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII.)

cette jonction résulterait pour Turenne la possibilité de tirer de Mardick ses approvisionnements en bois, en vivres et en fourrages. Aucun autre point de la contrée n'offrait de ressources sous ce rapport[1].

Dans la nuit du 23 au 24, le pays fut battu avec soin, à l'est et à l'ouest de Bergues, par des détachements envoyés à la découverte. Le 24, de grand matin, le marquis de Bellefonds fit prévenir Turenne qu'il avait trouvé, du côté des Moëres, des langues de terre et des chemins par lesquels on pouvait, tant bien que mal, s'approcher du canal de Bergues à Dunkerque. Aussitôt l'armée quitta Socx et se rendit à Beentis Meulen. De là, elle pénétra dans l'angle compris entre les canaux de Dunkerque à Bergues et à Furnes. Les chemins rompus furent réparés pas à pas à l'aide de fascines ; on traversa les fossés sur des ponts improvisés en claies ou en planches. Parfois les fantassins entraient dans l'eau jusqu'à la ceinture. Après des efforts extraordinaires qui témoignent à la fois de l'énergie des soldats et de la ferme volonté de leur général, l'armée atteignit la digue de Bergues à Dunkerque, à hauteur d'un fort bastionné. Une véritable panique s'empara aussitôt des Espagnols chargés de la garde de cet

1. Lettre (cop.) de Turenne à Castelnau, du camp de Socx. 23 mai (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII). — *La Mesnardière*. — *Histoire militaire du règne de Louis le Grand*, par le marquis de Quincy, t. Ier. — *Mém. de Bussy-Rabutin*.



ouvrage; loin de le défendre, ils l'évacuèrent précipitamment pour se jeter dans Bergues [1].

De son côté, le lieutenant général de Castelnau ayant dépassé Bourbourg, avait rallié vers Mardick trois mille Anglais, en douze bataillons, placés sous le commandement direct du colonel Lockhart, et s'approchait en même temps que Turenne du canal de Bergues à Dunkerque. Les Espagnols travaillaient sur la digue longeant le canal, à la construction d'un second fort, nommé Fort-Royal, situé à peu près à la même distance de Dunkerque, au sud, que le premier l'était de Bergues au nord [2]. Menacée d'être prise entre deux feux, la garnison ennemie se hâta d'en sortir et de se réfugier à Dunkerque [3]. On vit alors le corps de Turenne et le détachement commandé par Castelnau s'avancer l'un au devant de l'autre, chacun par une rive du canal. D'enthousiastes acclamations retentirent dans les rangs des Anglais dès

1. Clerville, *Relation manuscrite*. — *La Mesnardière*. — *Gazette de France*. — *Mémoires de Turenne*.

2. « Cet ouvrage... était composé de quatre beaux bastions, déjà gazonnés à la flamande ».

D'après les calculs faits par le lieutenant d'état-major Du Camp dans sa relation manuscrite de la bataille des Dunes, conservée aux Archives du dépôt de la guerre, le Fort-Royal ne serait pas le même que le Fort-Louis actuel, moins éloigné de Dunkerque. L'auteur de cette relation fait observer que le Fort-Royal, commencé en 1658, peut avoir été rapproché à l'époque des grands travaux exécutés à Dunkerque sous Louis XIV.

3. « On ne peut s'empêcher de faire cette remarque, que de toutes les fortifications de cette nature, ou retranchements que les Espagnols ont faits pour la défense des rivières, on ne leur en a jamais vu tirer aucune utilité, soit à cause qu'ils ne les achevaient pas, soit parce qu'ils n'avaient point assez d'hommes pour les défendre, ou que les Français, par des marches imprévues, venaient les attaquer en flanc, comme il a été rapporté en l'année 1655 » (*Mémoires du duc d'York*).



qu'ils aperçurent l'armée du roi. A leurs hourrahs frénétiques les cris de joie des soldats de Turenne firent écho sur l'autre rive [1].

Le plan de campagne dont Dunkerque était l'objectif, trouvait un commencement de réalisation dans la jonction des troupes qui venait de s'effectuer si heureusement. Désormais, l'armée du roi était en mesure de se ravitailler à Mardick. La communication par mer entre cette place et Calais assurait, d'ailleurs, le renouvellement des approvisionnements de toute nature. Enfin, le siège de Bergues qui se serait peut-être imposé à Turenne si les Espagnols avaient organisé une résistance sérieuse sur la digue de Bergues à Dunkerque, devenait inutile depuis qu'ils avaient abandonné cette ligne de défense.

A la suite de leurs marches combinées, Turenne et Castelnau occupaient, aux environs du Fort-Royal, le point d'où ils devaient partir, dans des directions opposées, pour investir Dunkerque. Chacun d'eux avait à déployer ses troupes de là à la mer; mais, tandis que la possession de Mardick semblait devoir rendre assez facile à Castelnau, du côté de l'ouest, l'opération projetée, il n'en était pas de même à l'est, où Turenne avait à franchir successivement le canal des Moëres [2],

1. Lettre (aut.) de Castelnau à Mazarin, du 24 mai (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII. — Clerville, *Relation manuscrite*. — *La Mesnardière*. — *Mémoires de Turenne*.

2. Canal de Hondschoote.

celui de Dunkerque à Furnes et la zone des Dunes, et pouvait être attaqué, sur ses deux flancs à la fois, par des troupes ennemies sorties de ces places.

La nuit du 24 au 25 fut consacrée à la mise en état des ponts sur le canal de Bergues à Dunkerque. Turenne se porta en avant le 25 au matin. Pendant que la cavalerie passait jusque vers Zuydcoote [1], l'infanterie, dans un rayon plus rapproché de la place, frayait les chemins où s'engageaient ensuite l'artillerie et les bagages. On employa ce que l'on avait de bateaux, de planches et de fascines pour passer les canaux et les fossés d'écoulement (wattergans). Non seulement l'ennemi ne s'opposa pas à cette marche, mais il ne se montra nulle part. Aussi, dès midi, la ligne d'investissement commençait-elle à se dessiner. Deux heures après, on arrivait aux dunes, à travers un pays affreusement ruiné. En même temps, les troupes de Castelnau enveloppaient Dunkerque à l'ouest. Déjà la flotte anglaise, comptant dix-huit à vingt voiles, croisait devant la place. Turenne était alors à la tête de 27 à 28,000 hommes [2]. Après avoir

1. Zuydcoote, aujourd'hui commune du département du Nord, arrondissement de Dunkerque, à 11 kilomètres à l'est de cette ville.

2. Ainsi que M. Chéruel l'a fait remarquer, dans son *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, t. III, le chiffre de sept mille à huit mille hommes indiqué par Turenne (*Mémoires*) comme étant celui de ses forces au passage de la Lys, ne s'applique probablement qu'à l'infanterie. En effet, Mazarin annonce à M. de Bordeaux, le 21 mai (lettre citée), que le maréchal s'est avancé à la tête de huit à neuf mille hommes de pied et huit mille chevaux. Dans la même lettre, le cardinal parle de quatre mille chevaux et cinq mille hommes de pied qui doivent, sous la conduite de Castelnau, rejoindre



choisi, au milieu des dunes, l'emplacement de son quartier général, il signala à Mazarin, dans des termes extrêmement pressants, le besoin qu'il avait de ressources nouvelles en personnel et en matériel pour rétablir les communications nécessaires à travers les lignes d'eau. Il n'était pas moins important de barrer sans retard, à la cavalerie ennemie, entre Dunkerque et Nieuport, la plage sablonneuse, ou estran, laissée à découvert par le reflux [1]. Ce passage fut fermé, le mieux possible, au moyen de chaînes tendues entre de fortes palissades. Turenne dirigea lui-même, dans la nuit du 25 au 26, les premiers travaux entrepris dans ce but [2].

le maréchal le 23 mai. Le 25 mai, jour de l'investissement de Dunkerque, Turenne disposait donc de treize à quatorze mille hommes de pied (dans une lettre à Brienne, du 27 mai, citée précédemment, M. de Bordeaux dit treize mille hommes de pied) et de treize mille cavaliers, soit, en tout, vingt six à vingt-sept mille hommes. « Mais l'armée qui était faible au commencement, écrit Turenne [*Mémoires*], grossissait peu à peu par beaucoup de troupes qui vinrent de France. » On voit par une lettre [cop.] de Mazarin à la Reine, du 31 mai (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. 277), que quinze cents anglais et douze cents fantassins et cavaliers français avaient déjà rejoint, à cette date, le gros de l'armée. Ainsi, l'effectif de l'armée de siège, sous les ordres de Turenne, dut dépasser trente mille hommes.

Les troupes appelées de France à renforcer celles du maréchal furent tirées en partie de celles qui avaient été établies sur la Somme et l'Authie, au nombre de six mille (lettre, déjà citée, de Mazarin, du 21 mai ; lettre (aut.) de Turenne à Mazarin, du 5 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas* t. 46). Le maréchal de la Ferté occupait, en même temps, la frontière du Luxembourg avec dix mille hommes.

1. « Estran ou estrand, partie d'une côte plate que la mer couvre et découvre tour à tour » (Littré).

« Ainsi est appelée, dit La Mesnardière, du mot *strang*, qui en flamand signifie rivage, la belle grève, si ferme, si égale et si unie que la mer laisse découverte depuis le flot jusqu'au pied des dunes de sable, quand elle s'est retirée. »

2. Lettre (orig. sig.) chiffrée, de Turenne à Mazarin, du camp devant Dunkerque, 25 mai, et deux lettres (aut.) de Castelnau au même, même date et mêm lieu (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLII). — *Mém. de Bussy-Rabutin.* — *Gaz. de France.* — *La Mesnardière.* — *Mém. de Turenne.*



Il importait d'autant plus d'activer les opérations que les Hollandais semblaient vouloir prêter main forte à l'Espagne. Le fils de leur ambassadeur à Paris avait informé officiellement le comte de Brienne des dispositions ombrageuses manifestées par les États au sujet des conquêtes que la France et l'Angleterre réunies pourraient faire sur la côte espagnole[1]. Cette espèce d'avertissement comminatoire allait de pair avec l'armement de vingt-quatre vaisseaux. Tout en penchant à croire qu'il s'agissait d'une simple démonstration, et que la république des Provinces-Unies ne passerait pas de là à une déclaration de guerre ouverte, Mazarin jugea prudent de se concerter avec Cromwell pour prévenir toute complication de ce côté[2].

1. La Hollande était représentée à Paris par l'ambassadeur Borel, et la France à la Haye par le président de Thou.

« L'approche de la flotte de Hollande avait aussi donné quelque alarme après le discours que le fils de M. Borel avait tenu ; mais le vice-amiral Ruyter a guéri cette jalousie par les assurances qu'il envoya donner au commandant des dunes [vice-amiral commandant la flotte de blocus, devant Dunkerque], que ses supérieurs l'obligeaient à passer vers le détroit, sans s'arrêter en aucun lieu, et sans rien entreprendre contre l'intérêt de M. le Protecteur. Il est assez vraisemblable qu'une déclaration aussi précieuse est sincère » (*Arch. aff. étr.* [exp. sig., chiffrée en partie], de Bordeaux à Brienne, du 13 juin, *Angleterre*, t. 68).

2. Lettres de Mazarin à M. de Bordeaux, du 21 mai, et de M. de Bordeaux à Brienne, du 27 mai, et *Bulletin de nouvelles*, du 23 mai, déjà cités.

Déjà, en 1657, s'était élevée, entre la France et la Hollande, au sujet de quelques vaisseaux français capturés par l'amiral Ruyter, une querelle qui avait failli mettre aux prises les deux États ; le dénouement en avait été favorable au roi.

L'ambassadeur vénitien Giustiniani, dans une lettre du 2 juin (*Bibl. nat.*, *Ambassadeurs vénitiens*, filza 121) parle en ces termes du mécontentement que le siège de Dunkerque causait aux Provinces-Unies : « Sapendo che serve per gli Inglesi l'assedio predetto ne mostrano gli Olandesi grande scontento, e vogliono alcuni, che sijno per prendrer in questa occasione qualche rissolutione à sollievo de Spagnuoli et di se stessi ; nell'abbandono però che lasciarono ultimamente il Re di Dannimarca suo collegato, e nei mali trattamenti sofferiti l'anno passato



Dès le commencement de la campagne, les Espagnols avaient dispersé leurs forces dans quelques-unes de leurs places qu'ils croyaient menacées, principalement Aire, Saint-Omer et Cambrai [1]. Plus tard, ils s'étaient encore affaiblis en envoyant des secours aux rebelles de Hesdin [2]. Leur confiance exagérée dans la protection que Dunkerque tirait de la proximité de Gravelines, Bergues et Furnes, et dans l'obstacle créé par le débordement des eaux, avait encouragé leur négligence. La place, mal approvisionnée, était sous la garde d'un nombre de soldats en disproportion avec son étendue; en outre, ses ouvrages fortifiés n'avaient pas été complètement remis en état. Lorsque Turenne s'en approcha, elle avait pour toute garnison deux mille deux cents fantassins et sept cents à huit cents cavaliers [3], y compris les troupes qu'il

dalla Francia evidentemente si conosce quanta sia la loro deboleza per rissolutione di tale natura e di grave momento. »

Giustiniani fait allusion, dans ce passage, au traité de Roskild (février 1658), intervenu entre la Suède et le Danemark, et que la Hollande avait contribué à faire signer aux Danois ses alliés, bien qu'il fût en opposition avec leurs intérêts.

1. Les Espagnols étaient persuadés que Mazarin prétendait à l'archevêché de Cambrai, et que Turenne recherchait l'occasion de réparer par la prise de cette place l'échec qu'il avait essuyé sous ses murs l'année précédente (*Mém. du duc d'York*). Voir sur le même sujet Sismondi, *Histoire des Français*, t. XXIV, Paris, 1840.

2. Ces secours s'élevaient à deux mille hommes et quatre cents chevaux. La garnison de Gravelines avait été renforcée de 1200 hommes (Lettre de Mazarin à M. de Bordeaux, du 21 mai, déjà citée).

3. Ce sont les chiffres donnés par Turenne dans ses *Mémoires*. Dans une lettre (cop.) à la reine, du 27 mai (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII, folio 116) Mazarin dit deux mille hommes de pied et cinq cents chevaux, et le duc d'York, dans ses *Mémoires*, dit mille hommes d'infanterie et huit cents chevaux. D'après une lettre de l'ambassadeur Giustiniani, du 2 juin, déjà citée, la garnison de Dunkerque comprenait quatre mille hommes (deux mille cinq cents fantassins et cinq cents cavaliers).

y avait refoulées dans sa marche de flanc aussi rapide qu'audacieuse. La veille de l'investissement, le marquis de Leyde, gouverneur de la place, arrivait de Bruxelles où il s'était rendu pour solliciter des renforts et des munitions[1]. Profondément attristé par l'échec de ses démarches[2], dû à l'aveuglement des Espagnols, il venait prendre son poste de combat en soldat désespéré qui entrevoit la défaite fatale. Environ douze ans auparavant, le même officier avait brillamment soutenu, derrière les mêmes remparts et jusqu'à la dernière extrémité, le siège conduit par le prince de Condé à la tête de l'armée de Flandre[3].

Les fortifications de Dunkerque n'avaient reçu aucun accroissement sérieux depuis le siège de 1646, mais la place n'était pas sans imposer encore par le nombre et le développement de ses ouvrages. Elle comprenait la vieille ville et la ville neuve. La première était « assise au bord de la mer, environnée de l'antique fortification d'une muraille épaisse flanquée de quantité de grosses tours, soutenue d'un grand rempart et accompagnée d'un fossé revêtu de briques,

1. Nous avons vu précédemment que Philippe IV avait confié, en 1654, au marquis de Leyde, une importante mission diplomatique auprès de Cromwell.

2. « On espère toujours ici [Bruxelles] que messieurs les États embrasseront enfin le parti d'Espagne pour la défense des provinces des Pays-Bas, pour prévenir le voisinage des Anglais. » (*Bulletin de nouvelles*, du 29 mai, cité plus haut).

3. *Histoire de la rébellion et des guerres civiles d'Angleterre depuis 1641 jusqu'au rétablissement du roi Charles II*, par Edward, comte de Clarendon, tome VI, la Haye, 1709. — Lingard, *Histoire d'Angleterre*, trad. du baron de Roujoux, t. XI, Paris, 1834. — *Mém. du duc d'York*.

large de plus de six vingt pieds et toujours plein d'eau de la Colme »[1]. Une seconde enceinte, composée de douze bastions en terre et pourvue d'un fossé large et profond, enveloppait la vieille ville. La zone régnant entre l'ancienne muraille et l'enceinte bastionnée renfermait le port à l'ouest et la ville neuve au sud et à l'est. Le vide laissé au nord-est entre le dernier bastion de la deuxième enceinte et l'Océan était comblé par un ouvrage à cornes. Le port, capable d'abriter huit cents voiles, était défendu par deux ouvrages extérieurs : le Fort Léon élevé sur les dunes au nord-ouest de la place, et le Fort-de-Bois construit à l'extrémité d'une jetée s'avançant dans la direction du sud au nord à 400 mètres dans la mer[2].

Les opérations entamées dans une place de cette importance excitèrent vivement l'intérêt de Louis XIV. Après quelque temps de séjour à Boulogne[3], puis à Calais où il fut reçu en grande pompe[4], il prit le parti de s'approcher de l'armée

1. *Relation du siège de Dunkerque* de 1646, par Jean-François Sarrazin (*Bibl. nat.*, MNS, F. FR., 3852.

2. Le fort Léon avait été bâti en 1644 par les Espagnols.

Voir le « *plan de la Ville et Port de Dunkerque en Flandre, assiégé par les armées du roi très chrestien Louis XIIII, commandées par Monseigneur le maréchal de Turenne, le 24 de may, rendue à l'obéissance de Sa Majesté le 25e de juin en suivant*, 1658 » par le sieur de Beaulieu, ingénieur ordinaire du roi. On en trouve des réductions dans l'*Histoire de Turenne*, par Ramsay, et dans celle du prince de Condé, par Désormeaux. Nous avons fait graver ce plan ; on en trouvera la planche à la fin de cet ouvrage.

3. Le 17 mai, le roi s'était rendu d'Auchy-les-Moines à Montreuil où se trouvait la reine mère, et de là à Boulogne.

4. *Gaz. de France.* — Dans sa *Vie d'Olivier Cromwell* (Amsterdam, 1752, . II), Leti rapporte que le roi fit porter sur les vaisseaux anglais qui étaient venus le saluer de leur canon à son arrivée à Calais, vingt tonneaux d'eau-de-vie, et qu'il envoya une chaine d'or avec son portrait à l'amiral, des médailles



de siège. Son entrée dans Mardick eut lieu, le 26 mai, au bruit des salves d'artillerie de la flotte de Cromwell et des décharges du canon de la place. L'ambassadeur d'Angleterre vint lui présenter en personne les clefs de la forteresse [1]. Anne d'Autriche et Mazarin voyaient avec regret le roi séjourner dans ce réduit insalubre où la cour ne pouvait vivre qu'aux dépens de l'armée; à leurs yeux, il n'y était même pas en sûreté, une retraite, en cas d'échec, étant impraticable, sinon très périlleuse, à travers un terrain semé de tant d'obstacles[2]. « On voulait bien qu'il fût brave, mais non pas qu'il courût aucun danger [3] ». Quant à lui, dans son impatient désir de suivre de près les péripéties de la lutte, il se montrait peu disposé à prêter l'oreille aux avis de ses conseillers [4]. Le lendemain de son arrivée à Mardick, le cardinal écrivait à ce sujet à la reine mère : « J'ai tâché de faire connaître au roi que son séjour ici au lieu

aux capitaines, et deux mille pistoles à distribuer entre les soldats et les matelots.

1. Lettre, citée précédemment, de Mazarin à la reine, du 27 mai.

2. Turenne (*Mémoires*) partageait cet avis.

« Rex cum eo [Mazarino] Mardikum invisit, quo propius expeditioni interesset, sed tutius visum, Caleti regem subsistere dubio rerum eventu » (Priolo).

3. Sismondi.

4. « Le roi, qui s'était promis le plaisir de voir ce beau siège, passant alors contre tout ce qui lui fut allégué contre le séjour de Mardick, fort décrié à la cour, voulut aller à son armée, pour considérer sur les lieux même tout ce qui regardait une entreprise qui devait avoir beaucoup d'éclat dans le monde » (*La Mesnardière*).

« Stabilitosi il soggiorno della corte à Cales ogni uno presentemente qui s'attrova e sebene il Rè col cardinale sonosi inoltrati sino à Mardic per incalorire maggiormente l'assedio di Doncherchem, s'attendono però trà poco di ritorno, l'incommodità del luogo, e dell l'aria non permettendo che lungamente vi dimorino » (Lettre, déjà citée, de Giustiniani, du 2 juin).

d'avancer le bien du service, le reculait, que tout le monde était du même avis, et que la cour consommait ce qui aurait plus utilement servi pour l'armée, sans parler des incommodités que Sa Majesté souffrira en ce lieu, qui augmenteront toujours. Mais vous croirez aisément que la harangue que je lui ai faite n'a produit aucun effet et ne lui a pas plu. Il est le maître, mais rien ne me peut empêcher de lui dire toujours ce que je croirai de son service [1]..... ».

Le deuxième jour du siège (26 mai), qui est celui où Louis XIV débarqua à Mardick, ne fut marqué par aucun incident notable, si ce n'est que l'ennemi ouvrit dans la matinée un feu assez vif sur les assiégeants. Le même jour et le suivant, sous la direction de Turenne, on s'appliqua surtout à continuer le travail de la circonvallation, particulièrement difficile dans les sables mouvants des dunes [2], et à construire des passages sur les canaux pour la communication des quartiers de troupes entre eux [3]. La nuit du 26 au 27, sept officiers espagnols, dont deux mestres de camp, ayant tenté de rejoindre leurs régiments sous Dunkerque, furent arrêtés au moment où ils allaient dépasser la ligne des vedettes [4].

1. Lettre, citée plus haut, de Mazarin à la reine, du 27 mai.
2. D'après le plan de Beaulieu, les dunes à l'est de Dunkerque étaient larges de 600 à 700 toises, soit 1 200 mètres environ. La Mesnardière dit un quart de lieue.
3. Lettre, déjà citée, de Mazarin à la reine, du 27 mai.
4. Lettre (cop.) de Mazarin à la reine, du 27 mai, *Arch. aff. étr., France*,

Le 28, Louis XIV, accompagné de Mazarin, vint tenir conseil au Fort-Royal où le maréchal de Turenne s'était rendu de son côté ; on s'y concerta sur les mesures à prendre pour empêcher l'ennemi de secourir Dunkerque et pour assurer, dans les meilleures conditions possibles, l'approvisionnement de l'armée [1]. Non seulement le jeune roi semblait s'intéresser de plus en plus aux actes du commandement, mais il s'essayait déjà à y prendre part en maître. « Il ne faut pas, écrivait le cardinal à la reine, en parlant de son élève désormais émancipé, que ni vous ni moi espérions que les incommodités l'obligent à s'en retourner ; au contraire, je remarque qu'il prend plaisir à en avoir beaucoup et jamais ne s'est porté mieux (29 mai) [2]...... Il est toujours à cheval, s'informant de toutes choses et donnant lui-même des ordres

t. CCLXXVII, folio 118 ; la même lettre, également en copie dans le t. CCLXXV, folio 223, porte la date du 28. — *La Mesnardière.*

« Un party de nos adversaires,
« Officiers et non volontaires,
« Qui, tant Espagnols que Flamans,
« Dans Dunkerque ont leurs régimans,
« Marchaient avec assez d'audace
« Pour se jeter dans cette place ;
« Mais chacun d'eux fut bien penaut,
« Car les troupes de Castelnaut
« Prisonniers de guerre les firent
« Et vers le roi les conduisirent.
. . . .
« La plupart sont de grand lignage
« Comme on peut juger par leurs noms. »
(P. Loret, *Muze historique*).

1. Lettre (cop.) de Mazarin à la reine, du 29 mai (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII). — *Gaz. de France.*
2. Lettre, citée plus haut, de Mazarin à la reine.

pour avancer les travaux dans les endroits par où les ennemis pourraient jeter quelque secours dans la place, et je puis dire que l'ambassadeur d'Angleterre, qui le voit agir et parler de bon sens, en demeure entièrement édifié (30 mai) » [1].

Cependant Mazarin ne tarda pas à constater que ses avis répétés avaient fini par ébranler la résistance de Louis XIV. Il écrivit à la reine, le 2 juin : « J'espère de pouvoir disposer le confident [Louis XIV] à faire un voyage à Calais, nonobstant tous les engagements dans lesquels il est entré avec le dieu de la guerre de ne la quitter pas un seul moment [2] ». Le lendemain (3 juin), en effet, le roi rentra à Calais. Il est probable que sur les observations du cardinal, il s'était rendu compte de l'obligation qui s'imposait à lui de venir recevoir en personne lord Faulconbridge, gendre de Cromwell, envoyé à Calais pour le complimenter, et dont M. de Bordeaux avait annoncé l'arrivée prochaine [3].

1. Mazarin ajoute : « Tout cela est fort bien, mais je voudrais que vous fussiez au lieu ou le confident et ceux qui sont auprès de lui vous pussent voir et entretenir tous les jours » (Cop., *Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII).

2. Lettre (cop.) (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXV).

3. Lettre (aut.) de Bordeaux à Mazarin, du 30 mai (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXVIII); lettre (cop.) de Mazarin à la reine, du 1er juin (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII).

« J'oserais dire à V. E. que je suis ravi du retour du roi à Calais pour faire cesser mille discours qui se faisaient ici du grand engagement ou était la personne du roi, si Sa Majesté se fût attachée à ce séjour, pendant tout ce siège, et des accidents qui étaient à craindre. (Lettre [cop.] de Colbert à Mazarin, du 9 juin (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXV).

Lors d'une de ses visites au camp devant Dunkerque, pendant son séjour à Mardick, Louis XIV avait failli payer de sa vie un acte de courage et de générosité. Le trait est rapporté en ces termes par La Mesnardière : « Le roy, passant à cheval dans le camp, parmi les troupes, vit que quelques soldats anglais à demi ivres maltraitaient fort un soldat de notre nation et se mettaient en

Au moment où le roi s'éloignait de Mardick, les lignes de circonvallation et de contrevallation étaient à peu près terminées[1]. La première, armée de canons de petit calibre, présentait un développement d'environ quatorze mille mètres. Dans le camp qu'elle servait à protéger contre les tentatives de secours de l'ennemi, les généraux se succédaient par quartier, de l'est à l'ouest, dans l'ordre suivant : entre les dunes et le canal de Furnes, le maréchal de Turenne (quartier du roi) ayant auprès de lui les marquis de Créquy, de Varennes[2] et d'Humières[3], lieutenants généraux ; de là au canal de Hondschoote, le marquis de Gadagne[4]

état de le tuer. Le monarque, touché d'une indignation généreuse, pousse brusquement à ces brutaux et prend le soldat français par le collet pour le tirer d'autorité d'entre leurs mains. Celui qui le tient au même endroit ne relâchant point, tiraille insolemment contre le roy, sans le connaître, et le bataillon anglais commençant à s'émouvoir sur ce contraste, plusieurs de ces étrangers compassent à ce moment la mèche sur le serpentin, comme pour disputer une affaire de leur nation à la nôtre. L'un d'eux est même si brutal qu'il porte l'épée nue au roy assez près de l'estomac. Noailles, capitaine de ses gardes, veut tuer cet insolent du pistolet ; le roy, qui se joue de ce péril, défend à Noailles de tirer ; on rabat seulement l'épée du soldat qui la tient si près du roy, et un officier anglais, criant qui il était en son langage, arrête un si étrange emportement de la nation que la mine la plus grande et la plus haute que l'on ait vue sur le trône en aucun siècle n'empêchait point de poursuivre chaudement cette dispute. »

1. Ces lignes se composaient de redoutes et de quelques autres petits ouvrages appropriés au terrain. La circonvallation, tracée à peu près sur l'emplacement de celle du siège de 1646, régnait à une distance moyenne de 2 600 mètres de l'enceinte fortifiée. Elle embrassait, vers l'est, à hauteur du quartier de Turenne, deux dunes qu'il aurait été imprudent de ne pas occuper. La zone entre la circonvallation et la contrevallation avait une largeur d'environ 1 000 mètres.

Nous avons déduit ces chiffres du plan de Beaulieu qui contient une échelle de toises correspondant à l'échelle métrique de 1/22.000. La Mesnardière place la circonvallation à 3 000 pas, soit 2 400 mètres des fortifications.

2. Roger de Nagu, marquis de Varennes, lieutenant général en 1655.

3. Louis de Crevant, marquis d'Humières, gouverneur de Compiègne, plus tard maréchal de France et duc d'Humières.

4. Charles-Félix de Galéan, comte de Gadagne, lieutenant général en 1655.



et le comte de Ligniville, commandant la cavalerie lorraine sous les ordres du prince Ferdinand [1]; entre le canal de Hondschoote et celui de Bergues, les marquis de Castelnau et de Bellefonds; du canal de Bergues jusqu'aux dunes, le sieur d'Esquancourt [2], le comte de Saint-Lieu [3], le marquis de Richelieu [4] avec une partie des soldats de Cromwell, et enfin l'ambassadeur Lokhart ayant le titre de général et commandant le reste du contingent anglais, avec le général-major Thomas Morgan sous ses ordres. Auprès de l'estacade qui prolongeait sur l'estran, du côté de Nieuport, la ligne de circonvallation, Turenne avait fait échouer quelques barques pourvues d'artillerie, « qui étaient, dit La Mesnardière, comme autant de petits châteaux immobiles pour défendre l'avenue de ce rivage. » Une estacade à peu près semblable avait été construite à l'autre extrémité de la ligne vers Mardick [5].

Turenne ne disposait sur place d'aucune ressource pour faire vivre les trente mille combattants[6] rassemblés sous les murs de Dunkerque. C'est à

1. Les Espagnols avaient jeté en prison, en 1634, le duc Charles IV de Lorraine. En 1655, son frère, le duc François, fit passer des rangs des Espagnols au service de la France un certain nombre de régiments lorrains. Le prince Ferdinand était le fils aîné du duc François.

2. Daniel de Montmorency, marquis d'Esquancourt, lieutenant général en 1655.

3. René Lallier, comte de Saint-Lieu, maréchal de camp en 1652, brigadier de cavalerie en 1657.

4. Jean-Baptiste Amador de Vignerod du Plessis, marquis de Richelieu, maréchal de camp en 1652, brigadier de cavalerie en 1657.

5. *La Mesnardière*. — *Mém. de Turenne*.

6. C'est le chiffre donné par Mazarin à Montdejeux, dans une lettre datée de Calais, 4 juin [cop.] (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).



Mazarin que cette responsabilité incombait : il l'avait assumée entière dès le début des opérations. Tous les services administratifs étaient d'ailleurs concentrés entre ses mains. Sous ce rapport, il fut véritablement l'âme de l'entreprise dirigée contre Dunkerque. Les nombreuses mesures auxquelles il eut recours pour assurer la subsistance des troupes et le soulagement des malades et des blessés, témoignent du souci très vif qu'il prenait sans cesse des intérêts matériels et moraux des soldats de Turenne, et ne permettent pas de douter qu'il n'ait toujours eu en vue, dans le rôle de pourvoyeur de l'armée qu'il s'était attribué, le but élevé vers lequel tendaient les actes de sa politique, c'est-à-dire le bien de l'État et la grandeur de la France [1].

Le cardinal n'évaluait pas à moins de dix millions de livres, y compris les frais d'entretien des auxiliaires anglais, les dépenses nécessitées par la campagne de Flandre [2]. Aucun sacrifice ne lui parut trop grand pour conjurer les dangers que ferait courir à l'armée de siège, l'insuffisance de matériel ou une disette, même passagère. Secondé

1. « Le cardinal qui, en toute occasion, avait toujours pour principale occupation de gagner de l'argent, s'avisa de devenir (au siège de Dunkerque) le vivandier et le munitionnaire de l'armée ; il faisait vendre, *à ce qu'on dit*, le vin, la viande, le pain et l'eau, et regagnait sur tout ce qui se vendait. » Ainsi s'exprime madame de Motteville dans ses *Mémoires*. L'accusation est formelle, bien qu'elle ne soit appuyée d'aucune preuve. Avant nous, M. Chéruel (*Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, tome III) en a fait justice comme il convient.

2. Lettre, déjà citée, de Mazarin à M. de Bordeaux du 21 mai.



principalement par les intendants Talon et d'Ormesson, il s'efforça de pourvoir à tout à la fois : vivres, fourrages, madriers, palissades, piquets, sacs à terre, cordages, fascines, outils, boulets, affûts et canons envoyés de France et d'Angleterre, étaient voiturés sans relâche entre Mardick et le camp. Un certain nombre de vaisseaux, les uns affrétés par le roi, les autres mis à sa disposition par Cromwell, servaient pour les transports ; mais leur tirant d'eau les forçant à se tenir à quelques encâblures du rivage, leurs chargements étaient transbordés, à leur arrivée dans les eaux de Calais et de Mardick, sur de petits bateaux plats appelés bélandres, propres à la navigation côtière. Des gribanes empruntées à Abbeville et à Saint-Valery remplissaient le même office que les bélandres [1].

Le zèle de Mazarin pour le salut de l'armée s'appliquait à tous les services, mais il s'exerça avec une sollicitude particulièrement vigilante à l'égard des malades et des blessés. Aussitôt après l'investissement de Dunkerque, le cardinal invita la

1. Lettre de Mazarin à Turenne, du 27 mai, citée plus haut. — Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 29 mai (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. LXIII). — Lettre (orig.) de Turenne à Mazarin, du 30 mai (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLII). — Lettres (aut.) de d'Ormesson à Mazarin, du 1er juin, et de Turenne à Mazarin, des 3 et 4 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLVI). — Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 5 juin (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII).

« In hoc, ut in cæteris Mazarini cura notata, quæ navigiorum continuo appulsu domuit sterilitatem, infœcunditati industriâ opitulatus. » (Priolo.)

Une déclaration de Cromwell signée à Whitehall, le 28 mai, et publiée à Londres et dans les villes maritimes de l'Angleterre, enjoignait aux marchands de faire porter et de vendre dans le camp, devant Dunkerque, des munitions de guerre e de bouche (Lettre [cop. orig]. de M. de Bordeaux à Brienne, du 6 juin, *Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXVIII). — *Gaz. de France*.



reine mère, en termes pressants, à s'occuper de faire donner des soins aux malades qu'il envoyait à Calais, et à grouper autour d'elle quelques personnes disposées à la seconder dans cette œuvre de charité. Un peu plus tard, la tranchée étant ouverte devant Dunkerque, on y organisa ce qui s'appelait alors un hôpital « pour le premier appareil », et ce que l'on nomme aujourd'hui une ambulance. Enfin, un véritable hôpital fut installé à Mardick. Mazarin désigna un de ses agents qui lui était particulièrement dévoué, le sieur de Robertot, pour diriger le service hospitalier de l'armée [1].

Il faut reconnaître que l'imprévoyance et l'indécision des Espagnols avaient singulièrement facilité la tâche de Mazarin. Si imparfaite que fût la mise en état de défense de Dunkerque, elle laissait encore moins à désirer que l'état des troupes destinées à tenir la campagne. Jamais on n'avait vu en Flandre pareille pénurie d'infanteric. Il n'était venu de recrues ni d'Espagne, ni d'Italie, ni d'Allemagne. Les marchands d'Anvers qui s'étaient montrés si souvent empressés à faire des avances

1. Lettres, citées plus haut, de Mazarin à la reine, des 26 et 30 mai. — Lettre (cop.) de Mazarin à d'Ormesson, du 29 mai (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. LXIII). — Lettres (aut.) à Mazarin de d'Ormesson, du 1er, et de Talon, du 6 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. LXVI).

Thomas de Grouchy, sieur de Robertot, avait servi d'abord dans l'armée. Il devint conseiller au parlement de Metz. Sa correspondance avec Mazarin, à l'époque qui nous occupe, se trouve dans les volumes XLIII, XLV et XLVI des *Arch. aff. étr., Pays-Bas*. Elle a été reproduite par MM. le vicomte de Grouchy et le comte de Marsy dans une étude précédemment citée et qui a pour titre : *Un administrateur au temps de Louis XIV* (*Messager des sciences historiques*, Gand, 1884). Robertot est précisémen cet administrateur.



au gouvernement des Pays-Bas pour l'entretien de l'armée, commençaient à fermer leur bourse. Faute d'argent, les éléments importants de toute organisation militaire, le train d'artillerie par exemple, n'avaient pu être constitués. La paye du quartier d'hiver était due à une partie de la cavalerie. Enfin, les officiers de tout grade continuaient à servir sans solde [1].

Tel était l'aveuglement des Espagnols et en particulier des chefs de l'armée que, plusieurs jours après l'investissement de Dunkerque, dont la nouvelle avait causé une véritable consternation à Bruxelles, ils se refusaient encore à croire au dessein arrêté de la part des Français de poursuivre le siège de cette place, et se montraient persuadés que Cambrai était l'objectif définitif de Turenne. Au commencement de juin seulement, dans un conseil de guerre où assistaient le prince de Condé, le marquis de Caracène et don Alonzo de Cardeñas, don Juan prit la résolution de rassembler en grande diligence, à Ypres, toutes ses forces actives disponibles, et de les employer à faire lever le siège de Dunkerque [2].

1. *Bulletins de nouvelles* des 1er et 4 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. LXVI). — Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 5 juin (*Arh. aff. étr., France*, t. CCLXXVII). Cette dernière lettre se trouve aussi en copie dans le t. LXIII *Pays-Bas*.

2. *Bulletin de nouvelles* du 4 juin, cité plus haut. — *Mém. d'York*.

« M. le Prince, nonobstant une fièvre tierce qu'il avait encore, était résolu de partir, enragé, à ce qu'on m'écrit, que les ministres d'Espagne n'aient donné un meilleur ordre pour la défense des passages à Bergues » (Lettre citée précédemment, de Mazarin à Turenne, du 5 juin).



Peu de jours après, une chaloupe espagnole, sortie du port d'Ostende, se glissait, la nuit, à travers les frégates anglaises en croisière, et parvenait à gagner le port de Dunkerque après avoir essuyé quelques volées de canon. Presque en même temps, le comte de Schomberg escarmouchait brillamment contre cinq cents hommes de la garnison de Gravelines, qui avaient tenté de surprendre un convoi se rendant d'Ardres au camp, par Bourbourg, sous escorte d'un détachement de gendarmes et de chevau-légers du cardinal [1].

1. Lettre de Mazarin à Turenne, du 29 mai, citée plus haut. — *La Mesnardière*. — *Gaz. de France*.

LIVRE III

SIÈGE DE DUNKERQUE. — VISITE DE LORD FAULCONBRIDGE A LOUIS XIV. — MARCHE DE L'ARMÉE ESPAGNOLE SUR LES LIGNES DE DUNKERQUE. — BATAILLE DES DUNES; CONSIDÉRATIONS SUR CETTE BATAILLE. — CAPITULATION DE DUNKERQUE; SA REMISE AUX ANGLAIS. — ATTAQUES CONTRE LA POLITIQUE DE MAZARIN. — FIN DE LA CAMPAGNE DE FLANDRE. — MALADIE DU ROI. — RÉPONSE DE SERVIEN A LA « TRÈS HUMBLE REMONTRANCE ». — TRAITÉ DES PYRÉNÉES.

CHAPITRE VII

SIÈGE DE DUNKERQUE. — VISITE DE LORD FAULCONBRIDGE A LOUIS XIV. — MARCHE DE L'ARMÉE ESPAGNOLE SUR LES LIGNES DE DUNKERQUE.

1658 (suite). **Ouverture de la tranchée devant Dunkerque (nuit du 4 au 5 juin); deux tranchées d'attaque sont dirigées contre la place. — Première sortie des assiégés (5 juin). — Progrès des travaux d'approche. — Mazarin conjure Turenne de moins exposer sa personne. — Deuxième sortie des assiégés (6 juin). — Capture de la correspondance du marquis de Caracène. — Concentration des forces espagnoles d'Ypres à Furnes et Nieuport. — L'attaque des lignes françaises est imminente. — Turenne demande des renforts; Mazarin s'efforce de lui donner satisfaction. — Nouveaux travaux exécutés en prévision de l'attaque de la circonvallation. — Sortie du 8 juin; sanglante mêlée; retraite des assiégeants; retour offensif. — Arrivée à Calais de lord Faulconbridge, envoyé de Cromwell; honneurs qui lui sont rendus; Louis XIV le reçoit en audience; Faulconbridge remet au roi et à Mazarin des lettres de Cromwell. — Cadeaux du roi et du cardinal au Protecteur; présents faits à Faulconbridge. — Avancement du siège. — La marche de l'ennemi sur Dunkerque est annoncée comme prochaine. — Reconnaissance des lignes par les Espagnols (11 juin). — L'ennemi signalé près de Furnes. — Instructions de Mazarin à Turenne. — Conseil de guerre tenu à Ypres; les généraux espagnols y décident le secours de Dunkerque. — L'ennemi à Furnes. — Plusieurs ouvrages avancés emportés par l'assiégeant (nuit du 11 au 12 juin). — Reconnaissance du camp de Turenne, à l'est, par un corps de cavalerie ennemie. — Le comte de Bouteville s'approche des lignes. — Le maréchal d'Hocquincourt repousse le comte de Soissons et le marquis d'Humières; il est blessé mortellement. — Don Juan d'Autriche et le prince de Condé menacés d'être coupés dans leur retraite. — L'ennemi se replie sur Zuydcoote. — Pardon sollicité par un gentilhomme du maréchal d'Hocquincourt. — Énergique résistance du marquis de Leyde. — Turenne s'empare de quelques dunes élevées, situées à proximité de son camp. — Départ de l'armée espagnole de Zuydcoote; elle prend posi-**



tion dans les dunes (13 juin). — Après une reconnaissance, Turenne décide qu'il sortira de ses lignes pour combattre l'ennemi ; motifs de ce mouvement offensif. — Les lieutenants généraux partagent l'avis de Turenne. — Ordres donnés pour assurer la garde du camp et la défense de la tranchée. — Rassemblement des troupes du roi au quartier de Turenne ; elles sont prêtes à marcher (nuit du 13 au 14 juin). — Renseignements sur l'ennemi fournis par un page du marquis d'Humières.

Dunkerque était investi depuis onze jours (25 mai — 4 juin), lorsque Turenne fit ouvrir la tranchée (nuit du 4 au 5) à l'est, et à environ douze cents pas de la place, en face de l'ouvrage à cornes, par deux attaques séparées [1]. L'attaque de droite, touchant à l'estran, fut attribuée à un bataillon des gardes françaises; les soldats de Lockhart et quatre cents hommes de l'infanterie du roi se partagèrent celle de gauche. Chacune d'elles avait pour soutien un certain nombre d'escadrons composant ce que l'on appelait la garde de cavalerie. Le service de jour échut en premier lieu au lieutenant général de Varennes. A la faveur d'un feu nourri d'artillerie, qui avait commencé à la pointe du jour (5 juin), six cents cavaliers et autant de fantassins ennemis tentèrent de ruiner, dans une sortie, les travaux de l'assiégeant. Après plusieurs passes brillantes des cavaleries opposées, l'avantage resta à celle de Turenne : les Espagnols furent ramenés battant

1. Les tranchées ne restèrent distinctes qu'au début ; on les relia de bonne heure par des communications parallèles au corps de place.

« On ne peut pas mieux commencer un ouvrage de tranchée que celui de cette nuit; il est grand, bien fait et en des lieux avantageux. » (Lettre de Talon à Mazarin, du 5 juin, citée plus haut.)

jusqu'à la contrescarpe. A la première irruption des assiégés, les Anglais, peu expérimentés dans la guerre de siège, avaient quitté la tranchée pour courir aux armes, mais, ensuite, ils s'étaient montrés imperturbables dans leur contenance [1].

Dans la matinée du 5, le Fort-de-Bois, dont le tir enfilait l'attaque de droite et gênait la communication par l'estran entre les deux rives du havre, fut évacué momentanément par ses défenseurs à la suite d'une vive canonnade. La nuit du 5 au 6, le marquis de Bellefonds étant de jour, et les Suisses commandés par leur colonel général, le comte de Soissons [2], ayant relevé les gardes françaises à la tranchée [3], on avança sensiblement les approches sans essuyer de pertes sérieuses [4]. Turenne, constamment à découvert au milieu des travailleurs, surveillait en personne l'exécution de ses ordres. Un gentilhomme venait d'être blessé à ses côtés dans la tranchée [5] : Mazarin saisit cette occasion pour adresser au maréchal quelques représentations sur ses habitudes de témérité : « Je vous conjure avec la dernière chaleur,

1. Lettre, déjà citée, de Talon à Mazarin, du 5 juin. — Lettres (aut.) de Turenne, du camp, 5 juin, midi, et de Castelnau, 6 juin, à Mazarin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI). — Lettre (cop.) de Mazarin à Montdejeux, 5 juin (*Arch. aff. étr.*; *Pays-Bas*, t. XLIII). — *Gaz. de France*. — *La Mesnardière*. — *Clerville*. — *Mém. de Turenne*.

2. Eugène-Maurice de Savoie, comte de Soissons, fils de Thomas-François de Savoie et de Marie de Bourbon-Soissons (1635-1673), marié (1657) à Olympe Mancini, avait été nommé colonel général des Suisses et des Grisons après la mort du maréchal de Schomberg.

3. Les Anglais se relevaient entre eux.

4. *La Mesnardière*. — *Clerville*.

5. Lettre, déjà citée, de Talon à Mazarin, du 6 juin.



lui écrivit-il, de n'en vouloir pas user comme vous faites, vous exposant continuellement plus que qui que ce soit. Faites-le, au nom de Dieu, pour donner au roi cette marque de zèle que vous avez pour son service, et à moi de l'amitié que vous m'avez promise, et considérez, je vous prie, en quel état on serait si vous veniez à être blessé. Pour moi, je vous avoue que tout ce qui regarde l'État me touche beaucoup ; néanmoins, ce qui me touche le plus en ce rencontre, c'est le seul intérêt de votre personne, dans lequel je prends assurément plus de part qu'aucun de vos serviteurs [1]. »

Le 6, à la tombée de la nuit, les assiégeants eurent à supporter le choc d'une nouvelle sortie. Créquy avait pris le commandement de la tranchée où les gardes françaises remplaçaient les Suisses. Huit escadrons ennemis débouchèrent par la porte de Nieuport et fondirent sur les tranchées des deux attaques. L'engagement de cavalerie qui s'ensuivit amena la retraite des Espagnols et fit tomber aux mains des troupes du roi dix prisonniers, dont un capitaine de cavalerie et un cornette, par lesquels on connut exactement les forces dont disposait le marquis de Leyde. Animés par la présence du colonel Lockhart dans la tranchée, les Anglais avaient opposé aux assaillants une énergique résistance. La même nuit (du 6 au 7),

1. Lettre (cop.) du 7 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII).



un parti ennemi, mis en déroute par le comte de Schomberg, aux environs de Bourbourg, livrait les lettres du marquis de Caracène et de don Estevan de Gamarre, dont il était porteur pour les gouverneurs de Link, Bergues et Gravelines. On apprit, par cette voie, que don Juan s'apprêtait à forcer la circonvallation de Dunkerque, et que, dans ce but, non seulement il dégarnissait de troupes la plupart des places de Flandre, mais faisait appel aux miliciens du ban et de l'arrière-ban [1].

Déjà, la concentration des troupes espagnoles entre Ypres, Furnes, Dixmude et Nieuport, avait révélé à Turenne les intentions de leurs généraux. Après la capture de la correspondance de Caracène, aucun doute n'était possible sur l'imminence d'une attaque des lignes françaises. « Il est certain, écrivait le maréchal à Mazarin, que l'ennemi n'a pensé à aucune diversion, et qu'il n'a que celle de hasarder le secours de Dunkerque. » Aussi demandait-il avec instance l'envoi de renforts d'infanterie. Le cardinal mit tout en œuvre pour lui donner satisfaction sous ce rapport, mais les régiments ou corps désignés par ses ordres pour rejoindre l'armée de siège n'arrivèrent pas tous à destination en temps opportun.

1. Lettre, déjà citée, de Talon à Mazarin, du 6 juin ; lettre du même au même, du 7 juin, et de Turenne à Mazarin, du 7 juin, deux heures après-midi ; relation (s. n., du camp devant Dunkerque, 9 juin) des journées des 6, 7 et 8 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLVI). — *Gazette de France*. — *La Mesnardière*.



En outre, malgré les démarches réitérées de Mazarin et les plaintes de Turenne, le Protecteur, contrairement à ses promesses, ne fit passer, à cette époque, sur le continent, ni recrues ni secours en vieilles troupes [1].

En prévision d'une tentative d'agression dirigée à l'est de Dunkerque à travers les dunes, Turenne fortifia, de ce côté, la circonvallation, par l'adjonction de quelques ouvrages; on mit en état les ponts sur les canaux; l'estacade fut consolidée, et une batterie de trois pièces, établie sur l'estran, prit pour objectif le Fort-de-Bois [2].

Le 7, dans la soirée, et pendant la nuit qui suivit, un vent furieux enlevant le sable jusque sur les pelles des travailleurs, retarda les progrès des cheminements. La tempête durait encore le lendemain à la fin de l'après-midi, lorsque, sous la protection du feu de vingt pièces tirant sans relâche, six escadrons et trois cents hommes à pied sorti-

1. Lettres, déjà citées, de Turenne à Mazarin, des 4 juin (après-midi), 5 juin (midi), 7 juin (deux heures après-midi), de Castelnau à Mazarin, du 6, et de Mazarin à Turenne, du 7 juin. — Lettres (cop.) de Mazarin à Lockhart, du 5, et à Turenne, des 6 et 9 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIII). — « Mémoire des choses à dire par Talon à M. de Turenne de la part de S. E. ». (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI). Ce mémoire est de Talon ; il n'est ni signé ni daté ; on le trouve classé entre une lettre du 4 et une autre du 5 juin.

Si l'armée du siège avait reçu toutes les troupes d'infanterie qui devaient la rejoindre en dernier lieu, elle aurait compté deux mille cinq cents hommes de plus (lettre, déjà citée, de Mazarin à Turenne, du 7 juin). Mais il ressort de la correspondance de Turenne et du cardinal que ce chiffre ne fut pas atteint. En admettant que l'effectif de trente mille combattants, réalisé lors de l'ouverture de la tranchée, ne se soit accru que de la moitié des renforts, on voit qu'à la veille de la bataille des Dunes, Turenne disposait de trente et un à trente-deux mille hommes.

2. *La Mesnardière.* — Relation manuscrite (déjà citée) des journées des 6, 7 et 8 juin.



rent de Dunkerque, et, passant par l'estran, se ruèrent sur les tranchées. Surprises par l'impétuosité de l'attaque et aveuglées par les tourbillons de sable, les troupes du roi qui se trouvaient à l'avancée se replièrent en combattant, mais non sans éprouver des pertes sérieuses. L'alarme se répandit aussitôt dans le camp. Turenne et un grand nombre d'officiers se portèrent à toute bride vers la tête de la tranchée. Pendant que la cavalerie française entrait en action, les troupes accourues du camp étaient successivement engagées. Généraux, mestres de camp, officiers de tout rang et volontaires, se jetèrent dans la mêlée avec ou sans soldats à leur suite, et déterminèrent, par leurs héroïques efforts, un retour offensif qui eut enfin raison de l'opiniâtreté des Espagnols. Une large part de gloire dans le dénouement de ce combat sanglant revenait aux lieutenants généraux de Castelnau et de Créquy et aux comtes de Soissons et de Guiche. Le régiment de Créquy, entre autres, ne comptait pas un homme, officier ou soldat, qui ne fût tué ou blessé, et il en était de même des chevaux [1].

Le jour (8 juin) où le canon de Dunkerque donnait l'alarme aux soldats de Turenne et de

1. Lettres (aut.) de Turenne et de Talon à Mazarin, du 9 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI). — *Mém. de Turenne*. — *Gazette de France*. — *La Mesnardière*. — *Clerville*.

Cette sortie est placée par Clerville et Bussy-Rabutin à la date du 7 juin, par Turenne et Talon à celle du 8. En ce qui concerne sa composition en infanterie, nous avons adopté l'évaluation de La Mesnardière.



Lockhart, celui de Calais saluait l'arrivée dans cette ville de lord Faulconbridge, gendre de Cromwell, qui venait y complimenter le roi. Le Protecteur n'avait pas voulu attendre que « Dunkerque fût pris, pour témoigner avec éclat à Louis XIV sa fière satisfaction de l'alliance qui les unissait[1] ». La parenté de Faulconbridge avec Cromwell lui valut des marques de considération et des honneurs bien au-dessus de ceux que le cérémonial de cour accordait aux ambassadeurs en titre[2]. A son arrivée à Calais, il fut reçu par le comte de Charost, gouverneur de la ville, qui le conduisit, dans le carrosse du roi, jusqu'au logement qui lui était destiné[3]. Deux jours après, il se rendit à l'audience de Sa Majesté, accompagné du duc de Créquy, entre les Cent-Suisses et les gardes du corps formant la haie. Il était porteur de deux lettres personnelles de Cromwell, dont l'une pour Louis XIV et l'autre pour Mazarin.

Dans la première « il témoignait au roi la joie qu'il avait eue d'apprendre qu'il était venu en personne assiéger Dunkerque, l'asile et la retraite

1. Guizot, *Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell*, t. II. « Cette ambassade de la part de Cromwell cachait son inquiet empressement pour hâter et surveiller la prise de Dunkerque » (Villemain, *Histoire de Cromwell*, t. II).

2. On voit par une lettre (aut.) de Bordeaux à Mazarin, du 30 mai (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXVIII), que lord Faulconbridge n'avait pas pris la qualité d'ambassadeur.

3. D'après une lettre précédemment citée, de M. de Bordeaux à Brienne, du 6 juin, la suite de lord Faulconbridge se composait de quelques personnes de condition ; quant aux anciens seigneurs du pays, ils avaient été détournés d'y prendre place dans la crainte d'avoir à supporter les incommodités d'un séjour qu'ils se croyaient obligés de faire au camp.

d'une infinité de corsaires. Il espérait, disait-il, que par la prompte réduction de cette place on verrait bientôt la mer libre, et tant d'infâmes pirates, qui y exerçaient tous les jours mille brigandages, contraints de s'aller cacher. Il ajoutait qu'il ne doutait pas que Sa Majesté ne vengeât ouvertement par la force accompagnée de la justice, les perfidies et les trames secrètes de l'Espagne. Il le félicitait de son arrivée à Calais, et finissait par des vœux qu'il faisait pour l'heureux succès des armes de Sa Majesté, et en protestant qu'il ne souhaitait rien tant que de voir régner longtemps l'union entre la France et l'Angleterre pour le bien de la chrétienté [1]. » La seconde lettre contenait, à l'adresse de Mazarin, « des compliments et des louanges » et la promesse de contribuer, le mieux possible, par des secours, à l'heureux dénouement de l'entreprise de Dunkerque [2]. Le cardinal, après s'être entretenu avec l'hôte du roi, le reconduisit jusqu'à la porte de sortie extérieure et lui tendit la main, ce qu'il n'avait jamais fait pour aucun ambassadeur de tête couronnée. Lord Faulconbridge présenta à Louis XIV, de la part de Cromwell, deux attelages de chevaux anglais; Mazarin en reçut un semblable. Ne voulant pas être en reste de munificence avec son allié, Louis XIV lui envoya une épée d'un grand prix,

1 2. Leti, *La vie d'Olivier Cromwell*, t. II. D'après cet historien, les lettres de Cromwell à Louis XIV et à Mazarin seraient du 24 mai.



et fit don à Faulconbridge de son portrait encadré de diamants. De son côté, le cardinal offrit au Protecteur une tenture en tapisserie des Gobelins, et à Faulconbridge douze pièces de velours de Gênes d'une merveilleuse finesse. Enfin, des médailles d'or furent remises, au nom du roi, aux gentilshommes de la suite de l'envoyé anglais[1].

Pendant le séjour de lord Faulconbridge à Calais (8-13 juin), les opérations militaires autour de Dunkerque avaient pris une tournure qui semblait devoir les acheminer rapidement vers une solution décisive. Après la sortie du 8, le premier soin de Turenne avait été de faire réparer les portions de cheminements rompues par l'ennemi. L'artillerie de l'attaque commençait à contrebattre avec quelque avantage celle de la défense. Malgré les bombes et les grenades à la main que les assiégés lançaient sans interruption sur la tranchée, les travailleurs gagnaient du terrain en avant[2]. Une batterie, élevée sur l'estran, dirigeait son tir à la fois contre deux faucons de l'ennemi en position sur la jetée, et contre deux batteries situées dans les dunes, sous le Fort Léon[3].

1. Lettres (aut.) de Bordeaux à Mazarin, des 30 mai et 3 juin (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXVIII). — *Description historique de Dunkerque* par Pierre Faulconnier, Bruges, 1730. — Larrey, *Histoire de France sous le règne de Louis XIV*. — *Gazette de France*.

2. En se rapprochant de la contrescarpe, les attaques se reliaient à l'aide de sapes.

3. Relation des opérations du siège, (s. n.) du camp devant Dunkerque, du 10 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLVI). — *Gazette de France*. — *La Mesnardière*.



Le 10, les Espagnols étaient signalés à Turenne comme prêts à marcher sur Dunkerque avec toutes leurs forces. D'après le bruit commun, ils devaient s'avancer par l'estran. La nuit suivante, une large place d'armes fut construite par le régiment de Turenne à l'extrémité de la tranchée la plus voisine de la contrescarpe, pour faciliter le rassemblement des troupes, dans le cas où l'ennemi tenterait une nouvelle sortie. Le 11, les assiégeants n'avaient pas moins de vingt pièces en batterie. D'heure en heure, le canon de la place perdait de sa supériorité. Six à sept escadrons espagnols vinrent, ce jour-là, reconnaître les lignes à hauteur des attaques ; en outre, quarante gardes de don Juan arrivèrent au galop par l'estran, et après avoir examiné l'estacade d'aussi près que possible, firent volte-face pour rétrograder à la même allure. Turenne reçut, le même jour, par un trompette envoyé la veille au marquis de Caracène pour traiter de l'échange d'un officier prisonnier des Espagnols, des renseignements précis qui confirmèrent ce qu'il savait déjà de l'emplacement des troupes de don Juan et de Condé. Les vedettes de l'armée du roi ne tardèrent pas à constater la présence de l'ennemi dans le voisinage de l'Abbaye des Dunes, près de Furnes : deux à trois heures de marche le séparaient du camp français[1]. Le

1. Lettres (aut.) de Talon, des 10 et 11, et de Turenne, des 10, 11 et 12 juin, à Mazarin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLVI). — Lettres (cop.) de Mazarin à





moment était solennel: Mazarin le comprit, et voulut envoyer encore quelques instructions à Turenne ; il lui écrivit : « Si les ennemis font effort de quelque côté pour secourir la place, ce sera du vôtre, car, pour ce que M. de Schomberg mande des bateaux couverts que l'on fait accommoder à Bergues pour venir brûler les ponts que nous avons sur le canal par un vent favorable, je crois que vous y avez donné bon ordre... Je serai encore fort en repos si je sais que messieurs de Créquy, Schomberg, Varennes et Gadagne soient passés du côté des dunes, et que ce premier soit à l'estran avec la cavalerie. Je juge aussi que pour fortifier de plus en plus les dunes, vous y aurez fait placer bon nombre de canons [1]..... » Le cardinal ajoutait qu'il croyait à propos de répandre la nouvelle qu'une reconnaissance de l'armée ennemie avait permis d'évaluer sa force à treize ou quatorze mille hommes, chiffre bien inférieur à celui qu'annonçaient les Espagnols [2]. Il disait en fi-

Castelnau du 11 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII). — Lettre (aut.) de Talon à Le Tellier, du 11 juin (*Arch. D. G.*, t. CLVII). — *Gaz. de France*. — *La Mesnardière*. — *Clerville*.

1. Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 11 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII).

2. Dans une lettre à M. de Bordeaux, du 11 juin, Mazarin disait en parlant des généraux espagnols : « Ils font prêcher par toutes les églises de Flandres que ceux qui iront au secours de Dunkerque mériteront autant que d'aller au martyre ; car ils n'oublient rien pour animer tout le monde et pour grossir leur armée qui sera certainement de vingt mille bons hommes, quoiqu'ils publient u'elle sera de vingt-six mille. » (Cop., *Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII). Le cardinal exagérait manifestement l'effectif des troupes ennemies afin de donner plus de poids aux sollicitations qu'il adressait sans cesse au Protecteur, par l'intermédiaire de M. de Bordeaux, pour obtenir l'envoi de secours en inanterie. Dans les autres lettres, il évalue à quatorze mille hommes, au plus, es



nissant, avec ce sentiment de confiance et d'intime satisfaction que lui inspirait la conviction de n'avoir rien négligé pour assurer le triomphe définitif des armes du roi : « S'il vous arrive tout le bonheur que je vous souhaite, vous aurez sujet d'être content et moi aussi, et j'ai l'esprit fort en repos, car, quand on a mis les choses dans l'état où elles sont à présent, il me semble qu'il faut attendre ce qu'il plaît à Dieu d'en ordonner. »

Les informations fournies à Turenne sur les mouvements de l'armée ennemie et sur les desseins de ses chefs étaient exactes. Nous avons vu que dans un conseil de guerre tenu à Ypres, au commencement de juin, le prince de Condé et les généraux espagnols avaient décidé de rassembler promptement les troupes dans cette ville et de tout risquer pour sauver Dunkerque. La concentration projetée ayant eu lieu, ils se réunirent de nouveau le 8, et prirent le parti de se mettre aussitôt en marche. Le 9, ils campaient à Nieuport et, le 10, à Furnes et aux environs, où ils furent rejoints par le maréchal d'Hocquincourt. Le 11, don Juan proposa en conseil de guerre de porter l'armée à Zuydcoote, de camper dans les dunes voisines de ce village, le plus près possible des assiégeants, et de partir de là pour livrer bataille ; on convint, en

forces mises en campagne par don Juan et Condé (voir les lettres, déjà citées, de Mazarin à Turenne, du 9, et à Castelnau, du 11 juin). Les Espagnols avaient laissé des garnisons à Dunkerque, Gravelines, Rocroi, Avesnes et Hesdin, et un petit corps dans le Luxembourg.



outre, de faire, le lendemain, la reconnaissance préalable du terrain sur lequel les troupes devaient s'arrêter, et celle du camp de Turenne en face de l'estran et des dunes[1].

La proximité de l'armée espagnole donna lieu à une alarme, du côté de l'estran, dans la nuit du 11 au 12 ; Turenne se tint jusqu'au matin auprès de l'estacade. La même nuit, les assiégeants emportèrent plusieurs réduits palissadés construits à peu de distance de la contrescarpe et lui servant pour ainsi dire de masque. La prise de l'un de ces ouvrages détachés d'où l'ennemi entretenait, à couvert, un feu meurtrier sur les tranchées d'approche, était due à l'opiniâtreté et au sang-froid des Anglais[2].

Suivant la résolution prise, le 11, par les chefs de l'armée ennemie, quatre mille cavaliers destinés à explorer les abords du camp de Turenne vers l'est, s'avancèrent, le 12 au matin, entre l'estran et les prairies bordant le canal de Furnes. Don Juan, le prince de Condé, le maréchal d'Hocquincourt et

1. *Gaz. de France.* — *La Mesnardière.* — *Mém. d'York et de Montglat.*

2. Lettre (cop.) de Mazarin à Montdejeux, du 13 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIII). — *Gaz. de France.* — *La Mesnardière.* — *Clerville.*

Dans des lettres à Mazarin, déjà citées, Turenne dit que les Anglais « témoignent en tout être fort bons soldats » (9 juin). « qu'ils ont beaucoup de vigueur dans les tranchées » (12 juin). L'intendant Talon rapporte (lettre du 12 juin, citée précédemment) que, dans la nuit du 11 au 12, les grenadiers anglais allèrent jeter des grenades à découvert dans le fossé de la contrescarpe ; « il s'est remarqué, dit-il, qu'un d'iceux s'est approché à la palissade pour voir l'effet des grenades qu'il jetait, ce qui a si fort surpris les assiégés qu'ils ont abandonné les grenades et mousquets dans les redans. Il ne se peut rien ajouter à la fermeté des soldats anglais, il ne faut que leur montrer ce qu'ils ont à faire pour en attendre sûrement l'exécution. »

les généraux espagnols marchèrent avec cette troupe jusqu'à Zuydcoote où le gros s'arrêta pour tracer le camp de l'armée. Les autres escadrons partirent de là en reconnaissance avancée ; les uns avec le duc d'York, le marquis de Caracène et don Estevan de Gamarre descendirent sur l'estran, les autres s'engagèrent avec le comte de Bouteville sur le chemin de Furnes à Dunkerque, le long des dunes. Le lieutenant général d'Humières, envoyé à la découverte par Turenne, se heurta au second de ces détachements, et faillit tomber entre ses mains. Une première tentative du comte de Soissons pour faire obstacle à la marche de Bouteville échoua complètement ; du moins parvint-il à établir la garde de cavalerie dont il avait le commandement, derrière un fossé et en travers du chemin de Furnes, dans une position favorable à la résistance. Mais, déjà, Bouteville avait gagné assez de terrain en avant pour se rendre compte de l'état des lignes. Considérant sa mission d'observation comme terminée, il commençait à se retirer sur Zuydcoote, lorsque d'Hocquincourt, suivi d'un petit groupe d'officiers et de volontaires, vint à sa rencontre, et le ramena, pour ainsi dire malgré lui, en présence de la garde de cavalerie.

Dans l'engagement qui eut lieu et où il se laissa emporter « par un excès d'ardeur plus digne d'un mousquetaire que d'un maréchal de

France [1] », d'Hocquincourt força le comte de Soissons et le marquis d'Humières à lui céder encore le terrain. A ce moment, une vingtaine de Suisses embusqués derrière un retranchement construit un peu en avant des lignes, sur une dune élevée, le blessèrent mortellement dans une décharge à courte portée. En même temps, don Juan et Condé, accourus auprès de lui dès le commencement de l'action, se voyaient menacés d'être coupés de leur escorte par un fort parti de cavalerie sorti des lignes; peut-être même eussent-ils été faits prisonniers, si le duc d'York et Bouteville n'avaient couvert leur retraite. L'arrivée de Caracène avec des troupes fraîches détermina enfin le mouvement rétrograde de la cavalerie française. De leur côté, les Espagnols se replièrent sur Zuydcoote. Quant au maréchal d'Hocquincourt, « il mourut, une heure après, avec beaucoup de regret, dit Mazarin, et l'on ne sait pas si c'était de n'avoir pu mieux servir les Espagnols, ou d'avoir si mal à propos tiré l'épée contre son roi [2]. »

1. *Essai sur la vie du grand Condé*, par Louis-Joseph de Bourbon-Condé, son quatrième descendant, Paris, 1806.

2. Relation (cop.) de la bataille des Dunes, adressée, le 17 juin, par Mazarin aux ambassadeurs du roi à Francfort (*Arch. aff. étr., Allemagne*, t. CXL). — Désormeaux (*Histoire de Louis de Bourbon, prince de Condé*, t. IV), rapporte que d'Hocquincourt mourut à Zuydcoote entre les bras de Condé. Suivant La Mesnardière, le maréchal aurait rendu le dernier soupir près de Zuydcoote, au pied des dunes. Au contraire, d'après la *Gazette de France* et les autres documents que nous avons consultés, il aurait été transporté blessé dans les lignes de l'assiégeant où Turenne serait venu recueillir ses dernières paroles. Le duc d'York est entré dans quelques détails sur les circonstances qui ont accompagné la mort de d'Hocquincourt, mais en des termes d'une telle équivoque, qu'il paraît impossible de tirer de son récit une conclusion dans un sens ou dans un autre. L'auteur de la *Notice historique sur la chapelle de Notre-Dame des Dunes* à

Deux jours après, un des gentilshommes attachés à sa personne, en venant solliciter auprès du cardinal le pardon du roi pour tous ceux qui avaient embrassé sa fortune, laissa entrevoir que si cette grâce leur était accordée, elle aurait pour résultat de faire rentrer dans le devoir un grand nombre de cavaliers servant dans les rangs de l'armée de Condé [1].

Tous les efforts des troupes du roi pour se loger sur la contrescarpe, dans la nuit du 12 au 13, vinrent se briser contre l'énergie des assiégés secondée par les habiles dispositions défensives dues au marquis de Leyde. La même nuit, Turenne devança les Espagnols dans l'occupation de quelques dunes élevées [2], situées en avant des lignes, et

Dunkerque (Raymond de Bertrand, Dunkerque, 1853) dit que la petite chapelle où les gens du maréchal le déposèrent mourant [il est question de cette chapelle dans les mémoires de Bussy-Rabutin], fut enclavée plus tard dans les fortifications construites à Dunkerque par Vauban, transformée ensuite en poudrière, détruite en partie par une explosion en 1794 et reconstruite en 1816. Cette chapelle, agrandie depuis, existe encore.

1. Lettre (aut.) de Talon à Mazarin, « du logis de M. Lockhart, au camp devant Dunkerque, le 13 juin » (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI). — Lettre (cop.) de Mazarin à Talon, du 14 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV). — *Ambassadeurs vénitiens*, filza 121, lettre (cop.) du 16 juin. — Relation, déjà citée, de la bataille des Dunes, adressée, le 17 juin, aux ambassadeurs du roi à Francfort. — *Gaz. de France*. — *La Mesnardière*. — *Clerville*. — *Mém. d'York*, de *Bussy-Rabutin*, de *Coligny-Saligny* et de *mademoiselle de Montpensier*. — *Muze historique de Loret* (lettre du 23 juillet). — Désormeaux, *Histoire de Louis de Bourbon, prince de Condé*. — *Essai sur la vie du grand Condé*, par Louis-Joseph de Bourbon-Condé, son quatrième descendant, Paris, 1806.

« D'après ce qu'on a appris du maréchal à sa mort....., il devait entrer en Picardie avec six mille chevaux, passer en Normandie, et se déclarer pour les gentilshommes normands à qui on voulait regratter quelque chose de leur prétendue noblesse, prendre tous les paysans révoltés devers Orléans, Gien et Sully, et y joindre les malcontents du Poitou. On croit que cela eût fait grand bruit, et je le crois aussi. » (Lettre de Guy-Patin à Charles Spon, de Paris, 26 juillet 1658).

2. Suivant Turenne, les dunes étaient à 700 ou 800 pas de la circonvallation, tandis que, d'après le plan de Beaulieu, elles en seraient distantes de 1,800 mètres.



d'où ils auraient eu facilement des vues sur le camp; il donna l'ordre de les retrancher, et les fit armer de canons en sa présence. A hauteur de cette espèce d'avancée, une nouvelle estacade fut construite à la hâte sur l'estran[1].

Le lendemain 13, l'ennemi quittait le campement de Zuydcoote; son avant-garde s'arrêta, vers 11 heures du matin, dans un fond au milieu des dunes, à moins de deux portées de canon de la circonvallation. L'infanterie et la cavalerie vinrent s'y établir et occupèrent, en outre, au delà des dunes, les prairies attenant au canal de Furnes. Une grande partie de son matériel et ses bagages étaient restés à Furnes; son artillerie ne l'avait pas encore rejoint[2].

Dans une reconnaissance exécutée l'après-midi du 13, à la tête d'un régiment, Turenne ayant poussé jusqu'aux vedettes les plus avancées, constata, d'après certains indices, parmi lesquels la construction d'un pont de bateaux sur le canal de Furnes n'était pas le moins significatif, que don Juan s'apprêtait définitivement pour l'attaque des lignes[3]. A son retour dans le camp, il décida que

1. Lettre (aut.) de Turenne à Mazarin, du 13 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLVI). — Lettre, déja citée, de Talon à Mazarin, du 13 juin. — *Gaz. de France*. — *La Mesnardière*. — *Mém. de Turenne*.

2. Relation (orig. sign.) de la bataille des Dunes par Talon (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLI). Le général Grimoard a fait figurer cette relation dans sa collection des lettres et des mémoires trouvés dans les portefeuilles du maréchal. — Lettre, citée plus haut, de Turenne à Mazarin, du 13 juin. — *Gaz. de France*. — *La Mesnardière*. — *Mém. de Turenne*, *d'York et de Bussy-Rabutin*.

3. Ce pont était situé sur le prolongement de l'aile gauche des troupes de Condé.



l'armée se porterait sur les positions de l'ennemi, pour le combattre, au lieu de l'attendre derrière la circonvallation[1]. Deux ans auparavant, assailli dans ses lignes, à Valenciennes, il avait pu se rendre compte du danger que courait l'assiégeant, en s'obstinant dans un rôle exclusivement défensif sur un terrain coupé d'obstacles, où les communications des quartiers entre eux, difficiles en tout temps, sont exposées à être complètement rompues au premier choc d'un ennemi entreprenant. Comment ne se serait-il pas souvenu de l'échec infligé alors au maréchal de La Ferté ? Les généraux qui avaient forcé les lignes de Valenciennes étaient ceux qu'il trouvait encore devant lui à Dunkerque. Éclairé par l'expérience du siège de 1646, le prince de Condé connaissait le fort et le faible des positions de Turenne; il savait que les assiégeants s'étaient bornés à relever, entre l'estran et le canal de Hondschoote, les ouvrages médiocrement solides que lui-même y avait fait construire, en ce temps-là, avec beaucoup de peine. Ajoutons que si l'ennemi, maître du canal de Furnes et retardant son attaque, employait une partie de sa nombreuse cavalerie à empêcher les assiégeants

1. « M. de Turenne prit hier résolution de donner combat aux ennemis qui se sont avancés aux dunes en deçà de Furnes ». (Lettre [aut.] de Talon à Mazarin, du camp devant Dunkerque, le 14, à 4 heures du matin, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI.)

« Je viens de laisser M. de Turenne résolu de combattre demain matin les ennemis ». (Lettre [aut.] de M. de la Guillotière à Mazarin, de Mardick, le 13, à neuf heures du soir, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI). M. de la Guillotière commandait la garnison de Mardick.



de fourrager, il pouvait en résulter la ruine, à bref délai, de la cavalerie du roi. Le maréchal avait également envisagé cette éventualité, quand il s'était décidé pour une prompte offensive[1].

Le 13 au soir, Turenne communiqua aux lieutenants généraux sous ses ordres son intention de marcher à l'ennemi; tous jugèrent, dit Talon, « que c'était le meilleur parti qu'il y eût à prendre ». Le maréchal ayant cru devoir dépêcher un officier de son régiment à l'ambassadeur Lockhart pour le mettre au courant des motifs de sa résolution, celui-ci lui fit répondre qu'il attendrait avec confiance, pour s'en informer, l'issue de la bataille. Deux lieutenants généraux, Marins[2] et Pradel[3], furent chargés, le premier avec trois escadrons et quatre régiments d'infanterie, de la garde du camp et des ponts de communication entre les quartiers, le second avec six escadrons et quatorze compagnies des gardes françaises, de la défense de la tranchée à l'attaque de droite. Les Anglais laissèrent un millier de leurs soldats dans leurs propres cheminements. On donna l'ordre d'envoyer les bagages des Français au Fort-Royal et ceux des Anglais à Mardick.

1. Relation de la bataille des Dunes par Talon. — *Mém. de Turenne, d'York et de Bussy-Rabutin.* — *La Mesnardière.*

2. On ne trouve dans la *Chronologie militaire* de Pinard, sous le nom de Marins, que Michel-François du Bouzet, marquis de Marins, lieutenant général en 1652; c'est peut-être par erreur qu'il est mentionné comme n'ayant servi qu'en Guyenne à partir de cette époque jusqu'en 1659.

3. François de Pradel, lieutenant général en 1657, avait décidé, en 1650, à la tête du régiment des gardes françaises, du gain de la bataille de Rethel.

Ce soir-là, les généraux espagnols soupçonnaient si peu les desseins de Turenne « ou affectaient si fort de ne les point craindre, que le duc d'York, soupant avec le marquis de Caracène et témoignant qu'il [York] n'approuvait point la manière de campement sans ligne et sans la moindre chose qui les couvrît, et qu'il croyait que si les Français ne les attaquaient point cette même nuit, ils livreraient infailliblement bataille le lendemain matin, le marquis et don Estevan de Gamarre répondirent que c'était ce qu'ils demandaient; et le duc leur répliqua qu'il connaissait si bien M. de Turenne, qu'il promettait qu'il aurait satisfaction[1] ».

Toute la nuit, tandis que les troupes de tranchée tentaient, dans un suprême mais inutile effort, de se rendre maîtresses de la contrescarpe, celles qui étaient commandées pour sortir des lignes filèrent à petit bruit du côté du quartier du roi; elles se rassemblèrent dans un fond voisin des dunes occupées pendant la nuit du 12 au 13, et où Turenne réglait lui-même l'ordre de bataille[2].

Avant la fin de la nuit, l'armée du roi, forte d'environ cinq à six mille chevaux et neuf à dix mille hommes de pied, se trouvait prête à

1. *Mém. d'York.*

2. Relation de la bataille des Dunes, par Talon. — Lettres, déjà citées, de M. de la Guillotière à Mazarin, du 13, et de Talon au même, du 14 juin, à quatre heures du matin. — « Description historique et abrégée de la ville de Dunkerque depuis son origine en l'an 646, jusqu'en 1768. » (*Arch. aff. étr. MS., Flandre*, t. MDCCLXVI.) — *Mém. de Turenne, d'York, de Montglat* et de *Bussy-Rabutin*. — *La Mesnardière.*



marcher[1]. « Le maréchal n'ayant plus rien à faire, écrit Bussy-Rabutin, s'enveloppa de son manteau et se coucha sur le sable, et moi auprès de lui. Une heure après, on le vint éveiller, en lui amenant le page de Humières qui avait été pris derrière son maître le jour d'auparavant, et qui venait de se sauver du camp des ennemis. Ce petit garçon, qui avait bon sens, dit au maréchal que les ennemis ne se défiant pas de lui l'avaient laissé promener par tout leur camp; qu'ils n'avaient point encore de canon, ni toute leur infanterie, mais que le bruit était parmi eux que cela arriverait dans deux ou trois jours, et qu'aussitôt après ils attaqueraient nos lignes; qu'ils s'étaient toujours avancés pour donner courage aux assiégés et ralentir nos attaques par leur présence. Le maréchal se fit répéter la nouvelle du canon, nous disant que s'il eût encore été à se résoudre à la bataille, cela l'y aurait déterminé, et, après, il se recoucha pour se reposer seulement, car j'ai trop bonne opinion de lui pour croire qu'ayant une bataille à donner six heures après, où sa vie était la moindre chose dont il s'agit, il pût dormir aussi tranquillement que si le lendemain il n'eût rien à faire; et quand on vient nous conter que le jour de la bataille d'Arbelles,

1. « Quelques gens s'étonneront comme quoi le vicomte de Turenne ne les faisait pas marcher [il s'agit des troupes] aussitôt qu'elles furent assemblées, afin de surprendre davantage les ennemis ; mais il craignait plus le désordre que la nuit pourrait apporter dans sa marche, qu'il n'espérait de celui que sa diligence pourrait causer aux ennemis (*Clerville*). »



on eut peine à éveiller Alexandre, je crois que si cela fut, il faisait semblant de dormir par vanité. ou qu'il était ivre[1] ».

1. *Mém. de Bussy-Rabutin.* — Lettre, déjà citée, de Talon à Mazarin du 14 juin, quatre heures du matin. — Relation de la bataille des Dunes, par Talon. — *Gaz. de France.* — *La Mesnardière.* — *Mém. de Turenne et d'York.*

CHAPITRE VIII

BATAILLE DES DUNES.

1658 (suite). L'armée française se porte à la rencontre des Espagnols (14 juin); elle s'arrête au pied de deux dunes élevées. — Ordre de bataille adopté par Turenne. — Corps de bataille; composition des première et deuxième lignes. — Aile droite. — Aile gauche. — Réserve; artillerie. — Condé vient reconnaître l'armée française en marche; annonce son approche à don Juan; avis qu'il donne au duc de Glocester. — L'ennemi ne dispose que de la moitié de sa cavalerie. — Description du terrain en avant de la ligne de bataille de Turenne. — Point d'appui de droite de la position de don Juan. — Composition des lignes ennemies : droite et centre. — Corps du prince de Condé à l'aile gauche. — Le flanc droit de l'ennemi est découvert. — Les enfants perdus préludent à l'engagement. — Entrée en action de l'artillerie, à l'aile gauche. — Assaut d'une haute dune par le régiment de Lockhart; lutte corps à corps. — Mouvement de Castelnau sur le flanc droit de l'ennemi; charge des escadrons lorrains sur son front. — La haute dune enlevée par les Anglais. — Le duc d'York, repoussé par les Anglais, revient à la charge. — Nouvelles attaques contre le flanc de l'ennemi. — York, don Juan et Caracène suivent le mouvement de retraite. — Charge de la cavalerie lorraine. — Castelnau achève la déroute de l'aile droite espagnole. — Engagement au centre. — Le comte de Soissons disperse les gardes de Condé. — A l'aile droite, Condé tient en échec l'armée du roi. — Salves d'artillerie. — Charges des escadrons de Royal et Gramont. — La première ligne de Condé recule. — Défaite des régiments d'infanterie et de cavalerie de Guitaut. — Condé charge les escadrons de Royal et Gramont; sans les gardes françaises, il percerait les lignes; est attaqué sur ses deux flancs ; court deux fois le danger d'être fait prisonnier; est enveloppé; échappe à la poursuite. — Retraite définitive de don Juan, Caracène et York. — Poursuite de l'ennemi. — Turenne établit la deuxième ligne de son aile droite sur le champ de bataille. — La sortie des assiégés sur le quartier de Richelieu est repoussée. — Prisonniers de marque espagnols. — Prisonniers français du parti de Condé. — Officiers tués dans les deux armées. — Pertes de l'ennemi en hommes tués, blessés et prisonniers. — Mesure relative aux prisonniers. — Pertes de l'armée

de Turenne. — Étendards et matériel pris à l'ennemi. — Nouvelle de la victoire apportée au roi (nuit du 14 au 15 juin). — Lettres de Turenne à Mazarin (14 et 16 juin) sur la bataille; sa modestie. — Félicitations de Mazarin à Turenne (15 juin). — Mazarin est d'avis de sortir des lignes pour combattre l'ennemi. — La résolution de Turenne paraît spontanée. — D'après Talon, Mazarin aurait imposé sa décision à Turenne. — Lettres de Mazarin à Talon (15 juin) et aux plénipotentiaires à Francfort (17 juin). — Prétentions de Mazarin; nature de quelques témoignages rendus en sa faveur. — Appréciation de Bussy-Rabutin. — Part importante de Mazarin au gain de la bataille.

« Le jour (14 juin) commençait à paraître avec une clarté fort agréable, et l'on entrevoyait déjà sur tous les visages de nos soldats une gaieté de bon présage pour le succès de la journée [1]. » Après avoir parcouru le front de la ligne de bataille pour s'assurer que chacun était à son poste, Turenne donna, à cinq heures du matin, le signal de la marche en avant. Une partie de l'armée suivit l'estran, une autre le chemin de Dunkerque à Furnes et les prairies longeant le canal; le reste s'engagea, à travers les dunes, sur un terrain très inégal, et vint déboucher dans une petite plaine ouverte du côté des positions des Espagnols [2].

L'armée entière devait s'arrêter lorsque les

1. *La Mesnardière.* — « Si la gaieté des gens est un présage de bonne fortune, on doit beaucoup espérer de celle des nôtres. « (Talon, lettre à Mazarin, déjà citée, du 14, 4 heures du matin.)

2. Voir la planche de la bataille des Dunes, que nous avons fait graver d'après celle de l'ingénieur Beaulieu, et qui est jointe à notre livre. Les indications qu'elle renferme ne sont pas toujours d'accord avec les données fournies par les nombreux documents manuscrits et imprimés que nous avons mis en œuvre. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Ce n'est pas dans un dessin perspectif de cette nature, où la fantaisie a nécessairement part, qu'il faut s'attendre à trouver une exactitude topographique irréprochable. Voir aussi les plans de Dunkerque et de la bataille des Dunes dans l'*Histoire de Turenne* par Ramsay et l'*Histoire de Condé* par Désormeaux.



troupes marchant au centre atteindraient le pied de deux dunes élevées [1], opposées l'une à l'autre sur l'estran et sur le chemin de Furnes. On n'y arriva qu'un peu avant 8 heures, bien que la distance à parcourir fût seulement d'une demi-lieue. Turenne justifie suffisamment cette lenteur en faisant observer qu'un corps d'armée marchant en bataille « ne peut aller qu'un certain pas réglé, » et que « souvent il faut un peu attendre les uns et les autres pour pouvoir se ranger [2] ».

L'ordre de bataille arrêté par le maréchal consistait en deux lignes et une réserve. Les deux lignes prenaient toute la largeur comprise entre la mer et les abords du canal de Furnes, soit environ trois mille sept cents à quatre mille pas [3]. Onze bataillons d'infanterie (gardes-françaises, Suisses [2], Picardie, Turenne [4] [2], Bout-de-Bois, Anglais [4]) formaient, sous le comte de Gadagne, le centre de la première ligne qui avait, en arrière, comme soutien, sept escadrons de gendarmerie [5]

1. Ces dunes étaient situées, dans le sens de la marche de Turenne, au delà de celles qu'il avait fait fortifier dans la soirée et la nuit du 13. C'est d'ailleurs ce qu'indiquent les plans de la bataille joints aux ouvrages de Ramsay et de Désormeaux.

2. *Mém. de Turenne.* — *La Mesnardière.*

3. 1,000 pas pour l'estran, 1,500 pour les dunes et 1,200 à 1,500 pour les prairies contiguës au canal de Furnes, soit en tout 3,700 à 4,000 pas, ou, à peu près, 2,900 à 3,200 mètres. Ces chiffres sont le résultat de la comparaison des données fournies par Turenne, La Mesnardière, etc.

4. Le duc de Bouillon et le comte d'Auvergne, neveux de Turenne, servaient comme enseignes dans son régiment d'infanterie.

5. La gendarmerie comprenait les chevau-légers et les gendarmes du roi, du duc d'Orléans et de Mazarin, les chevau-légers de la reine, les gendarmes écossais et les gardes de Mazarin.

commandés par le marquis de la Salle[1]. L'ambassadeur Lockhart, ayant sous lui le général-major Morgan, exerçait le commandement direct des quatre bataillons anglais. Le centre de la deuxième ligne se composait de sept bataillons d'infanterie sous les ordres du marquis de Bellefonds[2].

A l'aile droite de la première ligne, formée de trois brigades[3] (Gassion[4], d'Espense[5] et Podewiltz[6]) réparties en treize escadrons (Royal [2], Coislin, Gramont [2], Bouillon, d'Espense, Turenne [2], Coudray, Villette [2] et Podewiltz), le marquis de Créquy commandait les escadrons de droite, et le marquis d'Humières ceux de gauche. La première ligne de cavalerie de cette aile était appuyée, à gauche par un bataillon de Bretagne, à droite par un bataillon de Montgommery-Duras; un peloton de Bretagne était placé, sur la même ligne, entre deux escadrons du régiment royal. Le comte de Bussy-Rabutin, mestre-de-camp général de la cavalerie légère, se tenait en avant de la

1. Louis de Caillebot, marquis de la Salle, lieutenant général en 1652.

2. D'après le chevalier de Clerville, la deuxième ligne se tint, pendant la bataille, à 500 pas de la première.

Turenne ne tenait pas compte du rang d'ancienneté des lieutenants généraux dans la répartition des commandements. Cette manière d'agir, en désaccord avec les traditions, suscita de la part du marquis de Bellefonds des réclamations dont on trouve la trace dans le tome XLVI des *Pays-Bas, Arch. aff. etr.*

3. La brigade était une formation de combat.

4. Gratien de Gassion, comte de Gassion, brigadier en 1657.

5. Louis de Beauveau d'Espense, maréchal de camp en 1652, entra plus tard au service de l'Électeur de Brandebourg.

6. Henry, comte de Podewiltz, avait servi sous le duc Bernard de Saxe-Weymar; brigadier en 1657; il jouissait de l'estime particulière de Turenne.



droite de la première ligne de cavalerie de cette aile. L'aile droite de la deuxième ligne comptait dix escadrons, en deux brigades (Esquancourt et Rochepère), placés sous les ordres du marquis d'Esquancourt[1].

Le marquis de Castelnau commandait l'aile gauche. A la tête de la première ligne de cette aile, se trouvait le marquis de Varennes avec treize escadrons (cinq lorrains [d'Ourches, du Four, Arberg, Lenoncourt, Haraucourt], Rouvray, Castelnau, Broglia, Saint-Lieu, l'Altesse[2], Grand-Maître [2], Villequier) en trois brigades (Ligniville, Saint-Lieu et Rouvray). Le comte de Schomberg avait le commandement de la deuxième ligne de l'aile gauche, avec neuf escadrons en deux brigades (Montclar et Alamont).

Le corps de réserve, fort de quatre escadrons, sous le marquis de Richelieu, était placé en arrière du centre. L'artillerie[3] disposait de dix pièces de canon, dont six marchaient à hauteur de la droite de l'infanterie de première ligne avec M. de Saint-Hilaire, et les cinq autres à hauteur de la gauche de la même ligne avec M. de Lettancourt[4].

1. *La Mesnardière.* — *Clerville.* — *Gaz. de France.* — Relation de la bataille, par Talon. — *Mém. de Bussy-Rabutin.*

2. Régiment levé en 1643 par Gaston, duc d'Orléans.

3. L'artillerie n'avait pas encore, à cette époque, d'organisation systématique. Pièces et affûts étaient très lourds. On employait, pour l'artillerie de bataille, les petits calibres.

4. Pierre de Mormès de Saint-Hilaire et M. de Lettancourt étaient pourvus, par délégation du grand maître de l'artillerie, de la charge de lieutenants provinciaux. M. de Saint-Hilaire devint, en 1659, lieutenant général de cette arme. C'est

L'armée de Turenne comprenait, en tout, vingt bataillons[1] et cinquante-six escadrons[2].

Cependant le prince de Condé, averti par une pointe d'un parti de cavalerie de la marche des troupes du roi, était allé les reconnaître. D'un coup d'œil il embrassa leurs mouvements et mesura le péril. Rentrant à toute bride dans le camp, il arracha brusquement don Juan au sommeil pour lui annoncer la nouvelle de l'approche des Français : « On dit, écrit La Mesnardière, qu'il y ajouta un petit mot de reproche de n'avoir pas été cru sur la proposition qu'il avait faite de donner d'abord à nos lignes sans se laisser reconnaître, ou tout au moins de se mettre en sûreté devant nous entre les canaux de Furnes et de Hondschoote, si l'on voulait prendre des mesures à l'espagnole pour l'entreprise du secours. » En sortant de la tente de don Juan, il dit au jeune frère du duc d'York, le duc de Glocester, « que ceux qui n'avaient point vu de bataille se pouvaient tenir alertes, et que dans une

lui qui eut le bras cassé à Saltzbach, en 1675, par le boulet de canon qui tua Turenne ; il mourut, en 1680, des suites de sa blessure.

1. La division des régiments d'infanterie en bataillons remonte à 1635. Un bataillon comptait dix-sept compagnies. L'effectif moyen des bataillons qui prirent part à la bataille des Dunes était d'environ cinq cents hommes. A l'époque qui nous occupe, les bataillons comprenaient encore des piquiers et des mousquetaires sur cinq, six ou huit rangs de profondeur, les premiers au centre et les seconds aux ailes.

Dans l'action, les files et les rangs étaient espacés de un mètre, afin de permettre aux hommes du premier rang qui avaient fait feu de passer par les intervalles pour aller charger à la queue leurs mousquets à serpentin. La portée du mousquet ne dépassait pas cent cinquante toises.

2. Les escadrons étaient à deux compagnies. La cavalerie combattait sur quatre rangs de profondeur.



demi-heure ils en auraient le plaisir [1] ». Puis, rejoignant ses troupes au galop, il se hâta de les mettre en bataille, pendant que don Juan et Caracène en faisaient autant de leur côté. Les sonneries des trompettes ne parvinrent pas à rappeler à temps un grand nombre de cavaliers qui s'étaient éloignés pour fourrager ; aussi, quand l'armée ennemie se trouva rassemblée, ne put-on mettre en ligne que la moitié de la cavalerie (soit quatre mille hommes). La lenteur avec laquelle Turenne s'avançait laissa, d'ailleurs, à don Juan et à Condé le temps nécessaire pour faire prendre la posture de combat aux troupes restées sous leurs mains, c'est-à-dire à neuf ou dix mille hommes [2].

Entre l'estran et le chemin de Furnes, un rideau de dunes séparé de la première ligne d'infanterie de Turenne par un fond de cinq à six cents pas de largeur, et derrière lequel s'étendait un vallon assez uni, masquait presque complètement aux Français l'emplacement de l'armée espagnole ; seules, les troupes du roi, à l'aile droite, pouvaient découvrir la partie de la cavalerie ennemie rangée au pied des dunes, dans les prairies coupées de watergans qui touchaient au canal.

En face de la haute dune où s'arrêta l'aile gauche

1. *La Mesnardière*. — « ... Voyant le duc de Glocester, le prince de Condé lui demanda s'il s'etait jamais trouvé à une bataille ; il repondit que non, et le prince lui dit : « Dans une demi-heure vous verrez comment nous en perdrons une » (*Mém. d'York*).

2. *Clerville*. — *La Mesnardière*. — *Mém. d'York* et de *Turenne*. — *Essai sur la vie du grand Condé*.



de Turenne, les Espagnols disposaient d'une éminence semblable qui n'avait pas moins de cent cinquante pieds de hauteur, et qui constitua, pour leur aile droite, une solide avancée. Ils y établirent le régiment d'infanterie espagnole de don Gaspard Bonifaz, soutenu par ceux de don Diego de Gomez et de don Francisco de Menessès. Un certain nombre de régiments ou bataillons d'infanterie, espagnols, anglais (gardes du roi d'Angleterre [Charles II], lord Bristol, duc d'York, Glocester), wallons, irlandais et allemands prirent position à leur suite, vers la droite, sur les dunes faisant face aux positions françaises [1]. Quelques-uns de ces régiments avaient des soutiens de même arme. Quarante escadrons de cavalerie, en deux lignes [2], occupaient le vallon qui s'étendait derrière l'infanterie; don Juan, avec le duc d'York, se plaça à l'aile droite, et Caracène en avant du centre de ce corps de bataille [3].

Au delà des dunes, le prince de Condé répartit ses troupes sur cinq lignes. La première, à hauteur de l'infanterie espagnole, avait, au centre, trois escadrons (dont deux de Condé), et sur les ailes les régi-

1. Cette ligne de dunes affectait la forme d'un croissant dont la courbe rentrante était tournée du côté des Français ; nous avons vu que l'ennemi s'en était emparé dans la journée du 13.

D'après York, don Juan mit en ligne quinze bataillons d'infanterie. On compte sur le plan de la bataille des Dunes onze carrés figuratifs de bataillons ou de régiments.

2. Deux lignes d'après les mémoires d'York, Ramsay et Désormeaux ; quatre suivant le plan de Beaulieu.

3. *La Mesnardière.* — *Clérville.* — *Gaz. de France.* — *Mém. d'York.*

ments d'infanterie de Guitaut et de Persan ; elle était commandée par le marquis de Persan. Les autres lignes comprenaient, en tout, dix-neuf escadrons en quatre brigades ayant à leur tête le comte de Coligny[1], le marquis de Bouteville, le vicomte de Meille[2] et M. de la Suze[3]. Les marquis de Rochefort et de Romainville, le comte de Chamilly et le prince de Robecque de Montmorency exerçaient divers commandements. L'estran n'ayant pas été occupé, on voit que le corps de bataille, composé des Espagnols et des Anglais, était découvert sur son flanc droit, et que, sur sa gauche, en raison de la nature du terrain, il ne pouvait recevoir qu'un médiocre appui des troupes de Condé[4].

Les armées opposées n'étaient plus distantes que de quelques centaines de pas, lorsque, sous les yeux de Turenne et par son ordre, un essaim d'enfants perdus se détacha des gardes françaises, et préluda à l'engagement général en chassant devant lui, de dune en dune, quelques escadrons

1. Voir notre notice sur Coligny, page 17. Coligny commanda, en 1664, l'armée envoyée par le roi en Hongrie au secours de l'empereur.

2. Henry de Foix, vicomte de Meille, avait suivi, depuis 1650, le parti du prince de Condé.

3. Les cinq chefs de brigade de Condé servaient comme lieutenants généraux.

4. *La Mesnardière*. — *Gaz. de France*. — *Mém. d'York*.

Le colonel d'état-major de Noinville, dans un programme d'étude de la bataille des Dunes tracé en 1831 [Arch. D. G.], disait : « Le levé de Dunkerque fait, il y a quelques années, indique à la distance d'environ 2,100 toises [environ 4,000 mètres] de l'ancienne cunette de la place, une ligne de dunes assez semblables à celles que La Mesnardière décrit pour la position des Espagnols. » Si ce chiffre est exact, il en résulte que l'emplacement de la première ligne des Espagnols correspond aujourd'hui, d'une manière approximative, à la gare de Rosendael, sur le chemin de fer de Dunkerque à Furnes. D'après nos recherches et nos calculs, la ligne dont il s'agit serait plus éloignée des fortifications de Dunkerque ; elle passerait à peu près par le fort des Dunes actuel.



avancés de l'ennemi. Plusieurs décharges d'artillerie, tirées des deux dunes élevées situées à hauteur de la droite et de la gauche de l'infanterie française, commencèrent à jeter le désordre au milieu des bataillons espagnols les plus rapprochés. Enfin Turenne commanda « fièrement » d'entamer le combat par l'aile gauche[1].

Il était environ huit heures quand le premier bataillon du régiment de Lockhart, précédé d'une nuée d'enfants perdus tirés de ses propres rangs, atteignit le pied de la dune dont le régiment de don Gaspard Bonifaz occupait la crête. Lockhart à leur tête, les soldats républicains s'élancent à l'escalade de cette hauteur, tous à découvert sous un feu violent, s'animant les uns les autres par des cris, les derniers arrivés poussant de la crosse de leur mousquet ceux qui les devancent[2]. Une terrible escopetterie des Espagnols les arrête court à mi-pente ; Fennerike, leur lieutenant-colonel, tombe mortellement blessé. Le second bataillon du même régiment ne fait qu'un bond jusqu'à la dune et en recommence l'assaut. Le feu de mous-

1. Lettre de Mazarin, déjà citée, aux plénipotentiaires de Francfort, du 17 juin. — Relation de Talon. — *La Mesnardière*.

2. D'après Lingard (*Histoire d'Angleterre*) le général Morgan aurait commandé les Anglais à l'assaut de la haute dune, pendant que Lockhart serait resté dans sa voiture par suite d'une indisposition. Les autres historiens, anglais et français, et tous les documents dont nous disposons, sont en désaccord sur ce point avec Lingard. Il est certain que Lockhart était tourmenté alors de la néphrétique ; dans une lettre (orig. sign.) à Mazarin, du 15 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI), il fait allusion à sa maladie qui ne lui a pas permis, d'être des premiers à envoyer des nouvelles de la bataille livrée la veille, ainsi qu'il l'aurait désiré, mais il ne dit pas que la maladie dont il s'agit l'ait empêché d'y prendre part.

queterie cesse alors de part et d'autre. Les piques se croisent[1]. C'est une lutte corps à corps, comme sur la brèche d'un bastion. Renversés à coups de crosse de mousquet, les assaillants se relèvent et retournent à la charge avec furie. Morts et blessés roulent pêle-mêle le long des flancs escarpés de la colline de sable[2].

A ce moment, le marquis de Castelnau donne l'ordre à M. de Lettancourt de s'approcher avec le canon jusqu'à portée de pistolet du pied de la dune, et de tirer sur les Espagnols qui la défendent; puis, secondé par le comte de Saint-Lieu, il se jette par l'estran sur le flanc droit et les derrières de la cavalerie de don Juan, pendant que deux escadrons lorrains du comte de Ligniville la chargent sur son front.

Le succès de ces attaques combinées et l'heureux effet des décharges d'artillerie excitent jusqu'au paroxysme l'ardeur des soldats de Lockhart; dans un suprême effort, ils gravissent les dernières pentes qui les séparent du sommet et y plantent leur drapeau bleu. Les Espagnols, poursuivis avec une véritable rage, sont culbutés dans les fonds et tués à coups de pique ou assommés sans pitié[3].

1. La pique avait quatorze pieds de longueur.
2. *La Mesnardière*. — *Mém. de Turenne*, *York*, *Bussy-Rabutin* et *Montglat*. — *Quincy*. — *Histoire généalogique de la maison de Castelnau* à la suite des *Mémoires de messire Michel de Castelnau, seigneur de Mauvissière*, par le Laboureur, t. III, Bruxelles, 1731. — Thurloe, State-Papers.
3. *Clerville*. — *La Mesnardière*. — *Gaz. de France*. — *Mém. de Turenne*, *York* et *Bussy-Rabutin*. — *Hist. gén. de la maison de Castelnau*, etc.
Sur onze capitaines, le régiment de Bonifaz en perdit sept. « Il y a eu un

Déjà les vainqueurs, poussant devant eux les fuyards, descendaient le flanc opposé de la dune conquise, quand ils rencontrèrent les gardes du duc d'York et ceux de don Juan. Le duc en personne commandait cette troupe. Vivement repoussé, il ne parvint à rallier que quarante des siens. Avec ce petit groupe et ce qu'il avait d'hommes du régiment de Bonifaz sous la main, il rentra en action contre d'autres bataillons anglais qui gravissaient les dunes du côté de la mer, soutenus par quelques escadrons du comte de Ligniville; mais l'arrivée, sur son flanc gauche, du marquis de Castelnau avec trois régiments de cavalerie, et une pointe hardie du marquis de Varennes, à la tête de la brigade de Saint-Lieu, entre les lignes de la cavalerie espagnole, déterminèrent sa retraite, et, en même temps, celle de don Juan et de Caracène. De son côté, la cavalerie lorraine chargea l'infanterie ennemie au moment où celle-ci venait d'essuyer le feu des Anglais, et, à elle seule, lui fit près de deux mille prisonniers. En joignant ce qui lui restait de troupes fraîches de première ligne à la deuxième ligne encore intacte, commandée par le comte de Schomberg, Castelnau acheva la déroute de l'aile droite espagnole[1]. On poursuivit l'ennemi

officier de ce corps-là qui..... a dit que les Anglais venaient à eux comme des bêtes sauvages et qu'il n'y eut pas moyen de leur résister. » (Lettre, déjà citée, aux plénipotentiaires, du 17 juin.)

1. L'assertion de Talon, d'après laquelle la première ligne des Français aurait



jusqu'en vue de Nieuport; quelques-uns de ses bataillons et escadrons à moitié rompus, ayant voulu opérer leur retraite par l'estran, furent complètement taillés en pièces[1].

L'attaque du centre et de l'aile gauche de l'ennemi avait eu lieu à peu près en même temps que celle de sa droite. Au centre, les bataillons de Bout-de-Bois, Turenne, Picardie et des gardes françaises s'étaient portés droit devant eux à l'assaut des dunes, sous la protection de leurs enfants perdus. Après une décharge de mousqueterie exécutée presque à bout portant, l'infanterie de Caracène s'était mise en retraite de toutes parts sans opposer de résistance sérieuse. Il est vrai que les gardes du prince de Condé avaient arrêté dans sa marche un détachement des gardes françaises lancé à la poursuite de l'ennemi; mais le comte de Soissons, accouru, la pique à la main, à la tête d'un bataillon des gardes suisses, les avait dispersés par une charge vigoureuse [2].

Tandis que l'aile droite et le centre des Espagnols reculaient en désordre, l'épée de Condé tenait encore en échec, à l'aile gauche, la droite de l'armée du roi commandée par le marquis de Créquy [3]. Les dernières pentes des dunes tournées

été la seule engagée, est contredite par le récit de La Mesnardière et celui que l'on trouve dans l'*Histoire généalogique de la maison de Castelnau.*

1. *La Mesnardière.* — *Mém. d'York.* — Relation de Talon. — *Hist. gén. de la maison de Castelnau.* — Lingard, *Histoire d'Angleterre.*

2. *Clerville.* — *Mém. de Turenne.* — *La Mesnardière.* — Relation de Talon.

3. « M. de Turenne ne trouva aucune résistance qu'aux troupes de M. le



vers le canal de Furnes dissimulant en grande partie le dispositif de bataille adopté par le prince, Turenne avait donné l'ordre de s'approcher de l'ennemi à pas comptés. Dès que les ailes opposées se trouvèrent à bonne portée l'une de l'autre, Créquy fit avancer Saint-Hilaire qui salua la première ligne de Condé (brigade Persan) par deux volées de canon. Aussitôt après, quatre escadrons des régiments Royal et Gramont, avec le comte de Bussy-Rabutin à leur tête, s'engagèrent deux à deux, assez témérairement, dans l'étroit passage compris entre le pied des dunes et les prairies marécageuses qui côtoyaient le canal de Furnes. Ils essuyèrent d'abord le feu de la première ligne ennemie au passage d'un watergan qui la couvrait, et leur marche en fut un peu ralentie ; mais, cet obstacle une fois franchi, ils la poussèrent rudement devant eux pendant trois à quatre cents pas[1].

Condé se tenait alors dans les dunes près du chemin de Furnes, à la tête d'un régiment d'infanterie irlandaise. La nouvelle de la défaite de l'aile droite lui était déjà parvenue ; en outre, il avait vu disperser sa compagnie des gardes et mettre en déroute le bataillon d'infanterie de Guitaut, sans qu'il eût été en état de leur porter

prince qui fit bien là comme il fait partout. J'ai toujours dit que ce serait un fort grand prince. » (*Mém. de mademoiselle de Montpensier.*)

1. *La Mesnardière.* — *Mém. d'York* et de *Bussy-Rabutin.* — Relation de Talon.



secours. Rien ne lui parut plus urgent, pour assurer la liberté de ses mouvements ultérieurs, que de chasser de l'espèce de défilé où les escadrons des régiments Royal et Gramont s'étaient aventurés, un bataillon des gardes françaises, un peloton de cinquante mousquetaires du roi, et des détachements des régiments de Montgommery et de Bretagne qui en occupaient les flancs. Le régiment de cavalerie de Guitaut reçut cette mission ; mais il fut rompu en un instant par une charge des escadrons français et le feu nourri des mousquetaires [1].

Là-dessus, le prince « qui avait, en pareilles rencontres, des ressources que les autres n'ont pas », prend la tête de quatre escadrons (Rochefort et brigade de Meille), et, accompagné du comte de Coligny, du marquis de Bouteville, et du vicomte de Meille, se rue avec sa fougue accoutumée sur les escadrons du roi qui ont refoulé la cavalerie de Guitaut, et les rejette, sans leur donner le temps de se reconnaître, sur le front de l'aile droite de Turenne. Sans l'infanterie française qui reçoit, les piques basses, le choc de cette charge terrible, et couvre de ses feux la retraite des escadrons du roi, le prince faisait peut-être une trouée à travers les troupes de l'aile droite, perçait les lignes du camp et rejoignait dans Dunkerque le marquis de Leyde [2] !

1. *La Mesnardière*. — *Mém. d'York*, *de Turenne et de Bussy-Rabutin*.
2. *La Mesnardière*. — *Clerville*. — *Mém. d'York et de Bussy-Rabutin*. — Lettre

L'heure du plus grand péril suivit de près, pour Condé, celle où il avait cru entrevoir la possibilité d'un retour de fortune. Les gardes françaises, les Suisses et les mousquetaires du roi qui se trouvaient postés sur son flanc droit, quand il était passé comme un ouragan à la tête de la brigade de Meille, pour fondre sur la cavalerie française, avaient conservé leurs positions, d'où ils ouvrirent à petite portée sur sa troupe un feu des plus meurtriers. Les gardes françaises ayant fait, à ce moment, une manœuvre imprudente qui les mettait à découvert, le prince s'en aperçut : ce fut pour lui comme une lueur d'espoir, la dernière. A peine venait-il de demander un renfort de cavalerie fraîche, que les escadrons de Royal et Gramont, reformés sous la protection de l'infanterie, le chargeaient sur ses deux flancs, pendant que les gardes françaises, les Suisses et les mousquetaires du roi ainsi que les troupes détachées de Montgommery et de Bretagne redoublaient leur feu [1].

de Mazarin, du 17 juin, envoyée aux ambassadeurs. — *Essai sur la vie du grand Condé.* — « Il y eut un temps ou les choses furent un peu en balance. » (*Mém. de Turenne.*)

« Un homme heureux peut gagner des batailles, un héros sait vaincre ou mourir, mais il paraît presque au-dessus de l'humanité de concevoir un projet aussi nouveau dans de pareilles circonstances, et d'en entreprendre l'exécution avec autant d'audace. » (*Essai sur la vie de Condé.*)

Le prince de Condé « tire de ses troupes tout ce qu'on peut en tirer, il s'abandonne au péril, et il semble qu'il soit résolu de vaincre ou de ne pas survivre à sa défaite. » (Saint-Evremond, *Parallèle de M. le prince et de M. de Turenne sur ce qui regarde la guerre.*)

Suivant Clerville, Condé aurait promis « à ceux qui étaient auprès de lui, qu'il les mènerait coucher dans Dunkerque ».

1. *La Mesnardière.* — *Clerville.* — *Mém. de Turenne.*



Dans la mêlée qui s'ensuivit, cerné de tout côté, il faillit être fait prisonnier à deux reprises. Une première fois, il échappa à la poursuite du sieur de Saint-Martin, maréchal des logis de l'armée, en franchissant avec son cheval un fossé d'une grande largeur. Une seconde fois, le sieur des Roches, son capitaine des gardes, lui donna le temps de se sauver, en tirant l'épée contre deux officiers lorrains entre les mains desquels il allait tomber [1]. Son cheval, blessé de quatre mousquetades s'étant abattu, Bouteville et Coligny lui offrirent leur monture [2]; il les refusa pour prendre celle d'un de ses gentilshommes. Il était temps. Deux escadrons des régiments de Turenne et de Villequier étaient venus se placer l'un sur son front, l'autre sur son flanc gauche, pour lui couper la retraite. Avec cet admirable sang-froid qu'aucun danger ne déconcertait, il s'élança du côté de l'escadron de Turenne, en rasa le flanc de toute la vitesse de son cheval et juste au seul moment où il pouvait éviter d'être enveloppé, puis,

1. *La Mesnardière.* — Lettre envoyée, le 17 juin, aux ambassadeurs. — Relation manuscrite de la bataille des Dunes (s. n. n. d.), dans la *Collection Godefroy*, t. CCCXXVI, *Bibliothèque de l'Institut.*

2. « J'étais dans les dunes ayant, avec mon seul escadron d'Enghien, toute l'infanterie ennemie devant moi, qui ne me disait rien, ni moi à eux; je ne pouvais voir en quel état le prince était, parce qu'il était dans un fond; j'y envoyai; on me rapporta qu'il avait chargé les ennemis deux fois, et qu'à la fin les ennemis l'avaient repoussé et mis en déroute. Je fis marcher la droite de mon escadron et je le fis joindre; j'y arrivais de si bonne heure qu'arrêtant les ennemis sur cul, je donnais loisir à M. le prince de changer de cheval, le sien étant blessé, et de se retirer. Il me doit sa liberté ». (*Coligny, Mémoires.*) Coligny raconte ensuite comment il fut amené à demander quartier aux vainqueurs.

laissant loin derrière lui ceux qui le poursuivaient, il eut encore le temps et assez de présence d'esprit pour donner des ordres de ralliement, et se dirigea enfin sur Zuydcoote par les prairies. Avant d'y arriver, il rencontra don Juan, le duc d'York et le duc de Glocester[1].

Don Juan, resté un des derniers sur le champ de bataille, s'écria, en le quittant, qu'il était vaincu par des bêtes enragées[2]. Il devait à son capitaine des gardes, don Francisco de Romero, de n'avoir pas été fait prisonnier. Le marquis de Caracène n'était parvenu à se dégager des mains d'un soldat qu'en lui promettant une forte rançon. Quant au duc d'York, il n'avait pas été reconnu par les troupes françaises au milieu desquelles il s'était audacieusement frayé un chemin pour rejoindre le prince de Condé[3].

Turenne s'était tenu, pendant la bataille, au centre de la première ligne ; de là il avait envoyé ses ordres dans toutes les directions ; toutefois, pour la conduite des deux ailes dont les dunes

1. *La Mesnardière.* — *Mém. de Turenne* et de *Coligny-Saligny.* — *Gazette de France.* — Lettre (en italien) [cop.] de Mazarin au cardinal Antonio Barberini, de Calais, 18 juin (*Arch. aff. étr., France*, t. 276).

2. « Joannis Austriaci ipse, cedere coactus, exclamasse fertur, se victum a rabidis feris nulla periculi ratione habita sævientibus » (*Priolo*).

3. Lettre (aut.) de Robertot, du 14, et de Talon, du 21 juin, à Mazarin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLVI). — Relation de Talon. — Relation manuscrite de la bataille (*Bibl. de l'Institut, coll. Godefroy*, t. CCCXXVI). — *Dépêches des ambassadeurs vénitiens*, lettre du 18 juin, déjà citée. — Thurloe, State-Papers.

D'après le *bulletin de nouvelles* du 17 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIV), le duc d'York aurait sauvé la vie au marquis de Caracène tombé de cheval dans un marais et à la veille d'être fait prisonnier.

lui dérobaient la vue, il s'était reposé sur les lieutenants généraux qui en avaient le commandement. Suivant ses instructions, la poursuite de l'ennemi, menée par Varennes, Créquy et d'Humières, ne dépassa pas le pont de bateaux jeté sur le canal de Furnes. Les fuyards gagnèrent Furnes, Dixmude et Nieuport. Turenne donna en outre à des détachements des régiments de Villette et de Créquy, la mission de faire des prisonniers dans les prairies par lesquelles les troupes battues cherchaient, en grand nombre, à atteindre le canal. Dès que l'infanterie de l'aile droite, les gardes françaises et la cavalerie qui n'était pas employée à la poursuite, eurent parcouru plus d'une demi-lieue au delà du terrain sur lequel elles avaient combattu, il les arrêta, et, ne voulant pas compromettre les résultats de sa victoire, il fit revenir sur ses pas la deuxième ligne de cette aile, en lui ordonnant, dit La Mesnardière, d'aller « garder son champ de bataille contre ces retours de courage qui réparent quelquefois avec usure, dans le déclin des combats, les premières pertes des vaincus, quand ils ont de grands capitaines à leur tête[1] ».

Afin d'être en mesure d'opposer à l'ennemi le plus de troupes possible, Turenne n'avait laissé devant Dunkerque que le nombre d'hommes ri-

1. *La Mesnardière.* — *Dép. des Ambass. vénitiens*, lettre du 16 juin, déjà citée. — *Bulletin de nouvelles* du 19 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIV).



goureusement nécessaire pour la protection du camp, des tranchées et des ponts. Aussi s'empressa-t-il, à l'issue de la bataille, d'envoyer des ordres pour faire renforcer la garde des tranchées par les escadrons de la réserve. Mais les cavaliers qui faisaient partie de cette fraction du corps de bataille, s'étaient débandés de tous côtés dans la joie de la victoire. Le marquis de Richelieu les ralliait pour ainsi dire un à un, tout en s'avançant vers Dunkerque, lorsqu'on vint lui annoncer une sortie des assiégés et l'incendie de son quartier et de celui des Anglais. Arrivé à une petite distance de la place avec quatre cents maîtres rassemblés à grand'peine, il aperçut, en effet, cinq escadrons espagnols rangés en bataille dans son camp, ils attendaient que leurs coureurs eussent fini de piller les baraques et les tentes. Le pavillon de Lockhart était réduit en cendres; les misérables y avaient brûlé les morts et les blessés mis en monceau. A la tête de sa petite troupe, le marquis de Richelieu chargea bravement les escadrons ennemis et les rejeta pêle-mêle sur la contrescarpe, en leur faisant un assez grand nombre de prisonniers dont un mestre de camp de cavalerie[1].

On désigna les « masures » de Zuydcoote comme point de ralliement aux troupes envoyées à la

1. *La Mesnardière*. — *Clerville*. — *Gaz. de France*. — Relation manuscrite de la bataille des Dunes (*Bibl. de l'Institut, Coll. Godefroy*, t. CCCXXVI). — Lettre de Talon à Mazarin, du 21 juin, déjà citée. Il n'est pas question de cette sorties dans le *Mémoires de Turenne*, *d'York et de Bussy-Rabutin*.



poursuite. C'est là que les prisonniers de marque de l'armée espagnole furent présentés à Turenne. De ce nombre étaient le marquis de Serralvo, gouverneur d'Anvers, le baron de Limbeck, le marquis de Belveder, don Antonio de Cordoue, le prince de Robecque, Emmanuel d'Ulloa, etc. Le comte de Coligny, le marquis de Bouteville, le vicomte de Meille, mortellement blessé, le marquis de Romainville, Rivières, lieutenant-colonel du régiment de Condé, et des Roches, tous appartenant au corps du prince, tombèrent également entre les mains des troupes du roi. Du côté des Français, Betbézat, lieutenant-colonel du régiment de Turenne, de la Berge, maréchal de bataille, et le comte du Bourg, capitaine des chevau-légers de Mazarin, furent tués pendant l'action ou moururent des suites de leurs blessures[1].

Turenne évalue à mille au plus le nombre d'hommes tués dans les rangs de l'armée de don Juan et du corps de Condé[2]. On prit à l'ennemi environ quatre mille hommes (dont cinq cents officiers[3]), presque tous fantassins espagnols « naturels[4] ».

1. *La Mesnardière*. — *Gaz. de France*. — *Mém. d'York*. — Relation manuscrite de la bataille (*Bibl. de l'Institut*, *Coll. Godefroy*, t. CCCXXVI). — Lettre, déjà citée, de Talon à Mazarin, du 21 juin.

De la Berge fut tué à côté de Turenne.

2. La Mesnardière dit huit cents hommes, et le duc d'York quatre cents.

3. C'est le chiffre donné par le roi dans sa lettre du 17 juin aux ambassadeurs à Francfort.

4. « La cavalleria non ha havuto tanto perdita, perche ha havuto miglior modo di retirarsi, benche sia stata sequitata dalla nostra sino alle porte di Furnes. » (Lettre du 18 juin, déjà citée, de Mazarin au cardinal Antonio Barberini.)

Le lendemain de la bataille, Mazarin écrivait à Montdejeux : « Les ennemis auront peine à réparer la perte qu'ils ont faite de leur vieille infanterie[1]. » Une mesure conseillée par le cardinal et très propre à empêcher l'évasion des prisonniers, consista à promettre à ceux qui les avaient faits de leur propre main et pouvaient les présenter comme tels, une rémunération en argent. Parmi les prisonniers, la plupart de ceux qui étaient de nationalité allemande s'engagèrent dans les troupes suisses ou dans les régiments de cavalerie allemande au service de la France. On interna les autres à Mardick, Calais, Boulogne, Dieppe, Beauvais, Amiens et Vincennes[2]. Quelques-uns furent envoyés à bord des vaisseaux. Le maréchal fit relâcher « civilement » douze des gardes du prince de Condé[3].

Quant à l'armée du roi, elle ne perdit pas plus de trois à quatre cents hommes y compris les Anglais. Il y eut peu de blessés de part et d'autre. Les Espagnols ayant laissé en arrière leur artillerie et leurs impedimenta, les Français ne capturèrent que vingt à trente chariots servant au transport des tentes des généraux, et les bélandres qui ame-

1. Lettre (cop.) du 15 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV).

2. On conduisit Bouteville à Boulogne avec le marquis de Romainville. Coligny, amené à Calais, fut renvoyé sur parole et échangé plus tard avec Bouteville contre le maréchal d'Aumont.

3. Lettres (aut.) de Turenne à Mazarin, du 16 juin, et de Talon à Mazarin, même date, de la fosse de Mardick, cinq heures du matin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI). — Lettre, déjà citée, de Talon à Mazarin, du 21 juin. — *La Mesnardière*. — *Gaz. de France*.



naient dans le camp ennemi, par le canal de Furnes, les munitions de guerre et de bouche. Parmi les étendards tombés au pouvoir de l'armée du roi, celui que le régiment de Condé avait arboré pendant la bataille, était percé de trois mousquetades[1].

La bataille avait duré quatre heures[2]. Turenne était de retour dans ses lignes vers midi[3]. A la fin de la journée, il envoya à Calais M. de Pertuis, capitaine de ses gardes, annoncer à la cour la victoire de l'armée du roi. Louis XIV reçut ce courrier le 15, de grand matin, et, « sautant du lit avec joie, l'interrogea plus d'une heure[4] ». Il fit recueillir immédiatement par la Mesnardière, qui était présent à l'entretien, le récit de l'officier, et l'invita à le suivre devant Dunkerque où il projetait de se rendre avant peu de jours pour voir de près le champ de bataille, et pour rassembler tous les renseignements « qui pourraient contribuer à la

1. « Il était de satin blanc, cantonné de fleurs de lis d'or, avec une frange de soie isabelle et rouge. Le corps de la devise était une grande flamme allumée fort vivement dans du bois, et son mot : *Splendescam, da materiam*, paroles qui voulaient dire que pour peu que le prince eût de quoi faire éclater son courage, il ferait toujours bien parler de lui dans le monde. » (*La Mesnardière*.) — *Gaz. de France*. — Relation manuscrite de la bataille (*Bibl. de l'Institut, Coll. Godefroy*, t. CCCXXVI).

2. De huit heures à midi.

3. *Bussy-Rabutin*.

4. *La Mesnardière*. La nouvelle de la bataille avait été apportée, dès le 14, à Calais, par un des gardes de Mazarin, venu de Mardick, mais le cardinal avait jugé prudent de ne pas en donner connaissance autour de lui, avant d'en recevoir la confirmation ; cependant, le roi dut en être informé (Lettre [cop.] de Mazarin à Talon, du 14 juin, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV).

A Paris, on n'eut connaissance de la bataille et de ses résultats que le 16, par deux courriers de l'abbé Fouquet (Lettre [aut.] de Colbert à Mazarin, du 19 juin, *Arch. aff. étr.*, *France*, t. CLXV).

vérité d'une histoire qu'il voulait rendre immortelle[1] ».

Pertuis était porteur de la lettre suivante adressée par Turenne à Mazarin : « J'envoie Pertuis pour informer V. E. de ce qui s'est passé. On a été si fatigué ces jours ici, qu'il m'est impossible de faire une relation; je fais coucher les officiers [prisonniers] par tout le camp, il y en a très grand nombre; je promets de payer la rançon pourvu qu'on me les amène. Les ennemis avaient trente escadrons plus que ce que j'avais fait sortir des lignes. M. le prince et don Juan ont été fort engagés et ont eu grand'peine à se retirer. Il s'y est sauvé beaucoup d'infanterie de l'ennemi dans le marais[2]. Toutes les troupes de l'armée du roi ont très bien fait et avec grand ordre. Les Anglais ont emporté une dune sur les régiments espagnols avec grande vigueur, et M. le comte de Ligniville a très bien fait avec les Lorrains.

« M. de Castelnau commandait l'aile gauche qui a aussi bien servi qu'il se peut; M. de Varennes et M. de Schomberg étaient à cette aile-là, et M. de Créquy à l'aile droite avec M. d'Humières et M. de Bussy; M. de Gadagne commandait la

1. *La Mesnardière.*

Cromwell n'apprit que le 16, à Whitehall, la victoire de Turenne. Il en fit aussitôt publier la nouvelle en chaire. Le jour de la bataille, il était resté en prières et avait jeûné avec toute sa maison (Lettre de Bordeaux à Mazarin, du 17 juin, citée par M. Guizot. — Thurloe).

2. Turenne veut parler des prairies marécageuses qui bordaient le canal de Furnes.



première ligne de l'infanterie, M. de Bellefonds la seconde, et M. de Richelieu cinq escadrons de réserve. L'ennemi devait attaquer les lignes ce soir[1]. »

A tous, indistinctement, Turenne s'empresse de payer le tribut de reconnaissance qui leur est dû; il mentionne ensuite, sans en omettre aucun, les généraux qu'il a associés de près à son commandement; quelques noms seulement sont accompagnés d'un mot de louange discrète. Il n'oublie ni les Anglais ni les Lorrains. C'est lui seul qu'il oublie!

Quelle simplicité dans ce bulletin de victoire!

Deux jours plus tard, quand il commence à pouvoir mesurer l'étendue de son triomphe, il ne s'en laisse pas éblouir : « Je suis assuré, dit-il à Mazarin, que les ennemis auraient plus de vanité d'une action comme celle-là que l'on n'en aura de ce côté-ci. » Et il entre de nouveau dans quelques détails : « Leurs escadrons étaient gros, et M. le Prince avait à son aile vingt-cnq escadrons des siens et douze des Espagnols; il s'y est sauvé beaucoup d'infanterie sur les bateaux qu'ils avaient au canal de Furnes, et l'ordre avec lequel on marchait en les suivant a été cause que l'on n'a pu se débander pour les prendre tous. M. le prince ne sera pas satisfait de beaucoup de régi-

1. Lettre aut., du 14 juin, *Arch. aff. étr. Pays-Bas*, t. XLVI.



ments de sa cavalerie, car, pour sa personne, il fait toujours à son ordinaire... Toute l'infanterie des ennemis n'a voulu tirer que de fort près, et quand on y a été, ils n'ont plus osé de peur de n'avoir pas de quartier[1]. »

Mazarin lui répondit le lendemain de la bataille : « Je ne vous ferai pas grand discours pour vous témoigner ma joie du combat que vous avez gagné, car la chose parle d'elle-même, et vous savez assez que vous n'avez ni ami ni serviteur qui s'intéresse plus de ce que je fais [*sic*] en ce qui vous regarde[2]. J'ai été ravi de la résolution que vous avez prise de chercher l'ennemi, et de ce que vous avez pu en reconnaître par ce que je vous ai écrit depuis qu'ils vous ont approché.

« Le roi et la reine ne se sentent pas de joie, et Leurs Majestés vous ont donné, en ce rencontre, les louanges que vous méritez... Le roi a vu votre lettre par laquelle vous faites les éloges de tous les officiers généraux. Je suis bien aise que les Anglais aient bien fait et à votre satisfaction, et j'espère qu'on trouvera toujours, de plus en plus, de l'avantage de leur service[3]. »

Dans la lettre que l'on vient de lire, et dans une

1. Lettre (aut.) du 16 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI).

2. Cette fin de phrase peut être ainsi rétablie : « Vous savez assez que vous n'avez ni ami, ni serviteur qui s'intéresse *plus que je ne fais* en ce qui vous regarde. » Il y a peut-être eu erreur de copiste.

3. Lettre (cop.), *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV.

Une lettre [aut.] du 16 juin, à midi, de Turenne (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI), contient la réponse suivante aux félicitations du cardinal : « Je suis fort aise de la satisfaction que V. E. a de cette action. » Et c'est tout.

autre écrite à Talon, le 14, à la première nouvelle de la victoire[1], Mazarin rappelait l'avis qu'il avait exprimé, deux jours avant la bataille, sur l'opportunité de sortir des lignes pour se porter au-devant de l'ennemi. En effet, dès le 12 juin au matin, après avoir annoncé à Turenne que les troupes de la Ferté, en observation sur la frontière du Luxembourg, étaient en marche pour le rejoindre ou se tenir à sa portée, il ajoutait : « Si le siège de Dunkerque avait le succès que nous devons espérer avec un tel renfort, nous pourrions chercher les ennemis et, j'ose dire, les pousser partout. J'attendrai demain [13 juin], s'il est possible, votre réponse là-dessus[2]. »

De quel poids l'opinion de Mazarin pesa-t-elle alors sur la décision de Turenne? C'est ce qu'il est difficile de dire, le maréchal ne s'étant expliqué nulle part, sur ce sujet délicat, d'une manière explicite. Il s'est borné à faire observer, dans ses Mémoires, qu'ayant constaté[3] l'avantage que l'armée espagnole pouvait retirer de sa marche par les deux rives du canal de Dunkerque à Furnes, « il sentit à l'instant qu'il n'y avait rien à faire que de combattre les ennemis[4] ».

1. « Je ne sais pas le détail de cette nouvelle, mais je ne doute pas qu'elle ne soit véritable, et je vous avoue que quand j'écrivis l'autre jour à M. de Turenne, lui donnant des avis que j'avais reçus, qu'il y avait quelque chose de mieux à faire que d'attendre les ennemis aux lignes, je ne songeais qu'à ce qu'il a fait..... Quand j'aurai reçu de ses lettres, je lui dépêcherai un gentilhomme pour me réjouir avec lui de bon cœur, comme il croira aisément, et pour lui dire toutes mes pensées. » (Lettre citée plus haut.)

2. Lettre (cop.), *Arch. aff. étr.*, *Pas-Bas*, t. XLIII.

3. Dans sa reconnaissance du 13.

4. Le passage suivant d'une lettre de Turenne, en date du 13 juin, paraît

Cependant, s'il faut en croire l'intendant Talon, la détermination de Turenne lui aurait été, en quelque sorte, dictée par le cardinal. « La dernière lettre de V. E., écrit-il le 14 juin, après la bataille, a tout à fait contribué à faire prendre la résolution du combat, et j'y ai fait remarquer à M. de Turenne un article qui faisait connaître qu'il était plus avantageux d'aller au-devant des ennemis que de les attendre dans les lignes[1]. » Ce à quoi Mazarin répondit le lendemain : « J'ai été bien aise de voir par la vôtre, que la mienne du 12 à M. de Turenne avait tout à fait contribué à faire prendre la résolution du combat[2]. De l'avantage pourtant, je ne prétends aucune part, puisque toute la gloire en est due à mondit sieur le maréchal, non seulement par la

se rapporter à la réponse demandée par Mazarin : « Pour ce que V. E. me fait l'honneur de me parler de M. le maréchal de la Ferté, je pense qu'il doit se régler sur les troupes de l'ennemi qu'il occupe, et n'ayant pas beaucoup d'infanterie, il pourrait encore faire marcher un corps de cavalerie en deçà, car il est certain que l'ennemi en a beaucoup. *Tout dépend hors un combat, de quoi les événements sont douteux, de la façon qu'ira le siège.* » (Lettre déjà citée.) La phrase que nous soulignons donnerait à croire que Turenne ne s'était pas encore rangé, à ce moment, à la manière de voir de Mazarin. La lettre qui précède aurait donc été écrite avant la reconnaissance des positions espagnoles, à la suite de laquelle il s'était décidé à marcher à l'ennemi.

1. Lettre déjà citée.

2. On lit dans les Mémoires de Bussy-Rabutin : « Comme le maréchal se disposait à se reposer sur la dune [nuit du 13 au 14], Talon, intendant, lui montra une lettre qu'il venait de recevoir de la part du cardinal, par laquelle ce ministre lui mandait que le maréchal en savait plus que lui, mais que s'il osait dire son avis en cette rencontre, il lui semblait qu'il fallait donner bataille. Le maréchal fut bien aise que la résolution qu'il avait prise fût autorisée par le sentiment du cardinal. Talon s'étant retiré d'auprès du maréchal, vint me montrer cette lettre. » Bussy-Rabutin était souvent en démêlé avec Turenne. De son témoignage, qui n'est pas suspect, il ressort que le maréchal s'était déjà prononcé pour la marche en avant, quand Talon mit sous ses yeux la lettre de Mazarin. Cette lettre ne serait donc pas celle dont parle Talon comme ayant « tout à fait contribué à faire prendre la résolution du combat », à moins qu'il n'ait voulu, dans cette circonstance, faire sa cour au cardinal aux dépens de Turenne.



résolution qu'il en a prise, mais par le bel ordre de bataille et par la manière dont il a fait attaquer les ennemis[1]. »

Tout en faisant valoir qu'il ne revendiquait rien pour lui-même de l'honneur de la victoire, Mazarin n'en laissa pas moins entendre qu'il avait imposé au maréchal, par ses avis, le devoir de livrer combat en dehors des lignes. C'est ainsi qu'il écrivit (17 juin) à de Lionne et au maréchal de Gramont à Francfort : « J'avais mandé, dès le 12 au matin, à M. de Turenne la force au vrai de l'armée ennemie... et je lui avais marqué qu'il y avait quelque chose de plus à faire que de défendre nos lignes, notre armée étant aussi supérieure qu'elle était à celle des ennemis ; et sans lui commander de la part du roi, positivement, de sortir du camp pour les surprendre et combattre, je lui disais plus qu'il n'en fallait pour l'obliger à cela, lui témoignant même qu'encore que les Français fussent également vaillants en toutes leurs actions, j'aimais toujours mieux les voir aller aux ennemis que de les attendre, et je ne doute pas que ce ne fût aussi sa pensée, puisque, le soir du 13, il prit la résolution de les aller combattre, le lendemain, à la pointe du jour[2] ».

1. Lettre (cop.). *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV.

2. Lettre déjà citée. — Le même jour (17 juin), Mazarin écrivait à Turenne : « Il n'est pas nécessaire d'exagérer les choses qui parlent d'elles-mêmes, outre que ce n'est pas trop votre coutume, et vous ne devez pas douter que chacun ne donne le prix que mérite l'action que vous venez de faire ; et, en mon particulier, j'en ai une double joie, puisque outre les grandes conséquences pour l'avantage du

Le fait de reconnaître que Turenne avait eu la même « pensée » que lui, entraînait Mazarin à donner des explications embarrassées et contradictoires, où l'on sent son impuissance à mettre d'accord ses visées d'amour-propre avec les sentiments de déférence et d'estime qu'il avait pour le maréchal. Certains témoignagnes comme ceux de madame de Motteville[1], de mademoiselle de Montpensier[2], de la Mesnardière[3] et de Talon, sont, il est vrai, en sa faveur, mais il convient de les

service du roi et la force de ses armes, je prends la part que tout le monde doit à tout ce qui vous regarde. » (Lettre [cop.] *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV).

1. 2. Madame de Motteville et mademoiselle de Montpensier disent que Turenne sortit des lignes sur l'ordre de Mazarin.

3. « Comme le cardinal Mazarin savait l'état de notre camp et à quoi se pouvaient monter à peu près les forces des ennemis jointes ensemble, il avait mandé à Talon, pour le dire au vicomte de Turenne, que s'ils l'approchaient, il croyait qu'il y avait quelque chose de meilleur à faire que de les attendre dans les lignes. Cette énigme n'était pas malaisée à déchiffrer, et le vicomte n'eut pas grand'peine à comprendre qu'en l'état ou étaient les choses, il ne fallait plus travailler qu'à bien prendre les mesures pour un combat général qui était tout résolu au cabinet. » (*La Mesnardière*.)

D'après Giustiniani (*Dép. des amb. vénitiens*, lettre déjà citée, du 16 juin), le maréchal aurait livré combat « avec l'approbation de la cour ».

Le sage et glorieux Tureinne
Qui ne craint ny danger ny peine,
Ayant sceu que les ennemis
Aux Dunkerquois avaient promis
De faire des efforts insignes,
Pour forcer nos gens et nos lignes,
Forma le dessein hasardeux
De marcher à l'encontre d'eux
Suivant l'ordre de notre sire. »
(Loret, *Muze historique*, lettre 24e, 22 juin.)

Clerville rapporte que le cardinal, après avoir conseillé à Turenne d'attaquer l'ennemi dans ses positions, s'en remit à sa prudence quant au choix du parti à prendre.

Le duc d'York dit que Turenne se décida à sortir des lignes « sans balancer un moment et sans consulter personne ».



ramener à leur juste valeur. Talon était l'homme du cardinal à l'armée de Flandre; la Mesnardière écrivait sa relation du siège de Dunkerque, dans l'antichambre du roi, sous les yeux du premier ministre; quant à madame de Motteville et à mademoiselle de Montpensier, elles n'ont fait que recueillir un bruit qui trouvait facilement crédit à la cour et ailleurs, grâce à la complicité du désintéressement de Turenne[1].

Bussy-Rabutin a tenté de concilier la prétention de Mazarin avec l'initiative de Turenne. « Le maréchal fut bien aise, dit-il, que la résolution qu'il avait prise fût autorisée par le sentiment du cardinal. » Il rend justice, par ce tour ingénieux, à la pénétration d'esprit de Mazarin, tout

1. « La satisfaction que V. E. doit avoir de ce que les ordres qu'elle a donnés pour combattre les ennemis hors des lignes ont réussi très heureusement, peut être augmentée par la considération des effets que cette victoire produira dans tout le royaume ». (Lettre [aut.] de l'archevêque de Toulouse à Mazarin du 19 juin, *Arch. aff. étr.*, *France*, t. CLXV.)

« Tout Paris a fait cette justice à V. E. qu'on a su et vu, je dis tout le monde sans exception, que ce fut elle qui écrivit à M. de Turenne de sortir des lignes et d'aller aux ennemis, étant bien assurée qu'il était supérieur en troupes » (Lettre [aut.] de Bartet à Mazarin, du 22 juin, *Arch. aff. étr.*, *France*, t. CLXV).

« J'ai fait les compliments que V. E. m'a ordonnés à madame de Turenne et à mademoiselle de Bouillon, ce qu'elles ont reçu avec des témoignages de grands ressentiments, et se sont fort étendues sur les obligations que M. de Turenne avait à V. E. de lui avoir fait faire une si belle action. » (Lettre [orig. sig.] de Colbert à Mazarin, du 29 juin, *Arch. aff. étr. France*, t. CLXV).

« Nous pouvons dire avec vérité qu'avant que d'avoir vu la relation [de la bataille], nous avions assuré ici [Francfort] que si la main de V. E. n'avait pas eu de part au combat, sa tête y en avait eu beaucoup, voire que la principale gloire lui en serait due, jugeant bien que de pareilles résolutions et sortir des lignes et d'aller livrer bataille aux ennemis, ne se prennent pas par un prudent général d'armée, sans en avoir des ordres exprès ou du moins l'approbation du roi particulièrement » (Mémoire [orig.] de Gramont et Lionne, à Mazarin, du 9 juillet, *Arch. aff. étr.*, *Allemagne*, t. CXLI).



en laissant à Turenne le mérite d'une décision spontanée. Mais est-ce bien là la satisfaction que recherchait le cardinal? Ce qu'il est vrai de dire, c'est que ses efforts pour mettre sur pied et entretenir des forces supérieures à celles de l'ennemi, et la part importante qu'il prit à la direction des opérations militaires, contribuèrent grandement au gain de la bataille[1].

1. Mazarin entretenait avec tous les généraux commandant les armées du ro une correspondance prodigieusement active, et n'épargnait ses conseils à aucun d'eux, pas même à Turenne auquel il témoignait une confiance pleine de déférence. De son côté, Turenne se conformait généralement aux avis qu'il recevait du cardinal, mais, dans les circonstances graves, il ne faisait fond que sur son expérience ou n'obéissait qu'à son inspiration.

D'après un opuscule imprimé à la suite des *Mémoires de la vie de Frédéric-Maurice de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon*, composés par Jacques de Langlade, baron de Saumières (Paris, 1707), Mazarin aurait voulu que Turenne lui écrivit une lettre ou il reconnaitrait que c'était à ses combinaisons et à ses conseils que la France devait la victoire des Dunes. Voltaire (*Siècle de Louis XIV*) a reproduit cette assertion, que M. Chéruel qualifie d'erronée. Nous ne saurions nous prononcer sur ce point aussi affirmativement que l'a fait le savant historien de Mazarin.



CHAPITRE IX

CONSIDÉRATIONS SUR LA BATAILLE DES DUNES. — CAPITULATION DE DUNKERQUE; SA REMISE AUX ANGLAIS. — ATTAQUES CONTRE LA POLITIQUE DE MAZARIN.

1658 (suite). La bataille des Dunes au point de vue des dispositions tactiques. — Jugement porté par Napoléon Ier. — Causes de la défaite des Espagnols. — La victoire des Dunes sert les vues de politique extérieure de Mazarin. — Lettre de Mazarin aux ambassadeurs, à Francfort, au sujet de la paix. — Affaires d'Allemagne; la ligue du Rhin. — Continuation du siège de Dunkerque (nuit du 14 au 15 juin). — Réponse du marquis de Leyde à une sommation de se rendre. — La contrescarpe est emportée (17 au 18 juin). — Prise du Fort-Léon. — Le marquis de Leyde se jette dans la mêlée; est blessé mortellement. — Les assiégés battent la chamade (23 juin). — La reine et Mazarin retiennent le roi à Calais. — Départ du roi, de Calais pour Mardick; son arrivée à Dunkerque. — Turenne règle les conditions de la reddition de la place. — Mort du marquis de Leyde. — Le roi visite les tranchées et le champ de bataille (24 juin). — Les assiégés, à leur sortie de la ville, défilent devant Louis XIV (25 juin). — M. de Bassecourt, gouverneur de Dunkerque. — Entrée du roi dans la place. — Lockhart prend possession de Dunkerque au nom de Cromwell; s'engage par serment à y faire respecter la religion catholique. — Maintien des privilèges des habitants. — Ratification, par le Protecteur, des conventions souscrites par Lockhart. — Mission de Créquy et de Mancini en Angleterre; honneurs dont ils sont l'objet; ils sont reçus en audience par Cromwell. — Redoublement d'attaques contre la politique du cardinal. — Opposition des mécontents. — On décrie le traité avec l'Angleterre. — Fermentation des esprits; manifestes; conciliabules de la noblesse. — Gazettes à la main et libelles publiés à Paris. — Colbert voit la main du cardinal Retz dans cette agitation. — Lettre de Bartet à Mazarin, du 12 juin. — Irritation, dans les Pays-Bas, contre le roi. — Sentiments de haine contre la France et l'Angleterre. — Fausses nouvelles. — Traduction espagnole de la *Remontrance* traité du 10 mai 1657. — La victoire des Dunes calme un peu les esprits. — Écrits sé-



ditieux. — Lettre du cardinal à Servien, du 22 juin ; mesures de répression à prendre contre les « faiseurs et distributeurs de libelles. »

La victoire des Dunes répandit un vif éclat sur les armes françaises, mais sans inaugurer de nouvelles méthodes tactiques. Turenne continuait à appliquer les principes dont Gustave-Adolphe avait été l'initiateur quant à l'emploi de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie. On touchait de près au moment où le fusil allait prendre la place du mousquet, mais on ne se rendait pas compte de l'importance du feu. La pique devait rester encore en usage pendant près d'un demi-siècle. C'est sur le champ de bataille des Dunes que les enfants perdus, ces précurseurs des tirailleurs en grandes bandes de la Révolution, apparurent pour la dernière fois.

Au jugement de Napoléon Ier, la bataille des Dunes est « l'action la plus brillante de Turenne ». Le maréchal avait, dit-il, trois grands avantages : « 1° la supériorité du nombre, quinze mille hommes sur le champ de bataille contre quatorze mille, neuf mille hommes d'infanterie contre six mille, et un terrain peu propre à la cavalerie, ce qui rendait inutile la supériorité des Espagnols en cavalerie ; 2° il avait de l'artillerie, et son ennemi n'en avait pas ; 3° les bâtiments anglais qui mouillaient dans la rade canonnèrent le flanc droit des Espagnols, et balayèrent l'estran avec d'autant plus

d'effet que don Juan n'avait pas de canon pour tenir éloignées les chaloupes anglaises[1]. Turenne fut et devait être vainqueur.

« Son ordre de bataille était parallèle ; il n'a fait ni manœuvre ni rien qui soit hors de la marche ordinaire. Aussitôt qu'il fut instruit que l'ennemi s'approchait des lignes, il prit la résolution de l'attaquer avant de savoir qu'il arrivait sans artillerie ; ce qui lui était arrivé à Valenciennes lui avait profité. Décidé à attaquer, il ne dut pas retarder d'un seul jour, pour ne pas laisser aux Espagnols le temps de se retrancher.

« Don Juan a bien mérité sa défaite, pour s'être avancé à la vue de Turenne sans artillerie ni outils pour se retrancher. Ce n'est pas avec cette coupable négligence que Turenne s'était présenté devant les lignes d'Arras[2]. »

La défaite des Espagnols devant Dunkerque servit fort à propos les vues de politique extérieure de Mazarin. Il n'avait pas oublié que les mécon-

1. Il résulte des relations de Clerville et de la Mesnardière, que la flotte de Cromwell louvoyait à peu près à portée de canon de l'estran, mais nous n'avons trouvé aucun document nous permettant de conclure qu'elle l'ait effectivement balayé de son feu. En n'étendant pas son ordre de bataille jusqu'au rivage, don Juan semble avoir voulu éviter d'être inquiété de ce côté. La Mesnardière fait observer, il est vrai, que si la cavalerie ennemie avait occupé l'estran, elle ne serait restée exposée au feu de la flotte que juste le temps nécessaire pour franchir, dans une charge, la distance qui la séparait de la cavalerie française ; il part même de là pour imputer à don Juan une des fautes qui ont le plus contribué, selon lui, à la perte de la bataille. En tout cas, il paraît difficile d'admettre que l'artillerie anglaise ait pu atteindre efficacement, à marée basse, l'aile droite espagnole postée sur les dunes, ainsi que l'a avancé Napoléon.

2. *Commentaires de Napoléon*, t. VI.

Turenne avait forcé les lignes du prince de Condé devant Arras, le 25 août 1654.



tents du dedans et les ennemis de la France au dehors lui reprochaient de retarder, par sa mauvaise foi, la conclusion de la paix générale. A l'accusation élevée contre lui par le cardinal de Retz « d'éterniser l'embrasement », était venu se joindre le refus injurieux du comte de Peñaranda, d'accepter les propositions d'accommodement qui lui avaient été soumises par l'électeur de Mayence[1]. Désormais, se sentant assez fort en face de l'Espagne à moitié désarmée, pour mettre en avant, sous le couvert d'un sentiment de générosité, son désir de traiter la paix, il écrivit au maréchal de Gramont et à de Lionne à Francfort : « Chacun s'attendra... qu'on ne peut conclure qu'à la continuation de la guerre, puisque l'on peut dire sans exagération que le roi n'a qu'à chercher quels progrès il veut faire, la faiblesse des ennemis étant trop connue et trop visible pour douter qu'il n'y ait lieu d'entreprendre tout avec succès.

« Mais, pour vous parler avec sincérité, Leurs Majestés et ceux qui ont l'honneur d'avoir plus de part aux affaires du roi sont dans la dernière modération, quoique l'on sache fort bien que les ennemis en useraient autrement, ce qui vous a paru

1. Il a été question plus haut de cette médiation de l'électeur de Mayence. « Quand les électeurs de Mayence et de Cologne vinrent de nouveau à presser Peñaranda sur la paix, dit le maréchal de Gramont, ce fut alors qu'ils rallumèrent sa bile. Pour sortir de ce mauvais pas, où il s'était terriblement embourbé, il avisa de publier que cette proposition de paix n'était qu'une suite des fourberies du cardinal Mazarin et un artifice grossier pour retarder l'élection. » (*Mémoires*.)

assez par le vacarme qu'ils ont fait à Francfort pour la petite disgrâce que nous avons eue à Ostende, qu'ils ont prônée dans tous leurs écrits comme une bataille gagnée; et Dieu veuille que leur orgueil ne les porte encore à dire que ce que nous venons de faire n'est que la revanche d'Ostende!

« Cette modération est telle, que le roi, au milieu des prospérités, reconnaissant qu'il ne pourrait mieux répondre à la grâce que Dieu lui fait de le combler de tant de bénédictions tous les jours de plus en plus, qu'en s'humiliant et persistant plus que jamais dans le désir de donner la paix à la chrétienté, et vaincre par sa persévérance l'obstination des ennemis, qui, d'ailleurs, ne doivent attendre que de nouvelles pertes et disgrâces de la continuation de la guerre, le roi, dis-je, m'a expressément recommandé de vous écrire de sa part, qu'il vous confirme tout ce qui vous a été écrit par son ordre à l'égard de la paix, et qu'après l'avoir déclaré de sa part à M. l'Électeur de Mayence et aux autres électeurs qui sont nos amis, vous le pourrez déclarer aussi à tout le collège électoral, afin que l'Allemagne et toute la chrétienté connaissent de plus en plus la candeur de ses intentions, et que son amour pour le bien public l'emporte dans son esprit sur toute autre considération ; et c'est beaucoup dire pour un jeune roi d'humeur martiale, triomphant, et qui se voit

en état de pouvoir porter sa gloire tous les jours en un plus haut point, par le peu de moyens qui restent aux ennemis de lui résister.

« Voilà, à mon avis, de bonnes armes que je vous fournis pour vous rendre mémorable à la postérité.....

« Et si après toutes ces déclarations qui sont sincères au point que l'on verra par les effets si les ennemis de leur côté s'en veulent prévaloir, Peñaranda continue sa chanson ordinaire que ce sont des artifices du cardinal Mazarin, et que le pape et ses ministres, pour le malheur public, parlent d'un même ton, il faut conclure que la colère de Dieu n'est pas encore apaisée, mais espérer que les coups n'en tombent pas sur nos têtes, puisque nous allons au-devant et nous rendons solliciteurs de ce qu'il faut faire pour l'apaiser[1]. »

Le jour même où Mazarin écrivait cette lettre, il apprenait que quelques électeurs et princes allemands, de concert avec les plénipotentiaires français, avaient arrêté les termes d'une capitulation qui liait les mains au roi de Hongrie en lui interdisant de prendre parti en faveur de l'Espagne contre la France[2]. Il comptait maintenant sur la leçon de modération qu'il faisait donner avec éclat au comte de Peñaranda, par les représentants du roi, pour achever d'attirer les princes allemands dans

1. Lettre, déjà citée, du 17 juin.
2. Lettre (min.) de Mazarin à de Lionne et Gramont, du 17 juin (*Arch. aff. étr.*, *Allemagne*, t. CXL).



une alliance dont le principal but était d'imposer au futur empereur la rigoureuse observation de l'acte préliminaire de capitulation[1].

Cependant le résultat le plus important que devait procurer la bataille des Dunes n'était pas encore atteint : la défaite des Espagnols en bataille rangée n'avait pas suffi pour entraîner la chute de Dunkerque. Tandis que l'armée de don Juan se reformait avec peine vers Furnes et Ypres, le marquis de Leyde ne se relâchait pas de son héroïque résistance.

Dans la crainte d'une surprise, Turenne était resté à cheval au milieu de ses soldats pendant la nuit du 14 au 15 juin. Le lendemain, le gouverneur ayant été sommé de se rendre avait fait répondre qu'il préférait mourir que de voir la place aux mains des Anglais, et qu'il la défendrait jusqu'à son dernier homme. La nuit du 15 au 16 fut marquée par une attaque de la contrescarpe, qui échoua à la suite d'un retour offensif de l'ennemi. A l'aide de torches goudronnées allumées dans les dehors, les assiégés avaient dirigé sur les assaillants un tir meurtrier, avec la même précision que pendant le jour. On gagna encore un peu de terrain dans la nuit du 16 au 17. Enfin, dans celle du 17 au 18, la contrescarpe, attaquée

1. Le 18 juillet, le jour même de son élection à l'Empire, sous le nom de Léopold I[er], le roi de Hongrie s'engagea par serment à observer la capitulation ; *la ligue du Rhin*, destinée à assurer l'exécution de cet acte, fut signée le 14 août ; le roi de France y accéda le 15.



avec une véritable rage sur cinq points différents, fut emportée, au milieu d'une pluie de balles et de grenades, par deux bataillons du régiment de Turenne, auxquels ce succès coûta deux cents hommes. La même nuit et les deux suivantes, le marquis de Richelieu fit, avec l'assistance des Anglais, le siège en règle du Fort-Léon, à l'ouest de la place. La conquête de la dune où s'élevaient les retranchements attaqués, coûta la vie à un des plus brillants officiers de l'armée de Turenne, le marquis de Castelnau [1].

Dans la nuit du 19 au 20, pendant qu'une frégate d'Ostende, trompant la surveillance de l'escadre anglaise, se glissait dans le port de Dunkerque avec un chargement de munitions [2], le comte de Soissons, avec les Suisses, arracha aux Espagnols, dans une lutte sanglante, les défenses accessoires organisées sur la contrescarpe. Dès lors, les assiégés entrevoyant la chute prochaine de la place, le marquis de Leyde se promit de ne pas survivre à la catastrophe. Il venait de ramener

1. *La Mesnardière*. — *Clerville*. — *Gazette de France*. — *Mém. de Turenne*. — *Hist. généalog. de la maison de Castelnau*. — Lettre (cop.) de Turenne à Mazarin, du 21 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI). — *Bulletin de nouvelles*, du 19 juin, déjà cité.

Castelnau, nommé maréchal de France le 30 juin, mourut à Calais, le 15 juillet, des suites de la blessure qu'il avait reçue à l'attaque du Fort-Léon. « Il était, dit la Mesnardière, homme de grande mine, de grande ambition et de grand cœur. »

Après la prise des ouvrages du Fort-Léon, les Anglais hissèrent sur la dune un mortier d'un calibre inconnu jusque-là et dont il semblait que les bombes, de la grosseur d'un demi-muid, dussent embraser la ville. » (*La Mesnardière*).

2. Turenne envoya à l'amiral anglais le lieutenant de ses gardes pour se plaindre de ce manque de surveillance.



sur la ligne de combat, en les gourmandant, les soldats d'un régiment italien qui s'était laissé chasser de son poste, quand une voix s'éleva de leurs rangs pour dire qu'ils auraient fait meilleure contenance, si, comme lui, ils eussent été armés d'une cuirasse. Le vieux soldat se dépouilla sur-le-champ de son armure, puis, entouré de quelques braves, se précipita dans la mêlée, en simple pourpoint, la pertuisane à la main. Quelques instants après, on le relevait l'épaule percée d'un coup de mousquet et le visage défiguré par un éclat de grenade. Il se fit emporter dans la ville en recommandant de cacher sa blessure à ses soldats [1].

La défense continua pied à pied dans la nuit du 20 au 21. Le 21 au matin, Turenne envoya de nouveau sommer les assiégés de poser les armes. Bien qu'ils n'ignorassent pas que le marquis de Leyde eût été mis hors de combat, ils déclarèrent qu'ils allaient prendre ses ordres. La nuit du 21 au 22, la garnison s'adjoignit quelques bourgeois. On arriva enfin, dans celle du 22 au 23, au pied du mur de l'ouvrage à corne. L'ennemi ayant découvert le mineur, au moment où on l'attachait à la muraille, se mit aussitôt à battre la chamade (23 juin) [2].

1. *La Mesnardière.* — *Bussy-Rabutin.* — *Gaz. de France.* — Lettre (aut. de Turenne à Mazarin, du 20 juin (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI), et lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, même date, même fonds, t. XLV. — Lettre, déjà citée, de Talon à Mazarin, du 21 juin.


2. *La Mesnardière.* — *Gaz. de France.*



Au même moment, le roi déboucha sur l'estran, en vue de la place, vers l'ouest. Depuis la bataille du 14, il n'avait pas cessé de témoigner le désir de revenir à Mardick pour se trouver à proximité du camp. La reine mère et Mazarin s'étaient ingéniés à lui opposer toutes les raisons propres à le faire renoncer à son dessein, en insistant principalement sur l'insalubrité de Mardick. Turenne, consulté par le cardinal, émit d'abord l'avis de retarder le voyage du roi, à cause des partis de cavalerie espagnole qui battaient la campagne sur quelques points. Mais, dès qu'il eut signalé la retraite de l'ennemi, il fallut laisser libre cours à l'impatiente ardeur du jeune souverain. Son départ de Calais eut lieu le 23 au matin. La marche, ouverte par un corps de cavalerie, était fermée par la gendarmerie. On suivit la côte. A hauteur de Gravelines, avant de passer l'Aa à marée basse, le roi prit plaisir à faire escadronner sa troupe sous les yeux des Espagnols enfermés dans la place. Après avoir mis un instant pied à terre à Mardick, il se dirigea sur le Fort-Léon, et de là vers le havre, où il arriva, comme nous l'avons dit, au moment où les assiégés faisaient leurs signaux pour se rendre [1].

1. *La Mesnardière.* — *Gaz. de France.* — Lettre, déjà citée, de Turenne à Mazarin, du 16, à midi, et lettre du 19 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLVI). — Lettres, déjà citées, de Turenne à Mazarin et de Mazarin à Turenne, du 20 juin. — Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, du 22 juin (*Arch. aff. étr., Pays Bas*, t. XLV).



Pendant que le roi retournait à Mardick pour annoncer à Mazarin la reddition de la place [1], Turenne en régla les conditions avec les envoyés des Espagnols. On apprit d'eux que M. de Bassecourt, sergent général de bataille dans l'armée espagnole, avait succédé, pour la conduite du siège, au marquis de Leyde, mort le matin même des suites de ses blessures [2]. Suivant la trêve convenue, les gardes françaises et suisses occupèrent, dans la soirée, une partie de la ville [3].

Le lendemain, le roi, accompagné de Mazarin, des maréchaux du Plessis et Villeroi, de l'archevêque de Lyon, du colonel Lockhart et des ami-

1. Le cardinal avait accompagné le roi de Calais à Mardick.

2. Le marquis de Leyde était de la maison de Bette, une des plus illustres de Gand. Philippe IV avait érigé en marquisat la baronnie de Leyde (de la châtellenie d'Alost). Leyde s'était distingué au siège de Maëstricht, en 1632, et avait été fait gouverneur de Dunkerque et amiral de Flandre en 1646 (Pierre Faulconnier, *Description historique de Dunkerque*, Bruges, 1730).

« Ce vieux et sombre Espagnol, dit M. Dargaud (*Histoire d'Olivier Cromwell*), en parlant du marquis de Leyde, n'attendait que d'être hors de ce drame militaire pour s'enfermer dans un cloître et se revêtir d'un cilice jusqu'à sa tombe. Il avait vécu en héros et il rêvait de mourir en saint; son vœu fut trompé. »

« J'ai fait connaître à M. de Turenne ce que V. E. m'a fait l'honneur de m'écrire touchant l'opiniâtreté et les grimaces de dévotion auxquels le marquis de Leyde s'attache, sur quoi il a fait toutes les réflexions que V. E. peut souhaiter. » (Lettre de Talon à Mazarin, du 21 juin, déjà citée.)

« Il ne manquait autre chose pour faire que le voyage du roi à Dunkerque se ressemblât à celui de l'année passée à Montmédy, que la mort du gouverneur, et, ce matin, nous avons su que ce malheur est arrivé au marquis de Leyde. » (Lettre [cop.] de Mazarin à la reine, de Mardick, 24 juin, *Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII.)

3. *La Mesnardière*. — *Gaz. de France*. — *Bulletin de nouvelles* (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*). — Lettre (cop.) de Mazarin à la reine, de Mardick, 23 juin, 8 heures du soir (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII). Mazarin disait à la reine dans cette dernière lettre : « Je vous dépêche en toute diligence deux de mes gardes, avec ordre de vous réveiller, ne doutant pas que vous ne le trouviez bon, pour savoir au plus tôt une si bonne nouvelle, qui sera suivie du prompt retour de la personne que vous aimez le plus [le roi était présent lorsque Mazarin écrivait cette lettre]. Je vous demande très humblement pardon, si je vous ai si mal tenu ma parole, vous l'ayant donnée, que la place se rendrait après-demain et ayant demandé à capituler aujourd'hui. »



raux anglais, alla visiter les tranchées des deux attaques. Au signal donné par le vaisseau amiral, les bâtiments de la flotte de Cromwell, « dont la forêt ombrageait toute la côte », saluèrent son arrivée de leur canon. Turenne le reçut dans sa tente et le conduisit ensuite sur le champ de bataille[1].

Le 25, conformément à la capitulation signée la veille, les troupes espagnoles, traînant avec elles deux canons, sortirent de Dunkerque et s'engagèrent sur la route de Saint-Omer. Le roi vint se placer sur leur passage à une petite distance de la ville. « Il était vêtu, dit la Mesnardière, d'un habillement de guerre fort galant, avec le chapeau tout couvert de plumes blanches et incarnates, et il montait un cheval blanc extrêmement fin et de taille avantageuse, paré d'une housse en broderie d'or et d'argent; jamais, au jugement de la cour, il n'avait eu la mine si haute ni si fière ». La gendarmerie, formée en cinq escadrons, lui faisait face. A quelques pas derrière lui se tenaient Mazarin, Le Tellier, Louvois, les maréchaux de France du Plessis et Villeroi, les officiers de sa maison et des volontaires en grand nombre. Les assiégés, au nombre de quinze cents à deux mille[2], défi-

1. *La Mesnardière*. — *Gaz. de France*.
2. Mazarin, dans une lettre (cop.) à la reine, du 25 juin (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII), parle de six cents chevaux et neuf cents hommes de pied. D'après un *Bulletin de nouvelles*, du 29 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIV), la garnison était de quinze cents hommes au moment de la capitulation.

lèrent devant lui au son des trompettes des gardes du corps. M. de Bassecourt fermait la marche. Arrivé à hauteur de Louis XIV, il mit pied à terre et lui dit en s'inclinant respectueusement, « que dans le malheur qu'il avait eu de ne pouvoir défendre la place plus longtemps, il n'avait qu'une seule consolation, qui était d'avoir l'honneur de la remettre entre les mains propres d'un si grand roi »[1].

Louis XIV fit ensuite son entrée dans Dunkerque, les gardes françaises et suisses formant la haie sur son passage. Le corps de ville se porta à sa rencontre à la porte de Mardick[2]. Après un *Te Deum* où il assista avec la cour, il visita l'intérieur de la ville. Vers la fin de la journée, au moment de repartir pour Mardick, il invita publiquement l'ambassadeur anglais à prendre possession de la place suivant les clauses des traités d'alliance de 1657 et 1658. L'occupation anglaise commença dans la soirée du même jour, après que Lockhart eut signé un acte par lequel il s'engageait, au nom de Cromwell, à ne rien innover dans Dunkerque qui pût être préjudiciable à la

L'ambassadeur Giustniani fournit les mêmes chiffres (lettre du 30 juin, *Dép. des amb. vénitiens*).

Faulconnier dit doux cents fantassins et six cents chevaux ; il compte, en plus, quatre cents blessés ou malades.

1. *La Mesnardière.* — *Gaz. de France.* — *Aubery, Histoire du cardinal Mazarin.*

2. « Le clergé et le magistrat obéirent avec respect, et l'on ne remarqua rien sur les visages des dames mêmes, toutes parées pour la fête, qui fit juger que ce changement fût doulou[r]eux aux Dunkerquois. » (*La Mesnardière*).

religion catholique, et à maintenir les ecclésiastiques « réguliers et autres » dans la jouissance de leurs églises, de leurs biens et de leurs privilèges [1]. Déjà, le représentant du Protecteur avait donné, de vive voix, aux communautés religieuses qui étaient venues saluer le roi à l'église, l'assurance formelle qu'elles n'auraient à souffrir ni dans les pratiques de leur culte ni dans leurs immunités. Cromwell devait d'ailleurs ratifier, dans le délai d'un mois, les conventions souscrites par Lockhart, et sanctionner en même temps les conditions accordées aux habitants par Turenne [2]. En moins d'un jour, Dunkerque avait eu successivement pour maîtres trois des plus puissants souverains de l'Europe !

Dans l'intervalle qui sépare la bataille des Dunes de la reddition de Dunkerque, Louis XIV, désireux de répondre à la mission de lord Faulconbridge, avait fait partir pour l'Angleterre le duc

1. Il existe une copie de cet acte, en latin, dans le tone LXIX, *Angleterre*, aux *Archives des affaires étrangères*, avec la traduction française de Servien, en marge. Le même acte a été reproduit, à titre d'annexe, dans les *Remarques sur la reddition de Dunkerque*, dont il sera question ciaprès. Enfin, il figure dans le *Corps diplomatique* de *Dumont*.

Servien partageait alors avec Fouquet la surintendance des finances.

2. Lettre (orig. sign.) de Mazarin à Servien, de Mardick, 26 juin (*Arch. aff. étr., France*, t. CLXVI). — Lettres, déjà citées, de Mazarin à la reine, des 24 et 25 juin. — *La Mesnardière*. — *Gaz. de France*. — *Aubery*.

On trouve dans la *Description historique de Dunkerque*, par Pierre Faulconnier, le texte des capitulations arrêtées les 23 et 24 juin par Turenne, et concernant les ecclésiastiques, les bourgeois, le magisrat, etc. Ces conventions portent sur un grand nombre de points : maintien des bourgeois en possession de leurs biens et revenus, même de ceux qui ont été confisqués pendant la guerre ; exemption du logement des gens de guerre et de la gabelle ; confirmation du magistrat dans l'exercice de sa juridiction ; adoption de mesures propres à favoriser le commerce, etc.

de Créquy, premier gentilhomme de sa chambre, et Philippe Mancini, neveu de Mazarin, avec ordre du roi de « complimenter en son nom M. le Protecteur, et de lui dire toutes les choses qui peuvent rendre Son Altesse mieux persuadée de son amitié [1]. » Les deux envoyés, porteurs de lettres personnelles du roi et du cardinal pour Cromwell [2], étaient passés de Calais à Douvres sur un vaisseau anglais, et avaient été conduits de là en grande pompe à Greenwich, puis à la Tour de Londres (25 juin). Le Protecteur dérogea pour eux, dans l'audience qu'il leur donna le lendemain, aux règles du cérémonial ordinaire [3].

La remise de Dunkerque aux Anglais fut le signal d'un redoublement d'attaques contre la poli-

1. Lettre (cop.) de Mazarin à M. de Bordeaux, du 20 juin (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII).

« Mon neveu accompagnera simplement M. le duc de Créquy et ne fera absolument autre figure que celle-là. Quant audit sieur duc [Créquy], il n'aura pas le titre d'ambassadeur parce que M. le Protecteur ne l'avait pas donné à M. le vicomte [*sic*] de Faulconbridge. »

2. M. Guizot a publié ces deux lettres. Le tome CCLXXVII, de *France*, aux *Archives des affaires étrangères*, contient une autre lettre (cop.) de Mazarin à Cromwell, datée de Calais, 20 juin : « J'ai été bien aise, dit le cardinal, que mon neveu fût de ceux qui accompagnent ledit sieur duc en ce voyage, afin que renouvelant à V. A. S. les assurances de mes très humbles services, il puisse avoir l'honneur aussi de lui offrir les siens en personne. Si j'avais quelqu'un avec moi qui m'appartînt de plus près, je l'aurais choisi par préférence à tout autre en cette occasion, pour faire connaître d'autant mieux à V. A. S. combien je l'honore, et la passion avec laquelle je souhaite que tous les miens suivent mon exemple. »

3. Lettre de Bordeaux à Mazarin (aut.), du 24, et à Brienne (exp. orig.) du 27 juin (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXVIII). — *Gaz. de France*.

Créquy et Mancini séjournèrent ensuite à Hamptoncourt où ils furent traités fastueusement par lord Faulconbridge. Ils repartirent de Londres le 1er juillet (Lettre [exp. orig.] de Bordeaux à Brienne, du 1er juillet, *Arch. aff. étr., Angleterre*, t. CLXVIII), comblés de présents. Deux jours auparavant (29 juin), et quelques heures après avoir appris la nouvelle de la prise de Dunkerque et sa remise à Lockhart, le Protecteur leur avait donné une audience de congé à l'issue de laquelle il les avait reconduits jusqu'à la salle de ses gardes.



tique de Mazarin qui l'avait préparée et venait de la consommer. Les sujets du roi que le cardinal appelait « les malintentionnés » et ceux qu'il qualifiait de « faux dévots », étaient loin d'avoir désarmé. Aussitôt après le départ de Louis XIV et du cardinal pour l'armée de Flandre, le courant de mécontentement auquel avaient donné lieu les clauses du traité qui livraient d'avance à l'Angleterre hérétique la population catholique de Dunkerque, s'accentua de plus en plus. On ne pouvait encore prévoir l'issue du siège, et déjà quelques évêques et les chanoines de Notre-Dame déclaraient ne pas vouloir assister au *Te Deum* qui serait chanté à l'occasion de la prise de la place[1]. Des membres du parlement avaient pris part à cette fermentation, et les jansénistes n'y restaient pas étrangers. Dans les provinces, la noblesse n'avait pas cessé de tenir des conciliabules. De nombreux manifestes circulaient çà et là sous le nom des révoltés de Sologne. A Paris, principal foyer de ces menées,

1. Colbert ayant émis l'avis qu'il était à propos de ne pas convier à cette solennité les chanoines de Notre-Dame et quelques évêques de la part desquels on pouvait appréhender un refus, Mazarin lui écrivit : « On a pourvu à tout cela par le *Te Deum* qu'on chantera pour le gain de la bataille, qui servira pour tout; mais, si on le chante d'ordinaire pour le bon succès des affaires du roi, on le devrait chanter deux fois pour celui de Dunkerque, l'un pour la prise et l'autre pour la consignation aux Anglais, n'y ayant rien au monde de si avantageux pour la France, après avoir pourvu, comme on a fait solidement, à ce qui regarde les ennemis. » (Réponse [aut.] de Mazarin, du 19 juin, en marge de la lettre [orig.] de Colbert, du 14 juin, *Arch. aff. étr., France*, t. CLXV).

Contrairement à ce qu'annonce Mazarin dans la lettre précédente, on n'attendit pas la prise de Dunkerque pour célébrer, à Notre-Dame de Paris, la victoire des Dunes; un *Te Deum* fut chanté, le 22, en présence des chanoines et d'un grand nombre d'évêques, ainsi que du chancelier de France, du gouverneur de Paris, des cours des Comptes et des Aydes, du corps de ville et des ambassadeurs étrangers.



malgré les mesures de rigueur prises pour « donner la chasse à tous ceux qui pouvaient y être à dessein de fomenter les brouilleries [1] », chaque jour voyait éclore de nouveaux libelles. Les gazettes à la main pullulaient. On insinuait que l'armée sous Dunkerque manquait du nécessaire, et les blessés passaient pour être privés de soins. Colbert voyait la main du cardinal de Retz au fond de cette agitation, et Servien prétendait reconnaître, aux pratiques artificieuses des fauteurs de désordre, les mêmes hommes qui avaient poussé autrefois à faire des barricades dans Paris [2].

Cinq jours avant la bataille des Dunes, Bartet, secrétaire du cabinet du roi, écrivait à Mazarin, dont il était un des agents particuliers : « C'est une chose incroyable presque à tous ceux qui ne la voient pas, qu'on est plus enragé à Paris qu'à Bruxelles du siège de Dunkerque [3]. » Ce n'est pas que dans les Pays-Bas on ne fût extrêmement irrité contre le roi très chrétien, qui avait osé promettre à Cromwell de lui céder une place espagnole avant de l'avoir conquise, et faisait bon marché de la foi catholique dans la personne des sujets de Philippe IV. Don Juan et Caracène, séparés depuis

1. Lettre (orig. sig.) de Servien à Mazarin du 16 juin, de Paris (*Arch. aff. étr., France*, t. CCXCII).

2. Lettre, déjà citée, de Colbert à Mazarin, du 9 juin. — Lettres de Bartet (*aut. sign.*), du 12, de Colbert (*orig. sign.*) du 14, déjà citée, et de Servien (aut. sig. chiffrée en partie) du 22 juin, de Paris (*Arch. aff. étr., France*, t. CLXV). — Lettre (cop.) de Mazarin à Talon, du 14 juin (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLV).

3. Lettre de Bartet à Mazarin, du 12 juin, citée plus haut.

longtemps par de profonds dissentiments que leur défaite sous Dunkerque venait d'aggraver [1], s'étaient mis d'accord pour entretenir les populations flamandes dans leurs sentiments de haine contre la France et l'Angleterre ; ils espéraient en obtenir, par ce moyen, de nouveaux sacrifices d'argent pour la continuation de la guerre. On publiait que de grands troubles avaient éclaté en France, principalement en Normandie, et que le clergé tout entier s'était tourné contre Mazarin [2]. La traduction espagnole de la *Très humble remontrance*, imprimée à Madrid, mettait dans la bouche des gentilshommes de France, grâce à un titre nouveau, toutes les accusations formulées par le cardinal de Retz [3]. On avait même pris le soin perfide de

1. Il est fait souvent allusion à ces dissentiments dans une relation espagnole (imp.) de la bataille des Dunes intitulée : « *Relacion del renquentro que tubieron las dos armadas catholica y christianissima çerca de Dunkerque esto anno de 1658, dictada y escrita mentirosa y apasionadamente y glosada despues por la verdad.* » (*Bibl. nat.* Ve *Colbert*, t. III.)

Chaque page est à deux colonnes ; la colonne de droite porte en haut l'indication de *Glossa verdadera* et la colonne de gauche celle de *Texto falso*. La *Glossa verdadera* présente la justification de la conduite tenue par don Juan avant et pendant l'action ; elle est peut-être sa propre œuvre.

« Je sais de bonne main qu'un des officiers [appelés à Bruxelles pour donner des renseignements au conseil de Flandre sur la bataille du 14] a dit qu'ils [les membres du conseil de Flandre] ont été samedi [15 juin] en de grandes disputes entre S. A. S. [don Juan] et le prince de Condé, et le marquis de Caracène, sur ce que S. A. [Condé] disait à don Juan qu'il était, le seul, cause de la défaite entière de l'armée par ce qu'il a fait contre les sentiments de tous les chefs de l'armée, ayant avancé trop près de celle des ennemis et de leurs lignes sans artillerie, lesquels ennemis étaient sur leurs défenses, don Juan aurait dit d'être de son devoir de faire voir aux ennemis qu'on n'a point de crainte pour eux..... Vous saurez qu'il [don Juan] est piqué contre le marquis de Caracène qui a, depuis quelques mois, des ordres de la cour royale de Madrid, écrits de la propre main de don Louis de Haro, qu'il aura de travailler avec M. le prince de Condé en l'affaire qui concernait la campagne, et qu'il n'aura nullement à se remettre à l'avis de S. A. S. » (*Bulletin de nouvelles*, du 19 juin, de Bruxelles.)

2. *Bulletin de nouvelles*, du 19 juin, cité plus haut.

3. *La Remontrance*, en espagnol, avait pour titre : « *Muy humilde y muy*



donner au pamphlet pour introduction un traité d'alliance anglo-française du 10 mai 1657, resté secret ou n'ayant existé qu'à l'état de projet, et dont les dispositions, que nous avons déjà fait connaître, étaient propres à exciter contre la France non seulement les Espagnols et les Flamands, mais aussi les Hollandais et les Danois [1].

La victoire des Dunes calma un peu les esprits [2]. Néanmoins l'apaisement ne fut que passager. On continua de répandre à profusion des écrits séditieux et de fausses nouvelles, et la noblesse persévéra dans une résistance sourde qui défiait jusqu'à un certain point la répression. Ému et inquiet, plus que n'aurait dû l'être, sans doute, un homme qui avait essuyé tant de traits, et des traits si sanglants

Importante demonstracion de sentimiento de la nobleza catolica de Francia a su Rey sobre la entrega de las plaças maritimas de Flandes en manos de Ingleses. » (*Bibl. nat.*, Vc *Colbert*, t. CCCXXIII, f° 257.)

1. Voir, au sujet de ce traité, page 12, note 2. — M. Chéruel, dans son *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, rappelle que le comte de Brienne (*Mémoires*) dit avoir eu part à trois traités. Celui du 10 mai 1657 ne serait-il pas de ce nombre? On sait que Brienne a négocié, de concert avec de Lionne, celui du 23 mars 1657, et avec Servien celui du 28 mars 1658; d'autre part, le traité antérieur de Westminster n'a été signé que par M. de Bordeaux. L'article 26 et dernier du traité du 10 mai 1657 commence ainsi: « Tous les articles du dit traité doivent être tenus bien secrètement et fidèlement par le sieur Protecteur qui les confirmera moyennant un serment. » Le traité dont il s'agit aurait-il donc été régulièrement conclu et tenu secret? on peut le supposer. En tout cas, il est digne de remarque que les points qui y sont visés soient précisément ceux que Mazarin traitait alors dans ses dépêches; on peut même dire qu'ils résument très bien les vues de sa politique extérieure vis-à-vis de la maison d'Autriche, de la Hollande, de la Suède et du Danemark. Enfin, le traité du 10 mai 1657 a trouvé place, à son rang chronologique, dans le tome CCCXXIII du fonds des Vc *Colbert*, à la *Bibliothèque nationale*, où sont relevés, dans des copies du temps, tous les traités conclus avec l'Angleterre de 1360 à 1664, on ne l'y mentionne pas comme étant resté à l'état de projet.

2. Lettre, déjà citée, de Servien à Mazarin, du 22 juin. — Lettre (aut. non sig.) de Bartet à Mazarin, de Paris, même date, déjà citée (*Arch. aff. étr.*, *France*, CLXV).



de la malignité humaine, le cardinal écrivit à Servien : « Vous me ferez un très grand plaisir de contribuer en tout ce qui pourra dépendre de vous pour pousser et châtier les écrivains de gazettes à la main, et encore plus les faiseurs et distributeurs de libelles, car c'est une peste qui (si on ne s'applique pas soigneusement à la déraciner) infectera tout. J'en avais parlé à Monsieur le Procureur général [1] fortement, avant de partir, et il m'avait promis d'y vouloir travailler de la bonne manière. Je vous conjure donc de voir ensemble tout ce qu'on y pourra faire, et prendre bien garde de n'envoyer ailleurs qu'à la Bastille ceux qu'on arrêtera ; et quelque chose qu'on puisse vous dire, je désire que tous ces gazeteurs soient arrêtés, n'y en ayant pas un qui se puisse armer de moi. Enfin jamais il n'y a plus de nécessité de châtier qu'à présent, car la liberté ou l'impudence, pour mieux dire, est grande, et il est aisé de connaître que les bruits qu'on a fait courir ci-devant, les cabales qu'on a faites à Paris et les séditions qu'on a voulu susciter dans les provinces avec des assemblées de noblesse et des lettres circulaires, sont des choses ménagées par des gens qui sont hors du royaume et qui travaillent pour en troubler le repos [2], pour rendre par là leur condition meilleure. Mais Dieu y donne bon ordre, et il faut seulement que nous

1. Fouquet.
2. Il est fait ici allusion, manifestement, au cardinal de Retz.

nous conformions à sa volonté, profitant des grâces qu'il nous fait. Mais je vous conjure de nouveau à vous appliquer, avec ces autres Messieurs, à faire châtier quelqu'un à Paris et dans les provinces; et, pour cet effet, on ne manquera pas de troupes, et il les y faut employer quand même il faudrait laisser de faire des conquêtes en Flandre, car il est insupportable d'être obligé de faire des miracles pour empêcher que les malintentionnés n'éclatent quand il arrive de mauvais succès[1]. »

1. Lettre (orig. sig.) de Calais, 22 juin (*Arch. aff. étr., Allemagne*, t. CXXXVII). Cette lettre décèle, de la part de Mazarin, une irritation assez violente contre tous ceux qui décriaient ses actes et la politique qui les inspirait. Il était probablement dans ces dispositions d'esprit, lorsqu'il ordonna l'emprisonnement de Saint-Évremond. On lit dans une lettre de Bartet à Mazarin, du mois de juin, non datée (aut., *Arch. aff. étr., France*, t. CLXV), mais paraissant avoir été écrite peu de jours après la capitulation de Dunkerque qui est du 24 juin : « Nous avons été bien surpris de la prison de M. de Saint-Évremond; bien des dames et bien des seigneurs s'emploient ici auprès de M. l'abbé Fouquet pour tâcher de persuader à V. E. l'innocence de sa conduite. »

CHAPITRE X

FIN DE LA CAMPAGNE DE FLANDRE. — MALADIE DU ROI. — RÉPONSE DE SERVIEN A « LA TRÈS-HUMBLE REMONTRANCE ». — TRAITÉ DES PYRÉNÉES.

1658 (suite)-1659. Mazarin fait valoir les avantages de l'alliance anglaise. – Capitulation de Bergues (1er juillet). — Prise de Furnes (3 juillet) et de Dixmude (6 juillet). — Maladie du roi; sa vie est en danger; les courtisans s'agitent. — Mazarin a l'appui de Turenne. — Lettre de Mazarin au duc de Modène (8 juillet). — Guérison du roi. — Conférence de Cassel entre Mazarin, Turenne et Le Tellier (26 juillet). — La Ferté fait le siège de Gravelines; dispositions adoptées par Turenne pour le couvrir. — Chute de Gravelines (27 août). — Retraite de l'ennemi sur la Lys. — Mazarin quitte l'armée. — Marche de Turenne sur la Lys, par Thielt et Deynze. — Le château de Gavre est emporté. — Siège et prise d'Oudenarde (9 septembre). — Turenne se justifie de n'avoir pas marché sur Bruxelles. — Défaite du prince de Ligne près de Menin. — Capitulation d'Ypres (24 septembre). — Prise de Commines. — L'armée du roi à Espierres. — Clerville répare les fortifications d'Oudenarde. — Podewiltz s'empare de Grammont. — Bruxelles menacée. — Les mauvais chemins entravent les opérations. — Opinion de Napoléon sur la fin de la campagne. — Mort de Cromwell (13 septembre); son fils Richard lui succède. — Lettre de Mazarin à Lockhart (15 septembre); réponse de Lockhart (17 septembre). — Lettre de Mazarin à Richard Cromwell (25 septembre). — Politique d'expectative de Mazarin à l'égard de l'Angleterre. — Publication des *Remarques sur la reddition de Dunkerque;* part de Mazarin à cet écrit. — Le mémoire de Servien répond à la *Très humble Remontrance.* — Allusions au pamphlet de Retz. — Les griefs articulés contre l'alliance avec l'Angleterre se ramènent à deux points. — Servien ne démontre pas absolument « l'utilité » de cette alliance. — Supposition sur les mobiles qui ont amené Mazarin à s'unir aux Anglais. — Servien rappelle les actes politiques de Henri IV et de Richelieu. — Extrait du mémoire. — Le dernier trait est à l'adresse de Condé. — L'écrit de Servien eut-il de l'influence sur les esprits? — Les conquêtes de Turenne appuient les arguments de Servien.

— La paix générale commence à n'être plus un mirage. — Soins prévoyants de Turenne pour les troupes. — Mazarin prépare les voies à la paix. — Quelques ménagements à garder vis-à-vis du successeur de Cromwell. — Velléités d'hostilité du côté de l'Allemagne; la ligue du Rhin. — Traité des Pyrénées (7 novembre 1659); article secret concernant l'Angleterre. — La paix est le fruit de la politique extérieure de Mazarin secondée par les victoires de Turenne. — Témoignage d'admiration offert à Mazarin par le chancelier Séguier.

Non seulement les mesures de rigueur commandées par Mazarin [1] eurent peu de prise sur les agitateurs, mais l'abandon de Dunkerque à Cromwell, survenu sur ces entrefaites, souleva des récriminations plus vives que jamais. Les catholiques de Londres eux-mêmes se mirent à l'unisson des Français pour reprocher au roi, dans la personne de son premier ministre, de trahir les intérêts de leur religion [2]. Le cardinal n'en persista pas moins à croire et à soutenir qu'il n'y avait que de bons effets à attendre des traités qui avaient assuré Dunkerque aux Anglais en garantissant Gravelines au roi. « Je suis persuadé, disait-il, qu'il est mille fois plus avantageux à la France que cette place [Dunkerque] soit entre les mains des Anglais que dans les nôtres, et quand il n'y aurait autre raison que celle que les Espagnols donneraient beaucoup pour la voir plutôt sous la protection du roi que des Anglais, elle serait, à mon avis, assez

1. Le 23 juin, le Conseil privé rendit une décision portant défense aux gentilshommes de faire « aucunes associations ni assemblées sans la permission du roi, à peine de la vie. » (Extrait [cop.] des registres du conseil privé du roi, de Calais, 23 juin, *Arch. aff. étr., France*, t. CLXV.)

2. Lettre déjà citée, de Bordeaux à Brienne, du 27 juin.

forte pour persuader un chacun que la gloire et le profit est [sont] du côté du roi en ce rencontre[1]. »

Heureusement, l'écho de ces clameurs passionnées n'arrivait qu'affaibli jusqu'à l'armée de Flandre, unie et forte dans la main de son chef. Les Espagnols n'étaient pas encore remis de la confusion qui avait suivi leur défaite, et ne reconstituaient que lentement, faute d'argent, leurs forces dispersées. Le moment était donc propice pour s'emparer sur eux des places voisines de Dunkerque, dont la conquête devait faciliter le siège de Gravelines. Dès le 27 juin, tandis que don Juan, Condé et les généraux espagnols délibéraient à Nieuport sur le choix des positions défensives à faire occuper par les différents groupes de leur armée, Bussy-Rabutin recevait l'ordre d'investir Bergues avec deux mille hommes. Il fut rejoint, le même jour, devant cette place, par le roi venu de Mardick, et par Turenne qui y arriva avec le reste des troupes. Les dehors étaient emportés et le fossé allait être comblé, quand la garnison, composée de neuf cents hommes environ, se rendit à discrétion (1er juillet)[2] ; on la mena à Calais, où elle

1. Lettre (orig. sig.) de Mazarin à Servien, de Mardick, 26 juin, (*Arch. aff. étr., France*, t. CLXVI). C'est la réponse à la lettre de Servien du 22 juin, citée plus haut.

2. Il résulte d'une lettre de Turenne à Mazarin, de Bergues, 2 juillet, qui figure parmi les documents reproduits à la suite des *Mémoires de Turenne* (Ed. Michaud et Poujoulat), que les Espagnols acceptèrent, le 1er juillet, les conditions proposées par le maréchal et sortirent de la place le 2. Bussy-Rabutin et la plupart des historiens assignent à cette capitulation la date du 2.



fut embarquée pour Mardick. Celle de Furnes, qui ne comprenait que quatre-vingts soldats, capitula le 3 juillet, à la seule approche d'un détachement et à la première sommation d'un trompette. Le 5, Turenne quitta le camp de Bergues pour se diriger sur Dixmude. Chemin faisant, il se rendit maître d'une redoute voisine de la Cnocke, sur le canal de Dixmude à Ypres, après avoir mis en fuite un escadron de Cravates. A peine l'armée du roi avait-elle franchi ce canal sur un pont de bateaux, que les défenseurs de Dixmude demandèrent à être reçus à composition. Sur ces entrefaites, le comte de Moret vint annoncer (6 juillet) à Turenne, de la part de Mazarin, que le roi avait été transporté malade de Mardick à Calais, où il était à toute extrémité, et qu'il y avait lieu de surseoir, jusqu'à nouvel ordre, aux opérations en cours d'exécution[1].

Les premières atteintes du mal qui mettait en péril la vie de Louis XIV remontaient au 20 juin[2]. Au dire des médecins, il avait pour causes principales l'air de Mardick corrompu par l'entassement des blessés, et les fatigues immodérées auxquelles le roi s'était soumis pour visiter son armée devant Dunkerque. Mazarin crut d'abord à une indisposition sans gravité; mais une fièvre violente

1. Lettre (cop.) de Mazarin à Turenne, des 2, 4, 7 et 8 juillet, de Calais (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV). — Lettre (aut.) de Talon à Mazarin, de Furnes, 7 juillet (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVI). — *Gaz. de France*. — *Mém. de Tuenne*, *d'York* et de *Bussy-Rabutin*.

2. Lettre (cop.) de Mazarin à la reine, du 30 juin (*Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII). — *Mém. de Turenne*.

ne tarda pas à s'emparer du malade, et sa vie fut assez sérieusement en danger pour qu'à son chevet même, à côté de la reine et du cardinal en proie aux plus cruelles angoises, quelques courtisans s'agitassent déjà à la recherche des faveurs du maître du lendemain [1]. Ce fut aussi le moment que les amis du cardinal de Retz, les partisans du prince de Condé, les « malintentionnés » et les « faux dévots » choisirent pour cabaler [2]. Ils comptaient sans Turenne qui avait loyalement promis son appui au cardinal [3].

1. On trouve des détails sur la maladie du roi dans un assez grand nombre de lettres de Mazarin à Turenne (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLV), et de Mazarin à Talon et à la reine (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII); dans le « *Journal de la santé du roi Louis XIV* de l'année 1647 à l'année 1711, écrit par Vallot, d'Aquin et Fagon, » publié par Le Roi, Paris, 1862; dans les *Mémoires de madame de Motteville*, dans la *Gazette de France*, dans les dépêches des ambassadeurs vénitiens (*Bibl. nat.*, filza 121) et dans quelques lettres de Gui Patin à Falconnet.

2. Lettre (orig.) de Colbert à Mazarin, de Paris, 14 juillet, et réponse du cardinal en marge (*Arch. aff. étr., France*, t. CLXV). Pierre Clément a reproduit cette lettre dans ses *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*.

3. « J'ai été fort touché des nouvelles que M. de Moret a apportées de la santé du roi..... Je me persuade que V. E. me connait assez pour savoir mes sentiments sur ce qui la regarde, et elle peut bien s'assurer que je ne manquerai jamais de lui témoigner la reconnaissance que toute notre maison lui a, et aussi en mon particulier, de celles que je lui ai. » (Lettre [aut.] de Turenne à Mazarin, du camp près de Dixmude, le 6 juillet, *Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLVI).

« Je n'ai pas été surpris de ce que le comte de Moret m'a dit de votre part, que rien n'est capable de me faire jamais douter qu'aucune amitié ne soit plus assurée que la vôtre. Ainsi vous devez compter sur la mienne en tout temps et en toutes rencontres ». (Lettre [cop.] de Mazarin à Turenne, du 10 juillet, *Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLV).

Dans ces moments singulièrement difficiles, Mazarin n'avait pas eu affaire qu'à des ennemis et à des ingrats. Il écrivait, le 15 juillet, aux plénipotentiaires du roi à Francfort : « Je vous puis dire avec vérité que j'ai grand sujet de me louer en cette rencontre, de tous ceux que j'ai eu le bonheur d'obliger, car, comme l'on sait assez, je n'ai d'autre passion au monde que la grandeur et le bien de cet État ». (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII.)

Turenne dit dans ses *Mémoires* : « Le cardinal, contre qui on crie, comme on fait d'ordinaire contre ceux qui gouvernent, trouva beaucoup d'amis en ce temps-là. »



Au plus fort de la crise aiguë que traversait la santé de Louis XIV, Mazarin écrivit (8 juillet) au duc de Modène[1] : « Je vous puis jurer en homme d'honneur que, quoique le roi soit mon maître et mon bienfaiteur, je ne considère rien de tout cela en ce rencontre, et bien moins les grands intérêts que j'ai dans sa conservation, mais seulement qu'il est le plus aimable prince qu'on ait jamais vu, et que, s'il est permis de parler ainsi, c'est le meilleur ami que j'aie[2] ». Deux jours après, Louis XIV était sauvé[3]. Le 22 juillet, il partait, guéri et convalescent, de Calais pour Compiègne.

Pendant la maladie du roi, Turenne était resté à Dixmude qu'il avait mis en état de défense, et le marquis de Créquy ne s'était pas éloigné du poste que le maréchal lui avait assigné aux environs de Nieuport. Don Juan et le duc de Glocester s'étaient tenus à Bruges, le prince de Condé à Ostende, le duc d'York et Caracène à Nieuport et le prince de Ligne à Ypres. Le 23 juillet, c'est-à-dire le lendemain du départ du roi de Calais, Mazarin se rendit à Bergues ; Turenne l'y ayant rejoint, ils partirent ensemble pour Cassel, où ils décidèrent, le 26, de concert avec Le Tellier et le maréchal de la Ferté, de faire le siège de Gravelines. Suivant les réso-

1. François Ier d'Este, duc de Modène, était un des alliés de la France ; son fils aîné, Alphonse, avait épousé Laura Martinozzi, une des nièces de Mazarin.
2. Lettre (cop.), *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV.
3. Lettres (cop.) de Mazarin à Turenne, des 10 et 11 juillet, (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV.)

lutions prises, le corps d'armée employé à cette opération devait se composer de six mille soldats que la Ferté venait d'amener, par ordre du cardinal, de la Meuse sur la Lys et, en outre, de quelques régiments d'infanterie tirés de l'armée de Flandre, soit, en tout, dix à onze mille hommes. Turenne, avec sept mille chevaux et trois mille fantassins, était chargé de couvrir à la fois l'armée de siège et les places de Bergues, Furnes et Dixmude[1].

Les dispositions adoptées par Turenne pour tenir les Espagnols en échec sur les points où ils seraient tentés de prononcer un mouvement offensif, en vue de secourir Gravelines, méritent d'être indiquées. L'ennemi pouvant déboucher de Nieuport, de Rousbrugge et de Poperinghe, le maréchal ne crut pas devoir lui opposer toutes ses forces réunies ; il préféra diviser son armée en petits groupes de forces différentes, qu'il échelonna de Furnes à Bergues, sur le terrain de la rive gauche de l'Yser. Furnes, Dixmude, la Cnocke et Fintelle étaient les points de résistance les plus importants. Créquy s'établit à Fintelle. Les positions choisies se prêtaient un mutuel appui. Turenne plaça, en outre, deux brigades de cavalerie à Mardick. Enfin il se posta lui-même près de Dunkerque. Grâce à ces

1. Lettre (aut.) de Turenne à Mazarin, du 10 juillet, du camp de Dixmude, (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV). — Lettres (cop.) de Mazarin à Turenne, du 13 juillet, de Calais ; à Turenne et à la Ferté, du 22, de Calais, et aux mêmes, du 24, de Bergues (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLV). — *Bulletins de nouvelles* du mois de juillet (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLIV), *passim*. — *Mém. de Turenne*, *d'York* et de *Bussy-Rabutin*. — *Gaz. de France*.



mesures, l'ennemi n'osa rien entreprendre contre l'armée de la Ferté, et Gravelines, qui passait pour la place la plus forte des Pays-Bas, succomba après vingt à vingt et un jours de tranchée ouverte (7-27 août) [1]. Quelques frégates anglaises avaient bloqué le port pendant le siège. Un instant, don Juan et le prince de Condé avaient fait mine de vouloir tourner par Saint-Omer l'espèce de réseau défensif dont l'organisation était due à Turenne, mais ils s'étaient retirés à Ypres et sur la Lys, à la nouvelle que les défenseurs de la place, en réponse aux sommations de l'assiégeant, avaient pris l'engagement de la rendre au bout de quatre jours, s'il ne leur arrivait aucun secours dans ce délai [2].

Après la chute de Gravelines, Mazarin « dit à M. de Turenne de faire les choses qu'il trouvait être le plus à propos » [3], et retourna à la cour. Le maréchal rassembla aussitôt son armée, forte à peu près de vingt mille hommes [4], aux environs de Dunkerque, et s'avança, par Dixmude, jusqu'à Thielt, à mi-chemin entre Bruges et Gand. De là il se porta à Deynze sur la Lys. Sans un guide

1. Vauban eut part au siège de Gravelines comme ingénieur.

Dans la nuit du 12 au 13 août, le même boulet avait tué, dans la tranchée, le marquis de Varennes et le comte de Moret.

2. Lettres (cop.) de Mazarin à la reine, des 7, 13 et 27 août, de Calais, et du 30 août, de Gravelines (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII). — *Bulletin de nouvelles*, de Bruxelles, 8 août (*Arch. aff. étr., Pays-Bas*, t. XLIV). — Lettre (min.) de Mazarin au duc de Modène, du 27 août (*Bibl. nat., Mélanges Colbert*, t. XLV). — Lettres de Mazarin à divers, *passim* (*Arch. aff. étr., France*, t. CCLXXVII. — *Mém. de Turenne.* — *De Quincy.*

3. *Mém. de Turenne.*

4. Elle s'était grossie du corps de la Ferté.

qui l'égara à la tombée de la nuit sur le chemin d'Oudenarde, il aurait gagné l'Escaut et surpris cette place. En rétrogradant sur Deynze, puis sur Thielt, il acheva de désorienter l'ennemi. Dans une nouvelle pointe sur l'Escaut, il emporta le château de Gavre, et une partie de sa cavalerie poussa jusqu'à quatre lieues de Bruxelles. Il se rabattit alors vers le sud sur Oudenarde. Les dragons du roi, commandés par Puyguilhem [1], enlevèrent aux portes de la place le comte de Chamilly avec trois régiments de cavalerie, dont celui de Condé. La nuit même où la tranchée fut ouverte, « l'étonnement prenant à ceux du dedans, dit Turenne, ils demandèrent à capituler » [2] (9 septembre). Si, à ce moment, il avait eu du gros canon et suffisamment de vivres, il aurait marché sur Bruxelles. Il préféra mettre à l'abri d'un coup de main les places déjà conquises et s'assurer sur la Lys un point de passage fortifié. « J'aimais mieux voir, écrivait-il à Mazarin, peu de jours après, quel établissement je pouvais prendre, que de courir vers Bruxelles, où je ne doute pas que l'épouvante ne soit grande, et avec raison, car il était fort aisé d'y aller avec l'armée, et je crois aussi de la pren-

1. Le régiment des dragons étrangers du roi avait été levé en 1656 ; il avait pour mestre de camp Antoine Nompart de Caumont, qui fut plus tard le duc de Lauzun.

2. « Cette place [Oudenarde] est de plus de conséquence qu'aucune que le roi ait jamais tenue en Flandre. » (Lettre [aut.] de Turenne à Le Tellier, du camp d'Ypres, 27 sept., *Arch. D. G.*, t. CLVII [Recueil de M. E. de Barthélemy].

Vauban servit au siège d'Oudenarde.



dre, l'ennemi n'ayant pu y jeter personne à cause que j'étais devant lui »[1].

La place « à demi-rasée » de Menin fut le point de passage dont Turenne résolut de se rendre maître sur la Lys[2]. L'armée du roi se préparait à remonter l'Escaut pour aller l'assiéger, lorsque Turenne apprit par un de ses partis de cavalerie que le prince de Ligne et don Francisco de Pardo n'en étaient qu'à une lieue et demie, à la tête de deux mille hommes et de quinze cents chevaux. Ce corps ennemi se rendait d'Ypres à Tournai où il devait remplacer les troupes de Condé, qui se tenaient prêtes à s'enfermer dans Bruxelles à la première nouvelle de l'approche des Français[3]. Attaqué à l'improviste par la cavalerie de Turenne, il fut fait prisonnier presque tout entier, et abandonna ses armes et ses drapeaux[4] (19 septembre).

Menin ayant ouvert ses portes, la brigade de

1. Lettre du 13 septembre, dans les documents inédits placés à la suite des *Mémoires de Turenne* (Ed. Michaud et Poujoulat). — *Mém. de Turenne et de Montglat.*

2. Menin n'était qu'une mauvaise place, mais, aux mains de Turenne, elle interceptait la communication la plus directe qui existât entre Ypres et Tournai. Il est probable que les fortes garnisons laissées par l'ennemi à Courtrai et à Armentières préservèrent ces places d'un siége.

3. Après la prise d'Oudenarde, le prince de Condé avait quitté Ostende pour se jeter dans Tournai, sur le flanc droit de Turenne, et à portée de la frontière française.

4. *Mém. de Turenne et de Montglat.* — Pinard (*Chronologie militaire*) place la défaite du prince de Ligne au 19 septembre. Le duc d'York va jusqu'à dire, dans ses *Mémoires,* que la défaite du prince de Ligne « causa plus de dommage aux Espagnols que la perte de la bataille des Dunes. »

D'après Désormeaux (*Histoire du prince de Condé*, le prince de Ligne aurait été battu pour n'avoir pas suivi le conseil que Condé lui avait donné de mettre la Lys entre lui et l'ennemi. Turenne dit, au contraire, dans ses *Mémoires :* « M. le prince, à ce que je crois, n'avait rien prescrit déterminément à M. le prince de Ligne. »

Podewiltz reçut l'ordre de passer la Lys et de précéder devant Ypres le reste de l'armée. Cette place, située au milieu de marais qui en rendaient l'accès difficile, avait une garnison de huit cents hommes de pied et cinq cents cavaliers. Dès que l'intendant Talon eut envoyé de Calais les outils nécessaires pour un siège régulier, Turenne fit ouvrir la tranchée. La cinquième nuit, les défenseurs demandèrent à traiter (24 septembre)[1]. Trois jours après, le colonel Rutterfoord, avec son régiment des gardes écossaises[2], celui de Douglas et deux cents Anglais, emporta le château de Commines sur la Lys[3].

Après un repos de quelques jours à Warneton sur la Lys et à Tourcoing, l'armée fit à Espierres, dans la vallée de l'Escaut[4], en aval de Tournai, un séjour de près de quatre semaines, pendant

1. Vauban prit part au siège d'Ypres. Il fut fait prisonnier dans une reconnaissance, mais on le relâcha sur parole.

2. Le colonel Rutterfoord devint gouverneur de Dunkerque en 1660, à l'avènement de Charles II.

3. *Mém. de Turenne.* — *Quincy.* — *Mém. de Montglat.* — Lettre (aut.) de Turenne à Le Tellier, du 24 septembre (*Arch. D. G.*, t. CLVII. [Recueil de M. E. de Barthélemy]). — Lettre du même au même, du 27 septembre, déjà citée. — Articles de la capitulation d'Ypres (cop.), *Arch. D. G.*, t. CLVII. — Lettre de Le Tellier à Mazarin, du 18 septembre, à la suite des *Mémoires de Turenne* (édition Michaud et Poujoulat). — Lettre (orig. sign.) de Turenne à Mazarin, du camp devant Warneton (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVII).

« J'ai laissé les nouveaux Anglais à Commines dans le village. Il n'y a pas apparence d'en envoyer à Oudenarde, car ils se rendraient tous aux ennemis. Ils sont tous nus et point en état de servir ; une journée de marche les ferait tous perdre ». (Lettre [orig. sign.] de Turenne du 2 octobre, du camp de Tourcoing, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t, XLVII). Il est question ici des recrues récemment envoyées d'Angleterre. Ce sont probablement les cinq cents hommes dont Mazarin annonçait, le 16 août, à M. de Bordeaux, le débarquement à Calais (Lettre [cop.] *Arch. aff. étr.*, *France*, t. CCLXXVII).

4. Entre Tournai et Oudenarde.

lequel Clerville travailla à rétablir les fortifications d'Oudenarde[1]. Au commencement de novembre, pour forcer don Juan à rétrograder de Courtrai sur Bruxelles[2], et aussi dans le but de procurer à la cavalerie une zone plus étendue pour fourrager, Turenne envoya Podewiltz s'emparer de Grammont sur la Dendre ; lui-même se rendit maître de Ninove[3]. Pour la seconde fois, Bruxelles crut voir les Français arriver sous ses murs ; mais l'intention de Turenne n'était pas de pousser jusque-là. Après la prise d'Ypres, il avait écrit du camp d'Espierres à Mazarin : « Je ne doute pas que l'épouvante ne soit présentement grande à Bruxelles, mais je l'apaiserais par une course qui n'aurait pas d'effet, et on ne donnerait pas ordre aux nécessités et au travail d'Oudenarde et de Menin..... Il est certain qu'un ravage et ne faire qu'aller et venir feraient bien plus de mal que de bien aux affaires »[4].

1. On voit par une lettre de Mazarin, du 6 octobre (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVII), que Clerville fit aussi restaurer les ouvrages de Menin. La même lettre contient le passage suivant, ou Clerville s'accuse, sans le vouloir, pour ainsi dire, de ne pas honorer sa profession : « Je suis fort mortifié d'être toujours appelé *ingénieur*, après avoir été si longtemps appelé des titres plus honnêtes dont on ait autrefois qualifié les plus braves et les plus capables des officiers des armées. »

2. Don Juan et Caracène étaient venus à Courtrai, et y avaient amené de la cavalerie avec le dessein d'inquiéter l'armée du roi et de hâter par là sa retraite.

3. Entre Grammont et Alost.

« M. le prince est à Bruxelles avec don Juan..... Ils ont resserré depuis peu les troupes qu'ils avaient près des portes jusques au fossé, et si l'hiver n'empêchait pas de demeurer, on est tellement au milieu d'eux qu'ils ne peuvent, jusques à la Meuse, s'assembler en aucun endroit (Lettre (cop.) de Turenne à Le Tellier, du 15 novembre, *Arch. D. G.*, t. CLVII [Recueil de M. E. de Barth]).

4. Lettre (orig. sig.) de Turenne à Mazarin, du 10 octobre, du camp d'Espierres (*Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVII).

Lettre (orig. sig.) de Turenne à Mazarin, du 5 octobre, même source.

Turenne invoquait encore pour borner ses conquêtes, sur la Lys et l'Escaut, à Menin et Oudenarde, la difficulté d'opérer en automne, dans un pays où quelques jours de pluie rendaient les chemins complètement impraticables[1]. Cependant, dans le jugement que le plus grand de nos hommes de guerre a porté sur la fin de cette glorieuse campagne, si extraordinaire par la précision et la célérité des mouvements, il n'a pas craint de reprocher à Turenne de s'être arrêté aux portes de Bruxelles. « Il [Turenne] pouvait faire, dit Napoléon dans ses *Commentaires*[2], il devait frapper un grand coup, prendre Bruxelles, ce qui eût donné une tout autre illustration aux armes françaises, et accéléré la conclusion de la paix : un évènement de cette importance eût fait tomber toutes les petites places. Il a violé cette règle qui dit : Profitez des faveurs de la fortune lorsque ses caprices sont pour vous, craignez qu'elle ne change de dépit : elle est femme. »

Pendant que Turenne, à qui l'éloignement de Mazarin avait rendu son initiative, parcourait victorieusement la Flandre, Cromwell rendait le dernier soupir à Whitehall (13 septembre). Richard, son fils aîné, avait été reconnu pour son

1. « Les plus beaux desseins sont présentement rompus par les chemins, et il n'y a rien autre chose qui se puisse faire en Flandre, que de se mettre, l'hiver, dans les villes lesquelles la longue guerre a fort ruinées. » (Lettre [orig. sig.] de Turenne à Mazarin, du 16 octobre, du camp d'Espierres, *Arch. aff. étr.*, *Pays-Bas*, t. XLVII)
2. Tome VI.



successeur, sous le titre de Protecteur. Avant d'apprendre la mort de Cromwell, Mazarin [1] écrivait au colonel Lockhart : « En toutes sortes d'événements, Votre Excellence peut faire un fondement assuré sur la protection du roi et sur mon amitié ; elle ne doit point, ce me semble, en cette occasion, éloigner ses troupes de Dunkerque..... Si Votre Excellence a besoin de quelque sorte d'assistance que ce soit qui dépende de nous, elle n'aura qu'à me le faire savoir ; enfin elle peut m'écrire dans la dernière confiance sur toutes choses [2]. » Lockhart répondit à Mazarin le 17 septembre : « Mon feu maître a fort recommandé Monseigneur son fils à bonnes grâces [*sic*] de V. E., et, fort peu devant sa mort, l'a chargé fort solennellement de considérer Sa Majesté comme son premier allié et V. E. comme son premier ami ; il lui a ordonné de suivre vos conseils comme ceux qui seront désintéressés [3]. »

Quelques jours après, le cardinal écrivit au nouveau Protecteur la lettre particulière que voici :

« J'ai tant de raisons d'être sensiblement touché de la mort de feu S. A. S^e^. M. le Protecteur, que je n'emploierai pas beaucoup de paroles pour témoigner à V. A. S^e^. la douleur qu'elle

1. Mazarin était tenu au courant, par M. de Bordeaux, des progrès de la maladie de Cromwell. (Voir dans les *Documents historiques*, à la suite de l'*Histoire de la république d'Angleterre et de Cromwell*, les lettres de M. de Bordeaux au cardinal, du 2 au 13 septembre.)
2. Lettre (cop.) du 15 septembre (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX).
3. Lettre (aut.) du 17 septembre (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX).



m'a causée ; laquelle j'éprouve bien être de celles qu'on renferme dans un triste silence, parce qu'elles sont au-dessus de l'expression ; et, véritablement, quand je ne regarderais pas l'intérêt du roi ou de l'État dans la perte d'un prince si illustre et si bien intentionné pour cette couronne, il m'a donné, même dans les derniers moments de sa vie, des marques si obligeantes et si glorieuses d'estime, de confiance et d'amitié, que je ne puis assez regretter sa perte. Ce qui adoucit en quelque façon mon déplaisir dans ce funeste accident, est de voir que V. A. S^e^ ait été proclamé son successeur avec un applaudissement si universel, et d'être fort persuadé que non seulement elle se conforme à ses sentiments pour établir une union indissoluble avec la France, mais qu'elle voudra bien m'honorer de la même bienveillance que S. A. S^e^ avait pour moi..... »[1]. Il serait presque futile de rechercher si les sentiments que Mazarin exprimait dans cette lettre étaient sincères. Bornons-nous à constater, avec un de ses historiens[2], « qu'il n'y avait rien à faire qu'à continuer avec le fils les relations amicales que l'on avait avec le père ». C'est ce qu'il fit. Le passage suivant d'une lettre où Turenne l'interroge pour savoir l'attitude à prendre, le langage à tenir dans

1. Lettre (cop.) du 25 septembre, de Paris (*Arch. aff. étr., Angleterre*, t. LXIX).
2. Bazin, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, Paris, 1846, t. IV.

la circonstance, donne une idée exacte de la politique de prudente expectative pratiquée à cette occasion par le cardinal: « Sur la mort de M. le Protecteur, Votre Éminence me fera l'honneur de m'entretenir s'il y a un autre train à prendre que celui dans lequel je sais bien qu'elle est, qui est d'être bien aise que la puissance, en Angleterre, demeure entre les mains de ceux qu'elle croira être le moins bien avec les Espagnols [1]. »

Cromwell vivait encore au moment de la publication d'un mémoire sur l'alliance anglo-française, rédigé par Servien, sous le titre de *Remarques sur la reddition de Dunkerque* [2]. Mazarin y avait eu part en précisant les points et les arguments sur lesquels il était à propos d'insister, et en indiquant les pièces destinées à faire suite au Mémoire à titre de preuves [3]. Il s'était même préoccupé de certains

1. Lettre, déjà citée, de Turenne à Mazarin, du 18 septembre.

2. M. Chantelauze a publié ce mémoire dans le tome V des *Œuvres du cardinal de Retz* (édition des *Grands écrivains de la France*). On en trouve la minute corrigée de la main de Servien dans le tome LXIX d'*Angleterre*, aux *Archives des affaires étrangères*. Le tome CCCXXIII de Ve *Colbert*, à la *Bibl. nat.*, en contient un exemplaire.

3. Les pièces annexées au mémoire de Servien sont au nombre de quatre :

1° Mémoire [en français et en espagnol] présenté au Protecteur par le marquis de Leyde et don Alonso de Cardeñas, ambassadeur du roi catholique, le 21 mai 1655;

2° Articles extraits [en latin et en français] de deux traités faits entre la France et l'Angleterre [traités du 23 mars 1657 et du 28 mars 1658];

3° Extrait des articles accordés par Turenne au sieur de Bassecourt, qui commandait à Dunkerque, aux ecclésiastiques, etc.;

4° Copie de l'acte signé par l'ambassadeur Lockhart, le 23 juin 1658 [en français et en latin].

« J'estimerais..... qu'il serait à propos, pour confondre les ennemis de cette couronne et les Français mal intentionnés, qu'on fît, aussi et en même temps, dans la même relation [le mémoire dressé par Servien], imprimer le *Mémorial* [mémoire espagnol] que le marquis de Leyde, envoyé par le roi d'Espagne pour cet effet à M. le Protecteur, avec le caractère d'ambassadeur extraordinaire, et



détails relatifs à l'impression de cet écrit, et avait fixé à quatre mille le nombre d'exemplaires à tirer[1].

Le mémoire de Servien était la réponse que Mazarin ménageait depuis longtemps à l'auteur de la *Très humble Remontrance*, mais il avait voulu attendre, pour présenter la justification de sa politique, que le succès des armes françaises disposât les esprits en sa faveur. De tout temps, les Français ont été sensibles à la gloire : il le savait bien.

Il y a de la dialectique dans cette réplique au pamphlet de Retz. La forme en est sobre. Servien s'y défend, en commençant, de vouloir répondre aux libelles publiés sur la question ; mais c'est une simple prétérition qui lui permet de dire, comme en passant, de l'auteur des libelles dont il s'agit, « qu'il a paru fort accoutumé aux déclamations et fort passionné pour l'Espagne, mais fort peu entendu aux véritables maximes qu'il faut suivre dans le gouvernement des grandes monarchies. » Dans le reste du discours, il ne fait plus allusion

don Alonse de Cardeñas qui résidait à Londres en qualité d'ambassadeur ordinaire, présentèrent conjointement audit sieur Protecteur, car il ne se peut que cela ne fasse un très bon effet, et ne ferme la bouche aux dévots ou soi-disant.

« Je vous envoie donc ce papier en espagnol et en français, que j'ai traduit fort à la hâte ; je vous prie de le relire pour le raccommoder, en cas que j'eusse fait quelque faute, *car ma langue n'est pas si bonne française que mon cœur.* » (Lettre [orig. sig.] de Mazarin à Servien, de Mardick, 30 juin, *Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX).

1. Lettre (orig. sig.) de Mazarin à Servien des 30 juin (déjà citée), 2 juillet et 7 août ; lettre (orig. sig.) de Servien à Mazarin, du 3 août (*Arch. aff. étr.*, *Angleterre*, t. LXIX).

« Prenez garde que tout soit bien imprimé [mémoire] ; confiez-le à quelque personne capable, et que Cramoisy le fasse faire dans l'Imprimerie royale. » (Lettre du 30 juin, de Mazarin à Servien, citée plus haut.)

Le 3 août, Servien envoya à Mazarin les premiers exemplaires tirés.

qu'une fois à la *Très humble Remontrance :* c'est pour constater que dans les « infâmes libelles » auxquels ont donné lieu les traités conclus par Richelieu avec les protestants d'Allemagne, il est fait usage « des raisonnements et des termes semblables à ceux dont on se sert aujourd'hui dans les Remontrances qui courent, qu'on sait très bien venir des Pays-Bas, quoiqu'elles soient composées en notre langue, et qu'on [quoiqu'on] tâche, avec beaucoup d'artifice, de dorer du spécieux prétexte de religion et de conscience la drogue espagnole dont on veut empoisonner les esprits ».

Les griefs articulés par le surintendant contre l'alliance avec l'Angleterre se réduisent à deux points : le premier est que la principale conquête du roi revient à des étrangers qui peuvent s'en servir contre la France ; le second, que ces étrangers, d'une autre croyance que les Français, ruinent la religion catholique dans la ville que les traités leur livrent.

Au premier de ces reproches, Servien ne répond rien de bien décisif. Il avance, il est vrai, qu'un « inconvénient incertain », que l'on redoute, ne doit pas faire renoncer à une « utilité présente et assurée », et, par là, il entend dire que la crainte anticipée qu'il soit porté atteinte à la religion des habitants de Dunkerque ne mérite pas qu'on lui sacrifie une assistance qui a permis de faire aux Espagnols tout le mal qu'ils auraient fait eux-

mêmes à la France, s'ils avaient réussi à accaparer pour eux l'alliance du Protecteur; mais il ne démontre pas absolument « l'utilité « de cette assistance. Il faut reconnaître qu'une telle démonstration était bien difficile. L'histoire, qui cherche à pénétrer les ressorts de la politique, n'a pas encore déterminé, d'une manière précise, à quels mobiles obéissait Mazarin quand il s'alliait à la république anglaise au prix de l'abandon de Dunkerque. On est réduit à supposer que ce fut sans trop s'appesantir sur sa résolution, que le cardinal, pour éviter le danger présent, immédiat, d'une alliance anglo-espagnole, se décida à donner pied aux Anglais sur le sol de la France; ou bien il faut admettre que, sans méconnaître le péril du moment, il comptait sur les bouleversements et les compétitions qui se produiraient, tôt ou tard, après la mort de Cromwell, pour racheter ou reprendre par la force le cadeau fait à l'Angleterre[1].

1. « La France, dit M. de Sismondi [*Histoire des Français*, t. XXIV] avait acheté à grand prix l'alliance de cet homme extraordinaire [Cromwell], mais il n'était pas difficile de reconnaître que, seul, il était en état de dominer les factions de l'Angleterre, et que, quelle que fût la révolution qui suivrait sa mort, la nation qu'il avait rendue glorieuse depuis qu'elle lui obéissait, n'exercerait plus après lui la même prépondérance en Europe. »

« A Tivoli [où] nous reçûmes l'avis de la mort du Protecteur, le cardinal Spada me dit qu'il tenait pour certain que V. E. ferait tous ses efforts pour retirer Dunkerque des mains des Anglais durant les divisions qu'on prévoit inévitables en Angleterre. » (Lettre [aut.] du père Duneau à Mazarin, de Rome, 15 octobre (*Arch. aff. étr., Rome*, t. CXXXV).

Dans son *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, M. Chéruel montre, par d'intéressantes citations tirées de la correspondance de Mazarin avec Turenne, en 1659, que le cardinal se tenait prêt à profiter des divisions intestines des Anglais pour ressaisir Dunkerque.

Du vivant même de Cromwell, il fut question de l'acquisition de Dunkerque, par la France, à prix d'argent.



L'argumentation de Servien est plus concluante sur le second point. En tout cas, il était habile de représenter, ainsi qu'il l'a fait, les détracteurs de l'alliance anglaise comme plus préoccupés des intérêts de l'Espagne que de ceux de la religion catholique, et de dénoncer l'ambition démesurée de la maison d'Autriche comme l'unique obstacle à la paix générale si ardemment désirée. Il ne l'était pas moins de placer sous l'autorité des noms de Henri IV et de Richelieu les principes qui avaient inspiré la politique du premier ministre vis-à-vis de la république d'Angleterre. Henri IV, « un des plus grands politiques de son temps », n'était-il pas allié à la reine Élisabeth pour faire échec à la trop puissante maison d'Autriche? Lors de la paix de Vervins, le légat du pape lui-même n'avait-il pas trouvé juste d'appeler dans l'assemblée qu'il présidait, les députés d'Angleterre et des Provinces-Unies? « En 1631, 1633 et 1636, l'on jugea à propos de porter les armes de France en Allemagne, et de les joindre à celles du roi de Suède, pour garantir les anciens alliés de cette couronne de l'oppression de la maison d'Autriche qui, sous la conduite de Walstein, avait réduit tout l'empire dans une honteuse servitude; le feu Roi, de glorieuse mémoire, qui était un prince rempli de grande piété, aimant passionnément sa religion, et qui avait alors pour directeur de ses affaires et de ses conseils le cardinal de Richelieu, et sous lui



un religieux capucin, tous deux grands théologiens, ne fit pas scrupule de conclure par leur avis toutes ces alliances à Berwald, à Haillebron[1] et à Wismar, et de les renouveler par deux fois à Hambourg... Dans l'alliance qui fut renouvelée en 1635, plus étroitement qu'elle n'avait été auparavant avec les Provinces-Unies, pour attaquer la Flandre et le reste des Pays-Bas conjointement, il fut dressé un partage, où la plus grande partie des grandes villes devait tomber sous la domination des Hollandais, sans que l'on eût établi aucunes bornes à leurs conquêtes, non plus qu'à celles de la Suède et des princes protestants en Allemagne, où l'on s'était contenté d'assurer la conservation de la religion catholique dans les lieux qui seraient conquis. Chacun a vu les efforts qui ont été faits et les assistances extraordinaires qui ont été envoyées pour favoriser les entreprises des Suédois et des Hollandais, et chacun les a trouvés justes et dignes de louanges. »

Le dernier trait de Servien, la flèche du Parthe, est à l'adresse de Condé et de ses partisans : « La même passion, dit-il, qui fait mépriser honteusement à quelques particuliers les devoirs de leur naissance et les attache aux intérêts d'une couronne ennemie, les pousse maintenant à blâmer et décrier les plus prudentes et salutaires résolu-

1. Heilbronn.



tions qu'on pouvait prendre à l'avantage du roi et de l'État [1]. »

Quelle influence eut sur les esprits l'écrit de Servien ? c'est ce que les contemporains ne nous apprennent pas. Le maréchal de Gramont se borne à faire, à ce propos, l'observation suivante : « A dire vrai, l'on connut par expérience que la vive voix dont on se servit fit un meilleur effet pour dissuader, que les écritures qui n'ont jamais tant de force [2]. » Il est possible que l'ambassadeur du roi à Francfort ne fasse allusion ici qu'à l'impression produite par cette publication, autour de lui et de Lionne, parmi les électeurs et les princes allemands.

Quoi qu'il en soit, la conquête de Bergues, de Furnes, de Dixmude, de Gravelines, d'Oudenarde, de Menin et d'Ypres, la prise de dix autres postes en Flandre et la défaite du prince de Ligne sur la Lys, appuyaient singulièrement les arguments de Servien. Bientôt l'espérance d'une paix prochaine

1. « J'ai vu le livret qu'on a imprimé par delà, portant pour titre : *Remarques sur la reddition de Dunkerque entre les mains des Anglais* ; il m'a toujours semblé qu'il était nécessaire, pour désabuser beaucoup de personnes et confondre les malices, de publier ce que les Espagnols ont prétendu faire avec l'Angleterre au préjudice de la France. J'estime qu'il sera bien à propos de le traduire en italien, après avoir corrigé quelques fautes qui s'y sont glissées, et de le faire courir par deçà, d'autant plus qu'on a peine d'ôter de l'esprit de quelques-uns que la conquête de Gravelines ne soit pas au profit des Anglais, bien qu'on sache que le sieur Mancini en est gouverneur. » (Lettre [aut.] du père Duneau à Mazarin, du 1er octobre, de Rome, *Arch. aff. étr.*, *Rome*, t. CXXXV).

Dans une lettre du 8 octobre (même source), le père Duneau annonce à Mazarin qu'il a fait ajouter aux *Remarques sur la reddition de Dunkerque* la traduction italienne que l'ambassadeur de Portugal lui a promis de faire imprimer secrètement.

2. *Mémoires.*



entre la France triomphante et l'Espagne aux abois ne fut plus un mirage. Pendant que Turenne travaillait à pourvoir, avec un admirable soin, à tous les besoins des troupes qu'il laissait en quartiers d'hiver en Flandre, et à la mise en état de défense des places réduites à l'obéissance du roi [1], Mazarin préparait les voies à une entente définitive avec les Espagnols. Si, jusque-là, dans le but d'obtenir des conditions meilleures des envoyés de Philippe IV, il n'avait fait que semblant d'écouter leurs propositions, il se montrait maintenant fermement résolu à les discuter pour les faire aboutir.

Du vivant de Cromwell, quand un membre du conseil du roi prenait la parole pour agiter la question de la paix, le cardinal était prompt à lui imposer silence : « Le Protecteur, disait-il, pourrait l'apprendre, rompre avec le roi et se déclarer en faveur des Espagnols [2]. » Cromwell ne le gênait plus ; il n'y avait que quelques ménagements à garder vis-à-vis de son successeur, et il ne manqua pas de le faire, tout en épiant le moment propice pour prendre le parti le plus avantageux aux intérêts de la France.

Quelques velléités d'hostilité de la part de l'empereur Léopold Ier, nouvellement élu et couronné,

1. Lettres de Turenne à Le Tellier des 1er et 24 septembre, 5 et 27 octobre, 15, 20 et 27 novembre, et 2 décembre (Recueil de M. de Barthélemy).

2. *Journal d'un voyage à Paris, en 1657-1658.*



n'étaient pas de nature à entraver la conclusion de la paix, depuis que, sous le nom de ligue du Rhin, un acte de confédération (signé les 14 et 15 août 1658) avait réuni, dans un but commun de défense contre les prétentions des deux branches de la maison d'Autriche, Louis XIV, Charles-Gustave, roi de Suède, les électeurs archevêques de Mayence et de Cologne, et plusieurs autres princes allemands.

L'Espagne fit directement à la France, sans l'entremise d'aucune puissance, les avances de la réconciliation que les princes étrangers, et, en particulier, le pape Alexandre VII, avaient été impuissants à cimenter[1]. Après une suspension d'armes (8 mai 1659), où l'Angleterre fut comprise pour Dunkerque, et des conférences prolongées où Mazarin et don Louis de Haro arrêtèrent les bases de la paix, le maréchal de Gramont alla demander à Madrid, pour son jeune souverain, la main de l'infante Marie-Thérèse, fille de Philippe IV. Enfin, le 7 novembre 1659, les deux premiers ministres de France et d'Espagne signèrent le traité des Pyrénées. Le roi catholique y cédait au roi très chrétien l'Artois et le Roussillon, Gravelines et Bourbourg en Flandre, et quelques places du Hainaut et du Luxembourg ; il reprenait

1. On sait que le pape Alexandre VII s'entremit de la paix générale avec beaucoup d'activité. Le tome CXXXV, de *Rome*, *Arch. aff. étr.*, contient, sur ce sujet, des lettres intéressantes du père Duneau à Mazarin.

Bergues, Furnes, Dixmude, Ypres, Oudenarde, Menin et Commines. La possession de l'Alsace était confirmée à la France. Condé restituait Rocroi, le Câtelet et Linchamp, et, réintégré dans ses biens et honneurs, recouvrait le gouvernement de Bourgogne. Ceux qui avaient suivi sa fortune, y compris les révoltés de Hesdin, étaient amnistiés. Un des articles secrets du traité interdisait au roi de France de s'immiscer dans la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne [1].

L'habile politique extérieure de Mazarin, puissamment secondée par le génie militaire de Turenne, avait acheminé la France, lentement mais sûrement, vers cette paix glorieuse qui mettait fin à une guerre de vingt-cinq ans, et complétait les traités de Münster et d'Osnabrück. Parmi les voix qui s'élevèrent alors pour rendre hommage à l'œuvre patriotique du négociateur du roi, nous n'en connaissons pas de plus touchante que celle du chancelier Séguier : « Je compte, disait-il à Le Tellier, entre les bénédictions que j'ai reçues de la divine bonté, de m'avoir conservé la vie jusqu'à présent pour voir l'accomplissement de ce grand ouvrage de la paix ; l'on ne saurait assez admirer ni estimer les avantages qu'en reçoit la monarchie. Enfin, ce grand personnage, que la fureur et la rage publique voulaient extermi-

1. Nous n'indiquons ici que les grandes lignes du traité et les stipulations en rapport direct avec le sujet que nous avons traité.



ner de la France comme la cause de sa perte, a été l'instrument de sa félicité. Il faut lui souhaiter longues années, afin que par sa sage et prudente administration, nous puissions recueillir les fruits de ses travaux [1]. »

Les vœux de Séguier ne devaient pas être exaucés : Mazarin ne survécut qu'un peu plus d'un an à son triomphe [2]. Plus heureux que le cardinal, le vieux chancelier put encore voir Dunkerque rentrer sous la domination de la France [3].

1. Lettre (cop.) du 3 décembre, *Bibl. nat.*, F.FR., 6897, Papiers Le Tellier.
2. Mazarin mourut dans la nuit du 8 au 9 mars 1661.
3. Le 27 octobre 1662, Charles II, roi d'Angleterre, hors d'état de subvenir aux frais des secours qu'il voulait envoyer aux Portugais contre l'Espagne, vendit Dunkerque à Louis XIV.

APPENDICE

« DISCOURS FAIT PAR LE CHEVALIER DE CLERVILLE DES CAUSES DU SIÈGE DE DUNKERQUE ET DE CE QUI S'EST PASSÉ ET EST NOTABLE EN ICELUY, 1658. »

(Bibliothèque nationale, F.FR, t. 6562.)[1]

Il n'est pas difficile à juger que l'on n'avait pris le poste de Bourbourg et fait le siège de Mardick, au mois d'octobre mil six cent cinquante-sept, que pour parvenir à celui de Dunkerque, autrement les armées du roi, de beaucoup supérieures à celles des ennemis, auraient pu embrasser quelque plus noble dessein en Flandre ou tenter, après la prise de Montmédy, quelque chose dans les duchés de Luxembourg ou de Limbourg qui les eût encore plus accréditées en Allemagne, et qui eût favorisé les affaires de France dans l'assemblée de Francfort. Mais, comme de toute la campagne on n'avait pu trouver occasion de rien entreprendre de considérable sur les places maritimes des ennemis, parce qu'ils y avaient jeté la meilleure partie de leurs troupes et ne les avaient point voulu dégarnir, quelques jalousies qu'on leur ait données de plusieurs autres côtés, le vicomte de Turenne avait jugé nécessaire de s'assurer au moins de ces deux postes-là pour s'ouvrir un chemin à Dunkerque, et d'en faire le siège au commencement de la campagne prochaine ou du moins à la première occasion qui s'en pourrait rencontrer.

La nécessité d'exécuter cette entreprise préférablement à toute autre était fondée sur une clause du traité d'alliance que le cardinal Mazarin avait conseillé au roi de faire avec

1. Voir la note 2 de la page 50.



les Anglais, pour empêcher la conclusion de celui que le marquis de Leyde avait auparavant négocié avec eux au nom du roi d'Espagne pour la même fin; et d'autant que ce marquis avait stipulé que les Espagnols assisteraient les Anglais d'hommes et d'argent au siège de Calais et des forts qui en dépendent, avec promesse de les leur céder après les avoir pris, le roi s'était engagé, sous les mêmes conditions, à celui de Dunkerque pour détourner, avec des offres autant ou plus avantageuses, le mauvais effet des choses qui se traitaient au préjudice de son État.

Il lui avait été certainement assez fâcheux de se voir nécessité à une condition que les précautions des ennemis pouvaient rendre lors difficile à exécuter, et il ne lui avait guère moins déplu d'avoir été forcé à faire une nouvelle ligue dans un temps que le Pape et l'amour de ses sujets le conviaient le plus à la paix.

Mais, comme le Protecteur d'Angleterre avait résolu de faire la guerre à l'une ou à l'autre des deux couronnes pour entretenir par ce moyen ses soldats dans la discipline, son pays dans la force et son autorité dans la vigueur, les Espagnols n'avaient omis aucune sorte de tentation pour l'attirer à leur parti, jusqu'à lui remettre devant les yeux les vieilles prétentions de l'Angleterre sur la Guyenne et à lui promettre celles des meilleures places de Picardie qui étaient plus à sa bienséance. Ainsi le roi n'avait trouvé remède plus efficace aux périls dont toutes ces négociations-là le menaçaient, que de prévenir une ligue par une autre, ni de moyen plus assuré pour sauver une de ses plus fortes places que de proposer le siège de Dunkerque qui, pour avoir des rades et des ports incomparablement meilleurs, avait d'autant plus contenté le Protecteur que la passion qu'il avait eue de s'accommoder de cette place en l'an mil six cent cinquante-deux l'avait transporté si avant qu'il avait fourni de [des] navires aux ennemis pour la reprendre, et combattu même une escadre assez considérable que Menilloit (?) conduisait à son secours, par le seul ressentiment du refus que la France avait fait d'en traiter aux conditions qu'il avait proposées.

Toutefois, comme Bourbourg et Mardick, qui étaient les premiers dispositifs au siège de Dunkerque, se trouvèrent en très mauvais état quand on les prit, la saison qui était déjà avancée opposait de grands obstacles à leur conservation, et n'y restant pas assez de temps pour la bien fortifier avant la retraite de l'armée du roi, il y avait grand sujet de craindre que les ennemis ne les reprissent aussitôt qu'elle se serait éloignée dans ses quartiers d'hiver.

C'est pourquoi le cardinal Mazarin, inquiet de ces difficultés et du refus que faisaient les Anglais de se charger de la garde de Mardick qu'ils ne voulaient point accepter qu'il ne fût en meilleure défense, fit tous ses efforts pour s'en aller de Chaalons à l'armée, nonobstant les tourments d'une périlleuse gravelle, afin d'ajuster avec le vicomte de Turenne les expédients de garantir ces postes-là des efforts des ennemis, chez qui les curés faisaient valoir les menaces de l'excommunication majeure contre les gentilshommes qui ne s'emploiraient pas à la reprendre, en même temps qu'ils promettaient des couronnes dans le ciel infaillibles à ceux qui y contribueraient de leur personne et de leurs biens. Mais les nations désintéressées admiraient comme quoi la jonction avec les Anglais, de laquelle les Espagnols ne faisaient point de scrupule auparavant, devenait une affaire de conscience dès aussitôt qu'elle était faite avec les Français, et n'étonnaient pas moins que les gens d'Église exhortassent, par forme de croisade, les peuples des Pays-Bas aux sièges des postes occupés par les Français et les Anglais, comme si cette action eût dû être beaucoup plus agréable à Dieu que la paix faite entre eux et les Hollandais. Et si la conquête du fort de Mardick eût été un sujet d'abomination sur la terre, quinze mois après que parmi les projets d'un traité agréable à tous les ordres de Flandre, celle du fort de Nieulé [*sic*] avait été jugée autant sainte que juste, et que la bonne volonté d'enlever Calais à la France avait passé chez tous les sujets du roi d'Espagne pour un désir honnête de rétablir de vieux titulaires dans leurs possessions.

Mais, bien que le cardinal Mazarin ne se pût pas transporter, comme il le souhaitait, à Bourbourg et à Mardick, il



ne laissa pas de donner, au milieu de ses douleurs, tous les moyens aussi bien que tous les ordres qui étaient nécessaires pour les faire fortifier; et comme ses indispositions ne lui ont jamais dérobé un moment de ceux qu'eût pu désirer le service ou la gloire du roi, il pourvut, dans le temps de sa maladie ou de sa convalescence, à toutes les autres choses qui étaient nécessaires pour le maintenir, car outre les troupes tant anglaises que françaises que le vicomte de Turenne y avait laissées, il envoya à Mardick, qui était plus en péril d'être assiégé, sa compagnie des gardes et ses deux compagnies de gendarmes et chevau-légers, avec ordre d'y demeurer aussi longtemps qu'il y aurait péril qu'il pût être attaqué.

Il avait, outre cela, disposé le Protecteur à le secourir de ses vaisseaux et de quelques unes de ses vieilles troupes qui étaient à Douvres et à l'embouchure de la Tamise, toutes prêtes à y être portées au premier avis qu'il aurait de l'approche des ennemis. Mais il y avait de plus envoyé autant de gens de siége, d'officiers d'artillerie, de matériaux, de munitions et d'argent, qu'une semblable occasion le pouvait requérir; de sorte qu'après que le roi y eut envoyé sa compagnie de mousquetaires sous le marquis de Manchiny [Mancini] et convié la plus grande partie de la jeune noblesse de la cour à y tenir le seul appareil de la défense à laquelle on se disposait, [il] arrêta les ennemis et leur fit changer la pensée qu'ils avaient effectivement conçue et solennellement publiée de l'attaquer.

Il ne prit d'autres soins de Bourbourg que ceux de le faire fortifier autant qu'il se pourrait, et d'y tenir autant de gens qu'il y en fallait pour le garantir d'être insulté, car, bien qu'il fût en assez mauvais état, il ne pouvait presque pas être assiégé par les formes, à cause des grandes eaux dont il était environné en ce temps-là; néanmoins, il sollicita le roi à faire demeurer ses armées de Flandre et de Champagne sur la rivière de Somme, jusqu'à ce que celles des ennemis fussent tout à fait retirées, pour donner toujours autant de temps à ces deux places de se fortifier; et, par dessus le tout, il y envoya le maréchal d'Aumont pour y commander afin que rien ne manquât à la splendeur ni à

la sûreté des remèdes qu'il fallait tenter pour leur salut.

Ayant donc assuré de cette manière les deux premiers degrés par lesquels il devait parvenir à son grand dessein, il commença de faire un amas considérable tant de poudre que de boulets et sous prétexte d'en munir le fort de Mardick.

Il fit de cette place son principal magasin pour assiéger Dunkerque. Mais, parce que cette grande entreprise emportait quantité de conditions dont il y en avait quelques-unes à ajuster entre la France et l'Angleterre, il eut dessein d'envoyer le chevalier de Clerville auprès du Protecteur pour cette fin; et comme il voulut sonder de quelle façon il pourrait parler, il lui ordonna par une lettre qu'il lui écrivit à Mardick, d'aller reconnaître Dunkerque et de lui mander ensuite quelle opinion il avait du succès qu'on en pouvait attendre.

Mais lui qui avait été voir la place dans un temps où elle se montrait avec ce qu'elle avait de plus difficile, lui en dépeignit l'entreprise malaisée et pleine d'une infinité d'obstacles, lesquels lui paraissaient si grands, qu'il crut bien faire de proposer une alternative à laquelle on se pût attacher, en cas qu'il fût impossible ou trop malaisé de les surmonter.

L'alternative qu'il proposait était le siège de Saint-Omer, où il croyait qu'on pouvait aisément retomber après avoir poussé l'armée des ennemis derrière Dunkerque et Nieuport, estimant que si elle était capable d'empêcher qu'on en pût passer les canaux, l'on pourrait réparer le malheur par la facilité de pouvoir plus commodément investir cette première place; mais, quoique le mauvais succès du siège qu'en avait fait autrefois le maréchal de Châtillon y fit imaginer de grandes difficultés, il ne laissait pas de donner des raisons si plausibles de la possibilité d'y réussir, que sa proposition aurait eu quelque poids, si le cardinal Mazarin n'eût jugé plus à propos de signaler la bonne foi et la puissance du roi dans l'entreprise de Dunkerque, quoiqu'elle fût estimée impossible par beaucoup de gens des plus entendus, ou du moins crue très difficile par les plus complaisants.

Certainement le mérite de la proposition que le chevalier



de Clerville faisait en échange de l'autre pouvait bien repêser [*sic*] la honte des appréhensions qu'il témoignait des difficultés par lui prévues au siège de Dunkerque; néanmoins, le cardinal Mazarin, qui avait de longue main étudié les remèdes qu'il y fallait trouver, ne s'en laissa point ébranler, et demeurant avec fermeté dans son premier dessein, n'approuva pas qu'on témoignât aux Anglais aucune défiance de le voir manquer par les obstacles qu'on y découvrait, ni qu'on leur parlât d'aucun autre projet, en quelque cas que ce pût être. Mais pour prouver la retenue qu'il faisait en ce rencontre, il allégua deux raisons très prudentes et très judicieuses, la première était que si on leur représentait par avance les difficultés qu'on y reconnaissait, ils pourraient croire que l'on ne se serait assez évertué à les vaincre; si effectivement on venait à être forcé de succomber, qu'il serait assez temps de les exagérer lorsque, par quelque hasard de la mauvaise fortune, on aurait trouvé de l'impossibilité à les surmonter.

La seconde était que si on concertait une alternative à laquelle on pût accourir, en cas que l'on trouvât des empêchements apparemment invincibles à Dunkerque, il y avait péril que l'espérance de rencontrer plus de facilité dans une autre entreprise ne fût cause qu'on s'employât plus mollement à celle-ci, sur quoi il conclut que les arcs à plusieurs cordes ne tiraient pas toujours ou n'en tiraient pas plus justement.

Mais, comme il a toujours fort exactement gardé cette maxime avec ceux auxquels il a commis la négociation ou l'exécution de quelques affaires, de les envoyer autant persuadés de la facilité de réussir heureusement qu'éclairés sur tous leurs doutes, il dit à Clerville, dont il se devait servir à l'entreprise de Dunkerque, qu'il fallait qu'il commençât par lui-même à se mettre en tête qu'on n'en pouvait remporter qu'un bon succès, afin de persuader un chacun de ceux qui auraient à l'exécuter, et qu'oubliant les jugements qu'il en avait faits, il s'efforçât avec les autres de vaincre tout ce qu'il avait représenté de malaisé, par la confiance d'en pouvoir commodément venir à bout.

Il est bien constant que c'est l'opinion qui facilite quelquefois la chose la plus malaisée ; toutefois, elle détourne quelquefois aussi bien qu'elle persuade, et c'est elle qui fait parfois naître des monstres dans les entreprises les plus faciles; mais, comme ce sont toujours de bonnes ou mauvaises raisons qui la dirigent, il arrive que si elle a fait une mauvaise impression dans notre esprit par les unes ou par les autres, il n'est pas trop facile de la changer, et particulièrement si les raisons qui l'ont formée ont des objets sensibles pour fondement.

C'était à ces sortes de raisons-là que Clerville s'était laissé emporter, après qu'il eut reconnu Dunkerque et tous les environs de cette place, qu'il avait vu de larges et profonds canaux qui en faisaient le circuit d'un bout de la mer à l'autre en passant par Bergues et par Furnes jusqu'à Nieuport; mais, comme il avait trouvé de grands marais et de grands fossés qui se confondaient parmi ces canaux et qui en rendaient les abords très difficiles, il ne pouvait comprendre comme quoi, n'en ayant pu que fort malaisément approcher avec une petite troupe de cavalerie, une grande armée les pouvait passer avec ses équipages. C'est pourquoi il n'était pas trop étrange si de si grands obstacles avaient surpris son jugement, et si, n'ayant pas reçu du ciel les connaissances surnaturelles qu'il donne à ceux qui conseillent les rois, il avait manqué des lumières dont le cardinal Mazarin lui fit la grâce de l'éclairer, après qu'il lui eut encore plus particulièrement représenté les autres difficultés qu'il avait trouvées et les doutes qu'il avait sur les moyens de les surmonter.

Il avait reconnu encore deux assez grands canaux venant l'un de Hondschoote et l'autre du même Furnes, qui coupaient la plaine embrassée de cette enceinte, en telle sorte qu'il ne croyait pas qu'on pût passer au delà des premiers ni traverser les autres, si les ennemis avaient pour l'empêcher un corps d'armée tant soit peu considérable.

Il craignait de plus que, comme il n'y avait point de bois aux environs de Dunkerque, la disette des fascines et autres matériaux nécessaires à un siège, fût extraordinairement



grande; et comme la proximité des places assises sur les canaux retranchait tout à fait les courses de la cavalerie, il prévoyait un tel manquement de fourrage, qu'il ne le croyait pas remédiable; de sorte que, retombant toujours dans ses premières frayeurs et, à peu de chose près, dans le désespoir de voir réussir l'affaire sans en avoir aplani les principales difficultés par quelque entreprise précédente, il se rabattit sur l'attaque de Bergues et de Lingue [Link] afin de pouvoir, par leur moyen, faire venir les matériaux et les fourrages qui seraient nécessaires au siège, que l'on pourrait après cela poser devant Dunkerque.

Il y avait à la vérité de grands inconvénients dans cette proposition, lesquels le cardinal Mazarin remarqua tout aussitôt : c'est que, pour assiéger Bergues, il fallait passer de grands canaux, aussi bien que si c'eût été pour assiéger Dunkerque; que, cependant, les troupes des ennemis plus voisines se pourraient assembler derrière celui de Furnes, et ôter par ce moyen l'occasion de pouvoir prendre ensuite tous les postes devant Dunkerque.

Il ajoutait encore qu'outre la commodité qu'on leur laisserait par là d'y jeter autant de gens que bon leur semblerait, les grands marais qui sont entre Mardick et Bergues empêcheraient qu'on en pût tirer les vivres pour l'entreprise de Bergues, et que si cependant les ennemis pouvaient mettre en défense un fort royal qu'ils avaient commencé à la portée du canon de Dunkerque, on ne pourrait après cela entreprendre le siège de cette place sans l'attaquer séparément, ou le renfermer dans la circonvallation qui deviendrait par ce moyen d'un travail beaucoup plus grand et d'une garde infiniment plus difficile.

Le chevalier de Clerville répondait à cela que pour ce qui était des gens que les ennemis pourraient jeter dedans Dunkerque pendant le siège de Bergues, ils avaient eu, durant l'hiver, tout le temps d'y mettre ce qu'ils y avaient cru nécessaire, que vraisemblablement ils n'y en mettraient guère davantage pour ne pas trop affaiblir l'armée avec laquelle ils prétendaient conserver les autres places de Flandre, et qu'après tout, il lui semblait plus avantageux

d'attaquer Dunkerque quand il y aurait mille ou deux mille hommes de plus dedans, et avoir Bergues pour en aider le siège, que de l'attaquer avec la disette de fourrage et de matériaux qu'il appréhendait.

Ce qu'il disait n'était pas sans beaucoup de bonnes et très apparentes raisons; mais il errait dans un des premiers et des plus essentiels principes, c'est que Dunkerque demeurant entre les mains des ennemis et, par conséquent, l'écluse par laquelle on peut inonder un côté de Bergues pour en empêcher l'entière circonvallation et puis le dessécher quand on'y veut introduire un secours, cette place-là ne se peut pas fermer du côté du grand canal.

Pour cela, le cardinal Mazarin se confirmant toujours davantage dans ses premières pensées, ne voulut pas entendre parler d'aucune autre proposition que de celle de Dunkerque; mais pour l'appuyer contre ces difficultés qu'on y avait représentées, il voulut bien répondre que pour ce qui était des matériaux et du fourrage, il avait déjà donné tel ordre en Normandie, en Picardie et même en Angleterre, qu'il se promettait d'en empêcher la disette; et que, pour ce qui était de l'opposition que les ennemis pourraient faire derrière les canaux, il n'estimait pas qu'en leur donnant jalousie sur celui d'entre Bergues et Dunkerque, l'on ne pût dérober un passage sur celui d'entre Bergues et Furnes, ou même en prendre un par dessus l'estran entre la mer et la place, sauf à essuyer quelques coups de canon du fort de bois, duquel on se pouvait peut-être assez éloigner pour n'en être guère incommodé, et dont on ne le serait point du tout si, la mer se trouvant basse pendant la nuit, on pouvait prendre des mesures assez justes pour passer dans ce temps-là. Toutefois, que pour remédier à l'obstacle qu'on lui marquait pour le plus dangereux, qui était celui du corps d'armée que les ennemis pourraient tenir derrière les canaux dont il a été parlé, il solliciterait le roi à partir si promptement, et les armées de Sa Majesté à se mettre en campagne de si bonne heure, qu'ils préviendraient toutes les diligences qu'ils sauraient faire pour en défendre les passages : en quoi consistait la principale et la plus invin-



cible de toutes les difficultés qui lui avaient été remontrées.

Véritablement le ministre n'est point comptable de ses raisons, ni de son secret aux inférieurs, non plus que le prince ; c'est souvent une témérité assez grande que de s'en informer trop curieusement, et c'est toujours une espèce de crime que de le chercher par adresse, par ruse et par d'autres semblables voies. Néanmoins, il faut que l'un et l'autre descendent quelquefois de la montagne, et qu'ils se montrent à nous dans les formes dont nous puissions soutenir l'éclat, jusque-là qu'il est même nécessaire qu'ils nous révèlent leurs mystères, quand il s'agit d'en informer des [les ?] autres, et qu'ils veulent être obéis avec plus de respect, plus d'ordre et de ponctualité.

Ce fut apparemment pour cela que le cardinal Mazarin s'étendit si amplement avec Clerville sur ce siége de Dunkerque trois mois auparavant que de l'entreprendre ; mais ces pensées avaient premièrement passé, quoique sans doute d'une manière différente, auprès de quelques grands de sa confidence et quelques-uns de messieurs les généraux. Ce sont autant d'intelligences alentour du trône, qui se trouvant par une espèce d'irradiation illuminées de ses secrets, ne requièrent point de semblables instructions, et qui n'étant point capables d'erreur, n'ont pas besoin d'être éclairées dans leur conduite, ni résolues dans leurs doutes et dans leur perplexités ; néanmoins, il n'y en eut pas un d'eux qui ne souffrît quelque petit frémissement des difficultés qui paraissaient dans l'entreprise proposée ; mais, entre les autres, le vicomte de Turenne, à qui la chose touchait le plus comme celui qui la devait exécuter, les considéra plus attentivement, et les examinant dans toutes leurs circonstances les trouva encore plus malaisées à surmonter. Toutefois, il ne s'en laissa pas abattre, et dès qu'il lui eut été marqué d'assiéger Dunkerque, ce grand homme s'assura qu'il rencontrerait dans sa propre vertu les remèdes aux grandes difficultés qu'il s'assura d'y rencontrer, ou que Dieu bénissant l'obéissance qu'il rendait au roi, assisterait sa main d'une nouvelle force et peut-être de quelques-unes

de ses grâces miraculeuses, dont il a plusieurs fois favorisé les armes de Sa Majesté.

Dans cette confiance, il partit d'Amiens le quatorzième de mai de l'an mil six cent cinquante-huit [14 mai 1658], et marcha avec l'armée qu'il commandait du côté du vieux Hesdin, Auxy-les-Moines [Auchy-les-Moines] et l'abbaye des Hocques [Chocques] près de Béthune, d'où il était en état de continuer (comme il fit) sa route vers Dunkerque, et ne laissait pas de donner jalousie en plusieurs endroits aux ennemis qui, pour devoir tirer plusieurs conséquences de sa marche, n'en formèrent pourtant qu'un jugement, savoir, que le roi, sensiblement irrité contre deux révoltés de son royaume, l'un appelé Fargues et l'autre La Rivière qui, par une infidélité sans exemple, lui avaient soustrait la place de Hesdin, avait résolu de la reprendre à quelque prix que ce soit, ou au moins de donner lieu, par la montre de son armée, à une négociation qu'elle avait toujours entretenue avec eux dès qu'ils avaient donné les premiers signes de leur rébellion.

Les ennemis avaient, à la vérité, beaucoup de raison de faire cette conjecture, car ils trouvaient chez eux-mêmes le crime si noir, d'une conséquence si pernicieuse et si nécessairement punissable, que, bien que le vicomte de Turenne passât plus avant, ils ne pouvaient encore s'imaginer que le roi en pût différer les ressentiments, ni prendre un autre parti que celui d'assiéger Hesdin. Autrement il n'est presque pas concevable comme quoi ils eussent manqué à tenir un corps, si peu considérable qu'il fût, derrière les canaux de Dunkerque, puisqu'ils n'ignoraient pas les engagements que le roi avait à l'attaquer, ni les préparatifs qui se faisaient en France et en Angleterre pour ce dessein.

Ce n'est pas que les Espagnols ne se soient bien trompés d'autres fois au jugement de ce que les Français avaient à faire, et qu'ils n'y puissent bien encore faillir, car comme toute leur doctrine roule sur de certains vieux aphorismes d'une politique traditive, qu'ils appellent ordre du conseil éternel, et qu'ils font conscience de violer en quelque cas que ce puisse être, ils ne peuvent pas comprendre comme quoi les ministres de France changent les maximes ordi-

naires et les façons d'agir accoutumées selon les occurrences des affaires et même selon les tempéraments de cet État.

Quoi qu'il en soit, ils s'endormirent sur des ouï-dire de quelques gens qui assuraient que le Protecteur d'Angleterre, au lieu d'assister de ses offices Fargues qui les avait recherchés, pour lui aider à obtenir les provisions du gouvernement de Hesdin, avait convié le roi à l'assiéger, et que, nonobstant que ce rebelle lui eût remontré qu'en lui faisant donner des titres légitimes pour commander un poste qu'il avait usurpé, il lèverait tous les obstacles que la nécessité de l'attaquer et la jonction avec les Espagnols pourraient apporter au siège de Dunkerque, il se contentait néanmoins qu'on en remît le siège à une autre fois, pourvu qu'on lui donnât de suffisantes assurances de l'entreprendre dans le milieu ou sur la fin de la campagne.

Il est vrai aussi que la marche de la cour vers Abbeville et celle de l'armée vers Saint-Riquier semblaient tellement conspirer au siège de Hesdin qu'il n'y avait rien de mieux dissimulé que celui de Dunkerque, que le cardinal Mazarin aurait constamment pu faire remettre à une autre occasion, s'il eût été plus avantageux pour les affaires du roi. Mais comme tout aussitôt qu'un météore paraît dans la nature contre l'ordre de la nature il n'est pas nécessaire que le soleil rétrograde pour en dissiper les exhalaisons, quelques malignes qu'elles soient et de quelque mauvais préjugé qu'elles se rencontrent, de même façon ce ministre qui avait dirigé le cours des affaires à des choses bien plus grandes, ne voulut pas rabattre sur celle-ci, ni abandonner l'entreprise de Dunkerque qu'il avait fait mûrir par l'autre, de laquelle, en son temps, il espérait de venir à bout.

Pour cela, il conclut avec le vicomte de Turenne qu'il continuerait sa marche vers Dunkerque par Merville, ce que ce général fit avec beaucoup de diligence nonobstant les incommodités de la saison qui pour lors était très rigoureuse.

Mais comme il voulait toujours savoir en même temps des nouvelles des ennemis, il ordonna en arrivant près de Béthune au marquis de Créquy, lieutenant général, d'en-



voyer des partis de sa garnison au delà de la rivière de Lys pour en apprendre, et sur ce que l'un d'eux rapporta qu'il y avait quelques troupes au Mont-Cassel, il s'imagina que ce pourraient être des gens qui, sur l'opinion du siège de Hesdin, auraient eu ordre de marcher de ce côté-là, et forma en même temps le dessein de les aller attaquer afin de donner, par cet heureux commencement, un bon augure aux siens de tout ce qu'ils auraient à entreprendre dans tout le cours de la campagne.

Incontinent qu'il eut pris cette résolution, il commanda ce même marquis avec dix escadrons, sous la conduite du sieur d'Espeaux (?) mestre de camp de cavalerie, et le comte de Guiche, mestre de camp du régiment des gardes, avec six cents mousquetaires, pour aller à Cassel, lesquels en arrivant se mirent en bataille devant ce lieu-là qui est un grand bourg sur une éminence fort considérable avec un réduit plus fort de nature que d'art, et puis s'étant avancés pour l'attaquer, obligèrent le régiment de Landois [?] et le baron de Muserey, et tous ceux qui étaient dedans, de se rendre prisonniers de guerre.

Cependant le vicomte de Turenne qui suivait avec toute l'armée, se rendit au même lieu six heures après ; mais, comme le dessein qu'il avait sur Dunkerque commençait à se déclarer, en telle sorte qu'il n'y avait plus de moyen de le cacher, il résolut de prévenir par la diligence tous les soins que les ennemis pourraient prendre d'y envoyer des troupes qui défendissent le passage des canaux, ou du moins qui en renforçassent notamment la garnison.

Pour cet effet, il se prépara de partir incontinent après qu'il fut arrivé, et, cependant, détacha devant lui le marquis de Bellefonds, lieutenant général, avec vingt escadrons et six bataillons d'infanterie, pour s'en aller à l'avance sur le canal d'entre Bergues et Furnes, afin d'y chercher quelque passage, ou, en tout cas, faciliter par quelque sorte de diversion celui que le marquis de Castelnau, détaché dès le vieux Hesdin par le chemin de Montreuil, devait tenter entre Bergues et Dunkerque avec cinq cents chevaux de l'armée du roi, douze compagnies de ses gardes, et douze bataillons



anglais commandés par le chevalier Lockhart, ambassadeur d'Angleterre en France, et général de toutes les troupes anglaises qui y servaient.

Le concert de ces détachements fut si juste que, bien que ces deux corps, savoir, celui du marquis de Castelnau et celui que menait à l'avance le marquis de Bellefonds, fussent fort éloignés les uns des autres et séparés par des marais et des pays si différents que malaisément se pouvaient-ils faire savoir de leurs nouvelles, ils ne laissèrent pas d'arriver tous deux en même temps et à la même heure, au lieu qui leur avait été marqué; mais que pouvaient-ils voir en arrivant, que des eaux de toutes parts et une mer épanchée dessus la terre, à laquelle les pluies de la saison ajoutaient encore quelque chose de plus horrible et de fort malaisé; néanmoins il fallait ruiner, par les effets d'une vertu extraordinaire, les obstacles auxquels on n'en avait point encore vu de comparables.

Aussi, dès qu'on eut senti l'approche du vicomte de Turenne qui, nonobstant les chemins effroyables qu'il trouva, mena le gros de l'armée avec tant de diligence qu'il arriva deux heures après ceux qu'il avait détachés devant elle, on chercha tant de passages, et on fit nager des hommes et des chevaux en tant d'endroits, qu'enfin on trouva un gué sur le canal entre Bergues et Furnes, au-dessous de la redoute de Bertsunder, où ce général fit passer quelque cavalerie et passa lui-même avec quelques officiers et quelques volontaires qui se trouvèrent près de lui.

Mais cette petite faveur de bonne fortune, pour laquelle l'armée avait jeté de si grands cris de joie pour avoir passé un canal sans opposition, ne dura guère; car, après cela, on en rencontra un autre aussi grand à la main gauche, et, tout autour de soi, on voyait un gouffre effroyable d'eaux, qui est vulgairement appelé en ce pays-là more ou la petite mer.

Le canal qu'on rencontrait sur la main gauche était bien plus difficile à traverser que le premier, pour ce que le passage en était défendu par une grande redoute, construite à la jonction de tous les deux, appelée la redoute de



Bentismiler [Beentis Meulen] dont il a été parlé, et dans laquelle il y avait cinquante hommes avec un capitaine de la garnison de Bergues.

Mais cet officier, voyant un grand nombre de gens au milieu des eaux dans lesquelles il avait mis toute sa confiance, et une armée dans un pays duquel il n'estimait pas qu'elle dût jamais aborder en ce temps-là, ne crut pas pouvoir arrêter un général qu'une saison effroyable et des obstacles plus grands que celui de son réduit n'avaient pu arrêter; pour cela, il se rendit à une composition assez désavantageuse; et ensuite le vicomte de Turenne commanda qu'on fît là un pont, et continua de faire chercher à travers les marais quelques chemins qui le puissent mener à Tecken [Teteghem] et du côté des forts qui étaient sur le canal d'entre Bergues et Dunkerque.

Le marquis de Bellefonds, qui eut ordre de faire faire le pont, s'employa en même temps à cette découverte, et ayant envoyé toute la nuit des gens de plusieurs côtés pour cet effet, trouva des langues de terre, des entre-deux de marais et enfin des chemins par lesquels on se pouvait bien ou mal approcher du canal qui est entre Bergues et Dunkerque, et attaquer par le derrière les garnisons de ces deux places, qui en disputaient le passage au marquis de Castelnau à la faveur de plusieurs redoutes bâties sur la chaussée et de deux forts royaux. Mais comme ils n'avaient été commencés que trois mois auparavant, ils n'étaient pas encore en une suffisante défense pour être maintenus contre des gens qui, ayant passé le canal de Bergues à Furnes, ne rencontraient plus d'autres canaux ni d'autres obstacles qui les pussent empêcher de les forcer.

Cependant le marquis de Bellefonds qui avançait toujours à mesure qu'il pouvait trouver quelque passage, ne sut pas pour cela charger les ennemis, parce que, comme il n'avait que cent chevaux avec mille mousquetaires, épandus par tous les marais où ils avaient pu trouver quelques chemins, et que les ennemis avaient douze escadrons avec la plupart de l'infanterie de ces deux places, il ne put pas s'avancer dans le pays ferme qu'il ne fût mieux soutenu. Tou-

tefois, comme le marquis de Créquy l'eut joint avec quelque cavalerie, alors ils poussèrent droit au canal avec toute la vitesse que la qualité du pays leur put permettre.

Leur diligence, néanmoins, ne leur servit à autre chose qu'à faire retirer plus promptement les ennemis, et rendre libre le passage du canal au marquis de Castelnau et aux Anglais, qui, à la vue des Français qu'ils voyaient venir de l'autre côté, poussèrent des acclamations qui furent secondées par celles de leurs alliés, avec tant de redoublements et tant de joie qu'elles leur firent oublier les grandes fatigues qu'ils avaient endurées pour en venir là, et embrasser assez gaiement celles qui restaient à souffrir pour conduire le siége de Dunkerque à une heureuse fin.

Des cris d'allégresse, on passa aux compliments, et après que les deux nations se furent entre-saluées avec beaucoup d'amitié, le vicomte de Turenne envoya un gentilhomme de l'autre côté du canal, pour assurer le chevalier Lockhart qu'il assiégerait Dunkerque, quoi qu'il y pût avoir dedans, et quelques gens que les ennemis y pussent encore mettre.

L'assurance qu'il donnait de si bonne heure faisait, à la vérité, bien voir une marque très claire de son grand respect pour les ordres du roi, mais l'incertitude du succès que son dessein pouvait avoir montrait un grand sacrifice, et cela paraissait encore davantage en ce que les difficultés qu'il avait à craindre passant de beaucoup celles qu'il connaissait et qu'il avait prévues, il ne laissait pas d'exposer, sans aucun regret et sans aucune exception, son honneur et une réputation solidement établie à des événements que sa sagesse lui aurait fait éviter, si son obéissance lui eût permis d'en délibérer.

C'était néanmoins un grand bonheur et un grand avantage que d'avoir passé le canal de Bergues; mais il y avait encore celui de Hondschoote et celui de Furnes à passer.

La seule garnison de Dunkerque lui pouvait faire quelque opposition au premier, et si quelque corps de ceux que les ennemis avaient pu faire passer par Furnes et Nieuport, depuis qu'il eut traversé la rivière du Lys, se fût trouvé



derrière celui de Furnes, il aurait non seulement pu lui en disputer le passage, mais encore se jeter dans la place qui est assez vaste et qui pourrait avoir été assez munie pour pouvoir contenir un très grand nombre de défenseurs.

D'autre côté, comme l'air avait été fort rude, les herbes y étaient si courtes et les fourrages si rares, qu'il y avait tout à fait lieu de craindre que si l'entreprise de Dunkerque ne se pouvait exécuter avec assez de promptitude, l'on ne pourrait jamais assez tenir de cavalerie dans la circonvallation pour la soutenir.

De plus, comme il n'y avait dans l'espace renfermé par les canaux de Bergues et de Furnes, qui pouvait être libre à l'armée du roi, aucun bois ni aucun village dont les soldats pussent tirer de quoi faire leurs huttes, ni même de quoi faire cuire ce qu'ils avaient à manger, il n'y avait autre moyen que celui de s'en faire dans la terre, pour remédier à l'un, et de se contenter de pain seul pour réparer le défaut de l'autre.

Les pluies de cette saison-là, qui furent encore plus grandes qu'elles n'avaient été de longtemps, augmentaient de beaucoup ces incommodités; par-dessus le tout, les grands vents qui soufflèrent depuis le commencement du siège jusqu'à la fin remplissaient les yeux et la bouche des assiégeants de tant de sable, que le feu ne leur fut presque pas le plus fatal ni le plus funeste de tous les éléments.

Avec tout cela, le vicomte de Turenne passa bientôt le canal de Hondschoote, ne rencontrant guère moins de facilité à passer celui de Furnes; et quoiqu'il ne sût empêcher que le marquis de Leyde qui marchait par derrière où se jetât [ne se jetât] dedans Dunkerque avec le régiment du commissaire général, il acheva par là de prendre tous les postes devant la place. Ses soldats se firent par après des huttes dans la terre, et la couvrirent de gazon; sa cavalerie instruisait, au moins pour cette fois-là, ses chevaux à travailler beaucoup et à se contenter de peu; les délicats et les moins soucieux de la cause publique, comme sont les simples fantassins et les simples chevau-légers, eurent bien de la peine à souffrir les autres incommodités; les robustes n'avaient



jamais rien éprouvé de semblable, et si les plus relevés n'en furent pas exempts, les fatigues, le péril, les soins de leur avancement et ceux de cette place en général les occupaient si fort ailleurs qu'ils n'eurent pas presque le loisir de s'en chagriner ni la faiblesse de s'en plaindre. Enfin, tout fut campé le long des lignes qui furent projetées dans la forme représentée par la carte suivante (1), où se verra parallèlement le passage des canaux et l'ordre qui fut tenu pour investir la place.

Après cela, tout l'ouvrage de la circonvallation fut distribué aux troupes, et le vingt-sixième du mois [26 mai], on commença d'y travailler; mais comme la nature l'avait, en plusieurs endroits, assistée de quelques faveurs, comme de marais et de canaux, elle lui avait été si chiche en d'autres, que ne s'y trouvant pas même de terrain assez bon pour en composer les retranchements, ni de fascines pour les soutenir, ou de bois pour les palissader, il y avait plus d'occasion de se plaindre de l'ingratitude du lieu que de se plaindre de ses commodités.

Néanmoins, il est très constant que le premier poste y avait de grands avantages; l'ennemi ne pouvait marcher de Bergues pour aller à lui que par une digue, et ne pouvait aborder ses lignes, entre cette digue et les dunes, que par des lieux fort difficiles et par des attaques désunies.

Il n'y avait guère moins de canaux et de marais de l'autre côté, de sorte que, n'y ayant presque point de force ouverte à craindre que par les dunes qui regardent Mardick, ou par celles qui regardent Nieuport, ç'avait été une grande affaire de n'avoir à se garder que de l'un ou de l'autre de ces deux endroits, s'il n'y eût en péril que le même ennemi, venant seulement à se poster en vue des lignes au lieu où il lui aurait été plus commode pour subsister, n'eût donné tant de jalousie et tant ajouté de fatigues à celles des gardes ordinaires et de la tranchée, que si l'infanterie y eût pu résister quelque temps, la cavalerie s'y serait entièrement ruinée par le travail et par la faim.

1. Nous n'avons pas trouvé cette carte.



Le cardinal Mazarin avait, à la vérité, fait faire un considérable magasin d'avoine qui se distribuait aux troupes avec une assez libérale mesure ; mais comme la meilleure part de semblables provisions va d'ordinaire aux chevaux de l'artillerie, à ceux des vivres, ou enfin à ceux des officiers qui ont la principale autorité, les particuliers n'en reçoivent qu'une si modique portion que si la campagne n'y supplée, la richesse des plus grands rois n'en peut jamais assez réparer la disette.

Ce secours ne suffisant donc pas entièrement, qu'aurait-ce été quand la présence d'une armée aurait tout à fait retranché les moyens d'aller chercher quelques chétifs herbages dans un pays pour lors fort stérile, et qu'aurait profité à un soldat sa plus fine industrie, si la nécessité d'être toujours sous les armes l'eût tenu toujours hors d'état de s'en pouvoir servir? Enfin, il y paraissait encore beaucoup de difficultés de cette part, et l'opinion infaillible qu'avait un chacun des assiégeants de se voir, au premier jour, une armée sur les bras outre une forte garnison qu'elle avait à combattre, s'en figurait encore d'autres bien plus grandes, et même des périls d'une si pernicieuse suite que, bien que nous les ayons évités par la bonté du ciel, on ne peut pas encore se les imaginer sans en frémir, ni voir derrière soi, avec quelque effroi, de si épouvantables précipices.

Parmi tant et de si fâcheux accessoires, le vicomte de Turenne agissait toujours d'une sagesse égale en donnant ordre au présent, sans beaucoup s'inquiéter de l'ennemi, ou, s'il y pensait parfois, ce n'était qu'avec dessein d'aller au-devant des périls qui le menaçaient, en allant au-devant des ennemis. Aussi avait-il établi cette pensée si profondément dans son esprit, qu'elle faisait la base sur laquelle il appuyait la plupart de ses résolutions.

Dans ce dessein, il consentit que les troupes employassent le temps qu'elles auraient pu donner à l'amélioration de leurs lignes, à faire des fourrages dont elles avaient besoin, ou d'autres choses également nécessaires; et en cette considération il ne voulut pas, ensuite de quelques avis envoyés de loin et de près sur une comparaison de tant d'affaires

fort dissemblables, occuper le fort Léon, pour faire de ce côté-là une attaque qui lui était proposée pour le bien de celles qu'il avait projetées par les dunes qui regardent Nieuport, de crainte que quand il faudrait aller aux ennemis, la séparation de ses attaques et la nécessité de soutenir les uns aussi bien que les autres d'autant de troupes qu'il y en avait dans la place, ne lui ôtât les moyens d'en pouvoir mener autant qu'il en aurait besoin pour les combattre.

Pour cela, il rejeta fort utilement un avis fort salutaire, et s'étant judicieusement opiniâtré à ne faire que deux attaques communicables, savoir une des troupes françaises par les dunes plus proches de la mer du côté susdit, et une autre des troupes anglaises à la main gauche de celle là, il y fit ouvrir la tranchée, le quatrième de juin [4 juin], par un bataillon des gardes du roi, sous le sieur de Varennes, lieutenant général, et deux bataillons Anglais que commandait en personne le chevalier Lockhart, leur général.

Il n'arrive, pour l'ordinaire, rien de considérable aux ouvertures des tranchées, tant pour le peu de connaissance que les assiégés ont du temps et du lieu dans lequel elles se commencent, que pour la distance qu'il y peut avoir de celui où elles viennent jusqu'à la place; car, comme les entreprises en sont moins éludées et les retraites moins sûres, ils ne se hasardent guère de sortir contre des corps, qui, pour n'être encore chargés que de travaux fort aisés, n'ont de pensée ni de soin si pressant que celui de les repousser.

Néanmoins, ceux de Dunkerque se mouvant avec un corps de huit cents chevaux et dix-huit cents hommes de pied de bonnes troupes, ne laissèrent pas de sortir avec toute leur cavalerie en deux gros, celui de gauche demeurant en contenance sous le feu des contrescarpes, celui de droite ne s'avançant qu'à l'escarmouche, par où ils témoignèrent ne vouloir que faire montre de leurs troupes; ou si quelqu'un veut qualifier cette parade du nom d'une sortie, qu'il sache qu'un bon gouverneur n'en doit point faire, tant pour le bien de sa réputation que pour le salut de sa place; que ceux-là mêmes qui devront la lui distribuer, ou peut-être la lui retrancher après sa reddition, ayant à juger ses devoirs



plutôt par le poids que par le nombre, ne compteront que celles qui se seront faites avec vigueur ou avec utilité; et enfin que la sortie est un foudre qui doit avoir écrasé tout ce qu'il rencontre, avant qu'on en ait ouï le coup.

L'on ne saurait pourtant nier que le marquis de Leyde, qui était gourverneur de Dunkerque et qui en avait déjà une fois soutenu le siège avec beaucoup de valeur, ne fût aussi prudent qu'il était courageux; et sur ce fondement, on ne peut pas douter qu'il n'ait fait cette sortie plutôt par un dessein judicieux que par une vaine ostentation; aussi peut-on d'autant plus assurément inférer qu'il l'avait faite exprès, pour reconnaître le travail de la tranchée, la route qu'elle devait tenir, et les places d'armes dont elle était soutenue; que l'on certifierait après sa mort qu'il était mêlé parmi les escarmoucheurs, pour reconnaître les particularités qu'on ne pouvait découvrir de la place à cause de l'inégalité des dunes, qu'il en fit ensuite un petit griffonnement sur lequel il forma celui des travaux qu'il avait à faire, et des entreprises qu'il pouvait tenter.

Comme cette action semblera peut-être à quelques-uns d'un médiocre fruit pour un si grand hasard, il n'est pas aisé de juger si quelques officiers de la place, qui rapportèrent cette circonstance à quelques-uns des nôtres après sa réduction, le firent pour improuver ce conseil et pour en honorer sa mémoire; mais la plupart de celles qu'a faites cet excellent personnage pendant sa vie peuvent servir de modèle. Non seulement on ne la peut pas condamner, mais encore [on peut] en tirer une haute maxime pour le défaut des places, qui est qu'un gouverneur assiégé doit savoir, par quelque voie que ce soit, jusqu'à la moindre particularité du travail des assiégeants, et avoir les yeux continuellement arrêtés sur un plan de leur tranchée, afin que, se mettant par ce moyen comme en leur place, il puisse régler ce qu'il soupçonnera qu'ils devront entreprendre, et pourvoir par avance à tout ce qu'il doit pour emboucher les lignes qu'ils pousseront en avant, pour découvrir leurs batteries et assurer les siennes, et enfin pour empêcher ou du moins retarder le progrès de leurs attaques.

19



Après cette première sortie, il n'y arriva rien de remarquable le cinq ni le sixième du mois [5 et 6 juin], auquel les Suisses et le second bataillon des gardes entrèrent à la tranchée, les uns sous le marquis de Bellefonds et l'autre sous le marquis de Créquy, lieutenants généraux, si ce n'est toutefois que l'on commença ce dernier jour une batterie de deux pièces contre un petit fort de bois construit sur le bord de la mer à l'embouche du grand canal, et à la faveur duquel les ennemis faisaient leurs sorties et assuraient leurs retraites; mais, comme elle n'était point encore en état de tirer ni de faire l'effet que l'on se proposait, les ennemis sortirent, le septième [7 juin], sur le régiment de Picardie qui était à la tranchée sous le sieur d'Esquancourt, lieutenent général, et sur celui de Plessis-Praslin qui en avait la tête.

Ce qu'il y eut de plus remarquable en leur action, c'est que leur cavalerie vint à la débandade et ne se mit point en bataille, afin de porter l'effroi et le désordre avec plus de vitesse, et de ne donner pas le temps à la nôtre d'y accourir qu'il n'y eût déjà quelque ravage de fait avant son arrivée.

Aussitôt vit-on plier cette tête avec assez de facilité, ce qui n'est pas trop extraodinaire en toutes les tranchées attaquées; mais comme les corps qui la soutenaient voulurent prendre le temps de se ramasser et de se mettre en bon ordre, ils ne purent le faire avec tant de diligence que les ennemis n'eussent déjà tué quelques gens et un peu entamé le travail quand on vint à les joindre et à se mettre avec eux.

Cependant, comme les grandes décharges du canon qui se faisaient de la place, et des mousquetades de part et d'autre, eurent donné connaissance au camp de ce qui se passait à la tranchée, chacun y accourut avec toute la précipitation imaginable.

Il serait bien malaisé de raconter le nombre de ceux qui s'y trouvèrent, parce qu'il ne demeura personne, de tout ce qu'il y avait d'honnêtes gens dans le quartier général, qui ne s'y rendit en diligence; et il ne serait guère moins difficile de bien faire le récit de cette action, pour ce que l'on y chargea tant de fois et l'on y retourna si souvent, que le

plus fort d'une bataille n'a rien qui la surpasse en opiniâtreté ni en péril.

Les ennemis n'y avaient qu'environ sept cents chevaux et cent hommes de pied, contre le régiment de Picardie, avec ce qui s'y était rallié de celui du Plessis, et mille chevaux de la garde ordinaire des deux attaques, sous le baron de Montclar, gentilhomme catalan, sage et vaillant, qui les poussa hors de nos travaux après un rude choc de notre cavalerie contre la leur ; mais vingt pièces de canon qui tiraient incessamment de la ville, et toute leur mousqueterie qui bordait leurs contrescarpes et leurs réduits avancés, compensaient si avantageusement l'inégalité de leur nombre qu'il ne fut pas aisé de les faire tout à fait retirer ; mais au contraire ils retournèrent avec beaucoup de résolution, et comme si l'on eût contesté de la campagne aussi bien que de la place, ils revinrent aussi loin en avant qu'on les en avait fait reculer en arrière.

Cependant le vicomte de Turenne y arriva suivi ou précédé d'une foule considérable d'officiers, entre autres du comte de Soissons, colonel général des Suisses, du comte de Guiche, mestre de camp du régiment des gardes, et du marquis de Créquy, Bellefonds, Humières et Gadagne, lieutenants généraux, sans compter quelques corps formés comme un de mousquetaires détachés, que le comte de Guiche avait fait marcher sous Renouard, capitaine aux gardes, et quelques escadrons de ceux qui étaient campés les plus proches de la tranchée.

Mais, comme le nombre de ceux qui accouraient à cette occasion donnait d'autant plus de prise au canon, notre dommage augmentait par le renfort qui nous venait, et notre péril croissait à mesure qu'il nous venait du secours ; car les pièces qu'ils avaient sur les bastions de la ville basse et sur le demi-bastion de main droite de la double corne que nous attaquions, étaient ployées de telle sorte, à l'égard de leurs troupes, que, sans risque de les offenser, elles voyaient avec assez de distinction tout le flanc des nôtres, et les battaient avec tant de furie qu'il n'y avait point de plus assuré moyen de se garantir que de se mêler bien avant



dans le combat, et enfin on était réduit à chercher son salut où il y en avait le moins. Par ce mouvement, ou plutôt par celui d'une généreuse ambition, le comte de Soissons et le comte de Guiche se jetèrent d'abord dans le plus épais des ennemis, en même temps que le marquis de Créquy les chargea à la tête de son régiment, et le comte du Bourg à celle des gendarmes du cardinal Mazarin. Cependant, le baron de Montclar se retirait blessé de quatre grands coups, mais son régiment et celui de Pont-Saint-Pierre retournèrent à la charge, sous ou avec les lieutenants généraux et les volontaires, les premiers ne dédaignant aucune place, et les autres n'épargnant aucun soin pour remplir avec empressement celles des morts ou des blessés; enfin tous, unanimement, fondirent sur les ennemis de toutes parts, et, pour cette fois, les forcèrent tout à fait à la retraite, ce qui aurait pu suffire si le vicomte de Turenne ne s'était pas mis en tête de les faire ramener jusque dans leurs travaux, pour y venger par la même voie l'injure et le sang des gens qu'ils avaient tués dedans les nôtres.

En effet, on les repoussa jusque-là nonobstant les grands tourbillons de sable qui les couvraient comme d'une épaisse nue, et le vent contraire qui en retardait beaucoup la poursuite.

Mais cet avantage nous coûta bien cher, car nous y perdîmes force officiers et beaucoup de soldats.

Le comte de Soissons et le comte de Guiche y firent des choses au delà de toute expression aussi bien qu'au delà de leurs charges; mais comme ce ne fut pas sans de grands périls, ce dernier y reçut un coup de mousquet à la main droite, et l'autre eut son cheval tué sous lui. Le marquis de Créquy eut aussi le sien tué de même, et l'on remarqua de son régiment, qu'il n'y eut pas un officier ni un cavalier qui n'y fût blessé ou tué, ou du moins qui n'y eût son cheval tué ou blessé sous lui; et après tout ce carnage, la retraite se fit en assez bon ordre, et tout ce grand tumulte cessa par quelques coups de canon et par des coups de mousquets tirés de loin à loin, qui suivent d'ordinaire les grandes actions comme des restes d'une force puissamment émue aussi bien que comme des signes d'une grande lassitude.



Peu de temps après, le régiment de Piémont et celui de Rambures relevèrent ceux de Picardie et du Plessis-Praslin, sous le marquis d'Humières, qui ne put faire autre chose pendant la nuit que de raccommoder la tranchée, que la marche des troupes avait bien plus désordonnée que n'avaient fait les ennemis, outre qu'il la retourna sur la gauche par une ligne assez longue, afin de faciliter à celui qui viendrait après lui une plus prompte arrivée à la contrescarpe.

Il était apparemment un peu fâcheux au marquis de n'avoir su faire guère autre chose de bien considérable que de réparer le travail d'un autre, et quoiqu'il fit tout ce qui se pouvait raisonnablement faire, il n'était point satisfait de lui-même et avait bien du regret de ne pouvoir rien montrer au sortir de sa garde, qui parût avantageux à l'avancement du siège; mais son déplaisir naissait d'une erreur qui s'est de longtemps glissée parmi les officiers commandant en chef à la tranchée, dont la plupart n'estime pas si honorable de parachever un travail commencé par un autre que d'en ouvrir un nouveau, ni si glorieux d'en assurer un faible que d'en pousser un autre qui ne sera pas mieux, et ceux qui enfin désirent de nouvelles choses, [ce] qui a toujours été parmi les hommes d'un goût sublime; et la jalousie qui règne d'ordinaire entre ceux qui disputent la gloire, fera tout le bien ou tout le mal des attaques dont ils ont la direction.

Ce n'est pas qu'une brusque vigueur ne soit quelquefois préférable à une patience scrupuleuse, et que la diligence ne soit un des moyens plus sûrs pour étourdir des assiégés et pour prévenir les travaux qu'ils sauraient faire pour leur défense, mais il faut que leur nombre ou quelque pressante nécessité en fasse la mesure, et que du reste l'on demeure d'accord que ce ne sera pas celui-là qui aura travaillé avec plus de vitesse ou avec plus d'étendue, qui aura le plus mérité, mais que ce sera celui qui aura fait des choses plus nécessaires et plus utiles pour le bien de l'entreprise qu'on aura tentée.

Il n'y eut, toutefois, pas grande occasion de se plaindre des abus, car comme le général voyait tout, ordonnait tout et



assistait à tout, il ne laissa presque pas de lieu aux passions ni aux intérêts des particuliers de s'élever contre la cause publique, et comme de plus il gardait une grande jalousie pour tout ce qui se passait de bien, de quelque médiocre éclat qu'il fût, les officiers se contentaient de ce témoignage de leur conscience et de son estime. Pour cela, le vicomte Broglia, lieutenant général, et le marquis de Bellefonds ne furent pas moins satisfaits ni moins loués de n'avoir fait autre chose, pendant leurs gardes, que de s'approcher des redoutes avancées de la contrescarpe, quoique ce premier, pour avoir été blessé d'un coup de mousquet à la tête, ne manqua pas à la louange dont on console d'ordinaire de semblables disgrâces.

Mais, l'onzième jour du mois [11 juin], le marquis de Créquy se trouvant assez approché pour attaquer ces redoutes avec le premier bataillon des gardes que Villiers commandait après la blessure du comte de Guiche, et qui fut blessé lui-même d'un coup de mousquet au menton, disposa toutes choses pour ce dessein, et entre autres une diversion à sa main gauche par les Anglais (qui pour n'avoir été troublés d'aucune sortie, parce qu'il n'était pas si aisé d'en faire de leur côté que de l'autre) et pour avoir été puissamment animés par les soins et par les exemples de leur général, se trouvèrent aussi avancés que nous pour faire, de leur part, une attaque à ces pièces qui, n'étant attachées que par un simple rang de palissades sèches à la contrescarpe dont elles étaient éloignées d'environ soixante pas, montraient bien n'avoir été conjointes que pour approcher d'autant plus le feu de la mousqueterie, et endommager davantage les travailleurs dans le corps de la tranchée. Aussi, comme ce marquis eut tout ordonné pour les emporter, on ne trouva plus personne dedans.

Néanmoins, tout ce grand appareil de résolutions et de courages ne fut pas inutile à la vigueur qui était nécessaire au grand travail qu'il fallut faire pour se lier à ces redoutes, et pour faire servir leur élévation destinée, aussi bien que leurs côtés, à joindre la contrescarpe de la place.

On n'avait certainement pas espéré d'avoir si bon marché



de ces ouvrages qui avaient été tout en feu les jours précédents, et qui, en plusieurs pointes dans lesquelles ils étaient rangés, paraissaient une seconde contrescarpe; mais comme leur liaison avec les pièces inférieures n'était pas suffisamment assurée, elle ne se pouvait bien maintenir, et pour cela les ennemis quittèrent quand on fut aux termes de les attaquer.

Néanmoins, c'est constamment une constante chose qu'une suite bien unie de semblables réduits, et c'en est encore une bien meilleure qu'une seconde contrescarpe, car de la manière qu'on les attaque à présent les unes et les autres, c'est-à-dire avec une partie des corps détachés d'une armée et tout ce qui se peut rencontrer de jeteurs de grenades, c'est un grand avantage que d'avoir des travaux avancés qui, par leur interposition, puissent amortir les plus puissants coups de cette furieuse tempête, et réduire un assiégeant affaibli ou rebuté de ce grand effort à prendre le chemin de la sape ou celui d'une lente cérémonie pour venir ensuite à la dernière contrescarpe ; mais, comme la plus avancée empêche qu'on ne puisse plus marcher en bataille pour insulter celle qui est plus intense, que du moins on n'ait pris de grands établissements de l'autre côté, ces réduits, quoiqu'ils ne fussent pas continués, ne laissèrent pas de ralentir les progrès de la tranchée, et de nous obliger à venir pied à pied au glacis et aux pointes de la contrescarpe ; aussi le bataillon des gardes suisses qui releva le premier des Français, ne put y faire autre chose, le douzième jour du mois [12 juin], que de s'établir de l'autre côté des réduits et de s'assurer les têtes de son travail, qui pouvaient péricliter dans l'embarras de ces places-là, aussi bien que dans la proximité des ennemis, lesquels ne peuvent pourtant faire aucune sortie de considération après que la batterie de deux pièces, qui avait été faite sur le bord de l'estran, leur eut abattu le fort de bois et ôté la sûreté de leurs retraites.

Dix autres pièces de canon tiraient cependant, quoique d'une distance assez éloignée, à la double corne attaquée et sur le bastion du château pour en raser les défenses ou



pour en engorger les embrasures : mais, comme ces sortes de premières batteries éloignées se font d'ordinaire presque autant pour la consolation du commissaire et pour la récréation du soldat que pour des effets absolument nécessaires, les ennemis tiraient en même temps de tant d'endroits et de tant de pièces, qu'on ne put pas imposer silence à celles qui nuisaient le plus qu'on ne fût logé aux pointes de la contrescarpe, d'où l'on démonta et rendit inutiles toutes celles qui pouvaient voir la tête de la tranchée, ou défendre les pièces qu'on devait attaquer.

Ce n'est pas que les bombes que les assiégés jetaient du dedans avec assez de justesse n'incommodassent beaucoup ces batteries, et qu'elles n'y endommageassent quelques rouages et quelques affûts qu'il fallut incontinent radouber. Toutefois, comme les moins expérimentés savent bien qu'elles ne tombent pas qu'en un point d'où on se peut éloigner en les voyant, et ne brisent qu'à une élévation d'éclats dont on se peut garantir en se couchant, il n'y eut que les âmes timides qui en eurent de la peur, et les corps immobiles qui en souffrirent.

Mais la nouvelle de la marche des ennemis qui venaient au secours de la place et qui étaient déjà campés auprès de Furnes, jeta bien une autre alarme parmi tout le monde, et l'on peut dire qu'ils l'apportèrent eux-mêmes, puisqu'ils détachèrent en arrivant trente escadrons pour venir reconnaître les lignes sous le prince de Condé et le maréchal d'Hocquinçourt, qu'une humeur un peu inquiète et quelques dégoûts mal fondés avaient tout nouvellement attiré dans leur parti.

Ce fut, à la vérité, bien judicieusement fait que de venir observer par avance ce qu'il y avait à remarquer pour régler leurs desseins, et ç'avait été une lourde faute contre les maximes de la guerre que d'y manquer ; mais ce n'en fut peut-être pas une moindre, contre la finesse du métier, que de n'avoir pas amené avec la même diligence toute leur armée avec eux pour la poster en vue des lignes entre la mer et le canal de Furnes, car, par ce moyen, ils auraient, par aventure, pu empêcher que le vicomte de Tu-



renne n'en eût tiré la sienne devant eux, ni combattre avec un avantage égal au leur.

Mais, comme ce prince était emporté par une autorité suprême et le maréchal par une passion fougueuse de faire quelque chose d'éclatant à quelque prix que ce pût être; la fanfare prévalut aux bons conseils, et ces deux chefs ne se mirent autre chose en tête que de pousser les gardes, ce qui ne fut jamais une chose trop difficile, puisqu'elles ont toujours eu ordre de lâcher devant un ennemi plus puissant, et n'étant établies que pour avertir et pour donner du temps à l'armée, dont elles sont comme les vedettes, de se préparer contre ce qu'elles ont découvert de périlleux.

Cependant le vicomte de Turenne apprit qu'ils paraissaient lorsqu'il était empêché sur le bord de la mer du côté de Nieuport. Mais, comme il avait des avis très précis de leur armée et en compassait à toute heure les mouvements, il jugea bien qu'il n'y avait là qu'un grand parti, et, pour cela, envoya sans autre émotion le marquis d'Humières pour aller apprendre ce que c'était, afin de le lui venir rapporter.

Ensuite ce marquis prenant le dehors des lignes pour se rendre plus tôt à la grande garde, rencontra dans les dunes un escadron de Cravates, qui, pour se garantir des tourbillons de sable qu'un vent du ponant leur poussait avec beaucoup d'impétuosité dans les yeux, s'étaient tournés du côté de Nieuport, par où, soupçonnant que ce fût quelque escadron des nôtres, il s'approcha d'eux pour apprendre des nouvelles de ce qui se passait de ces côtés-là. Mais ayant découvert que c'étaient des ennemis par la prise de son écuyer et de son page, comme aussi par les coups de mousqueton dont on lui tua son cheval, il ne laissa pas de joindre le régiment de cavalerie étrangère du comte de Soissons qui avait la grande garde et dont la petite avait été poussée.

Mais, comme ce comte y était un peu auparavant arrivé avec quelques-uns de ses amis, la proposition qu'il fit de se retirer dans les lignes, ou du moins derrière une dune détachée que l'on avait fortifiée de peur que les ennemis



ne l'occupassent, fut contrepesée des instances que ce jeune prince fit de demeurer là, et de se ranger derrière un watergan qui véritablement était impénétrable par devant et par le côté droit, mais que l'on pouvait aisément tourner par le bout du côté gauche. Sur quoi le marquis représentant qu'il fallait faire la retraite à temps, de peur de porter l'épouvante dans les lignes si l'on était obligé de la faire avec précipitation, et le comte soutenant qu'il ne fallait point se retirer, crainte d'y porter le doute de la victoire, l'un et l'autre demeurèrent d'accord qu'il faudrait donc faire des choses au-dessus de l'ordinaire, pour effacer la faute d'en avoir fait une au-dessus de la règle.

Ainsi, tout deux s'étant opiniâtrés à faire ferme, et le marquis d'Humières ayant fait venir de la dune fortifiée quinze mousquetaires au bout du watergan, les ennemis furent obligés de se contenter d'une grande escarmouche, ne pouvant pas tout renverser ainsi qu'ils se l'étaient proposé.

Mais, comme le maréchal d'Hocquincourt s'avançait plus que les autres, ou pour se signaler, ou par une valeur extraordinaire, ou pour se faire connaître par une civilité qui lui était ordinaire (car, en effet, il salua le comte et le marquis en baisant le panonceau de l'épée), une mousquetade tirée ou de la dune ou du bout du watergan, lui perça le corps et obligea, par cet accident, les ennemis à la retraite.

En suite de ce funeste coup qui fut comme un présage du malheur qui menaçait le parti qu'il avait embrassé depuis peu, il sentit les approches de la mort, et se ressouvenant de quelques avis qui lui en avaient été donnés un mois auparavant, comme par une espèce de prophétie, dans une lettre de sa sœur la religieuse, il détesta le crime qu'il avait commis envers le roi, pria qu'on exhortât ses enfants à ne se détacher jamais de la fidélité qu'ils lui devaient, et enfin mourut avec un grand regret de ses amis, avec compassion de ceux qu'il s'était rendus ennemis par sa défection, et avec estime des uns et des autres.

Après que les ennemis s'en furent retournés à leur camp de Dunkerque, ils en partirent le lendemain, le treizième du



mois [13 juin], sans canon et sans bagage, pour s'en venir à Zutcotte, petit village où il ne reste qu'une église, à cinq grands quarts de lieues de Dunkerque, et se campèrent là en bataille sur les dunes depuis la mer jusqu'au canal de Furnes, par où ils avaient fait venir une grande quantité de fascines et d'outils pour travailler et se retrancher, et sur lequel ils firent incontinent un petit pont pour avoir la commodité des prairies, pour donner d'autant plus de jalousie à la circonvallation de Dunkerque.

Mais comme le page du marquis d'Humières, qui avait été pris le jour précédent, eut trouvé occasion de se sauver, il vint apporter des nouvelles au vicomte de Turenne du mouvement qu'avaient fait les ennemis, du camp qu'ils avaient pris, et spécifia même qu'ils étaient encore sans bagage et sans canon. Sur quoi, ce général commença à faire marcher toutes les troupes qui étaient au delà du canal de Bergues, et de faire assembler toutes celles qui étaient au deçà dans son quartier, ce qui se fit avec tant de diligence, que toutes celles qu'il avait destinées pour l'action qu'il avait en tête, eurent tout le temps de s'ennuyer de la trop grande longueur de la nuit, et de témoigner par leur impatience le désir passionné qu'ils avaient de combattre.

Quelques gens s'étonneront comme quoi le vicomte de Turenne ne les faisait pas marcher dès aussitôt qu'elles furent assemblées, afin de surprendre davantage les ennemis; mais il craignait plus le désordre que la nuit pourrait apporter dans sa marche, qu'il n'espérait de celui que sa diligence pourrait causer aux ennemis. Et comme il appréhendait aussi que sur quelques avis qu'ils auraient de son approche, ils ne se pussent retirer à la faveur de l'obscurité, il attendit jusqu'à l'aube du jour à faire sortir ses gens des lignes, d'où ils marchèrent avec un si grand ordre nonobstant l'inégalité des dunes, que dès aussitôt que le prince de Condé les eut vues, il dit à quelques commandants de ses troupes que s'ils ne faisaient des choses extraordinaires, ils n'avaient que peu de chose à se promettre de la victoire.

D'un autre côté, le vicomte de Turenne roulait des cho-



ses d'un grand poids et d'une grande conséquence dans son esprit; il marchait contre un Juan d'Autriche que la bonne fortune avait suivi presque en tous les lieux, et contre un prince que la France avait adoré quand il combattait pour elle, et qu'elle n'avait pu s'empêcher d'estimer depuis qu'il s'était mis à lui faire la guerre.

De plus, il les allait attaquer postés à leur gré, avec nécessité de surmonter ou au moins de balancer par de puissants efforts l'avantage des lieux qu'ils avaient choisis aussi bien pour un combat que pour un séjour. Encore était-ce peu de les aller choquer en ce lieu-là et, même de jour, y écorner une aile ou une tête, il les fallait entièrement défaire, autrement les restes qui en seraient demeurés lui auraient pu donner bien de la peine en obligeant sa cavalerie d'être toujours à cheval et son infanterie sous les armes, parce que par la chaleur qu'ils avaient donnée aux assiégés, ils l'auraient pu empêcher de prendre Dunkerque, ce qui aurait infailliblement rompu l'alliance d'entre les Anglais et les Français qui avaient toujours eu la prise de cette place pour fondement; mais, comme il ne voyait point, en cas qu'il fût battu lui-même, de retraite assurée à cause de l'interposition de Gravelines et des marais de la rivière d'Aa entre lui et le pays reconquis, il se trouvait toujours entre des nécessités et des périls : il fallait qu'il exposât son armée aux coups d'une fortune irrémédiable en combattant, ou sa réputation à la censure en ne combattant pas; et s'il ne perdait les ennemis par une victoire achevée, il courait risque de perdre ses alliés par un combat douteux.

Il avait, outre cela, reçu le jour précédent une lettre du cardinal de Mazarin qui, au lieu de lui servir de caution des événements de la bataille à laquelle il se préparait depuis longtemps, les lui faisait d'autant plus appréhender qu'après la lui avoir conseillée il en remettait l'entière décision à sa prudence, et ne lui envoyait que des avis d'ami au lieu des ordres exprès qu'il aurait peut-être plus désirés dans une affaire de si grand poids.

Mais quoique ce ministre possède toutes les connaissances des choses de la guerre aussi bien que de celles de la paix



dans un degré de souveraine perfection, tant par la longue expérience qu'il a de toutes sortes d'affaires que par l'effusion des talents propres au gouvernement que Dieu lui a donnée, il n'emprunte pourtant jamais la voix du prince dont il est l'organe ; quand il veut donner des conseils au commandants des armées, il les envoie comme des avis et non pas comme des lois, et quoiqu'il ait eu plusieurs fois occasion de se repentir de n'avoir pas usé de la suprême puissance pour les appuyer, il ne veut pas pourtant choquer en faveur de sa grande capacité l'ordre de la police militaire, ni dérober quoi que ce soit de l'autorité des généraux que les rois ont constitués dans leurs armées pour y être comme leurs images aussi bien que leurs lieutenants, et pour y entreprendre, avec le même pouvoir qu'ils feraient eux-mêmes, tout ce qui s'y rencontre d'avantageux, ou rejèter tout ce qui se trouve de préjudiciable au bien de leur service. Aussi le vicomte de Turenne revint-il bien vite de la pensée qu'il eut là-dessus, à une consolation commune, que tous les bons peuvent recevoir de la justice de ce ministre, qui est que, quand l'on a fait ce que l'on doit, il n'accuse des événements que la fortune, et n'a pas moins de soin de consoler ceux qu'elle a injustement opprimés que de récompenser les autres qu'elle a comblés de ses faveurs.

Il est inutile de rapporter entre les autres inquiétudes du vicomte de Turenne, ce [celle] qu'il pouvait avoir de la proximité de la cour qui était à Calais avec un peu de gens, ni celle que lui pouvait donner un ramas de quelques nobles qui s'étudiaient à bien contrefaire les membres d'une cabale périlleuse, pour acquérir quelque considération dans le monde ou tout au moins dans leurs provinces, puisqu'il était assuré que Dieu tenait le roi sous une protection spéciale par des anges très forts, et que la folie des autres ne devait durer que jusqu'à ce que quelque bon ou quelque mauvais succès dissipât leur assemblée par la crainte d'être châtiés après une victoire, ou par celle d'être enveloppés en quelque ruine publique après une défaite.

Mais il y a grande occasion d'admirer comme quoi parmi toutes ces agitations d'esprit qui auraient pu étonner une tête



moins forte que la sienne, il pourvoyait à la marche de ses troupes avec tant d'ordre que, bien qu'on ne pût découvrir d'une aile à l'autre, on n'en vit jamais une plus juste ni mieux alignée; et ce qui la rendait encore plus agréable, c'est que son infanterie tenait une contenance si gaie, et sa cavalerie gardait une telle fierté, qu'on ne vit jamais dans une armée de si grandes confiances de la victoire; aussi en avait-il fait les premiers augures à ces malheureux signes qui lui parurent, dès aussitôt qu'il eut ramassé en son quartier entrèrent-ils bien avant dans les raisons et même daus la curiosité qui le firent tout à fait pencher à la résolution de la bataille[1].

D'un autre côté, le prince de Condé n'était pas sans de grands troubles et sans de grands embarras; il savait qu'il avait affaire à un grand capitaine et à des troupes dont il avait plusieurs fois éprouvé la valeur à sa gloire, et quelques-unes à son dommage; mais ce qui le surprenait le plus, c'était de voir que ceux qu'il se proposait d'attaquer, le venaient chercher pour le combattre, et que ses gens souffraient de leur vue inopinée l'étonnement qu'ils pensaient jeter chez eux.

Il avait, outre cela, peu d'opinion de son infanterie, et ne l'avait guère meilleure de sa cavalerie wallonne, ou s'il les croyait capables de lui aider à obtenir quelque grand avantage sur l'armée de Sa Majesté, il savait qu'il avait affaire à des supérieurs qui ne lui feraient pas la meilleure part de la gloire qu'il lui en pouvait appartenir, ou que s'ils lui faisaient là-dessus toute la justice qu'il en devait attendre, il avait affaire à des ingrats qui la lui envieraient, de telle sorte qu'il voyait sa fortune réduite à des termes si bizarres, qu'il fallait absolument qu'il fût persécuté de la jalousie s'il était victorieux, ou de la disgrâce s'il était vaincu.

Néanmoins, il fut avec un visage assez remis éveiller don Juan d'Autriche de la nouvelle de notre marche, et dit à ceux qui étaient près de son lit, où il le trouva encore quand il arriva, que s'il y avait quelqu'un qui n'eût point encore

1. Ce dernier membre de phrase est inintelligible.



vu de bataille, il lui en livrerait une dans une heure.

Après quoi il alla donner ordre à son aile qui était du côté du canal de Furnes, pendant que le marquis de Caracène fut pourvoir à la droite qui était du côté de la mer.

Mais, soit que ce fût par une résolution concertée ou par l'avis de ce dernier qu'elle fût rangée, on vit par expérience que l'on avait fait une grande faute que de l'avoir terminée par le corps de l'infanterie espagnole qui en tenait l'extrémité, sans l'avoir garnie de cavalerie par le flanc, et de n'en avoir pas mis au moins quelques escadrons sur l'estran pour l'assurer, au lieu de la mettre en plusieurs lignes derrière le corps de l'infanterie.

Toutefois, ceux qui voulurent justifier cette ordonnance alléguaient pour cela trois raisons dont l'une est tant soit peu considérable, et les deux autres ne peuvent être en aucune façon reçues.

La première, que la dune sur laquelle étaient les régiments espagnols de Bonifacio et Gogua, était si haute et apparemment si inaccessible que, loin d'avoir besoin d'être assistée de cavalerie, elle semblait devoir assister la cavalerie et, comme une forte citadelle, tenir toute l'aile droite en assurance.

La seconde était que l'on avait cru que la marée monterait et qu'elle n'aurait pas longtemps enduré sur l'estran la cavalerie qu'on y aurait mise, ce qui aurait été mal remarqué. La troisième était que l'on avait appréhendé que les vaisseaux anglais ne vinssent bordayer au long de la rade opposée au champ de bataille, et qu'à coups de canon, ils n'eussent chassé la cavalerie qu'on avait mis dessus l'estran, ce qui n'était que fort médiocrement à craindre, vu la grande distance qu'il y avait de là au lieu plus proche où les moins pesants vaisseaux pourraient arriver.

Les régiments de Monezei [Menessès] et Feralbo [Serralvo] étaient à la gauche de ceux de Bonifacio et Gogua, un peu en rentrant dans les dunes, en un seul bataillon ; celui du roi d'Angleterre, celui d'York ; celui de Glocester le suivaient en trois autres, puis deux de Wallons et celui de Serinchamp jusque celui de Guitaud, qui tenait toute l'extrémité des



dunes, et qui avait [aurait] tenu celle de la ligne d'infanterie, si celui de Bosan (?) n'eût été mis au delà des deux escadrons de cavalerie qui le fermaient et qui en défendaient le flanc.

Ces deux escadrons remplissaient toute la largeur du grand chemin de Dunkerque en France, ayant un peloton d'infanterie entre deux, et se trouvaient soutenus de toute la cavalerie du prince de Condé, distribuée en plusieurs lignes selon la qualité du terrain (qui en cet endroit-là n'en pouvait pas soutenir plus de deux en front) leur permettait, tout de même qu'à la droite la cavalerie espagnole et wallonne était rangée en plusieurs autres directement opposées à celles de l'infanierie, ainsi qu'il se verra représenté par la carte suivante.

Cependant le vicomte de Turenne avançait toujours dans le même ordre auquel il combattit incontinent après, c'est-à-dire toute la cavalerie de son aile droite marchant par le chemin de Furnes, et en douze lignes de deux escadrons de front chacune, celle de la gauche, par l'estran, en onze, et son infanterie par le travers des dunes, et celle-ci était rangée sur deux lignes dans la première desquelles étaient deux bataillons des gardes françaises, deux de Suisses et quatre d'Anglais qui faisaient l'extrémité de la gauche, outre que le régiment de Montgommery était sur le chemin de Furnes entre les deux premiers escadrons qui fermaient cette ligne par la droite, et que celui de Bretagne était encore à leur côté devers les fossés et les marais du canal de Furnes.

La seconde ligne d'infanterie était composée d'un bataillon de Piémont, d'un d'Espagny, d'un de la marine, et de trois autres d'Anglais qui la terminaient, outre qu'entre la première ligne et celle-ci, marchaient sept compagnies de gendarmes sous le baron de la Selle [La Salle], et au corps de réserve, quatre escadrons sous le marquis de Richelieu. Mais il y avait cette différence entre les distances qu'on observa dans la marche avec celles qu'on garda pour le combat, que le dessein de joindre vitement les ennemis confondit la première, et qu'on laissa cinq cents pas de ligne à ligne pour celles qu'on réserva pour la commodité du combat.

Il est vrai qu'il n'y en avait pas assez entre les corps de chaque ligne, et que les uns et les autres étaient un peu trop pressés flanc à flanc pour avoir liberté des mouvements dans une grande action; mais il s'en fallait prendre à l'ingratitude du terrain qui ne laissait que la largeur des dunes pour l'infanterie, et le reste qui était des deux côtés, savoir l'estran et le grand chemin de Furnes avec un peu de la prairie adjacente, pour la cavalerie.

Le marquis de Castelnau, capitaine général, avait soin de toute l'aile gauche avec les sieurs de Varennes et marquis de Ligneville, lieutenants généraux, qui commandaient la première ligne, et le comte de Schomberg qui en commandait la seconde, et le marquis de Créquy commandait à la droite de la première ligne, celui de Guadaigne [Gadagne] à l'infanterie, et le baron d'Esquancourt et le marquis de Bellefonds la seconde.

En même temps le vicomte de Turenne était partout, quoique un peu plus volontiers aux lieux qui lui pouvaient donner plus de commodité de voir d'un coup d'œil toute son armée, et en régler les mouvements parmi les inégalités des dunes où elle avait à marcher ou à combattre.

Outre cela, cinq pièces de canon roulaient à la droite sous la conduite de Saint-Hilaire, et cinq à la gauche sous celle de l'Estancourt [Lettancourt], lieutenants de l'artillerie, les uns par le chemin de Furnes, et les autres par l'estran.

Mais, après que tout eut marché en cette forme jusqu'en vue les uns des autres, et qu'on eut fait un peu d'alte [halte] partout afin de remettre, comme on fit en un moment, ce que la marche avait pu dérégler dans l'ordonnance, on logea les pièces sur les hauteurs d'où l'on pouvait davantage incommoder les ennemis; et cependant, le vicomte de Turenne fut faire encore un tour d'une aile à l'autre pour animer tous les commandants d'un petit mot et tous les corps de la vue de leur général; ce qui ne fut peut-être pas inutile, car comme l'aspect d'une bataille jette toujours, quoique l'on dise, je ne sais quoi de troublant dans l'esprit, même jusque dans les entrailles des plus hardis, l'assiette extraordinaire dans laquelle étaient postés les ennemis, et les pointes des



piques qui hérissaient les dunes sur lesquelles la plupart de leurs bataillons étaient élevés, auraient peut-être surpris de la nouveauté du spectacle le cœur de quelques-unes de ses troupes, s'il n'eût été par sa présence confirmer et augmenter la bonne disposition dans laquelle elles avaient toujours été pour le combat.

Après cela, il se fit engager par la gauche parce que, comme la droite des ennemis avançait davantage que leur gauche, les troupes de la sienne se trouvèrent plus à portée de commencer que les autres, et aussi parce qu'il fallait égaler par quelque sorte d'anticipation de temps, et que l'avantage des dunes occupées par les ennemis vers la mer obligeait à faire plus de ce côté-là que de l'autre.

Il trouva bon que le marquis de Castelnau commençât la charge par les escadrons de l'Altesse et celui du Grand Maître, lesquels ne rencontrant point de cavalerie sur l'estran, qui s'opposât à eux, trouvèrent non seulement le flanc de l'infanterie découvert, mais aussi eurent moyen de tourner, par un caracol de droite à gauche, sur celui de la cavalerie, en telle sorte qu'ils en ouvrirent la première ligne du premier choc.

Cependant, quatre bataillons de l'infanterie anglaise marchaient pour attaquer l'espagnole sur cette effroyable dune où elle était postée; mais, comme cette belliqueuse nation ne se sentait animée par aucune vengeance ni par aucune épreuve de la mollesse ou du courage de celle qu'elle allait combattre, elle n'employa pour s'y exciter davantage que de certains cris d'allégresse d'un ton fort haut et fort aigre.

Après quoi ces quatre bataillons à la tête desquels était le chevalier Lockhart, leur général, s'en allèrent d'une course précipitée grimper, nonobstant une périlleuse grêle de mousquetades, sur cette dune qui avait plus de cent cinquante pieds de hauteur et qui était tout à fait inaccessible par deux de ses côtés.

Cependant les Espagnols tiraient toujours, mais notre cavalerie ayant rompu celle qui les soutenait, et l'intrépidité des Anglais qui montaient toujours, leur montrant un péril éminent par devant aussi bien que par derrière, ils ne



purent soutenir la charge des uns et des autres, les enveloppant de tous côtés, et aussitôt posèrent ou, pour mieux dire, laissèrent tomber leurs armes du haut en bas.

Dans ce même temps, le reste de la cavalerie de l'aile gauche chargeait toujours, troupe sur troupe, celle des ennemis par le flanc, en telle sorte qu'après quelque résistance elle s'en alla toute en désordre du côté de France.

Cependant les autres bataillons de notre première ligne avançaient toujours contre ceux qui leur étaient opposés; mais, quoique ceux-ci les reçussent avec toute la bonne contenance du monde et fissent ferme jusqu'à la longueur de la pique, ils ne vinrent pourtant jamais jusqu'à se mêler et s'en allèrent après la première décharge, de telle sorte qu'après que les deux bataillons des gardes françaises (devant lesquels marchaient cinquante mousquetaires de la compagnie du roi) et les deux bataillons des gardes suisses, à la tête de qui marchait le comte de Soissons, leur général, avec cinquante gardes du cardinal Mazarin, eurent chargé les bataillons de Guitaut, Serinchamp et des Irlandais, ils les poussèrent jusqu'à occuper leurs postes et à choisir ceux qui leur étaient plus avantageux pour achever ce qui était à faire pour le gain entier de la bataille. Aussi prirent-ils celui d'une de la pente de laquelle ils firent, comme d'un amphithéâtre, une décharge si grande, si juste, si à propos et si longtemps continuée sur le prince de Condé, qu'ils lui firent perdre un avantage qu'il avait obtenu sur deux escadrons du régiment du roi, pour s'être trop abandonné sur deux des siens, et renoncer, quant et quant, à l'espérance de passer victorieux à Dunkerque, dont il s'était flatté, quand il les vit se retirer devant lui avec la précipitation qu'ils furent obligés de faire.

Mais, d'autant que cette action fut la plus remarquable et la plus opiniâtrée de la bataille, il semble nécessaire de l'étendre un peu davantage.

Et pour cet effet, il faut savoir que comme l'infanterie du prince de Condé, à qui les gardes françaises et suisses avaient à faire, fut poussée (ce qui se fit en peu de temps), les deux escadrons d'Enghien qui s'étaient postés dans le chemin de



Furnes pour en assurer le flanc gauche, et celui de Clémence qui était un peu au delà, s'ébranlèrent à l'approche des deux du régiment du roi; sur quoi, le comte de Montbas les ayant chargés et poussés à la débandade environ trois cents pas, le prince de Condé se trouvant en personne pour les recevoir, sa présence eut tant de pouvoir qu'il ramena ces fuyards et tout le gros de sa cavalerie après ces deux escadrons, qu'à son tour il repoussa si vigoureusement et renversa si brusquement sur les deux de Grandmont [Gramont] dont ils étaient soutenus, qu'on n'en voyait plus qu'un de Gassion derrière eux parce que les neuf autres de la première ligne avaient pris un peu plus à la gauche dans les dunes, ou pour aider à l'infanterie à poursuivre les avantages, ou pour prendre en flanc les ennemis qui avaient à passer par le détroit du chemin de Furnes. Il crut par là que s'en étant fait un à travers de ces premières troupes par son épée, il s'en était ouvert un infaillible à la victoire, et il promit ensuite à ceux qui étaient auprès de lui, qu'il les mènerait coucher dans Dunkerque, ainsi qu'il est ci-dessus rapporté.

Mais, comme il n'avait pas prévu que les gardes françaises que commandait Nancré, ni aussi les Suisses que commandait le comte de Soissons l'arrêteraient, il se trouva que leurs quatre bataillons avec les gens détachés que menait Bernon, lieutenant, sur la droite, et Cezane leur lieutenant, sur la gauche, avec la mousquetairie du roi que commandait Douraide, et les gardes du cardinal Mazarin que commandait Casault, lui firent un feu si terrible qu'ayant tué tout ce qui passait au-devant d'eux et massacré tout ce qui en approchait, ils éclairèrent si fort cette grosse nuée qui suivait le prince de Condé, que la plupart de ses gens diminuant par la queue et personne n'avançant plus à la tête, il ne tomba pas seulement des grandes confiances qu'il avait eues d'une victoire assurée dans la crainte d'être défait, mais aussi se trouva aux termes de désespérer [de] son salut après qu'il eut été touché de plusieurs coups de mousquet et que son cheval eut été tué sous lui; aussi courait-il une risque inévitable d'être tué ou pris, si la plupart des siens, le couvrant comme de leurs corps, ne se fussent sa-

crifiés pour lui et ne se fussent fait blesser ou prendre pour le dégager et le mettre en assurance.

Le comte de Meille s'y fit casser une cuisse, dont il mourut peu après; le marquis de Boutteville et le comte de Coligny s'y firent prendre avec une grande quantité de ses amis et d'officiers de son armée qui se pouvant sauver ne se soucièrent pas de s'exposer [à] la prison pour lui procurer la liberté.

Mais, si l'on doit une bonne partie de l'obligation de l'avoir arrêté si court à l'infanterie qui lui fit un si grand feu et même avec les [aux] dragons du roi qui endommagèrent beaucoup ses troupes dans leur passage auprès des dunes, on ne peut pas nier que les escadrons de Gramont à la tête de l'un desquels était le marquis de Créquy et à l'autre le comte de Bussy-Rabutin, mestre de camp de la cavalerie légère, n'aient beaucoup contribué au salut des deux autres du régiment du roi qu'ils recueillirent, mais encore à celui de toute la cavalerie de l'aile droite, puisqu'ils soutinrent, comme deux fermes rochers, toute l'impétuosité du prince de Condé, et donnèrent temps à l'infanterie d'asseoir, sur lui et sur ses troupes, les coups périlleux qui le mirent tout à fait dans la déroute.

Ce n'est pas que l'infanterie des ennemis ayant été totalement défaite, et toute la cavalerie de leur aile droite entièrement rompue, celle du prince de Condé n'eût été chargée en queue par le marquis de Castelnau, et enveloppée dans un détroit d'où elle n'aurait pu sortir quand même il lui serait arrivé de pouvoir percer toute la cavalerie de notre droite; mais, comme les moindres avantages des vaincus peuvent toujours contre-peser quelque chose de leurs pertes et diminuer les fruits aussi bien que la réputation d'une victoire, on ne voulut pas ouvrir au prince de Condé aucun passage sur nos troupes, quoique son progrès eût infailliblement accru son malheur, et que plus il aurait trouvé de facilité à pousser en avant, plus il aurait rencontré de difficultés à sa retraite ; aussi lui fût-ce un grand bonheur de la pouvoir faire dans la presse où il se trouva ; et quoique [ce] fut avec une grande précipitation et avec une grande nécessité



d'abandonner les siens, il ne laissa pas de courre encore de grandes risques ; car, dès aussitôt qu'il eut tourné et que le grand chemin fût devenu plus libre par ce moyen, le marquis de Créquy se débanda après lui avec la plupart de la cavalerie de l'aile droite et le poussa l'épée dans les reins jusque bien près de Furnes, pendant que le comte de Bussy-Rabutin alla gagner le pont qui était nouvellement fait sur le canal, avec quelques escadrons de ceux qui avaient combattu sous lui, et avec le régiment de Bretagne qui avait beaucoup servi à favoriser la cavalerie de l'aile droite, par où il retrancha le moyen de se sauver à beaucoup d'infanterie qui se retirait par ce passage.

Un bataillon tout entier le voyant fermé, posa les armes dans les marais, aussi bien qu'avaient fait tous les autres sur les dunes, et l'on peut dire que, ni en l'un ni en l'autre de ces lieux-là, il ne s'y sauva de toute l'infanterie des ennemis que quelque peu de ceux que l'espérance de trouver mieux fit mépriser aux débandés de notre armée, ou qui pour être trop dispersés échappèrent aux corps que le manque de butin retint en ordonnance, autant que le respect de leur général.

Pour ce qui regarde la cavalerie, comme elle semblait avoir médité sa fuite avant sa défense, elle eut plus de moyen de se sauver; néanmoins il y demeura de l'une ou de l'autre plus de cinq cents officiers prisonniers et plus de particuliers. Il y en aurait, peut-être, eu davantage si le vicomte de Turenne eût voulu qu'on se fût opiniâtré à la poursuite des fuyards ; mais, comme il avait peur que don Juan d'Autriche n'eût, de longue main, songé à lever quelque corps à Bergues ou aux environs de là pour le jeter dans les lignes pendant une attaque ou combat, il aima mieux prendre Dunkerque que des prisonniers, et pour cela fit sonner la retraite après avoir envoyé en toute diligence le marquis de Richelieu avec douze escadrons au camp, pour empêcher que les ennemis n'y entreprissent quelque chose par les voies qu'il avait soupçonnées, ou par celles que la considération de son éloignement aurait pu donner sujet aux assiégés de chercher.

Ce n'est pas qu'il n'eût si judicieusement pourvu à tout ce qui pouvait obvier à l'un et à l'autre, qu'ayant laissé les tranchées bien garnies, et les régiments de cavalerie de Pont-Saint-Pierre, Gontery, la Châtre et Saint-Loup sur le canal de Bergues avec ceux d'infanterie du cardinal Mazarin, Vitry, Grancé et Plessis-Praslin, sous le sieur Marin, lieutenant général, il semblait n'avoir guère à craindre ni du dedans ni du dehors; néanmoins la précaution de renvoyer le marquis de Richelieu se trouva si fort à temps que lorsqu'il arriva dans les lignes, il rencontra que la cavalerie de Dunkerque, après avoir inutilement fait mine de vouloir charger les régiments qui étaient démeurés dans les camps, se promenait dans le sien, et y avait déjà brûlé quelques barriques; mais il les chargea si vivement qu'en les recognant dans la place, il en fit plus de quarante prisonniers.

Peu de temps après, le vicomte de Turenne ayant ramené son armée et une bonne partie de celle des ennemis dans les lignes, alla visiter la tranchée de Pradel qui commandait le second bataillon des gardes, [et qui] n'avait su réussir au logement de la contrescarpe, qui lui avait été prescrit de tenter la nuit précédente.

Ce n'est pas que quatre compagnies de cet illustre corps qui soutint partout la primauté par le mérite aussi bien que par le sang, n'y fissent des choses tout à fait extraordinaires, et que les détachés ne vinssent de bonne grâce à se planter sur les palissades et à y appuyer leurs matériaux ; mais, comme les ennemis se défendirent si courageusement de la pique, de la pertuisane, de la grenade et des feux d'artifice qu'ils renversèrent les barriques mal assurées et brûlèrent celles qui n'étaient pas remplies, la plus grande part des soldats se jeta dans la tranchée.

Néanmoins les officiers s'opiniâtrèrent toujours à l'établissement du logemeut, et ceux qui n'étaient pas commandés ne laissaient pas d'aller à découvert, à la merci d'une infinité de périls, partout où il fallait relever le courage de ceux qui mollissaient, et portaient eux-mêmes les matériaux où il en était plus de besoin. Crécy, sous-lieutenant, reçut un coup mortel en cette occupation; de Fougères et Tom-



berel, lieutenants, furent dangereusement blessés en ramenant des gens frais à la contrescarpe ; et Roquemont, capitaine détaché à la tête, fut tué en les soutenant et en pourvoyant à tout ce qui était de son devoir; enfin tous les officiers coururent des risques extrêmes, s'y faisant tout ce qui se pouvait faire pour leur gloire particulière et pour celle du régiment ; mais les soldats, peut-être imprimés de l'opinion que le gain de la bataille, auquel ils savaient que leurs camarades étaient allés travailler, produirait celui de la place sans d'autres efforts, ou que tous ceux qu'ils pourraient faire, demeureraient infructueux s'ils la perdaient, se relâchèrent en telle sorte que Pradel, capitaine judicieux autant que brave, les voyant attiédis ou rebutés, les fit retirer, et ne songea plus qu'à s'assurer contre les entreprises que l'éloignement de l'armée pourrait convier les ennemis de former contre lui et contre ceux qu'il commandait.

Cette entreprise n'ayant pas réussi selon l'espérance du vicomte de Turenne, des juges impitoyables qui condamnent avec sévérité tout ce qui ne réussit pas heureusement, trouvaient à redire qu'il eût exposé en même temps l'élite de l'infanterie à une tentative périlleuse et tout le reste à un combat, disant que puisque celui-là devait décider les plus grandes affaires dont il était chargé, il suffisait qu'il entretînt celle de la tranchée par une garde ordinaire sans y rien entreprendre de considérable ou de douteux, et ils soutenaient enfin que si ç'avait été un effet de prudence de risquer une bataille avec des raisons nécessitantes, c'était peut-être une espèce de présomption de tenter sans nécessité la vicissitude de la fortune en tant d'endroits, et de lui abandonner partout ce qu'il y avait de plus précieux.

Mais les lieutenants généraux auxquels il avait communiqué son dessein peuvent bien témoigner qu'encore qu'il eût des confiances très grandes du gain de la bataille, il ne laissa pas de rendre encore ce respect à la défense de l'État, de laquelle il tenait la meilleure part entre ses mains, que de chercher tous les remèdes qui en pourraient prévenir le hasard, et que pour cet effet il leur dit qu'y ayant

une bonne garde à la tranchée, il avait donné les ordres d'attaquer la contrescarpe afin que s'il lui pouvait arriver de s'y loger haut la main, et d'en emporter toutes les traverses tant sur la droite que sur la gauche, l'on pût attacher un mineur à une pointe de la fausse braye de la double corne qui était presque toute contiguë à une des faces de cette contrescarpe qui regardait la mer, et qu'ensuite l'on vît s'il ne résulterait point de ce succès quelque raison qui fît rejeter, ou pour le moins remettre à une autre fois le dessein d'aller attaquer les ennemis.

Pour cela donc, il fit avertir Pradel par plusieurs envoyés de faire donner de bonne heure, et pour cela même, il fit aussi bien que pour des raisons ci-dessus énoncées de mener son armée dans les lignes, jusqu'à ce qu'il eût nouvelles du succès de cette attaque, ou qu'il eût pu en désespérer complètement.

Mais comme Pradel trouva bon de laisser un peu ralentir la première chaleur des ennemis qu'il connaissait, par leur mouvement, être tous ramassés pour quelque grand effort, ainsi qu'il arrive dans la première attente des logements des contrescarpes, il en prenait occasion de donner un peu plus de temps à l'appareil de ce qui lui était nécessaire, compassait même toutes les heures de la nuit avec tant de justesse, que le jour [14 juin] arrivant, après tous les efforts qu'il avait faits à ébranler son logement, il put avoir la clarté nécessaire à l'étendre et à le perfectionner. Cela fut le sujet pour lequel le vicomte de Turenne ne fut informé qu'une bonne heure avant jour de ce qui était arrivé du logement qu'il avait ordonné de tenter, comme l'extraordinaire résistance des ennemis fut cause qu'il n'en reçut pas de meilleures nouvelles.

Mais, comme cette attaque n'était pas sans de très grandes difficultés, les régiments de Piémont, Rambures et Mazarin, qui entrèrent à la tranchée après le second bataillon des gardes, le quinzième du mois [15 juin], ne purent pas seulement tenter la même chose, non plus que ceux de la marine, Espagny et Bout-du-Bois, qui les relevèrent, les premiers ne s'étant logés qu'au pied du glacis, et les trois



autres n'ayant qu'un peu monté sur l'assiette de la contrescarpe, à dix ou douze pieds des palissades.

Cependant le vicomte de Turenne, fâché que la lenteur du siège l'empêchât de recueillir quelques fruits de sa victoire et tenter quelque autre entreprise, résout de faire un effort à la contrescarpe avec son régiment qui entra le seizième jour du mois [16 juin]; mais afin que la chose réussît plus infailliblement, il fit détacher trois cents hommes pour donner, le reste du bataillon demeurant en deux gros dans deux places d'armes différentes pour les soutenir; et après avoir mis cent hommes des gardes françaises et autant des gardes suisses à leur droite pour occuper d'autant plus les ennemis, ordonna une pareille attaque du côté des Anglais pour être conduite par même forme et commencée en même temps.

Les choses étant ainsi disposées et le signal de trois coups de canon donné, le marquis de Créquy qui commandait à la tranchée ce jour-là, se mit à la tête des hommes détachés, et après avoir marqué à chaque corps des commandés les endroits où ils avaient à s'attacher et à s'étendre, il les fit marcher, par pelotons et tambours battants par le dehors de la tranchée, droit aux pointes de la contrescarpe qu'il devait embrasser. Les ennemis les reçurent avec un grand feu de mousqueterie et de grenades, qu'ils obstinèrent fort longtemps, et même repoussèrent les gens qu'il avait envoyés sur la gauche, s'étant rabattus sur eux après qu'ils eurent rebuté les Anglais par leur grande résistance, et par un réduit avancé qui restait encore à prendre de leur côté; sur cela, il fit sortir le gros du régiment de Turenne, qui était destiné pour soutenir la gauche, et le mena au lieu où l'on commençait à relâcher.

Après cela, les assiégés ne purent plus soutenir tant de charge; et quoiqu'ils fissent des efforts extraordinaires pour éloigner les soldats qui avaient passé leurs mousquets au travers des palissades, ils ne les purent jamais chasser, et furent enfin contraints d'abandonner plus de deux cents pas de contrescarpe pour se retirer derrière des traverses qu'ils avaient au dedans du corridor. Ils dirent, après la

prise de la place, que la blessure mortelle que le marquis de Leyde reçut en cette occasion avait ralenti la défense et leur avait fait perdre tant de terrain.

Néanmoins, on ne s'aperçut pas de cet accident, le feu ni la résistance n'ayant pas diminué qu'on n'eût emporté toutes les pointes qui flanquaient le front qu'on avait attaqué ; après quoi, les travailleurs de chaque peloton firent leur logement assez à leur aise, et se mirent à couvert en peu de temps.

L'on remarqua deux choses en cette occasion, dont l'on peut beaucoup s'instruire en cas pareil.

L'une est que l'officier principal se mit à la tête des gens détachés, et l'autre qu'il les mena par pelotons, et le tambour battant la marche.

La première ne regarde que le bon exemple qui convie les officiers généraux à relâcher quelque chose de la dignité de leurs charges, et à se hasarder quelquefois à la tête des gens qu'ils commandent, lorsqu'il y a quelque grande difficulté à surmonter ; mais la seconde montre combien il est plus avantageux de mener des gens en bon ordre, en quelque nombre et à quelque occasion que ce puisse être, que de les y envoyer à la file et à la débandade ; aussi a-t-on vu par plusieurs expériences que quand on a fait sortir des gens d'une sape un à un pour attaquer une contrescarpe ou y entreprendre un logement, ils n'y sont allés, pour l'ordinaire, que baissant la tête, et que quand il est arrivé que les premiers ont été tués ou blessés, tout le reste s'est retiré avec désordre dans la tranchée. Mais quand une troupe détachée marche ensemble et en bon ordre, la mort ou la blessure des uns n'empêche pas les autres de s'avancer, ni de s'attacher aux lieux où ils sont commandés.

Pour ce qui est d'avoir fait battre plutôt la marche que la charge, quoiqu'il ne paraisse de grande conséquence, il ne laisse pas d'enseigner les mesures d'une résolution plus fière et mieux réglée que la confusion que l'autre batterie semble marquer par sa cadence.

On ne fit point d'autres observations sur la diversité des lieux par lesquels il attaqua la contrescarpe, parce que,

comme c'est désormais une forme aussi commune que nécessaire, on ne s'arrêta pas à en examiner les particularités.

Cependant le vicomte de Turenne avait fait occuper le fort Léon dès le jour précédent, pour ce que les raisons pour lesquelles il ne l'avait pas pris auparavant ne subsistaient plus; toutefois cela n'avança pas de beaucoup la prise de la place; on y avait fait une batterie qui voyait de travers la double corne que l'on attaquait et les dedans des contrescarpes qui regardaient la mer; mais, parce que le canon ne sert guère que le jour et que les attaques ne se font guère que la nuit, on n'en tira pas de fort grands fruits, ou si l'on en recueillit quelques-uns, ils ne parurent que dans l'amas des raisons qui forcèrent les assiégés à se rendre.

Ils furent bien diminués par la blessure mortelle que le marquis de Castelnaureçut [17 juin] en allant reconnaître ce qu'il y avait à faire de ces côtés-là. Toute l'armée ressentit sa disgrâce avec beaucoup de douleur, tant pour la reconnaissance qu'elle avait des grands soins qu'elle lui avait vu prendre du siège auquel elle était attachée, que par l'estime des actions d'extraordinaire valeur qu'elle lui avait vu faire à la bataille des Dunes, et comme il en avait fait toujours de semblables pendant sa vie, le cardinal Mazarin en honora les derniers moments de ses larmes et le roi d'un bâton de maréchal de France.

Le dix-huitième du mois [18 juin], le premier bataillon des gardes françaises fit tout ce qu'il y avait à faire pour profiter du logement que le régiment de Turenne avait fait, et ayant ouvert plusieurs sapes pour entrer dans le corridor, emporta avant que de sortir de garde, quelques traverses qui y restaient à prendre dans les faux parallèles et la demi-lune, à la réserve des deux autres plus grands qui étaient aux extrémités du même corridor, à couvert desquels les assiégés entraient dans cette demi-lune.

Les Suisses en occupèrent la pointe le lendemain et y firent un assez considérable logement; mais, comme les ennemis le pouvaient encore incommoder et se retrancher à la gorge de cette pièce, Pradel et tous les officiers du second bataillon des gardes qui entra le dix-neuvième [19 juin] se résolurent



de se rendre tout à fait les maîtres de la demi-lune emportant ces deux traverses, et même d'ajouter à ce que l'on avait de pris de la contrescarpe toute l'étendue du logement qu'il serait possible d'y occuper, afin de réparer, par ce moyen, la disgrâce de n'avoir pas pu faire à leur garde précédente tout ce qu'ils s'étaient proposé d'exécuter.

Pour cela, ils firent un grand détachement de six vingts hommes à la droite par Bernière, capitaine, et un autre de six vingts hommes à la gauche par Brécourt, lieutenant, et Rieux, sous-lieutenant, avec ordre à Besançon, enseigne, d'en repousser soixante autres par le logement de la pointe de la demi-lune, et d'en occuper la gorge, après que par la prise des traverses ils auraient ôté aux ennemis le moyen d'y retourner.

Cette résolution étant prise, ils donnèrent ordre à faire porter leurs matériaux, et comme il n'y a pas de bas emploi dans les grandes actions de la guerre, ils détachèrent même des officiers pour avoir soin de les faire suivre aux lieux où ils étaient destinés et au temps qu'il en serait besoin; et après cela, ils donnèrent des deux côtés avec tant de vigueur qu'ils chassèrent les ennemis non seulement des deux traverses, mais leur en prirent tant d'autres qu'il ne leur demeura que deux faces de la contrescarpe, de celles qui allaient aboutir à l'entrée de leur port.

Pradel et tous les autres officiers du bataillon auraient bien pu se dispenser de suivre et de visiter, comme ils le firent à toute heure, ceux qui furent détachés aux logements qui avaient été résolus, mais l'honneur du corps les touchait si vivement, qu'il n'y en eut guère qui ne se trouvassent partout où il y eut quelque chose à faire ou à commander, et y furent blessés. Le chevalier de Maupeou, capitaine, reçut trois coups de mousquet assez favorables en se portant de bonne volonté dans tous les lieux où il trouva quelque chose à exécuter pour la gloire du régiment, aussi dignement qu'avaient fait deux de ses frères, qui furent tués au siège de Valenciennes, et pour le nom d'une famille consacrée au roi par le sang de la plus grande partie de ses enfants.

Le vingtième du mois [20 juin], les régiments de Picardie,



Bretagne et Montgommery relevèrent le grand bataillon des gardes, et coulèrent au long de cette face de la contrescarpe, qui rasait la pointe de fausse-braye de la double corne, à laquelle le vicomte de Turenne avait espéré de pouvoir attacher une mine dès la première fois qu'il fut attaquer la contrescarpe ; mais, comme une autre grande face défendait celle-ci, ils ne purent pas les occuper toutes deux; néanmoins, ils ne laissèrent pas d'approcher bien près de cet heureux endroit qui, par l'ignorance de ceux qui n'y avaient pas assez avancé..... [*cette lacune existe dans le texte*] le corridor, en le fortifiant, donnait tant de prise à la pièce à la prise qu'on attaquait[1]; et s'ils ne purent, dès cette même nuit, exécuter ce qui leur avait été prescrit, et qui fut achevé la suivante, c'est que le capitaine de Picardie qui était détaché s'en alla porter son logement jusque sur le bord de la chaussée du grand canal, au lieu de ne le faire simplement qu'à la face dont il est parlé, de sorte qu'encore qu'il entreprit des choses d'une intrépidité si extraordinaire qu'il fallait qu'une bonne partie de la garnison et de la bourgeoisie sortît de la place pour le venir chasser du lieu où il s'était mis et qu'il ne voulut point abandonner que par la mort, il ne fit pour cela rien d'utile à la cause commune, que de laisser, dans l'exemple de son malheur, une leçon à tous les officiers commandés, par laquelle ils sont avertis de se faire mieux expliquer le détail de ce qui leur sera prescrit, et une autre aux officiers généraux, qui leur peut faire savoir de bien marquer de jour ce qu'ils veulent qu'on fasse de nuit, et de le répéter tant de fois à ceux qui le doivent exécuter, qu'ils soient assurés qu'ils ont assez compris ce qui leur est ordonné.

Mais le vingt-unième jour du mois [21 juin], qui fut le dernier de toutes les fatigues du siège, les choses se firent avec plus de succès parce qu'elles furent entreprises d'ordre et que le vicomte de Turenne marqua lui-même aux régiments de Piémont, de Rambures et Mazarin, ce qu'ils avaient à faire en partageant, comme par de justes mesures à chacun

1. Cette fin de phrase est inintelligible.



de ces corps, les espaces de la contrescarpe qu'ils avaient à occuper, et ceux par lesquels ils avaient à soutenir.

Après cela le marquis de Rambures, mestre de camp, commandant l'infanterie de cette garde, fit sortir les détachés de la tranchée et les mena aux lieux qui leur avaient été marqués ; après quoi, ils s'y établirent nonobstant la grande résistance des ennemis, et achevèrent par là d'occuper tout ce qu'il y avait de chemin couvert depuis le grand chemin jusqu'à l'attaque des Anglais qui, par la prise de quelques traverses qui restaient à nettoyer sur leur main gauche, s'étaient aussi rendus maîtres d'une demi-lune qui était de leur côté.

Le lendemain matin [22 juin], l'on mit des blindes par les endroits de la tranchée des Français, que l'on trouva être enfilés, et au couvert de l'une d'icelles on commença à placer, du dehors même de la contreescarpe, une galerie pour attacher un mineur sous la pointe de la fausse braye dont il est parlé.

Cependant, il arriva un cas étrange à deux soldats du régiment de Rambures par l'excès de leur avidité à butiner. Le premier de ceux-ci ayant reconnu à l'aube du jour qu'un de ses camarades qui avait été tué la nuit avait un assez bon habit, résolut de le dépouiller quoique pour ce faire il fallût aller à découvert assez loin de la tranchée, aussi fut-il tué dans ce dessein; mais comme le second, moins détourné par la considération de ce malheur qu'allumé par l'espérance d'un double gain, se mit en tête deles dépouiller tous deux, cherchant seulement quel moyen un peu plus sûr afin d'en venir à bout plus aisément, pour cela il se coucha dans un tonneau, et en ayant mis encore un autre par-dessus dans l'opinion que l'épaisseur de tous les deux et le vide d'entre l'un et l'autre pourraient amortir tous les coups de mousquet qui lui seraient tirés, s'étant ensuite fait rouler vers le corps mort qu'il se proposait de tirer dans la tranchée par le moyen des cordes qu'il avait portées pour cet effet, il n'en put approcher si juste, qu'ayant déjà fait plus de quatre-vingts pas et trois ou quatre au delà du butin qu'il cherchait, il ne fût obligé de reculer pour le rencontrer à



point nommé; mais comme il fallut tourner la machine tant pour bien reconnaître l'endroit où il était que pour arriver à celui où il voulait aller, cinq ou six coups de mousquet, qui tirèrent dans le temps de ce mouvement, percèrent les deux tonneaux auxquels il s'était fié et le tuèrent assez près de ses camarades. Toutefois, la punition d'une si effroyable convoitise ni la vue d'un spectacle si funeste ne firent pas cesser toutes les tentatives qu'une si chétive dépouille avait excitées parmi les autres soldats du même poste; aussi n'y en eut-il guère d'entre eux qui n'imaginât quelque moyen de pouvoir plus sûrement amener ces morts dans la tranchée; et comme l'expédient de se servir à cela des crochets avec lesquels on arrachait les feux d'artifice que les ennemis jetaient, fut trouvé l'un des meilleurs, ils commencèrent à les attacher avec des cordes, quand la chamade que les assiégés firent battre pour parlementer, donna la commodité à ceux qui étaient les plus proches de ces trois corps, de les aller dépouiller sans risque. Ainsi l'on peut dire qu'ils profitèrent, les premiers, des offres que le baron de Bassecourt fit de rendre la place aux conditions qui avaient été rédigées par écrit dans un conseil tenu avec ses officiers sur les raisons et sur les formes de la capitulation.

Véritablement ce baron tenait un rang fort considérable dans la place, mais le commandement absolu lui en échut après la mort du marquis de Leyde, qui arriva le vingtième du mois [20 juin], et comme il ne lui cédait guère en assiduité non plus qu'en beaucoup d'autres bonnes qualités, il n'avait point quitté les dehors, ou du moins les pièces attaquées, depuis le premier jour du siège non plus que lui.

Pour cela, il parut sur le parapet avec tous ceux qui s'y montrèrent incontinent avec la chamade, et ensuite il fit demander au sieur de Varennes qui commandait à la tranchée, un otage pour la sûreté de celui qu'il fit sortir avec pouvoir de traiter des conditions de sa reddition; mais le vicomte de Turenne ne voulut point écouter, pour lors, celui qui lui en portait les articles, et le fit conduire au roi qui était retourné à Mardick pour avancer par ses soins la fin du siège, comme il en avait assisté le commencement.



Cependant Bellefonds, capitaine au régiment de Piémont, fut réciproquement envoyé dans la place, ayant été choisi pour cela tant en considération du rang qu'il tenait dans ce corps-là, qui était le premier de ceux qui se trouvaient à la tranchée, que pour celle des qualités requises à un emploi qui ne demande pas seulement du mérite pour donner du poids aux gages, mais aussi qui requiert une telle capacité en celui qui l'occupe, qu'il puisse donner lieu à son général de profiter de ce qu'il aura ouï ou vu, en cas que le traité pour lequel il est otage vienne à se rompre.

Mais le roi ayant ouï celui que le baron de Bassecourt avait fait sortir pour traiter de capitulation, le renvoya incontinent au vicomte de Turenne, pour en régler les articles, ce qui se fit à peu près selon les formes accoutumées en semblables rencontres, c'est-à-dire à condition que la garnison de Dunkerque sortirait, le vingt-quatrième juin [24 juin], avec armes et bagages, même avec deux pièces de canon du poids de vingt-quatre livres de balles, pour être conduite en toute assurance à Saint-Omer, et ses blessés à Nieuport.

Pour ce qui regardait les bourgeois sur le fait de la religion et sur l'entretènement de leurs privilèges, on termina toutes leurs demandes par l'offre de leur octroyer les mêmes choses qui avaient été accordées aux habitants d'Arras, en l'an mil six cent quarante.

On pourrait croire que ces termes-là étaient trop généraux pour assurer plusieurs clauses particulières; mais, pour ce que la capitulation d'Arras a toujours servi de modèle en plusieurs occasions comme la chose la plus avantageuse que les peuples conquis puissent désirer, ceux de Dunkerque s'en contentèrent d'autant plus que le roi, qui vint au camp le lendemain, vingt-troisième [23 juin], leur confirma par sa bouche tout ce qui leur avait été promis, et ajouta même des ordres si précis pour l'exécution de ce qui concernait la foi catholique, qu'il adoucit autant la douleur de leur disgrâce qu'il les édifia de sa piété.

Après cela, il fut voir les travaux des deux attaques, aussi bien que le champ de bataille où son armée avait combattu les ennemis; et parce qu'il avait remarqué dans les récits



qu'on lui en avait faits, qu'elle avait profité d'une faute qu'ils avaient commise dans l'ordonnance de leur aile droite, il se fit soigneusement informer sur les lieux de toutes les choses qui lui pouvaient donner moyen de connaître ce qu'il y avait à imiter ou à fuir en cas semblable, et enfin de tout ce qui pouvait instruire un grand roi du métier de grand capitaine.

Il retourna ensuite au quartier du vicomte de Turenne, où il tint un conseil sur ce qu'il y avait à faire de plus pressant pour appuyer et pour étendre ses conquêtes. Mais, quoique l'étonnement où était toute la Flandre, et l'approche de l'armée de Champagne que commandait le maréchal de la Ferté, donnassent lieu à plusieurs entreprises considérables, il en réduisit tous les projets à deux partis, savoir, au siège de Nieuport ou à celui de Bergues. Le premier paraissait d'une plus grande importance et l'autre d'une plus grande nécessité.

C'est pourquoi il fut conclu que l'on s'attacherait à cette dernière place, quelques soins que les ennemis eussent pu prendre de la munir comme un sujet visiblement destiné à une infaillible attaque ; aussi ordonna[-t-]on incontinent au colonel Boduits [Podewiltz], brigadier, de s'en aller le lendemain sur le canal de Hondschoote, avec sa brigade et le régiment de Bretagne et Montgommery, pour faire des ponts partout où il serait nécessaire pour l'aller investir ; et cependant les assiégés livrèrent une porte au régiment des gardes, et sortirent, le vingt-quatrième du mois [24 juin], au nombre de douze cents hommes de pied et de six cents chevaux, le baron de Bassecourt marchant à la tête de la dernière troupe, comme au lieu qu'une bienséance de longtemps accoutumée a marqué aux gouverneurs qui ont capitulé, pour faire voir par là qu'ils n'ont succombé que les derniers à la nécessité de se rendre, ou peut-être aussi, pour montrer que dans la perte d'un dépôt si précieux que celui d'une place, le seul malheur est une espèce de crime qui peut suspendre de l'honneur des premiers rangs ceux qui sont les moins coupables, jusqu'à ce qu'un compte bien exact de leurs actions les ait justifiés aux yeux de tout le monde,

et que l'approbation de leur maître les ait rétablis dans tous les privilèges de leur vertu.

Certainement le baron de Bassecourt avait fait dans Dunkerque, tant en qualité de général qu'en celle de commandant, tout ce qu'un excellent officier pouvait faire ; aussi, le roi, qui s'était rendu à mille pas de la ville pour voir sortir sa garnison, l'honora d'un petit témoignage d'estime et de la consolation que peut avoir un gouverneur de n'avoir remis les clefs de sa place qu'entre les mains d'un prince autant débonnaire que victorieux.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER





LIVRE II



LIVRE III







APPENDICE

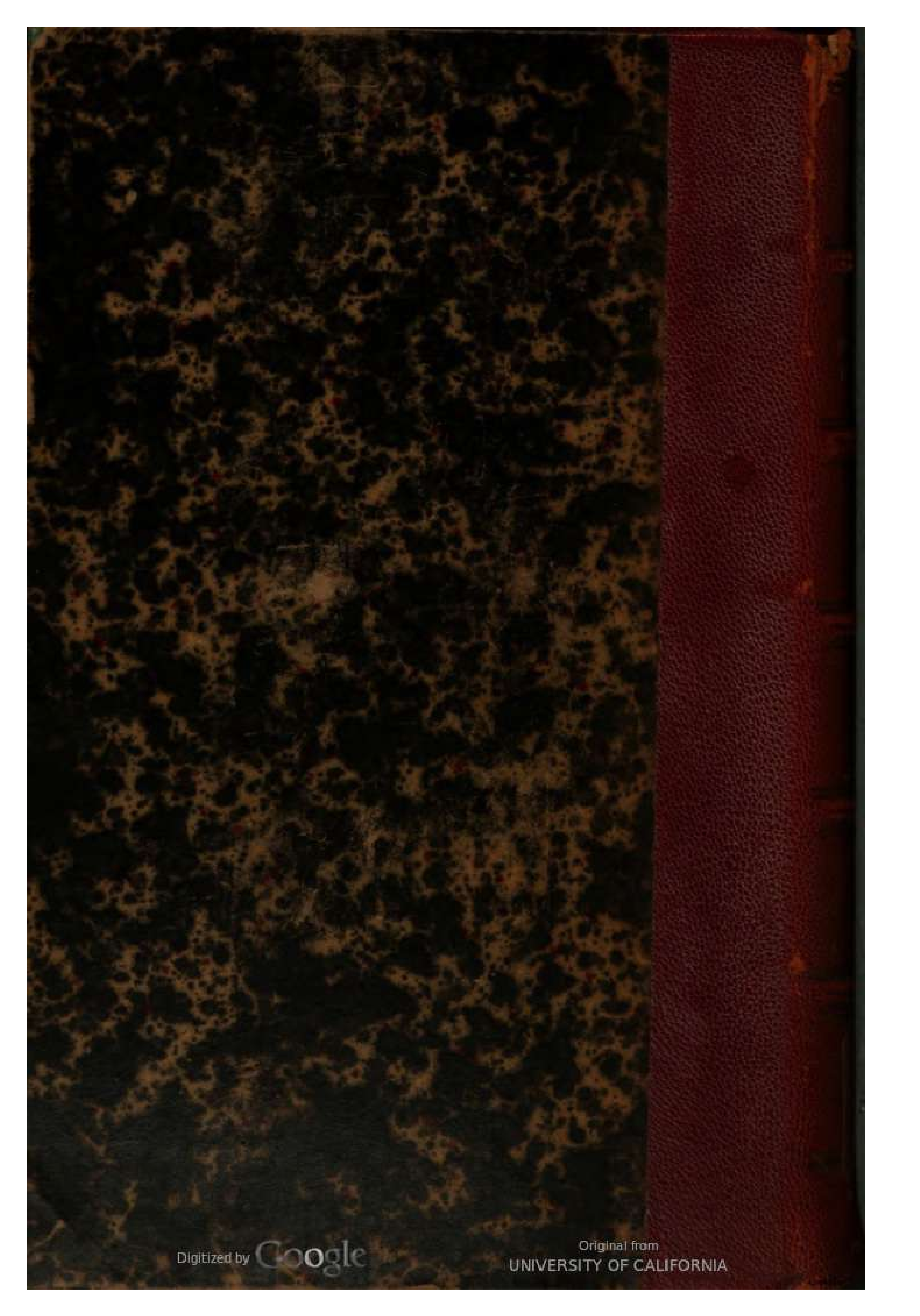


FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

4831-85. — Corbeil. — Typ. et stér. Crété






Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA